



**PLAN À MOYEN TERME**  
**POUR LA PÉRIODE 1974-1977**

**ASSEMBLÉE GÉNÉRALE**

DOCUMENTS OFFICIELS : VINGT-HUITIÈME SESSION

SUPPLÉMENT N° 6A (A/9006/Add.1)

**NATIONS UNIES**



**PLAN À MOYEN TERME**  
**POUR LA PÉRIODE 1974-1977**

**ASSEMBLÉE GÉNÉRALE**  
DOCUMENTS OFFICIELS : VINGT-HUITIÈME SESSION  
SUPPLÉMENT N° 6A (A/9006/Add.1)



**NATIONS UNIES**

New York, 1973

#### **NOTE**

**Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.**



TABLE DES MATIERES

	<u>Pages</u>
Introduction .....	1
A. Organes directeurs - activités économiques et sociales .....	9
B. Département des affaires économiques et sociales .....	11
C. Commission économique pour l'Europe .....	67
D. Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient .....	78
E. Commission économique pour l'Amérique latine .....	92
F. Commission économique pour l'Afrique .....	102
G. Bureau économique et social des Nations Unies à Beyrouth .....	115
H. Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés .....	122
I. Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement ...	127
J. Organisation des Nations Unies pour le développement industriel ....	157
K. Programme des Nations Unies pour l'environnement .....	180
L. Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe .....	185
M. Contrôle international des stupéfiants .....	190
N. Programme ordinaire d'assistance technique .....	200
O. Droits de l'homme .....	202



## INTRODUCTION

1. A sa vingt-septième session, l'Assemblée générale a approuvé 1/, à titre expérimental, un nouveau mode de présentation, par programme, du budget de l'Organisation des Nations Unies. Une caractéristique importante du nouveau système de budgétisation par programme est le "plan à moyen terme" couvrant une période de quatre ans. Le plan initial, qui porte sur les années 1974 à 1977, concerne essentiellement les activités qui se prêtent le mieux à une programmation à moyen terme, c'est-à-dire celles des unités administratives et programmes dans les domaines économique et social et dans celui des droits de l'homme qui sont énumérés dans la table des matières qui figure à la page précédente. Ce groupe de programme de l'Organisation des Nations Unies représente de loin la plus grande proportion des activités que l'Organisation peut programmer. Pour fournir un cadre dans lequel évaluer le montant des fonds prévus pour la période à moyen terme, on a indiqué dans le tableau 3, pour tous les chapitres du budget, les fonds dont on prévoit qu'ils seront nécessaires, en donnant, pour chaque chapitre, un chiffre total, calculé sur la base de projections du coût des activités en question, pour leur volume actuel, ledit coût étant ajusté, le cas échéant, compte tenu des variations que l'on peut prévoir à l'heure actuelle. On compte que, lors de l'établissement des futurs plans à moyen terme, des procédures de programmation auront été mises au point pour toutes les autres activités qui se prêtent à la programmation à moyen terme.

2. Les deux premières années du plan, 1974 et 1975, sont celles sur lesquelles porte le budget-programme biennal 2/.

3. La définition des programmes, les objectifs préliminaires qui sont visés et les textes qui portent actuellement autorisation des activités à exécuter pendant la période de quatre ans (1974-1977) sont essentiellement les mêmes que ceux qui sont indiqués dans le budget-programme biennal qui fait l'objet du document A/9006. Ces précisions ne figurent pas dans le Plan à moyen terme ci-joint, que l'on aura donc intérêt à examiner en se reportant au budget-programme pour la période biennale 1974-1975.

4. On s'est efforcé de présenter de manière concise les objectifs globaux que vise chacune des grandes unités administratives. Dans certains cas, on a présumé, comme aucun texte d'un organe délibérant ne spécifiait le contraire, que le volume d'activités des programmes serait le même pendant la prochaine période de quatre ans que celui qui est actuellement approuvé. Dans d'autres cas, on a présumé que les activités diminueraient ou augmenteraient au cours de la période de quatre ans en fonction de nouvelles décisions qui seront vraisemblablement prises par les organes délibérants.

5. Pour toutes les activités autres que celles qui sont entreprises dans les domaines économique et social et dans celui des droits de l'homme, on a fait des projections en se fondant sur le tableau d'effectifs probable pour 1975, compte tenu

---

1/ Résolution 3043 (XXVII).

2/ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-huitième session, Supplément No 6 (A/9006).

d'augmentations à certains chapitres du budget qui ont été calculées en fonction des taux de rémunération envisagés pour 1976 et 1977. Pour calculer le montant des autres dépenses (frais de voyage, imprimerie et services contractuels, frais généraux, etc.), on s'est fondé sur les augmentations qui se sont produites ces dernières années. Des dépenses spéciales, comme les frais de construction, les dépenses relatives aux bourses de perfectionnement et aux subventions, ainsi que le coût des activités financées en commun, ont fait l'objet de projections distinctes, compte tenu des augmentations ou diminutions qui se produiront vraisemblablement en 1976 et 1977.

6. On a établi des tableaux récapitulatifs (tableaux 1, 2 et 3) indiquant : a) les fonds nécessaires pendant la période du plan quadriennal à moyen terme, par unité administrative s'occupant de questions économiques et sociales ou relatives aux droits de l'homme, b) les subdivisions, par programme, du plan à moyen terme pour les unités administratives s'occupant de questions économiques et sociales ou relatives aux droits de l'homme, et c) les dépenses à prévoir à tous les chapitres du budget pour les quatre années 1974 à 1977. Pour chacune des grandes unités administratives qui figurent dans le plan à moyen terme, on a inclus des tableaux récapitulatifs par programme et un tableau d'effectifs global pour la période quadriennale. En outre, pour chaque programme, un exposé indique les réalisations envisagées pour la période du plan. Les dépenses y relatives, y compris celles dont on peut prévoir qu'elles seront dues à l'inflation, sont aussi indiquées pour chacun des grands programmes.

7. D'une manière générale, le plan à moyen terme est censé constituer un cadre dans lequel les Etats Membres peuvent examiner les budgets-programmes biennaux et approuver les objectifs que l'Organisation doit chercher à atteindre, tant à court terme qu'à long terme. Le Secrétaire général, pour établir le budget à l'avenir, tiendra compte des ordres de grandeur ainsi donnés et devrait pouvoir refléter plus exactement les vues collectives des Etats Membres.

8. Le plan à moyen terme pour les années 1974-1977 est ainsi présenté dans les pages qui suivent.

Tableau 1

TABLEAU RECAPITULATIF DU PLAN A MOYEN TERME 1974-1977 POUR LES UNITES ADMINISTRATIVES ET LES PROGRAMMES  
DANS LES DOMAINES ECONOMIQUE ET SOCIAL ET DANS CELUI DES DROITS DE L'HOMME  
(Milliers de dollars des Etats-Unis)

	1974				1975				1976				1977			
	Programmes opéra- tionnels	Autres ressources extra- budgé- taires	Budget ordinaire	Programmes opéra- tionnels	Autres ressources extra- budgé- taires	Budget ordinaire	Programmes opéra- tionnels	Autres ressources extra- budgé- taires	Budget ordinaire	Programmes opéra- tionnels	Autres ressources extra- budgé- taires	Budget ordinaire	Programmes opéra- tionnels	Autres ressources extra- budgé- taires	Budget ordinaire	Budget ordinaire
Organes directeurs - Activités économiques et sociales	-	-	674	-	-	710	-	-	-	-	-	752	-	-	1 051	
Département des affaires économiques et sociales	61 506	8 225	16 027	67 361	8 081	17 384	74 147	8 507	18 420	81 708	9 197	19 645				
Commission économique pour l'Europe	294	504	5 124	360	530	5 574	396	556	5 921	436	572	6 305				
Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient	4 179	1 029	5 299	4 637	1 081	5 593	5 108	1 148	5 915	5 428	1 212	6 314				
Commission économique pour l'Amérique latine	5 324	672	6 300	6 215	752	6 870	6 624	788	7 166	7 741	829	7 709				
Commission économique pour l'Afrique	2 499	2 243	6 634	2 830	2 986	7 044	3 168	3 173	7 671	3 545	3 530	8 298				
Bureau économique et social des Nations Unies à Beyrouth	335	186	728	411	194	776	521	203	870	562	215	962				
Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés	11 100	1 423	5 243	11 630	1 516	5 539	12 000	1 576	5 919	12 600	1 654	6 216				
Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement	8 900	1 319	13 043	9 300	1 377	14 446	9 900	1 442	15 159	10 400	1 513	15 951				
Organisation des Nations Unies pour le dévelop- pement industriel	34 600	4 659	15 197	41 000	5 586	16 547	47 600	6 037	17 998	53 500	6 816	19 489				
Programme des Nations Unies pour l'envi- ronnement	16 000	2 421	1 932	16 000	2 506	2 033	16 000	2 594	2 164	16 000	2 686	2 323				
Bureau du Coordonnateur des secours en cas de catastrophe	-	-	591	-	-	624	-	-	675	-	-	713				
Contrôle international des stupéfiants	1 200	527	1 324	1 200	481	1 545	2 000	570	1 692	2 500	630	1 881				

Tableau 1 (suite)

	1974				1975				1976				1977			
	Programmes opéra- tionnels	Autres ressources extra- budgé- taires	Budget ordinaire	Programmes opéra- tionnels	Autres ressources extra- budgé- taires	Budget ordinaire	Programmes opéra- tionnels	Autres ressources extra- budgé- taires	Programmes opéra- tionnels	Autres ressources extra- budgé- taires	Budget ordinaire	Programmes opéra- tionnels	Autres ressources extra- budgé- taires	Budget ordinaire	Programmes opéra- tionnels	Autres ressources extra- budgé- taires
Programme ordinaire d'assistance technique	-	-	8 733	-	-	8 733	-	-	-	-	9 233	-	-	9 233	-	-
Droits de l'homme	-	79	1 822	-	80	1 865	-	84	-	88	2 063	-	88	2 285	-	-
Unités administratives et programmes dans les domaines économique et social et dans celui des droits de l'homme	145 937	23 287	88 671	160 914	25 170	95 283	177 464	26 678	194 420	28 942	101 618	194 420	28 942	108 375	183 620	291 995
Autres activités de l'Organisation des Nations Unies			166 939			166 307					174 129			183 620		
Total général			255 610			261 590					275 747			291 995		

Tableau 2

TABLEAU RECAPITULATIF DU PLAN A MOYEN TERME 1974-1977 POUR LES PROGRAMMES DANS LES DOMAINES ECONOMIQUE ET SOCIAL  
ET DANS CELUI DES DROITS DE L'HOMME  
(Milliers de dollars des Etats-Unis)

Budget ordinaire																		
Catégories de programme et programme	Organes directeurs	Département des affaires économiques et sociales	CEE	CEAEO	CEPAL	CEA	RESNUB	HCR	CNUCED	ONUDI	Environnement	Secours en cas de catastrophe	Contrôle des stupéfiants	Programme ordinaire d'assistance technique	Droits de l'homme	Total budget ordinaire	Autres ressources (extra-budgétaires)	Total programmes opérationnels 1/
I. ORGANES DIRECTEURS	1977	1 051		4	110	186		22	670	754	121		52	-	469	3 439	88	-
	1976	752		4	-	176		21	623	684	115		-	-	446	2 821	84	-
	1975	710		110	100	173		19	574	659	110		44	-	434	2 933	80	-
	1974	674		49	-	153		17	545	610	105		-	-	450	2 603	79	-
II. DIRECTION EXECUTIVE ET ADMINISTRATION	1977	205	332	263	536	133	91	380	656	836	232	122		-	131	3 917	52	-
	1976	197	314	249	505	125	87	362	608	762	219	116		-	123	3 667	50	-
	1975	186	300	237	484	119	82	341	575	685	202	111		-	119	3 441	49	-
	1974	181	283	229	450	113	80	318	542	647	192	93		-	115	3 243	48	-
III. PROGRAMMES																		
Agriculture et forêts	1977		289	98	168	307	-	-								862	821	-
	1976		254	84	160	291	-	-								789	788	-
	1975		241	65	152	271	-	-								729	741	-
	1974		225	64	144	259	-	-								692	673	-
Assistance au projet concernant le bassin inférieur du Mékong	1977			62												62	85	-
	1976			59												59	80	-
	1975			55												55	70	-
	1974			54												54	65	-
Secours en cas de catastrophe	1977											591				591	-	-
	1976											559				559	-	-
	1975											513				513	-	-
	1974											498				498	-	-
Education et formation	1977					177										177	24	-
	1976					131										131	24	-
	1975					130										130	25	-
	1974					118										118	19	-
Environnement	1977		426	58	70						827					1 381		16 000
	1976		399	56	67						797					1 319		16 000
	1975		368	53	63						755					1 239		16 000
	1974		332	33	49						718					1 132		16 000
Planification, projections et politiques relatives au développement économique général	1977	3 126	1 340	615	957	930	313							1 850		9 131	3 750	20 329
	1976	2 848	1 279	573	911	880	270							1 850		8 611	3 309	18 081
	1975	2 651	1 208	534	868	828	240							1 816		8 145	2 994	16 070
	1974	2 378	1 108	506	828	764	219							1 816		7 619	2 514	14 230
Droits de l'homme	1977														1 394	1 394	-	-
	1976														1 220	1 220	-	-
	1975														1 051	1 051	-	-
	1974														1 011	1 011	-	-
Peuplements humains	1977	1 410	213	115		88								720		2 546	625	10 055
	1976	1 281	198	111		80								720		2 390	609	9 055
	1975	1 179	189	105		77								686		2 236	590	8 154
	1974	1 140	181	93		72								686		2 172	510	7 364

Tableau 2 (suite)

## Budget ordinaire

Catégories de programme et programme	Organes directeurs - Activités économiques et sociales	Département des affaires économiques et sociales	CEE	CEAO	CEPAL	CEA	BESNUB	HCR	CNUCED	ONUDI	Environ- nement	Secours en cas de catas- trophe	Contrôle des stupé- fiants	Programme ordinaire d'assis- tance technique	Droits de l'homme	Total budget ordi- naire	Autres ressources (extra- budgé- taires)	Total ressources Total programmes opéra- tionnels l/
Développement industriel	1977		489	499	495	396	34		8 365					2 000		12 278	2 097	53 500
	1976		445	455	451	337	23		7 739					2 000		11 450	1 786	47 600
	1975		425	422	399	332	-		7 010					1 500		10 088	1 609	41 000
	1974		402	407	359	298	-		6 349					1 500		9 315	1 212	34 600
Contrôle inter- national des stupéfiants	1977												1 829			1 829	630	2 500
	1976												1 692			1 692	570	2 000
	1975												1 501			1 501	481	1 200
	1974												1 324			1 324	527	1 200
Commerce inter- national et développement	1977		424	472	624	252	62		9 110					450		11 394	1 330	10 400
	1976		403	447	578	236	59		8 657					450		10 830	1 276	9 900
	1975		375	392	543	219	57		7 233					342		10 161	1 231	9 300
	1974		336	339	501	191	44		7 629					342		9 382	1 158	8 900
Main-d'oeuvre, gestion et emploi	1977					65										65	61	-
	1976					62										62	61	-
	1975					58										58	49	-
	1974					56										56	38	-
Ressources naturelles	1977	1 219				386								225		3 159	1 578	18 605
	1976	1 194			183	354								225		3 033	1 506	18 588
	1975	1 141			167	305								155		2 803	1 425	18 571
	1974	995			154	286								155		2 566	1 306	18 563
Economie des océans et océanologie	1977	385														385	-	-
	1976	367														367	-	-
	1975	352														352	-	-
	1974	310														310	-	-
Population	1977	1 203		207	-	51	-									1 461	2 338	8 286
	1976	1 111		172	-	48	-									1 331	2 092	7 137
	1975	1 004		148	-	46	-									1 198	2 199	5 845
	1974	929		143	-	44	-									1 116	2 632	4 710
Protection des réfugiés et assistance aux réfugiés	1977							4 332								4 382	1 135	12 820
	1976							4 172								4 172	1 081	12 210
	1975							3 904								3 904	1 045	11 600
	1974							3 710								3 710	978	11 100
Administration publique	1977	875		78		90								900		1 943	314	9 665
	1976	838		61		81								900		1 880	299	8 760
	1975	810		57		81								899		1 847	283	7 944
	1974	748		48		78								899		1 773	302	7 228
Finances publiques et institutions financières	1977	515				118								600		1 233	81	1 726
	1976	465				104								600		1 169	78	1 734
	1975	480				100								588		1 168	74	1 767
	1974	428				95								588		1 111	72	1 892
Science et technique	1977	600		56		150										1 018	-	-
	1976	531		54		135										907	-	-
	1975	511		47		121										828	-	-
	1974	482		46		116										769	-	-
Développement social et affaires humanitaires	1977	2 317	233	228	278	159								1 388 <sup>e/</sup>		4 603	707	13 966
	1976	2 189	220	207	229	150								1 288 <sup>e/</sup>		4 283	672	11 678
	1975	2 106	210	198	194	143								1 219 <sup>e/</sup>		4 070	624	10 209
	1974	2 037	202	188	184	138								1 219 <sup>e/</sup>		3 968	591	8 396



Tableau 2 (suite)

Budget ordinaire																										
Catégories de programme et programme	Organes directeurs	Département des affaires économiques et sociales	CEAEO	CEPAL	CEA	BESNUB	HCR	CNUCED	ONUDI	Environnement	Secours en cas de catastrophe	Contrôle des stupéfiants	Programme ordinaire d'assistance technique	Droits de l'homme	Autres ressources		Total programmes opérationnels									
															Total budget ordinaire	Autres ressources										
Statistiques	1977	3 474	709	439	588	738							200	6 148	756	8 195										
	1976	3 277	659	405	561	672							200	5 774	713	7 240										
	1975	3 049	629	371	533	610							161	5 353	704	6 385										
	1974	2 736	592	359	511	582							161	4 941	593	5 603										
Transports, communications et tourisme	1977	462	526	331	215	283							200	2 017	887	8 593										
	1976	440	501	316	205	257							200	1 919	790	7 691										
	1975	402	467	304	195	193							166	1 727	662	6 869										
	1974	314	405	293	185	185							166	1 548	543	6 151										
IV. APPUI AUX PROGRAMMES																										
Gestion et administration des activités de coopération technique	1977	1 695	294	55	282	141								700 f/	160	4 567	6 030	-								
	1976	1 618	280	53	270	133								800 f/	151	4 463	5 675	-								
	1975	1 549	265	50	257	125								1 201 f/	142	4 639	5 447	-								
	1974	1 492	247	48	241	120								1 201 f/	137	4 442	5 049	-								
Administration, services de conférence et services communs	1977	2 159 b/	516 c/	2 118	3 253	3 529								d/	131 e/	23 393	5 553	-								
	1976	2 064 b/	492 c/	2 020	3 077	3 340								d/	123 e/	26 720	5 130	-								
	1975	1 964 b/	470 c/	1 886	2 911	3 062								d/	119 e/	25 114	4 790	-								
	1974	1 857 b/	442 c/	1 856	2 690	2 920								d/	109 e/	23 198	4 378	-								
TOTAL - PROGRAMMES DANS LES DOMAINES ECONOMIQUE ET SOCIAL ET DANS CELUI DES DROITS DE L'HOMME	1977	19 645	6 305	6 314	7 709	8 298								1 831	2 285	108 375	28 942	194 640								
	1976	18 420	5 921	5 915	7 166	7 671								1 692	2 063	101 613	26 678	177 674								
	1975	17 384	5 574	5 593	6 870	7 044								1 545	1 865	95 283	25 170	160 914								
	1974	16 027	5 124	5 299	6 300	6 634								1 324	1 822	88 671	23 287	145 937								
TOTAL - AUTRES ACTIVITES DE L'ORGANISATION																										
	1977															183 620										
	1976															174 129										
	1975															166 307										
	1974															166 939										
TOTAL GENERAL																										
	1977															291 995										
	1976															275 747										
	1975															261 590										
	1974															255 610										

a/ Les programmes opérationnels de coopération technique exécutés par l'Organisation des Nations Unies sont classés et indiqués par programme fonctionnel.

b/ D'autres dépenses relatives aux services administratifs, services de conférence et services communs sont inscrites aux rubriques du budget relatives aux services du Siège.

c/ D'autres dépenses relatives aux services administratifs, services de conférence et services communs sont inscrites aux rubriques du budget relatives aux services du Siège.

d/ Toutes les dépenses relatives aux services administratifs, services de conférence et services communs sont inscrites aux rubriques du budget relatives aux services de Genève.

e/ Y compris les activités intéressant les droits de l'homme et le contrôle international des stupéfiants.

f/ Montant hors programme représentant des paiements effectués en monnaies non convertibles.

g/ Les montants indiqués pour les secours en cas de catastrophe comprennent 200 000 dollars pour les années 1974 à 1977 au titre de l'assistance directe aux gouvernements de pays victimes de catastrophes naturelles.

**Tableau 3**  
**TABIEAU RECAPITULATIF DE TOUTS LES CHAPITRES DU BUDGET POUR LA PERIODE DE QUATRE ANS 1974-1977**  
(Milliers de dollars des Etats-Unis)

Titre	Chapitre	1974	1975	Total	1976	1977	Total	1976-1977/1974-1975	
								Augmentation (Diminution) Dollars	Augmentation (Diminution) Pourcentage
I.	Politiques, direction et coordination d'ensemble								
	1. Organes directeurs	3 705	3 878	7 583	4 086	4 304	8 390	807	10,6
	2. Services relevant directement du Secrétaire Général	3 502	3 632	7 134	3 784	3 993	7 782	648	9,1
II.	Activités politiques et maintien de la paix								
	3. Organes directeurs	1 869	756	2 625	910	835	1 645	(920)	(36,3)
	4. Département des affaires politiques et des affaires du Conseil de sécurité	2 790	3 015	5 805	3 206	3 381	6 587	782	13,5
	5. Missions spéciales	8 427	8 615	17 042	8 975	9 246	13 219	1 177	6,9
III.	Activités économiques et sociales								
	6. Organes directeurs	674	710	1 384	752	1 051	1 803	419	30,3
	7. Département des affaires économiques et sociales	16 027	17 394	33 411	18 420	19 645	38 065	4 694	13,9
	8. Commission économique pour l'Europe	5 124	5 574	10 698	5 921	6 305	12 226	1 523	14,3
	9. Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient	5 299	5 595	10 892	5 915	6 314	12 229	1 357	12,3
	10. Commission économique pour l'Amérique latine	6 500	6 870	13 370	7 166	7 709	14 875	1 705	12,9
	11. Commission économique pour l'Afrique	6 634	7 044	13 678	7 671	8 298	15 969	2 291	16,7
	12. Bureau économique et social des Nations Unies à Beyrouth	723	776	1 504	870	962	1 832	323	21,3
	13. Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés	5 247	5 539	10 782	5 919	6 216	12 135	1 353	12,5
	14. Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement	13 043	14 446	27 489	15 159	15 951	31 110	3 621	13,2
	15. Organisation des Nations Unies pour le développement industriel	15 197	16 547	31 744	17 998	19 489	37 487	5 743	18,1
	16. Programme des Nations Unies pour l'environnement	1 932	2 033	3 965	2 164	2 323	4 487	522	13,2
	17. Secours en cas de catastrophe	591	624	1 215	675	713	1 388	173	14,2
	18. Contrôle des stupéfiants	1 324	1 545	2 869	1 692	1 881	3 573	704	24,5
	19. Programme ordinaire d'assistance technique	3 735	8 735	17 466	9 235	9 235	13 466	1 000	5,7
IV.	Droits de l'homme								
	Droits de l'homme	1 822	1 865	3 687	2 065	2 235	4 348	661	17,9
V.	Égalité des droits et autodétermination des peuples								
	Organes directeurs	198	198	396	207	208	415	19	4,3
	Département des affaires politiques, de la tutelle et de la décolonisation	1 380	1 450	2 830	1 526	1 629	3 155	325	11,5
	Conseil et Commissaire des Nations Unies pour la Namibie	420	444	864	475	491	966	102	11,3
VI.	Justice internationale								
	Cour internationale de Justice	1 856	1 863	3 719	1 790	1 834	3 624	(95)	(2,6)
VII.	Activités juridiques								
	Commissions, comités et conférences juridiques	599	498	1 097	529	532	1 081	(16)	(1,5)
	Service juridique	2 513	2 561	5 074	2 760	2 922	5 682	609	12,0
VIII.	Services communs								
	Service de l'information	11 169	11 960	23 129	13 740	13 511	26 251	3 122	13,5
	Administration, gestion et services généraux	41 196	43 389	84 585	46 128	49 329	95 527	10 942	12,5
	Services de conférence, New York et Genève	30 703	32 266	62 969	34 152	36 256	70 408	7 459	11,3
	Bibliothèque, New York et Genève	3 440	3 621	7 061	3 784	3 936	7 720	709	10,0
IX.	Dépenses spéciales								
	Obligations émises par l'Organisation des Nations Unies	8 637	8 676	17 313	8 715	8 734	17 469	156	0,9
	Dépenses diverses	635	127	762	118	125	243	(519)	(63,1)
X.	Locaux								
	Travaux de construction, transformation et amélioration des locaux et gros travaux d'entretien	13 070	15 53	19 228	4 476	4 259	8 735	(10 495)	(54,6)
XI.	Contributions du personnel								
	Contributions du personnel	30 830	33 200	64 030	35 800	38 000	73 800	9 770	13,3
		255 610	261 590	517 200	275 747	291 995	567 742	50 342	10,1

## A. ORGANES DIRECTEURS - ACTIVITES ECONOMIQUES ET SOCIALES

Les fonds prévus au titre du présent programme doivent permettre de couvrir les dépenses à faire à l'occasion de la convocation des sessions du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires et connexes qui aident le Conseil à formuler des politiques générales et des programmes et à coordonner les activités des organismes des Nations Unies dans leur domaine de compétence, à l'exception de la Commission des droits de l'homme et de ses organes subsidiaires, de la Commission des stupéfiants, des commissions économiques régionales et du Bureau économique et social des Nations Unies à Beyrouth, pour lesquels des dépenses pertinentes sont incluses dans le total des dépenses au titre des programmes correspondants.

Des fonds sont prévus dans le plan à moyen terme pour les réunions dont la date et le coût peuvent être fixés avec suffisamment d'exactitude et qui ont lieu régulièrement. Le coût des réunions varie d'année en année du fait que certains organes directeurs ne se réunissent pas régulièrement. Il convient de noter qu'aucun crédit n'est prévu dans le plan à moyen terme pour la conférence-exposition sur les peuplements humains, étant donné qu'aucune décision n'a encore été prise en ce qui concerne l'importance et l'ordre du jour de la conférence ou des dépenses correspondantes.

Tableau 4

TABLEAU RECAPITULATIF PAR ELEMENT DE PROGRAMME  
ET SELON L'ORIGINE DES FONDS

(Milliers de dollars des Etats-Unis)

ELEMENT DE PROGRAMME	1974				1975				1976				1977			
	Programmes opérationnels	Autres ressources extra- budgétaires	Budget ordinaire	Programmes opérationnels	Autres ressources extra- budgétaires	Budget ordinaire	Programmes opérationnels	Autres ressources extra- budgétaires	Programmes opérationnels	Autres ressources extra- budgétaires	Budget ordinaire	Programmes opérationnels	Autres ressources extra- budgétaires	Budget ordinaire	Programmes opérationnels	Autres ressources extra- budgétaires
Conseil économique et social .....	-	-	291	-	-	307	-	-	-	-	322	-	-	338	-	-
Commission de statistique .....	-	-	31	-	-	4	-	-	-	-	34	-	-	4	-	-
Commission de la population .....	-	-	25	-	-	27	-	-	-	-	-	-	-	30	-	-
Commission du développement social .....	-	-	-	-	-	34	-	-	-	-	-	-	-	37	-	-
Commission de la condition de la femme .....	-	-	26	-	-	-	-	-	-	-	29	-	-	-	-	-
Comité de l'habitation, de la construction et de la planification .....	-	-	-	-	-	9	-	-	-	-	-	-	-	10	-	-
Comité des ressources naturelles .....	-	-	-	-	-	7	-	-	-	-	-	-	-	8	-	-
Comité du programme et de la coordination .....	-	-	13	-	-	13	-	-	-	-	14	-	-	14	-	-
Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement .....	-	-	85	-	-	85	-	-	-	-	89	-	-	94	-	-
Comité de la planification du développement .....	-	-	68	-	-	72	-	-	-	-	76	-	-	79	-	-
Comité pour la prévention du crime et de la lutte contre la délinquance .....	-	-	25	-	-	26	-	-	-	-	27	-	-	29	-	-
Comité de la science et de la technique au service du développement .....	-	-	-	-	-	7	-	-	-	-	-	-	-	8	-	-
Conseil d'administration du PNUD .....	-	-	110	-	-	119	-	-	-	-	125	-	-	131	-	-
Conférence sur la normalisation des noms géographiques .....	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	118	-	-
Réunion ONU/OMCI .....	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	36	-	-	-	-	-
Conférence cartographique .....	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	151	-	-
Conférence internationale de l'eau .....	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Conférence-exposition sur les établissements humains a/ .....	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>TOTAL .....</b>	-	-	674	-	-	710	-	-	-	-	752	-	-	1 051	-	-

a/ L'Assemblée générale a approuvé l'organisation de cette conférence [résolution 3001 (XXVII)] et a prié le Secrétaire général de présenter un plan et des prévisions de dépenses à la première session du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour l'environnement, en juin 1972.

## B. DEPARTEMENT DES AFFAIRES ECONOMIQUES ET SOCIALES

Le Département des affaires économiques et sociales a pour tâche principale d'établir des études et des rapports sur des questions relevant de sa compétence à l'intention des organes directeurs de l'ONU afin que ceux-ci puissent examiner les problèmes dont ils sont saisis, ainsi que leurs causes et leurs rapports, en disposant d'une analyse rigoureuse de la question et des faits pertinents. Le Département remplit donc une fonction importante, qui consiste à aider les gouvernements à favoriser l'introduction de concepts et d'attitudes menant à l'adoption de politiques, de directives, de normes de conduite et de dispositions institutionnelles dans le domaine économique et social.

Deux grandes préoccupations, qui se manifestent de plus en plus parmi les Etats Membres de l'ONU, auront des répercussions sur le prochain plan à moyen terme. Tout d'abord, les Etats Membres se préoccupent de plus en plus des méthodes et des moyens permettant de s'attaquer aux principaux problèmes du développement, tels qu'ils sont énoncés dans la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie du développement, d'autant plus qu'ils ont de plus en plus conscience des causes et des conséquences des problèmes qui se posent au tiers monde. Deuxièmement, les gouvernements comprennent de plus en plus la nécessité d'examiner dans le cadre des Nations Unies des questions qui jusqu'alors ont été traitées largement en dehors de la scène internationale.

Il est indubitable que la réalisation des objectifs du développement énoncés dans la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie du développement, qui est encore, pour l'instant, plus un désir qu'une réalité, restera le principal objet de préoccupation et d'attention du Département. Cependant, depuis l'adoption de la Stratégie internationale du développement, les pays en voie de développement, ayant compris que même une augmentation relativement rapide de la production n'a pas toujours créé davantage d'emplois, et qu'en fait elle a même parfois accentué les inégalités dans la répartition du revenu sur le plan national, ont modifié leurs priorités. Comme le Comité de la planification du développement l'a indiqué dans le rapport qu'il vient de publier sur sa première évaluation d'ensemble de la mise en oeuvre de la Stratégie internationale du développement, "les objectifs énoncés dans la Stratégie internationale du développement ne sont nullement périmés, mais il y a eu un changement sensible en ce qui concerne leur importance et leur priorité relatives". On donne maintenant autant d'importance à l'équité qu'à la croissance de la production, si bien qu'on accordera de plus en plus d'attention aux problèmes de la répartition du revenu, du chômage et du sous-emploi, des taudis urbains et ruraux, de la malnutrition, du paupérisme et des différences énormes qui caractérisent les niveaux de vie.

La Stratégie internationale du développement a deux aspects originaux. D'une part, elle représente le premier accord d'ordre conceptuel entre tous les gouvernements sur les objectifs à atteindre pour accélérer le progrès des pays en

voie de développement. D'autre part, elle est conçue de façon que l'on puisse continuellement comparer les résultats aux objectifs et revoir le bien-fondé des hypothèses de départ; il est donc possible de modifier l'ordre de priorité adopté dans la Stratégie, d'en changer l'orientation, de renforcer ou de compléter ses objectifs et de mettre au point de nouveaux programmes. Aussi, étant donné l'importance cruciale que revêtent les opérations d'examen et d'évaluation, le Département consacrera des ressources considérables à préparer celles de 1975 et de 1977, notamment en améliorant les méthodes et les statistiques permettant de procéder à des évaluations plus précises. A cet égard, l'un des efforts les plus importants consistera à déterminer des indicateurs permettant de mesurer les résultats en ce qui concerne le bien-être de la population, ce qui permettra de compléter les mesures traditionnelles portant sur le produit brut à l'aide d'indicateurs reflétant mieux le degré d'amélioration de la condition humaine dans le pays. Cette entreprise ira de pair avec une augmentation de l'assistance fournie aux pays qui en font la demande en vue de renforcer leurs moyens d'examen et d'évaluation.

Dans son dernier rapport, le Comité de la planification et du développement souligne également que : "les peuples du monde et leurs dirigeants sont visiblement de plus en plus frappés par l'interdépendance, non seulement des pays et de leurs populations, mais de leurs problèmes communs, et en particulier de différentes catégories de problèmes qui, dans le passé, ont été abordés, s'ils l'ont été, séparément. Les années 1970-1973 ont été une période de détente stratégique, d'intérêt souvent exaspéré mais intensifié pour les questions internationales de caractère économique (commerce, ordre monétaire et inflation), de découverte par les peuples des problèmes de la pollution et de l'environnement et d'internationalisation immédiate de ces problèmes dans le cadre limité de notre planète, de conscience croissante des relations réciproques entre des questions telles que celles de la population, de la technique, des ressources non renouvelables, du partage des ressources, de la stabilité monétaire, de la limitation des armements et des entreprises multinationales, et enfin d'amorce de processus de groupement pour aborder systématiquement ces questions interdépendantes dans un cadre transcendant, celui de la nation." Ce sera là un des principaux domaines d'intérêt du Département pendant les années à venir. Les paragraphes qui suivent portent sur les domaines d'activités du ressort du Département pour lesquels on a reconnu la nécessité d'un examen et d'une action à l'échelle mondiale.

L'inquiétude que suscite l'environnement, et à laquelle la Conférence de Stockholm a donné un si vaste retentissement, ne manquera pas de se refléter dans les travaux du Département, car le problème de l'environnement a des incidences sur de nombreux aspects du développement des sociétés. Une coopération étroite sera établie avec le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et les autres organisations intéressées. Il reste encore énormément à faire pour préciser le concept d'"environnement", pour élaborer de nouvelles techniques et méthodes qui permettent d'évaluer les éléments susceptibles de provoquer un déséquilibre fâcheux et pour définir les moyens et les méthodes propres à corriger ce déséquilibre compte tenu des objectifs multiples de chaque société. Il est admis que dans les pays en voie de développement les problèmes de l'environnement doivent être résolus



par des mesures étroitement liées aux politiques et programmes de développement. Selon les termes de la Déclaration sur l'environnement, "... dans les pays en voie de développement, la plupart des problèmes de l'environnement sont causés par le sous-développement". Les activités importantes que le Département entreprendra dans le domaine de l'environnement en coopération avec le PNUD au cours des prochaines années sont : a) une vaste étude sur les incidences qu'auront les questions et les politiques écologiques de demain sur la Stratégie internationale du développement, étude qui devrait sensiblement contribuer à mieux faire comprendre le rapport entre le développement et l'environnement; et b) les travaux préparatoires de la conférence-exposition sur l'environnement envisagée pour 1976. Il est à prévoir qu'il sera fait davantage appel aux ressources du Département pour aider les gouvernements à adapter leurs méthodes de planification aux problèmes de plus en plus complexes qui se posent dans ce domaine.

Dans le domaine de la science et de la technique, l'Organisation des Nations Unies continuera de s'efforcer avant tout de réduire la grande disparité qui existe sur le plan de la science et de la technique entre pays développés et pays en voie de développement. Plus particulièrement, l'un des principaux objectifs demeurera l'octroi d'une assistance aux pays en voie de développement pour leur permettre d'accroître leur capacité d'appliquer la science et la technique au développement et, notamment, pour les aider à identifier et à élaborer des techniques qui soient adaptées à leur situation propre. Dans le cas de ces pays en particulier, il faudra prêter attention tout spécialement a) aux dangers que présente le transfert dans un milieu non préparé d'une technique destinée à un cadre économique, social et culturel totalement différent, b) aux incidences de la technique sur la structure de la consommation et c) aux dangers que présente l'utilisation d'une technique mal adaptée aux facteurs de la production, du capital et de l'emploi. En outre, on se rend compte de plus en plus que la science et la technique ne sont pas simplement un instrument vital de développement, mais qu'elles constituent un phénomène doué d'une vie et d'un dynamisme propres qui agit constamment sur les divers autres éléments du développement et en même temps qu'eux. C'est pourquoi il s'agit d'une question qui doit être considérée dans son ensemble, et qui devrait de plus en plus faire l'objet d'une politique d'ensemble.

Dans le domaine de la population, l'inquiétude que suscitent les tendances à long terme, alliée à une prise de conscience de plus en plus aiguë du fait qu'il faut du temps pour que se produise un changement de tendance, ont rendu plus urgente la nécessité d'élucider plus avant et de mieux comprendre les corrélations qui existent entre la population, l'emploi, l'environnement et le développement. A cet égard, le Département consacre un effort important aux préparatifs du congrès mondial de la population, 1974; cet effort, qui devrait permettre de mieux comprendre la question, sera sans aucun doute poursuivi énergiquement, dans le cadre des mesures qui devront être prises pour donner suite aux travaux du congrès.

Un autre domaine que l'on considère maintenant sous un jour nouveau est celui des ressources naturelles. Outre l'effort important qu'il consacrera à aider les gouvernements à découvrir des ressources naturelles, le Département s'emploiera très

activement à établir des projections des ressources naturelles et un bilan de la situation des ressources naturelles dans le monde, compte dûment tenu des possibilités d'épuisement et des rapports qui existent entre les réserves, la technique et les prix. Il est de plus en plus évident que dans le domaine des ressources naturelles également, il faudra que se déroule, à l'échelle internationale, un processus beaucoup plus poussé que jusqu'à présent de consultations, de coordination, de planification commune et d'élaboration de directives. Etant donné l'évolution de la situation en ce qui concerne les sources habituelles et dans l'optique des perspectives de techniques fondamentalement nouvelles qui commencent à se dessiner, l'un des éléments cruciaux dans ce domaine est l'énergie.

Une ère entièrement nouvelle s'ouvre dans le domaine de l'économie des océans et de l'océanologie si l'on admet l'hypothèse que les ressources du fond des mers situées en dehors de la juridiction nationale seront exploitées dans l'intérêt de l'humanité tout entière. Au cours des années qui viennent, le Département préparera très activement la prochaine Conférence sur le droit de la mer.

Le rôle des sociétés multinationales et leur incidence sur le processus de développement et sur les relations internationales sont également des questions qui ont commencé il y a peu de temps à retenir l'attention de la communauté internationale et qui vont appeler des mesures de sa part. Etant donné le rôle important que jouent les sociétés multinationales en ce qui concerne les courants de capitaux privés, le transfert des techniques et des compétences et le commerce en général (la production et les exportations des sociétés multinationales représentent un cinquième environ de la production et des exportations totales de tous les pays à économie de marché), on comprend que les gouvernements tiennent de plus en plus à voir examiner ce phénomène à l'échelle internationale ou mondiale, afin de faire profiter au maximum le développement des effets bénéfiques des sociétés multinationales et d'éliminer les problèmes que celles-ci peuvent susciter. L'étude qui doit être exécutée en application de la résolution 1721 (LIII) du Conseil économique et social représente un progrès important dans l'action entreprise pour examiner les principales questions que soulèvent les sociétés multinationales et prendre des mesures à leur sujet. Cette étude, dont le Conseil économique et social sera saisi à sa cinquante-septième session, devrait en principe conduire à entreprendre un vaste programme d'activités portant sur les nombreux aspects de ce phénomène, programme qui pourrait donner naissance à un code de conduite et une forme ou une autre de surveillance internationale.

Afin d'assurer la qualité voulue aux travaux qui seront consacrés aux activités exposées ci-dessus, le Département devra intensifier sensiblement le travail de rassemblement et d'analyse des renseignements et des statistiques à partir desquels doivent être élaborés les études et rapports.

Enfin, le Département redoublera d'efforts pour élaborer, appliquer et soutenir plus rapidement et plus efficacement les projets de coopération technique qui relèvent de son domaine de compétence.



Tableau 5

## TABLEAU RECAPITULATIF DES FONDS NECESSAIRES PAR PROGRAMME

(Milliers de dollars des Etats-Unis)

## ROUAGE : DEPARTEMENT DES AFFAIRES ECONOMIQUES ET SOCIALES

PROGRAMMES	1974			1975			1976			1977		
	Programmes opérationnels	Autres ressources extra-budgétaires	Budget ordinaire	Programmes opérationnels	Autres ressources extra-budgétaires	Budget ordinaire	Programmes opérationnels	Autres ressources extra-budgétaires	Budget ordinaire	Programmes opérationnels	Autres ressources extra-budgétaires	Budget ordinaire
<u>Direction exécutive et administration</u> .....	-	-	181	-	-	186	-	-	197	-	-	205
<u>Programmes d'activités :</u>												
Planification, projections et politiques relatives au développement .....	8 290	1 115	2 378	9 331	1 231	2 651	10 513	1 308	2 848	11 830	1 487	3 126
Finances publiques et institutions financières .....	1 838	72	428	1 711	74	480	1 676	78	465	1 666	81	515
Statistiques .....	4 379	548	2 736	4 991	653	3 049	5 691	684	3 277	6 465	717	3 474
Administration publique .....	7 033	298	748	7 730	279	810	8 526	294	838	9 407	308	875
Transport et tourisme .....	5 856	207	314	6 540	254	402	7 319	267	440	8 182	330	462
Ressources naturelles .....	17 000	1 213	995	17 000	1 314	1 141	17 000	1 376	1 194	17 000	1 443	1 219
Economie des océans et océanologie ..	-	-	310	-	-	352	-	-	367	-	-	385
Science et technique .....	-	-	432	-	-	511	-	-	531	-	-	600
Développement social et affaires humanitaires .....	6 044	379	2 037	7 295	365	2 106	8 722	381	2 189	10 311	398	2 317
Population .....	3 827	1 547	929	4 749	917	1 004	5 801	984	1 111	6 967	1 150	1 203
Peuplements humains .....	7 239	454	1 140	8 014	516	1 179	8 899	541	1 281	9 880	569	1 410
<u>Appui aux programmes :</u>												
Gestion et administration des activités de coopération technique .....		2 246	1 492		2 327	1 549		2 437	1 618		550	1 695
Administration et services communs .....		146	1 857		151	1 964		157	2 064		164	2 159
<b>TOTAL .....</b>	61 506	8 225	16 027	67 361	8 081	17 384	74 147	8 507	18 420	81 708	9 197	19 645

Tableau 6

TABLEAU RECAPITULATIF DES POSTES NECESSAIRES, PAR CLASSE ET SELON L'ORIGINE DES FONDS

ROUAGE : DEPARTEMENT DES AFFAIRES ECONOMIQUES ET SOCIALES

CATEGORIE	ORIGINE DES FONDS							
	AUTRES RESSOURCES (EXTRA-BUDGETAIRES)				BUDGET ORDINAIRE			
	1974	1975	1976	1977	1974	1975	1976	1977
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								
Secrétaire général adjoint	-	-	-	-	1	1	1	1
Sous-Secrétaire général	1	-	-	-	3	3	3	3
Directeurs (D-2)	1	-	-	-	14	14	14	14
Administrateurs généraux (D-1)	26	26	27	28	30	31	31	31
Administrateurs hors classe (P-5)	64	64	64	67	68	71	74	74
Administrateurs de 1ère classe (P-4)	48	49	50	51	111	115	121	123
Administrateurs de 2ème classe (P-3)	43	44	46	45	95	100	100	103
Administrateurs adjoints de 1ère ou de 2ème classe (P-2/1)	28	27	27	27	63	64	65	67
Total partiel	211	210	214	218	385	399	409	416
Agents des services généraux								
1ère classe (G-5)	26	24	24	25	56	58	59	59
Autres classes (G-4/1)	138	137	138	141	290	295	302	307
Total partiel	164	161	162	166	346	353	361	366
TOTAL	375	371	376	384	731	755	770	782

## TABLEAU RECAPITULATIF DES POSTES NECESSAIRES, PAR CLASSE ET SELON L'ORIGINE DES FONDS

ROUAGE : DIRECTION EXECUTIVE ET ADMINISTRATION DU DEPARTEMENT

CATEGORIE	ORIGINE DES FONDS							
	AUTRES RESSOURCES (EXTRA-BUDGETAIRES)				BUDGET ORDINAIRE			
	1974	1975	1976	1977	1974	1975	1976	1977
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								
	-	-	-	-	1	1	1	1
	-	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	1	1	1	1
	-	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	1	1	1	1
Administrateurs adjoints de 1ère ou de 2ème classe (P-2/1)	-	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	3	3	3	3
Total partiel								
Agents des services généraux								
	-	-	-	-	2	2	2	2
	-	-	-	-	1	1	1	1
	-	-	-	-	3	3	3	3
Total partiel								
TOTAL	-	-	-	-	6	6	6	6

## 1. Direction exécutive et administration

Ce programme vise à aider le Secrétaire général à diriger l'ensemble de l'action du système des Nations Unies dans le domaine du développement économique et social.

Au cours de la période sur laquelle porte le plan à moyen terme, on continuera d'essayer de réaliser les objectifs suivants :

- Elaborer les politiques et assurer la direction nécessaires pour que chaque élément du Département des affaires économiques et sociales, y compris les commissions économiques régionales et le Bureau économique et social des Nations Unies à Beyrouth (BESNUB), fournissent une contribution aussi efficace que possible.
- Coordonner, diriger et évaluer les travaux accomplis au sein du Département au titre de chaque programme.
- Maintenir une liaison étroite avec les chefs de secrétariat des institutions spécialisées et de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), ainsi qu'avec d'autres organismes et programmes du système des Nations Unies, en ce qui concerne les questions qui sont de la compétence du Département.

## 2. Planification, projections et politiques relatives au développement

Le programme concernant la planification, les projections et les politiques relatives au développement effectue des recherches et fournit une assistance technique dans le domaine de la formulation et de la planification de la politique économique et sociale, à l'échelon national et international. Il s'agit d'analyser la situation de l'économie mondiale et les progrès accomplis, compte tenu, en particulier, de la Stratégie internationale du développement. Le programme comporte la réalisation d'études sur les problèmes de développement économique et social soulevés lors des débats de l'Assemblée générale, du Conseil économique et social, du Comité de l'examen et de l'évaluation, de la Commission du développement social et du Comité de la planification du développement.

La planification du développement, aux échelons national, sous-national et multinational, est un instrument qui sert à rationaliser l'allocation des ressources affectées au développement et qui contribue ainsi à accélérer le processus de développement dans les pays en voie de développement. A cette fin, il faut effectuer des recherches sur les problèmes économiques et sociaux rencontrés dans le processus de développement et analyser et évaluer la situation dans l'économie mondiale. Pour examiner et évaluer les progrès accomplis aux échelons national, régional et mondial, comme il est demandé dans la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, il faut mettre au point une méthode d'évaluation appropriée, et notamment formuler des indicateurs qualitatifs pour mesurer les phénomènes économiques et sociaux inquantifiables. Les pays en voie de développement ont besoin d'une assistance pour élaborer des stratégies de programmes d'ensemble et pour améliorer et renforcer leurs services de planification. Les nouvelles procédures de programmation par pays nécessitent la formulation de stratégies d'ensemble. En même temps, le nombre des demandes concernant l'assistance technique à fournir aux pays en voie de développement aux échelons national et sous-national a augmenté à un rythme accéléré et, du fait qu'on a mis l'accent sur la coopération régionale, les responsabilités du programme, tant dans le domaine de la recherche que dans celui de la coopération technique, se sont considérablement accrues. Pour ce qui est du programme, le problème essentiel consiste à en renforcer la capacité et à l'assouplir davantage pour lui permettre de faire face à l'évolution de la situation et des besoins de façon effective et efficace. Le programme a permis d'apporter une contribution substantielle dans le domaine de la recherche touchant les problèmes rencontrés dans le processus de développement et la systématisation des travaux nécessaires pour établir le premier rapport du Secrétaire général sur l'examen et l'évaluation d'ensemble de la deuxième Décennie du développement. On a fourni une assistance technique importante aux pays en voie de développement aux échelons national, sous-national et multinational, tant directement qu'indirectement, et le rôle du programme pour ce qui est de l'analyse générale des priorités du développement dans le cadre des nouvelles procédures de programmation par pays ne saurait être trop souligné. Le programme a également permis de fournir une assistance importante à des organisations d'aide multilatérale, à savoir le Programme des Nations Unies pour le développement et le Programme alimentaire mondial, grâce à une évaluation d'ensemble des demandes d'assistance des pays. Une étude a été entreprise sur l'établissement d'un lien entre la Décennie du désarmement et la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement. Des travaux sont en cours sur les effets des sociétés multinationales sur le processus de développement et sur les relations internationales.

On prévoit de prendre les mesures ci-après pour mettre en oeuvre le programme pendant la période du plan à moyen terme :

- Renforcer la capacité du programme pour lui permettre de répondre plus efficacement aux besoins de la Stratégie internationale du développement.
- Etablir des cadres conceptuels pour intégrer efficacement la planification économique et sociale.
- Dégager des moyens permettant de répondre aux besoins du Comité de la planification du développement et d'autres organes des Nations Unies en matière d'études spéciales.
- En coopération étroite avec le Bureau de statistique, élaborer et améliorer des méthodes et des concepts pour adapter les diverses données de base aux besoins de l'examen et de l'évaluation de la Stratégie internationale du développement.
- Mettre davantage l'accent sur les besoins des pays en voie de développement en matière de coopération technique aux échelons national, sous-national et multinational, notamment en leur fournissant une assistance pour ce qui est de la formulation de stratégies de programmes et de l'évaluation des progrès accomplis dans le cadre de la Stratégie internationale du développement.
- Réagir de façon positive aux faits et aux besoins nouveaux, comme la nécessité d'étudier plus avant les effets des sociétés multinationales sur le processus de développement et sur les relations internationales, ainsi que les effets de diverses politiques concernant l'environnement sur les efforts de développement, en particulier dans les pays en voie de développement.
- Elaborer et améliorer les procédures pour analyser les caractéristiques principales du développement par pays ou par groupe de pays, classés selon divers critères économiques et sociaux.
- Etablir des projections de diverses variables économiques, de la consommation du produit national brut, de l'épargne provenant des investissements et des besoins en matière de devises aux fins d'examen dans le cadre des objectifs de la Stratégie internationale du développement.
- Intensifier les efforts déployés dans le cadre du programme pour répondre aux demandes de plus en plus nombreuses émanant des institutions d'aide multilatérale pour ce qui est de l'évaluation d'ensemble des demandes d'assistance.
- Mettre en pratique l'intégration de la planification économique et sociale pour ce qui est de la préparation d'études de planification régionale (sous-nationale) et de la fourniture d'une assistance technique unifiée aux pays en voie de développement dans ce domaine d'activité.
- Renforcer les communications et la coopération avec les commissions économiques régionales, le Bureau économique et social des Nations Unies à Beyrouth, les institutions spécialisées et d'autres services du Secrétariat afin de répondre aux besoins de la Stratégie internationale du développement et de faciliter l'exécution des projets de coopération régionale (multinationale).

Tableau 8

## TABLEAU RECAPITULATIF DES POSTES NECESSAIRES, PAR CLASSE ET SELON L'ORIGINE DES FONDS

ROUAGE : PLANIFICATION, PROJECTIONS ET POLITIQUES RELATIVES AU DEVELOPPEMENT

CATEGORIE	ORIGINE DES FONDS							
	AUTRES RESSOURCES (EXTRA-BUDGETAIRES)				BUDGET ORDINAIRE			
	1974	1975	1976	1977	1974	1975	1976	1977
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								
	-	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	1	1	1	1
	-	-	-	-	1	1	1	1
	4	6	7	8	7	7	7	7
	13	14	14	14	10	11	12	13
	3	4	5	6	24	25	27	28
	5	5	5	4	16	18	18	18
Administrateurs adjoints de 1ère ou de 2ème classe (P-2/1)	3	3	3	3	5	5	5	5
Total partiel	28	32	34	35	64	68	71	73
Agents des services généraux								
	7	7	7	8	6	7	8	8
	4	5	5	6	39	40	42	44
	11	12	12	14	45	47	50	52
Total partiel								
TOTAL	39	44	46	49	109	115	121	125



### 3. Finances publiques et institutions financières

Le Programme des finances publiques et des institutions financières aide les pays en voie de développement à mobiliser leurs ressources nationales, à utiliser au mieux la politique fiscale pour promouvoir les investissements internationaux, à tirer le meilleur parti de l'apport des entreprises installées dans ces pays en matière de finances et de gestion, à moderniser leurs systèmes d'établissement du budget et de gestion financière en vue de dégager des moyens supplémentaires pour exécuter leurs plans grâce à l'augmentation de l'épargne publique, et à encourager la coopération internationale en vue d'accroître les investissements étrangers dans ces pays, y compris le transfert des techniques d'entreprise à entreprise, compte dûment tenu du droit des Etats à exercer une souveraineté permanente sur leurs ressources naturelles.

Dans la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, il est dit que "les pays en voie de développement doivent assumer, et assument, l'essentiel de la responsabilité du financement de leur développement" 3/ et qu'en conséquence ces pays continueront d'adopter des mesures énergiques pour mobiliser de façon plus complète toute la gamme de leurs ressources financières intérieures. Ils sont appelés à appliquer une politique fiscale et monétaire rationnelle, à prendre les mesures appropriées de réforme fiscale, à améliorer le rendement des entreprises publiques et à faire tous les efforts pour mobiliser l'épargne privée. Il est également dit que "le plein exercice par les pays en voie de développement de la souveraineté permanente sur leurs ressources naturelles jouera un rôle important pour ce qui est d'atteindre les buts et objectifs de la Décennie" 4/. Outre la nécessité d'encourager l'épargne privée et de renforcer les institutions chargées de recueillir et d'investir cette épargne dans des opérations productives, il convient de mettre l'accent sur la mobilisation de l'épargne des sociétés, particulièrement celle des sociétés multinationales et des autres entreprises étrangères. Les pays en voie de développement doivent harmoniser leurs mesures visant à encourager les investissements, à l'échelon de la région et par branche d'industrie, afin d'éviter les pertes de recettes fiscales qu'entraînerait la concurrence. Il est également nécessaire d'éliminer dans les pays développés les mesures qui ont pour effet d'annuler les encouragements fiscaux accordés aux investisseurs étrangers par les pays en voie de développement. Parmi les secteurs qui appellent un examen attentif, il convient de signaler la répartition internationale du revenu, l'évasion fiscale internationale, la fiscalité relative à la pollution et l'harmonisation fiscale dans les zones d'intégration économique.

---

3/ Résolution 2626 (XXV) de l'Assemblée générale, par. 41.

4/ Résolution 2626 (XXV) de l'Assemblée générale, par. 74.



En ce qui concerne les investissements étrangers, les réunions de groupes d'étude tenues à Amsterdam (février 1969), Medellin (juin 1970) et Tokyo (novembre-décembre 1971) ont amélioré le climat des investissements et fait ressortir certains points fondamentaux, par exemple la définition d'un taux de profit raisonnable, la nécessité d'insérer les investissements dans le programme de développement du pays hôte, le bien-fondé de l'utilisation de la main-d'oeuvre et des ressources locales, et la nécessité de réévaluer soigneusement l'horizon temporel des investissements et d'envisager le recours éventuel aux procédés du désinvestissement et de l'investissement roulant. En matière fiscale, le Groupe des conventions fiscales, constitué par le Conseil économique et social, a tenu quatre réunions à Genève et a mis au point des directives sur le traitement fiscal des bénéfices commerciaux, des revenus des investissements et des revenus provenant d'activités salariées. Des séminaires ont été organisés sur la comptabilité publique et la gestion des finances publiques (Beyrouth, 1969), sur l'assurance-crédit à l'exportation et le financement des crédits à l'exportation (Belgrade, septembre-octobre 1970), sur la vérification des comptes publics (Baden, Autriche, mai 1971) et sur la mobilisation de l'épargne des ménages dans les pays en voie de développement (Stockholm, août 1971). Un appui fonctionnel a été fourni à un nombre croissant d'experts sur le terrain. Le nombre de bourses d'études a également augmenté. Pour répondre aux demandes d'assistance technique formulées en nombre toujours plus grand par les pays en voie de développement, quatre conseillers interrégionaux - il n'y en avait qu'un en 1968 - fournissent actuellement des services consultatifs à court terme en matière de planification de la réforme fiscale, d'administration et de politique fiscale, d'investissements étrangers et de problèmes connexes, d'établissement du budget, de comptabilité publique et de vérification des comptes publics. Le programme a la responsabilité technique de certains projets financés par le Programme des Nations Unies pour le développement, comme le Service de préinvestissement de la Banque africaine de développement, le Service comptable central des entreprises publiques de Guinée, le Service des investissements de la Banque nationale de développement du Burundi, et des services concernant la mobilisation de l'épargne des ménages au Dahomey, en Zambie, en Haute-Volta et en Argentine. Des études d'ensemble ont été effectuées sur l'exercice par les pays en voie de développement de leur souveraineté permanente sur leurs ressources naturelles. En ce qui concerne la gestion fiscale et financière du secteur public, des renseignements portant sur l'établissement de budgets-programmes ont été largement diffusés et l'on met actuellement l'accent sur le renforcement des finances des entreprises publiques et des autorités locales.

On prévoit de prendre les mesures ci-après pour mettre en oeuvre le programme pendant la période du plan à moyen terme :

- Mettre au point de nouvelles techniques et méthodes budgétaires et expérimenter leur utilité en tant qu'instruments de planification et d'exécution des plans;
- Elaborer des directives en vue d'améliorer la gestion financière du secteur public et le rendement financier des entreprises publiques de façon à dégager des ressources supplémentaires pour le développement;

- Etudier le principe de la souveraineté permanente des pays en voie de développement sur leurs ressources naturelles dans ses aspects fiscal, commercial, financier, industriel, technique, social, économique et juridique;
- Fournir une assistance aux pays en voie de développement pour la rédaction d'accords sur les investissements étrangers, la création de centres d'investissements et, le cas échéant, la mise en place de l'infrastructure nécessaire à l'établissement d'un marché des capitaux;
- Rédiger une nouvelle convention fiscale type entre pays développés et pays en voie de développement, qui sera soumise à l'examen des gouvernements;
- Mettre au point des mesures tendant à encourager l'épargne des ménages et à en accroître le volume dans les pays en voie de développement;
- Fournir une assistance aux pays en voie de développement en matière de planification de la réforme fiscale et d'amélioration des systèmes d'administration fiscale.

Tableau 9

## TABLEAU RECAPITULATIF DES POSTES NECESSAIRES, PAR CLASSE ET SELON L'ORIGINE DES FONDS

ROUAGE : DIVISION DES FINANCES PUBLIQUES ET DES INSTITUTIONS FINANCIERES

CATEGORIE	ORIGINE DES FONDS							
	AUTRES RESSOURCES (EXTRA-BUDGETAIRES)				BUDGET ORDINAIRE			
	1974	1975	1976	1977	1974	1975	1976	1977
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								
Secrétaire général adjoint	-	-	-	-	-	-	-	-
Sous-Secrétaire général	-	-	-	-	-	-	-	-
Directeurs (D-2)	-	-	-	-	1	1	1	1
Administrateurs généraux (D-1)	-	-	-	-	-	-	-	-
Administrateurs hors classe (P-5)	1	1	1	1	2	2	2	2
Administrateurs de 1ère classe (P-4)	1	1	1	1	1	1	1	1
Administrateurs de 2ème classe (P-3)	-	-	-	-	4	4	4	4
Administrateurs adjoints de 1ère ou de 2ème classe (P-2/1)	-	-	-	-	1	1	1	1
Total partiel	2	2	2	2	9	9	9	9
Agents des services généraux								
1ère classe (G-5)	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres classes (G-4/1)	1	1	1	1	6	6	6	6
Total partiel	1	1	1	1	6	6	6	6
TOTAL	3	3	3	3	15	15	15	15

#### 4. Statistiques

Le programme en matière de statistiques vise à promouvoir l'établissement de statistiques nationales, la comparabilité internationale des données et un système coordonné de programmes et d'activités en matière de statistiques internationales. Le Bureau de statistique sert de centre international pour la méthodologie, le rassemblement, l'exploitation, l'évaluation, l'analyse et la publication des statistiques. La Stratégie internationale du développement impose une lourde tâche à ce programme puisqu'elle demande des données pour contrôler, évaluer et diagnostiquer les progrès accomplis dans les domaines économique et social pendant la deuxième Décennie du développement. Une autre tâche fondamentale du programme consiste à appuyer les activités de coopération technique qui visent à améliorer et renforcer les services nationaux de statistiques des pays en voie de développement. Le programme comprend aussi la fourniture des statistiques spéciales nécessaires au Conseil de sécurité, au Comité des contributions et aux services du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

Au cours de ces dernières années, ce programme a eu à faire face à une forte demande et a été appelé à fournir des renseignements plus nombreux et de meilleure qualité plus rapidement. Par ailleurs, la demande d'assistance technique au profit des pays en voie de développement s'est accrue rapidement et les besoins de la coordination des activités statistiques mondiales sont devenus plus complexes et plus pressants. Le problème essentiel que ce programme doit chercher à résoudre tient à ce qu'il faut être en mesure de répondre à ces besoins nouveaux de manière aussi efficace et aussi rentable que possible.

Sous la direction de la Commission de statistique, le programme est à l'origine d'apports substantiels dans les domaines des normes et concepts statistiques, des systèmes de classifications statistiques, de la comptabilité nationale, de la construction d'indices, de l'élaboration de directives pour l'exécution des recensements, etc. Il serait difficile de surestimer la contribution durable de ces apports aux fins des travaux des services nationaux de statistiques et de la comparabilité internationale des statistiques. Les publications du programme, qui portent sur un large éventail de sujets, figurent parmi les documents de l'ONU qui sont les plus utilisés. Le programme a apporté à tous les pays du monde une aide substantielle dans le cadre de la coopération technique. Il a été le pivot du développement des activités statistiques internationales et a permis d'éviter les doubles emplois et de favoriser une intégration plus poussée des programmes statistiques.

On compte que les mesures suivantes seront prises pour exécuter le programme pendant la période du plan à moyen terme :

- La capacité du programme sera renforcée de manière que celui-ci puisse répondre plus efficacement aux besoins actuels des pays en voie de développement, eu égard en particulier à la Stratégie internationale du développement, et fournir les renseignements qui sont de plus en plus demandés pour l'étude des conséquences du développement économique, notamment dans le domaine de l'environnement.
- Des cadres conceptuels exprimant les nouvelles préoccupations sociales et économiques seront définis et les cadres existants seront élargis.
- De nouveaux efforts seront entrepris pour élargir et réorienter les activités de manière à faciliter l'étude des corrélations entre l'évolution sociale, l'évolution démographique et l'évolution économique, conformément à l'approche unifiée de la planification et de l'analyse du développement.
- On développera plus avant les méthodologies et concepts permettant d'établir une concordance entre les comptabilités nationales statistiques connexes de pays dotés de régimes sociaux et économiques différents.
- Les bases de données et les méthodes de production actuellement utilisées seront élargies et modifiées de façon que le programme dispose de systèmes de stockage intégrés permettant la restitution rapide et souple des données.
- On mettra au point un système permettant de restituer des tableaux et des classifications croisées établis sur ordinateur, prévus ou non, afin de mieux satisfaire les besoins des pays en voie de développement, des pays développés et de la communauté internationale.
- On élaborera des méthodes pour améliorer la qualité et la cohérence des statistiques devant servir aux fins de l'analyse et de la prise des décisions, et l'on renforcera les méthodes existantes.
- On favorisera le renforcement des relations et de la collaboration avec les différentes divisions du Secrétariat, les commissions économiques régionales et le Bureau économique et social des Nations Unies à Beyrouth (BESNUB), les institutions spécialisées et les autres organismes internationaux intéressés.

**TABEAU RECAPITULATIF DES POSTES NECESSAIRES, PAR CLASSE ET SELON L'ORIGINE DES FONDS**

**ROUAGE : STATISTIQUES**

CATEGORIE	ORIGINE DES FONDS					BUDGET ORDINAIRE				
	AUTRES RESSOURCES (EXTRA-BUDGETAIRES)									
	1974	1975	1976	1977		1974	1975	1976	1977	
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur										
Secrétaire général adjoint	-	-	-	-		-	-	-	-	
Sous-Secrétaire général	-	-	-	-		-	-	-	-	
Directeurs (D-2)	-	-	-	-		1	1	1	1	
Administrateurs généraux (D-1)	-	-	-	-		3	4	4	4	
Administrateurs hors classe (P-5)	4	4	4	4		8	9	10	10	
Administrateurs de 1ère classe (P-4)	7	7	7	7		11	12	13	13	
Administrateurs de 2ème classe (P-3)	7	7	7	7		16	17	17	17	
Administrateurs adjoints de 1ère ou de 2ème classe (P-2/1)	2	2	2	2		20	20	20	20	
Total partiel	20	20	20	20		59	63	65	65	
Agents des services généraux										
1ère classe (G-5)	1	1	1	1		9	10	10	10	
Autres classes (G-4/1)	9	10	10	10		59	60	61	61	
Total partiel	10	11	11	11		68	70	71	71	
TOTAL	30	31	31	31		127	133	136	136	



## 5. Administration publique

Le programme d'administration publique vise à accroître la capacité administrative des pays en voie de développement pour leur permettre d'atteindre leurs objectifs de développement. Un appui spécialisé est fourni aux projets de coopération technique et des recherches orientées vers l'action sont organisées et effectuées en ce qui concerne les problèmes et pratiques administratifs touchant les structures gouvernementales, les méthodes administratives, les politiques et les pratiques applicables au personnel et à la formation; les résultats de ces recherches sont diffusés au moyen de séminaires, de manuels ou de guides.

Le rôle croissant des pouvoirs publics dans le développement national fait peser une responsabilité toujours plus lourde sur l'administration publique. Une administration efficace est essentielle au fonctionnement des services fondamentaux d'une société. Elle joue un rôle important dans la réalisation d'un développement économique et social planifié. La capacité administrative d'une nation influence directement le rendement du secteur public dans ses fonctions de production et de services; elle influence également l'apport des initiatives non gouvernementales par le jeu des appuis et subventions qu'elle a pour fonction d'accorder et des règlements qu'elle a pouvoir d'édicter. La capacité administrative est donc un élément essentiel de l'aptitude d'une nation à accélérer son développement économique et social et à atteindre les buts et objectifs de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement. Dans le passé, l'administration publique se préoccupait avant tout d'une certaine cohésion et de la préservation du patrimoine économique et social. L'administration publique doit certes continuer à exercer ses fonctions fondamentales dans son rôle d'instrument du développement national, mais elle doit également devenir dynamique et se rendre apte à concevoir une planification prospective, à formuler et à exécuter des mesures propres à favoriser le développement économique et social, à utiliser au mieux les ressources et les chances du pays et à tirer le meilleur parti des progrès de la science et de la technique. La capacité administrative est une ressource rare. De plus, l'évolution du monde moderne requiert le renforcement et l'amélioration des compétences administratives pour faire face à des problèmes nouveaux dans des domaines comme la population, l'urbanisation, l'emploi et l'environnement. Pour ces raisons, l'administration publique doit être soutenue de manière systématique. Elle doit en outre être repensée, renouvelée et revitalisée pour être à même de provoquer les évolutions et les résultats souhaités pour le progrès des sociétés et de conserver sa viabilité et son efficacité dans des situations économiques et sociales en voie d'évolution rapide. La Stratégie internationale du développement de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement invite les pays en voie de développement à prêter une attention spéciale à l'orientation et à l'organisation de leur administration publique à tous les échelons pour la bonne formulation et la bonne exécution de leurs plans de développement et à rechercher, lorsque cela sera nécessaire, une assistance internationale pour mener à bien leurs travaux de planification. Le problème majeur des années 70 est de concevoir et de mettre en place des systèmes administratifs capables d'accélérer effectivement le développement et de rendre les pays en voie de développement mieux à même d'utiliser efficacement leurs ressources. A cette fin, les capacités institutionnelles, opérationnelles et de gestion des systèmes administratifs doivent être développées pour faire face aux problèmes du développement. Pour que les plans de développement deviennent opérationnels et

soient effectivement exécutés, il est essentiel d'y inclure les mesures et engagements administratifs nécessaires pour que les organisations, les systèmes de gestion, le personnel, le matériel et l'équipement voulus soient disponibles au moment et au lieu appropriés. Il est nécessaire d'orienter davantage l'administration publique dans le sens de la gestion et de l'action par programme, de concevoir de nouveaux modes de gestion et d'organiser de nouveaux systèmes adaptés à l'administration de programmes à objectifs et à fonctions multiples dépassant les cloisonnements en départements et ministères. Les systèmes administratifs doivent être conçus de façon à faire un usage maximum de l'expérience et des techniques administratives dans la réalisation des objectifs et des politiques du pays. La modernisation de l'administration publique doit être menée à bien par les pays eux-mêmes. L'Organisation des Nations Unies peut les aider du fait qu'elle est en mesure de puiser dans l'expérience de pays situés dans des régions diverses et possédant une expérience administrative ou des systèmes d'administration différents.

Jusqu'à une date récente, la préoccupation première des Etats nouvellement indépendants était de créer une infrastructure administrative de base et de nationaliser les services publics. Ces pays, ainsi que d'autres pays en voie de développement, se souciaient également d'assurer la formation de leurs fonctionnaires pour servir dans les administrations en expansion et, dans de nombreux cas, pour remplacer les cadres expatriés. L'introduction de la planification a conduit à la création d'agences centrales de planification et au développement d'organisations gouvernementales chargées de nouvelles fonctions d'administration publique. Cela a attiré l'attention sur la nécessité de procéder à des enquêtes administratives en vue de rationaliser les structures, sur la formation à donner aux fonctionnaires de niveau moyen pour les rendre aptes à exercer des fonctions de développement et sur les aspects juridiques et structurels des entreprises publiques, qui étaient devenues une forme courante d'organisation dans le secteur public.

Les ressources du programme d'administration publique de l'ONU ont été principalement consacrées à aider les pays en voie de développement à : i) mettre en place des instituts d'administration publique et d'autres programmes de formation, ii) effectuer des enquêtes administratives sur leurs systèmes administratifs et leurs fonctions publiques, iii) créer des bureaux d'organisation et de gestion, iv) améliorer l'administration et l'exercice du pouvoir au niveau local et v) passer en revue les aspects juridiques et organisationnels des entreprises publiques. A ces domaines fondamentaux sont venus s'ajouter, pendant la période 1968-1972, le rôle du personnel scientifique et technique dans l'administration publique, l'amélioration des services d'organisation et de gestion, l'utilisation des techniques modernes de gestion dans l'administration du développement, les aspects administratifs de la planification et de l'exécution des plans et les problèmes de la centralisation et de la décentralisation. Les pays en voie de développement étant à des stades différents de développement économique et social, leurs besoins administratifs vont de la création de l'infrastructure administrative de base à la réorganisation et à l'amélioration de systèmes extrêmement complexes d'administration. Le programme de l'administration publique doit maintenir et accroître les capacités existantes et concevoir des moyens appropriés pour prêter son concours à des pays dont les besoins se situent à l'intérieur de ce large éventail.



On compte que les mesures suivantes seront prises pour exécuter ce programme pendant la période du plan à moyen terme :

- Assistance aux pays en voie de développement pour la mise en place et le renforcement d'institutions et d'organismes essentiels à l'amélioration de l'administration à tous les échelons.
- Elaboration de directives pour l'examen et l'évaluation de la capacité administrative en vue du développement et de la planification administrative en tant qu'élément du processus national de planification du développement.
- Recherche des moyens susceptibles d'améliorer l'administration au stade de l'exécution des plans, programmes et projets de développement, y compris l'amélioration de la gestion et de la productivité des entreprises publiques et la gestion des matériels et fournitures.
- Action en faveur des réformes administratives d'envergure et de l'amélioration de la gestion, y compris l'utilisation des techniques modernes de gestion et des applications de l'informatique.
- Aide à la réforme de la fonction du personnel dans l'administration par des modifications de structure, à la planification des effectifs, à l'administration du personnel et mise au point de moyens de formation, y compris la constitution de cadres pour la formation des fonctionnaires.
- Assistance aux gouvernements pour l'amélioration de l'administration régionale et des pouvoirs locaux.
- En collaboration avec d'autres programmes et d'autres rouages du système des Nations Unies, développement de l'aptitude à fournir un appui à l'administration de programmes de développement à fonctions et objectifs multiples, par exemple en matière de politiques de population et de protection de l'environnement.
- Mise au point de mesures de renforcement administratif spécialement conçues en fonction des besoins des petits Etats et des pays en voie de développement les moins avancés.
- Soutien à la coopération régionale et aux institutions intéressées à l'amélioration de l'administration.
- Avec le concours de la troisième Réunion d'experts, participation à l'examen à mi-parcours de la décennie des progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de la Stratégie internationale du développement en matière d'administration publique.

Tableau 11

**TABIEAU RECAPITULATIF DES POSTES NECESSAIRES, PAR CLASSE ET SELON L'ORIGINE DES FONDS**

**ROUAGE : ADMINISTRATION PUBLIQUE**

CATEGORIE	ORIGINE DES FONDS					
	AUTRES RESSOURCES (EXTRA-BUDGETAIRES)			BUDGET ORDINAIRE		
	1974	1975	1976	1977	1974	1975
<b>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</b>						
Directeurs (D-2)	-	-	-	-	1	1
Administrateurs généraux (D-1)	2	2	2	2	1	1
Administrateurs hors classe (P-5)	3	3	3	3	5	5
Administrateurs de 1ère classe (P-4)	2	1	1	1	5	5
Administrateurs de 2ème classe (P-3)	-	1	1	1	4	4
Administrateurs adjoints de 1ère ou de 2ème classe (P-2/1)	1	-	-	-	1	2
<b>Total partiel</b>	8	7	7	7	17	18
<b>Agents des services généraux</b>						
1ère classe (G-5)	-	-	-	-	3	3
Autres classes (G-4/1)	4	4	4	4	12	12
<b>Total partiel</b>	4	4	4	4	15	15
<b>TOTAL</b>	12	11	11	11	32	33

## 6. Transports et tourisme

Ce programme vise à promouvoir et à développer les services internationaux de transport et de tourisme et concerne le développement et l'utilisation des réseaux et services de transport et de tourisme nationaux dans les pays en voie de développement. Ces objectifs doivent être atteints notamment au moyen de la recherche appliquée, de la documentation, de la coopération technique, ainsi que de l'élaboration et de l'application de conventions et d'accords internationaux. Le travail sera accompli en coordination avec les commissions économiques régionales et les institutions spécialisées intéressées.

Les problèmes des transports et du tourisme revêtiront une importance toujours plus grande au cours des années 70 à mesure du progrès des techniques, de l'intensification du développement dans nombre de pays et de la multiplication croissante des rapports économiques et des échanges culturels entre les nations. Dans la plupart des pays en voie de développement, les besoins en moyens de transport augmentent à un rythme plus rapide que le produit national brut et leur expansion ne suffit généralement pas à satisfaire les besoins, ce qui entrave dans bien des cas l'intensification des efforts en vue d'atteindre les buts de la deuxième Décennie du développement.

Aux facteurs techniques, économiques et institutionnels qui jouent un rôle déterminant en matière de planification et de développement des transports, sont venues s'ajouter ces dernières années des considérations relatives à l'environnement. Le volume des activités touristiques s'accroîtra aussi plus rapidement dans les années à venir. Il est fonction notamment des revenus et du niveau de vie, qui sont en hausse dans bien des pays, quoique à des rythmes divers. Pour nombre de pays, le tourisme constitue une source majeure et toujours plus importante de devises et de capitaux d'investissement pour le développement. Les besoins en services internationaux de transport et de tourisme continueront à augmenter en fonction de l'évolution future de l'économie mondiale et de la transformation du monde en une seule communauté. Pour des raisons économiques et sociales, et vu les besoins que créent les techniques nouvelles de transport, en particulier les transports par conteneurs qui ont connu une diffusion rapide au cours de ces dernières années, l'évolution vers l'établissement d'un réseau de transports unifié à l'échelle mondiale et englobant les divers modes de transport s'accentuera au cours des années à venir. L'Organisation des Nations Unies se doit d'encourager cette évolution en plus de tous les autres efforts qu'elle déploie dans ce domaine. Le transfert et la diffusion de techniques et méthodes nouvelles de transport constitue une partie intégrante de ce programme.

Des études récentes ont porté sur les modes et techniques de transport au service du développement, sur la création d'institutions favorisant l'essor des transports dans les pays en voie de développement, sur les besoins physiques en réseaux de transports pour conteneurs volumineux et véhicules se déplaçant sur coussin d'air, en vue de leur utilisation dans les pays en voie de développement. Les projets en cours comportent des études sur l'application de techniques nouvelles de construction de routes, voies navigables et installations de transports

urbains; des directives concernant la planification et la mise au point de réseaux de transports unifiés dans les pays en voie de développement; les aspects techniques et économiques des transports par conteneurs; les possibilités d'aider les pays sans littoral à développer leurs moyens de transport des marchandises en transit; et les moyens de limiter les effets nocifs des transports sur l'environnement. Un certain nombre de grands projets exécutés dans le cadre d'arrangements du PNUD ont été achevés. Il s'agit notamment de l'étude d'une route directe reliant Kaboul à Hérat, en Afghanistan, de l'étude des routes à Madagascar et de l'étude du réseau des transports à Fidji. Les programmes en voie d'exécution ou de préparation comprennent les projets régionaux d'étude d'une route transsaharienne en Afrique du Nord, des études de navigabilité du fleuve Sénégal et de construction de ports sur ce cours d'eau, l'amélioration de la navigation sur le Parana en Amérique latine et deux grands projets exécutés aux termes des arrangements du Fonds pour le développement de l'Irian occidental, l'un concernant les transports intérieurs, l'autre les transports fluviaux. En outre, un grand nombre d'experts, en moyenne 75 par année, ont été envoyés dans divers pays pour aider les gouvernements concernant divers aspects de la planification, du développement et de la gestion des transports, et on a assuré chaque année le service d'un nombre considérable de projets de bourses quant au fond. La Conférence des Nations Unies sur les transports internationaux et le tourisme (Rome, 1963) a adopté des recommandations générales à l'intention des gouvernements et des organisations internationales en vue du développement du tourisme. La Conférence sur la signalisation routière (Vienne, 1968) a établi un texte révisé de l'Accord sur les transports routiers et du Protocole sur la signalisation routière. La Conférence ONU/OMCI sur le transport international par conteneurs (Genève, 1972) a élaboré un projet de convention internationale sur les règles de sécurité et un projet de convention douanière, et elle a fait un certain nombre d'autres recommandations.

On compte que les mesures suivantes seront prises pour exécuter ce programme au cours de la période du plan à moyen terme :

- On augmentera les moyens nécessaires pour mettre à la disposition des gouvernements et organisations internationales un service de documentation sur les techniques, les méthodes et l'économie des transports sous toutes leurs formes. La situation des transports dans le monde fera l'objet périodiquement d'un examen et d'un rapport au Conseil économique et social.
- On accroîtra l'assistance aux pays en voie de développement pour leur permettre de développer et d'utiliser leurs installations de transport et de tourisme en fonction des nouveaux besoins et possibilités créés par le progrès des connaissances humaines et les conditions changeantes.
- Selon que de besoin, on prendra l'initiative de proposer, d'élaborer et d'appliquer des conventions, arrangements et accords internationaux nouveaux en vue de faciliter les transports terrestres internationaux et interrégionaux et le tourisme et de créer en fin de compte un système mondial de transports.

- On continuera à suivre de près l'évolution des techniques et de l'économie des transports par conteneurs, et tout particulièrement leur application aux transports internationaux, on étudiera les problèmes qu'ils posent et on essaiera le cas échéant de les résoudre par la coopération internationale et une action concertée.
- On mettra au point des techniques et des directives pour la planification et la mise au point de systèmes unifiés de transports dans les pays en voie de développement afin de fournir aux responsables de la politique et de la planification de ces pays les renseignements pratiques de référence.
- On entreprendra l'établissement d'une série de monographies concernant les aspects institutionnels, réglementaires, organisationnels et administratifs des systèmes et entreprises de transports dans certains pays en voie de développement.
- On achèvera une série d'études de l'économie et des techniques de construction et d'entretien d'un réseau routier à bon marché dans les pays en voie de développement.
- On étudiera les problèmes toujours plus pressants que posent le transit et la circulation de masse dans certaines villes des pays en voie de développement et l'on aidera les pays intéressés à les résoudre.
- On poursuivra l'étude approfondie des techniques et de l'économie de l'utilisation de véhicules de type non classique dans les pays en voie de développement.
- On entreprendra des études et une évaluation des résultats des recherches sur la technologie des transports intérieurs par voies ferrées et navigables, ainsi que des techniques et méthodes y relatives, afin de déterminer les lacunes existant dans la recherche pour l'ensemble du monde.
- On poursuivra l'étude approfondie des problèmes du transit et de l'expansion des transports des pays sans littoral et l'on aidera ces pays à les résoudre à mesure que de nouveaux moyens se présenteront.
- On procédera à des recherches sur les méthodes et possibilités de construction de routes dans les régions désertiques et l'on diffusera des renseignements à ce sujet.
- On poursuivra et on étendra les études des incidences qu'ont sur l'environnement les transports comme source d'effets nocifs, tels que la pollution de l'air et de l'eau et le bruit, et comme moyen positif de résoudre les problèmes de l'environnement et de modifier les rapports entre l'homme et la nature.
- On achèvera une série de monographies sur l'évaluation du potentiel et des possibilités de développement du tourisme dans certains pays en voie de développement et l'on aidera les gouvernements qui en font la demande à planifier ou développer leurs installations de tourisme.

Tableau 12

**TABEAU RECAPITULATIF DES POSTES NECESSAIRES, PAR CLASSE ET SELON L'ORIGINE DES FONDS**

**ROUAGE : TRANSPORTS ET TOURISME**

CATEGORIE	ORIGINE DES FONDS							
	AUTRES RESSOURCES (EXTRA-BUDGETAIRES)				BUDGET ORDINAIRE			
	1974	1975	1976	1977	1974	1975	1976	1977
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								
	-	-	-	-	-	-	-	-
	2	2	2	2	1	1	1	1
	2	2	2	3	2	3	3	3
	1	2	2	2	2	2	2	2
	-	-	-	-	2	3	3	3
	-	-	-	-	1	1	1	1
	5	6	6	7	8	10	10	10
Total partiel								
Agents des services généraux								
	1	1	1	1	-	-	-	-
	3	3	3	4	4	5	6	6
	4	4	4	5	4	5	6	6
	9	10	10	12	12	15	16	16
TOTAL								



## 7. Ressources naturelles

Ce programme a pour objet d'aider à la mise en valeur et à l'utilisation rationnelle des ressources naturelles non agricoles, en particulier celles des pays en voie de développement, et de faciliter le transfert des connaissances et des progrès techniques aux pays en voie de développement dans les domaines de la cartographie, de l'énergie, de la géologie ainsi que des ressources minérales et hydrauliques.

L'importance du rôle que jouent les ressources naturelles du point de vue de la rapidité du développement économique est reconnue. Depuis peu, on a commencé à craindre que les principales ressources naturelles ne s'épuisent. En conséquence, il est devenu de plus en plus nécessaire d'étudier les rapports entre la mise en valeur des ressources naturelles, l'environnement et l'emploi. L'établissement de projections de l'offre et de la demande de ressources naturelles sur une base continue est indispensable pour la planification à long terme dans les domaines de l'énergie, de l'eau et des minéraux. L'absence de planification en matière d'énergie a entraîné pendant des années des changements radicaux de sources d'énergie, accompagnés d'augmentations des prix. Les années 70 exigeront donc que des efforts considérables soient déployés pour résoudre les problèmes liés aux nouvelles sources d'énergie et aux systèmes d'énergie, ainsi qu'aux ressources hydrauliques et à leur existence ou à leur absence. Il faudra aussi appuyer fortement la mise en valeur des ressources minérales. Cette période verra également l'expansion des activités, notamment dans le domaine de l'établissement de levés et de cartes, liées à la mise en valeur des ressources naturelles et à leurs effets sur l'environnement.

Les activités du programme ont porté principalement sur l'aide fournie aux gouvernements aux fins de la prospection de ressources naturelles. Cette aide a été accordée par l'intermédiaire d'un certain nombre de projets à grande échelle qui ont permis de déceler des gisements minéraux importants, ainsi qu'un certain nombre de gisements géothermiques et des ressources en eaux de surface. Des experts travaillant dans le cadre de ce programme ont fourni des services consultatifs individuels à de nombreux pays. Le programme a aussi permis de diffuser des renseignements sur les connaissances et les progrès techniques grâce à l'organisation de séminaires, à l'établissement d'études et à la publication de travaux de recherches. Une méthode interdisciplinaire a été adoptée afin d'utiliser les progrès les plus récents accomplis dans tous les domaines relevant de la compétence du programme. La création du Comité des ressources naturelles a permis d'assurer au programme une plus grande cohésion.

Pour mettre en oeuvre le programme pendant la période du plan à moyen terme, il est prévu de prendre les mesures suivantes :

- Renforcer la capacité du programme à répondre aux demandes toujours plus nombreuses formulées par les pays en voie de développement en vue d'identifier et de mettre en valeur leurs ressources minérales, énergétiques et hydrauliques et de satisfaire leurs besoins en matière de cartes de base.

- Fournir une assistance aux pays en voie de développement pour leur permettre de moderniser et de renforcer l'infrastructure et les institutions concernant la mise en valeur des ressources hydrauliques, énergétiques et minérales et l'établissement des levés nécessaires.
- Continuer à établir les principes directeurs devant régir une approche intégrée et polyvalente de la mise en valeur de toutes les ressources en eaux (souterraines, de surface et atmosphérique) aux échelons national et international.
- Fournir une assistance dans le domaine de l'application des méthodes modernes de production d'énergie et de l'utilisation des sources nouvelles et traditionnelles d'énergie.
- Fournir une assistance pour l'exploration et l'exploitation accrues des ressources minérales, ainsi que pour le traitement des minéraux dans le pays en voie de développement où ils se trouvent, en accordant une plus grande attention aux gisements minéraux d'importance marginale.
- Promouvoir une coopération internationale accrue dans le domaine de la cartographie.
- Elargir les connaissances sur les aspects de la mise en valeur des ressources naturelles liés à l'environnement.



## ETAT RECAPITULATIF DES POSTES NECESSAIRES PAR CLASSE ET SELON L'ORIGINE DES FONDS

ROUAGE : RESSOURCES NATURELLES

CATEGORIE	ORIGINE DES FONDS				
	AUTRES RESSOURCES (EXTRA-BUDGETAIRES)				
	1974	1975	1976	1977	
<b>Administrateurs et fonctionnaires (de rang supérieur)</b>					
Secrétaire général adjoint	-	-	-	-	-
Sous-Secrétaire général	-	-	-	-	-
Directeurs (D-2)	-	-	-	-	1
Administrateurs généraux (D-1)	11	11	11	11	2
Administrateurs hors classe (P-5)	15	16	16	16	4
Administrateurs de 1ère classe (P-4)	2	2	2	2	10
Administrateurs de 2ème classe (P-3)	2	2	2	2	8
Administrateurs adjoints de 1ère ou de 2ème classe (P-2/1)	1	1	1	1	1
<b>Total partiel</b>	31	32	32	32	26
<b>Agents des services généraux</b>					
1ère classe (G-5)	3	3	3	3	2
Autres classes (G-4/1)	15	16	16	16	15
<b>Total partiel</b>	18	19	19	19	17
<b>TOTAL</b>	49	51	51	51	43

## 8. Economie des océans et océanologie

Ce programme interdisciplinaire a pour objet l'étude des utilisations rentables de l'espace marin d'un littoral à l'autre, ainsi que celle des interactions (et des conflits) entre ces diverses utilisations, y compris les mesures nécessaires pour préserver le milieu marin. Sur la base de ces études, le programme vise à élaborer des mesures tendant à une gestion rationnelle de l'espace marin, tant en deçà qu'au-delà des limites de la juridiction nationale.

Avec le développement mondial des activités minières au large des côtes et de la pêche et le déplacement général de la population vers les régions côtières, on constate une prise de conscience croissante de la nécessité d'une organisation rationnelle des utilisations de la mer et de la mise en valeur de ses ressources, aussi bien dans les limites de la juridiction nationale qu'au-delà de ces limites. Il est également évident que l'intensification des activités en mer multiplie les interactions et les risques de conflits à résoudre. On estime que les quantités de pétrole et de gaz extraites en mer en l'an 2000 seront le quintuple de ce qu'elles sont aujourd'hui, et déjà on prospecte en vue de trouver des hydrocarbures au large des côtes d'environ 80 pays. En même temps, la production de ressources minérales dans les zones proches des côtes, y compris celle de gros matériaux de construction, progresse constamment. Les exploitations minières en haute mer fourniront probablement d'importantes quantités de nickel et d'autres minéraux vers la fin des années 70. Au cours des 30 prochaines années, il est probable que le trafic maritime quadruplera, et tant le nombre que la taille des navires auront des répercussions considérables sur les réseaux de transports terrestres, maritimes et aériens. Le développement du cabotage devrait permettre à de nombreux pays en voie de développement, particulièrement aux pays insulaires et à ceux dont les côtes sont étendues, de mieux intégrer leurs marchés. Les prises de poisson dans le monde pourraient facilement doubler d'ici 10 ans; la pisciculture et l'élevage de certains invertébrés pourraient fournir des millions d'emplois nouveaux et augmenter considérablement, par ailleurs, les sources de protéines. Il ne fait guère de doute que le tourisme côtier et maritime augmentera considérablement dans les années à venir et revêtera une grande importance pour l'économie de nombreux pays. Le développement industriel entraîne non seulement la croissance des villes situées le long des côtes, mais aussi le déversement de quantités toujours plus grandes de déchets en mer, qu'il convient de réglementer de façon à ne pas compromettre l'équilibre écologique d'eaux côtières extrêmement productives et la "santé générale" des océans. Le développement se fait encore dans une large mesure secteur par secteur, mais il devient de plus en plus évident qu'il faut établir un cadre multisectoriel pour la planification nationale et les arrangements internationaux, afin que la communauté internationale, notamment les pays en voie de développement, en tirent le maximum d'avantages. Il faudra harmoniser les activités marines et sous-marines, d'une part, et les activités économiques terrestres, d'autre part, et aplanir les divergences et les conflits d'intérêts éventuels entre les producteurs qui opèrent sur la terre ferme et ceux qui opèrent en milieu marin afin de minimiser les frictions et les risques de conséquences nuisibles. Ainsi, il est évident qu'il faut élaborer des instruments nationaux, régionaux et internationaux pour la gestion des océans et des zones côtières, contrôler leur efficacité et leur donner la place qui leur revient dans la planification du développement. Pour gérer comme il convient les activités menées en mer, il faudra créer les compétences voulues, faire des

recherches scientifiques et déterminer les techniques à utiliser. Dans ce contexte, il faudra étudier les moyens à mettre en oeuvre pour diffuser les renseignements et les connaissances, assurer la formation de personnel et répartir les ressources financières.

Jusqu'à présent, en ce qui concerne les zones côtières et littorales, on s'est surtout occupé des ressources minérales et des problèmes de pollution. Conformément aux résolutions de l'Assemblée générale, pendant la phase préparatoire de la Conférence sur l'environnement, c'est dans le cadre du présent programme que les renseignements concernant les problèmes de la pollution marine et la préservation du milieu marin ont été fournis. Une étroite coopération a été établie avec les institutions spécialisées et les autres organismes intéressés. Ainsi, le programme est devenu le centre de coordination fonctionnelle du système des Nations Unies en ce qui concerne les questions relatives à la mer. A la demande du Conseil économique et social, une étude de base sur les diverses utilisations de la mer a été entreprise et l'on établit actuellement le rapport sur la coopération internationale dans le domaine de la mer demandé par le Conseil dans sa résolution 1537 (XLIX). Un programme d'action fondé sur cette étude a été présenté au Comité de la science et de la technique à sa première session; il y était recommandé de commencer à étudier et à identifier les problèmes que pose la gestion des zones côtières et maritimes dans les pays en voie de développement. Dès sa création, le Comité des utilisations pacifiques du fond des mers et des océans a reçu les renseignements économiques et techniques nécessaires. Des études ont notamment été établies sur les incidences économiques des activités minières au fond des mers, leurs répercussions éventuelles sur les marchés mondiaux et le partage des profits qu'elles procureront; à un niveau plus spécialisé, des documents ont été présentés sur des questions telles que les pratiques actuelles en matière d'octroi de baux et de concessions et les conséquences que pourraient avoir sur l'écologie l'exploration et l'exploitation des minéraux du fond des mers. Des études sont en cours sur l'importance économique des diverses limites qui ont été proposées pour la zone internationale ainsi que pour l'ensemble des Etats côtiers. Pendant la Conférence sur le droit de la mer, les aspects économiques, techniques et institutionnels du régime et du mécanisme internationaux à établir nécessiteront des travaux considérables.

On compte que les mesures suivantes seront prises pour exécuter ce programme pendant la période du plan à moyen terme :

- Mettre en place les moyens nécessaires pour fournir le cadre pluridisciplinaire indispensable à une exploitation rationnelle de l'espace océanique et, plus précisément, aider les pays en voie de développement à tirer le meilleur parti des ressources de la mer.
- Faciliter une meilleure intégration des activités relatives à la mer dans les plans de développement et formuler des recommandations en vue de l'application de l'océanographie et de l'océanologie dans les pays en voie de développement.
- Fournir l'essentiel des connaissances économiques et techniques nécessaires pour le mécanisme international qui doit être établi par la Conférence sur le droit de la mer.

- Fournir une assistance pour évaluer l'importance des activités relatives à la mer dans les programmes de développement nationaux et pour formuler les directives pour la planification nationale dans ce domaine.
- Faciliter l'examen des structures institutionnelles et administratives dans le cadre desquelles sont traités les problèmes des zones côtières et maritimes, et présenter des suggestions pour les améliorer; examiner la nécessité de disposer d'installations auxiliaires à terre et de former du personnel à divers niveaux.
- Favoriser la coopération régionale et internationale grâce à l'harmonisation des activités nationales dans le cadre régional, l'organisation d'activités de coopération ou de services communs à l'échelle régionale et l'instauration de diverses formes de coopération technique internationale.
- Veiller à ce que l'ensemble du système des Nations Unies applique, en ce qui concerne les utilisations de la mer, une méthode coordonnée et interdisciplinaire, en s'appuyant sur les activités et les fonctions sectorielles des institutions spécialisées.

**Tableau 14**

**TABIEAU RECAPITULATIF DES POSTES NECESSAIRES, PAR CLASSE ET SELON L'ORIGINE DES FONDS**  
**ROUAGE : ECONOMIE DES OCEANS ET OCEANOLOGIE**

CATEGORIE	ORIGINE DES FONDS							
	AUTRES RESSOURCES (EXTRA-BUDGETAIRES)				BUDGET ORDINAIRE			
	1974	1975	1976	1977	1974	1975	1976	1977
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								
Directeurs (D-2)	-	-	-	-	-	-	-	-
Administrateurs généraux (D-1)	-	-	-	-	1	1	1	1
Administrateurs hors classe (P-5)	-	-	-	-	1	1	1	1
Administrateurs de 1ère classe (P-4)	-	-	-	-	2	3	3	3
Administrateurs de 2ème classe (P-3)	-	-	-	-	2	2	2	2
Administrateurs adjoints de 1ère ou de 2ème classe (P-2/1)	-	-	-	-	2	2	2	2
Total partiel	-	-	-	-	8	9	9	9
Agents des services généraux								
1ère classe (G-5)	-	-	-	-	1	1	1	1
Autres classes (G-4/1)	-	-	-	-	4	5	5	5
Total partiel	-	-	-	-	5	6	6	6
TOTAL	-	-	-	-	13	15	15	15

## 9. Science et technique

Le programme relatif à la science et à la technique porte sur l'acquisition de connaissances scientifiques et techniques nouvelles et leur application aux problèmes des pays en voie de développement, et sur l'examen de l'évolution de la science et de la technique en vue d'évaluer leurs incidences sur la société. Le programme est conçu pour faciliter l'étude des problèmes qui sont importants pour la communauté internationale du point de vue scientifique et technique et pour encourager les gouvernements, les milieux scientifiques et techniques et tous les intéressés à participer aux efforts qui visent à faire avancer le progrès par ces moyens.

Il y a une grande disparité dans la répartition des ressources scientifiques et techniques entre pays développés et pays en voie de développement. Les pays en voie de développement doivent déployer des efforts concertés, en s'aidant mutuellement et en recourant à l'assistance des autres membres de la communauté internationale, s'ils veulent accroître leur capacité d'appliquer la science et la technique au développement de façon à pouvoir réduire sensiblement l'écart qui les sépare des pays développés sur le plan de la technique. Pour que la science et la technique contribuent efficacement au succès de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, il faut mettre en place l'infrastructure nécessaire, encourager les programmes de recherche et appliquer la science et la technique dans les pays en voie de développement et à leur profit, dans tous les domaines.

Le Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement a élaboré un plan d'action mondial et les groupes régionaux qui lui sont reliés ont mis au point des plans régionaux pour l'Asie, l'Afrique et l'Amérique latine, ainsi que pour les régions qui dépendent du Bureau économique et social des Nations Unies à Beyrouth (BESNUB). A l'échelon global comme à l'échelon régional, ces plans mettent l'accent sur trois aspects : i) nécessité de créer l'infrastructure scientifique et technique de base dans les pays en voie de développement; ii) détermination de domaines prioritaires pour de nouveaux travaux de recherche au profit des pays en voie de développement; et iii) détermination de domaines prioritaires pour l'application des connaissances actuelles dans les pays en voie de développement. Les principales recommandations du Plan ont fait l'objet de discussions non seulement au sein des organes du système des Nations Unies, mais aussi lors de réunions nationales convoquées aux Etats-Unis, en République fédérale d'Allemagne et en Autriche. Des réunions semblables se tiendront en avril 1973 au Brésil, en Bulgarie et au Japon. Les commissions économiques régionales ont également adopté des résolutions appuyant les activités consécutives au Plan d'action mondial et à leurs plans régionaux respectifs. Dans le domaine critique de la malnutrition protéique, la recherche a conduit à une prise de conscience plus grande de l'importance qu'il faut accorder aux aspects nutritionnels de l'alimentation, notamment en ce qui concerne la vulnérabilité des enfants du premier âge et des femmes enceintes aux carences en protéines. L'ONU est maintenant représentée au Groupe consultatif sur les protéines. A la suite des décisions de l'Assemblée générale, des progrès ont été enregistrés dans un autre domaine, à savoir l'étude de l'application de l'informatique au développement. Deux rapports ont fourni les principes directeurs devant régir les mesures



que doivent prendre les pays en voie de développement et les pays développés, ainsi que l'ONU et les organisations qui lui sont reliées. En outre, le Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement a établi des rapports spéciaux consacrés aux ressources naturelles, aux techniques spatiales, aux catastrophes naturelles et aux problèmes de population. Enfin, le Comité consultatif a recommandé dans le Plan mondial que l'on fixe des objectifs quantitatifs pour les activités entreprises par les pays en voie de développement dans le domaine de la science et de la technique, ainsi que pour les activités de coopération que devront assurer les pays développés.

On compte que les mesures suivantes seront prises pour exécuter ce programme pendant la période du plan à moyen terme :

- Faire mieux connaître le Plan d'action mondial et les plans régionaux grâce à des consultations sur place, à l'organisation de séminaires et à l'utilisation de publications.
- Proposer un petit nombre de projets de recherche globaux dans des domaines prioritaires, y compris ceux du Plan d'action mondial, en collaboration avec le Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement, aux fins de présentation, pour examen, au Programme des Nations Unies pour le développement.
- Encourager de nouvelles activités consacrées aux problèmes de la malnutrition protéique auxquels doivent faire face les pays en voie de développement.
- Examiner les progrès accomplis en ce qui concerne la mise en oeuvre des directives relatives à l'application de l'informatique au développement.
- Achever l'élaboration de directives relatives à un programme d'activités visant à résoudre le problème de l'exode du personnel qualifié des pays en voie de développement vers les pays développés.
- Encourager l'intégration de la notion de techniques appropriées à la planification nationale des pays en voie de développement.
- Etablir une liste de techniques de substitution.
- Effectuer des études sur a) les effets de l'introduction de la science et de la technique modernes sur les structures sociales des pays en voie de développement; et b) les résistances sociales opposées à l'introduction de la technique dans les pays en voie de développement.

Une assistance sera fournie au Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement et au Comité de la science et de la technique au service du développement pour ce qui est de la définition de directives et de priorités dans le domaine de la science et de la technique et de la coordination des activités des organismes des Nations Unies dans le domaine de la science et de la technique au service du développement.



Tableau 15

**TABEAU RECAPITULATIF DES POSTES NECESSAIRES, PAR CLASSE ET SELON L'ORIGINE DES FONDS**

**ROUAGE : SCIENCE ET TECHNIQUE**

CATEGORIE	AUTRES RESSOURCES (EXTRA-BUDGETAIRES)				ORIGINE DES FONDS			
	1974	1975	1976	1977	1974	1975	1976	1977
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								
Directeurs (D-2)	-	-	-	-	1	1	1	1
Administrateurs généraux (D-1)	-	-	-	-	1	1	1	1
Administrateurs hors classe (P-5)	-	-	-	-	4	4	4	4
Administrateurs de 1ère classe (P-4)	-	-	-	-	1	1	2	3
Administrateurs de 2ème classe (P-3)	-	-	-	-	3	3	3	3
Administrateurs adjoints de 1ère ou de 2ème classe (P-2/1)	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total partiel</b>	-	-	-	-	10	10	11	12
Agents des services généraux								
1ère classe (G-5)	-	-	-	-	1	1	1	1
Autres classes (G-4/1)	-	-	-	-	7	7	7	8
<b>Total partiel</b>	-	-	-	-	8	8	8	9
<b>TOTAL</b>	-	-	-	-	18	18	19	21

## 10. Développement social et affaires humanitaires

Ce programme vise à promouvoir et à encourager le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, pour les femmes comme pour les hommes, à promouvoir le développement des institutions et la participation de la population au développement, à aider à surmonter les obstacles qui empêchent d'importants secteurs de la population de participer pleinement au développement ou qui entravent leur participation, à renforcer la prévention du crime et à promouvoir l'administration de la justice pénale sur les plans national et international.

Des mesures sont nécessaires à l'échelon national, régional et international afin de progresser plus rapidement vers l'élimination de la pauvreté, l'accélération du développement, l'établissement de l'égalité de l'homme et de la femme devant la loi et dans la pratique, et la pleine intégration des femmes à l'ensemble des efforts de développement. Le rythme de l'évolution et du développement social est encore lent dans beaucoup de pays, ce qui souligne la nécessité urgente de formuler et d'appliquer largement des stratégies efficaces de développement, tant sociales qu'économiques. Tandis que la participation de la population aux efforts de développement, au partage des avantages du développement et à la prise des décisions est maintenant reconnue comme indispensable à l'évolution d'une société saine, le fait que les structures sociales et les attitudes sociales à l'égard de l'importance de la contribution de la femme ne se modernisent que très lentement est un facteur important qui empêche une plus large participation et compromet l'égalité sociale. De même, en dépit d'une entente générale quant à la nécessité d'introduire des réformes radicales dans des institutions fondamentales telles que le régime foncier, le rythme et l'ampleur de ces réformes restent faibles. Malgré les progrès accomplis en ce qui concerne l'égalité de l'homme et de la femme devant la loi, des inégalités considérables subsistent dans certains domaines entre les droits juridiques de la femme et le rôle qu'elle joue dans la pratique. Le taux croissant et les nouvelles formes de la criminalité et de la délinquance juvénile, tant dans les pays développés que dans les pays en voie de développement, constituent un autre domaine où les problèmes exigent une attention accrue.

C'est pourquoi, au cours des dernières années, les activités ont eu de plus en plus pour objet :

- De fournir des conseils pour la formulation des politiques, la planification et la programmation concernant la famille et les groupes vulnérables de la population tels que les enfants, les adolescents et les personnes âgées ou handicapées, ainsi qu'en ce qui concerne les comportements antisociaux et la prévention du crime;
- De promouvoir le développement d'ensemble à l'échelon local et intermédiaire, y compris la mise en place d'institutions, non seulement en vue de la croissance économique, mais aussi en vue d'une répartition équitable des avantages de cette croissance et en tant que moyen d'accorder aux facteurs sociaux la place qui leur revient dans le développement;

- De procéder à l'évaluation systématique de techniques et de stratégies destinées à encourager la participation de la population, et en appliquer les résultats à l'échelon local grâce à des programmes de coopération technique;
- D'encourager et d'aider les gouvernements à abolir les lois et les pratiques discriminatoires à l'égard de la femme grâce à l'élaboration d'instruments internationaux fondés sur des études et des recherches, suivis de systèmes d'établissement de rapports et de diverses activités de coopération technique;
- D'élaborer un programme de mesures concertées ayant spécialement pour objet d'assurer l'intégration de la femme à l'ensemble des efforts de développement, conformément aux résolutions 1777 (XVII) de 1962, 2626 (XXV) de 1970 et 2716 (XXV) de 1970 de l'Assemblée générale;
- De procéder à des enquêtes dans un certain nombre de domaines nouveaux et importants et de prendre des mesures relatives aux attitudes sociales, aux problèmes de la femme dans les régions rurales, à la science et à la technique dans la mesure où elles concernent la femme, et à la situation de la femme et des enfants dans des situations particulièrement difficiles telles que les situations d'urgence et les conflits armés.

On compte que les mesures suivantes seront prises pour exécuter ce programme pendant la période du plan à moyen terme :

- Fournir une assistance aux gouvernements pour promouvoir le développement d'ensemble à l'échelon local et à l'échelon intermédiaire en renforçant un réseau de centres de recherche et de formation et au moyen d'activités de coopération technique;
- Renforcer les institutions locales, y compris les coopératives et les autres formes d'autogestion communautaire, afin d'accroître leur efficacité pour ce qui est de résoudre certains problèmes de développement social et économique et de s'adapter à des situations en évolution rapide;
- Accroître l'efficacité et les effets des mesures de réforme agraire grâce à la détermination des besoins en ressources humaines et institutionnelles et à l'évaluation de l'efficacité sociale et économique de la réforme agraire;
- Expérimenter et diffuser des techniques de formation à la participation populaire et de promotion de cette participation, y compris la formation d'experts en matière d'application de ces techniques;
- Fournir une assistance aux gouvernements pour l'identification de politiques et de plans appropriés en matière de bien-être social, dans le cadre des politiques et des plans nationaux d'ensemble;

- Effectuer des études et fournir une assistance aux gouvernements en vue du renforcement des services de bien-être social pour appuyer directement les activités de planification familiale;
- Fournir une assistance aux gouvernements en vue de l'élaboration de programmes communautaires d'auto-assistance à l'intention des familles à faible revenu dans les agglomérations urbaines;
- Intégrer plus étroitement la formation en matière de programmes de bien-être social et d'autres programmes connexes;
- Elaborer des principes directeurs pour les politiques et les programmes destinés à faire face aux besoins et aux problèmes des personnes âgées;
- Fournir une assistance aux gouvernements en vue d'accroître la participation de la jeunesse au développement et d'appuyer les programmes nationaux de jeunes volontaires et d'autres programmes nationaux de service de la jeunesse;
- Fournir une assistance aux gouvernements en vue de la création de services de rééducation pour les personnes souffrant de déficiences physiques et mentales, l'accent étant mis en particulier sur la formation du personnel;
- Fournir une assistance pour la détermination des besoins en ce qui concerne le bien-être des enfants;
- Elaborer un plan international d'action pour la prévention du crime;
- Diffuser des renseignements et promouvoir la collaboration internationale aux fins de la prévention du crime grâce à la tenue d'un congrès sur la prévention du crime, au maintien d'un système de correspondants nationaux et à la mise en place d'instituts régionaux pour la formation et la recherche en ce qui concerne la prévention du crime;
- Mettre en oeuvre le système d'établissement de rapports sur l'application des conventions et des déclarations en vigueur relatives aux droits de la femme;
- Elaborer un nouveau projet de convention sur l'élimination de la discrimination contre la femme;
- Acheter des études comparatives sur : a) la capacité juridique de la femme mariée, y compris les questions de domicile et de résidence; b) le droit de propriété;
- Evaluer et analyser les résultats d'enquêtes nationales sur le partage des responsabilités familiales;

- Exécuter des programmes d'action concertés à l'échelon régional et international pour aider les gouvernements à intégrer pleinement la femme aux efforts globaux de développement; plus particulièrement :

Effectuer des études i) sur le statut de la femme rurale, et ii) sur l'influence des moyens d'information en ce qui concerne les attitudes à l'égard du rôle de la femme dans la société; effectuer des études par pays pour déterminer et évaluer la contribution de la femme à l'économie nationale; effectuer d'autres études sur les conséquences du progrès scientifique et technique pour l'intégration de la femme au développement;

- Eclaircir les relations existant entre le statut de la femme, l'intégration de la femme au développement et les facteurs de population en achevant et en publiant l'étude sur le statut de la femme et la planification de la famille, en entreprenant des études en profondeur par pays sur certains aspects du statut de la femme, de la population et du développement, sur la base des conclusions de l'étude susmentionnée, et en élaborant les indicateurs socio-économiques correspondants;

- Accroître les activités de coopération technique, et notamment :

Organiser un ou plusieurs séminaires annuels et octroyer des bourses de perfectionnement; élaborer des types élargis d'assistance, y compris l'envoi d'experts et l'organisation de cours de formation;

- Adopter des mesures destinées à protéger les femmes et les enfants en cas d'urgence ou de conflit armé, y compris l'élaboration d'un projet de déclaration;
- Continuer de développer diverses activités d'information et d'éducation afin d'augmenter les connaissances et d'éveiller la conscience des populations en ce qui concerne les programmes des Nations Unies destinés à promouvoir l'égalité de l'homme et de la femme et l'intégration de la femme au développement;
- Elaborer un programme pour l'Année internationale de la femme en 1975, dans lequel l'accent sera mis sur l'intensification des activités dans les domaines ci-dessus, et en préparer l'exécution.

Au cours de la période 1974-1977, la Division des affaires sociales orientera ses efforts vers la promotion d'une méthode intégrée de développement socio-économique dans les pays d'Europe et la participation de l'Europe aux programmes de recherche et de formation des Nations Unies dans le domaine du développement régional. La Division contribuera également à l'élaboration de programmes de mesures internationales concertées pour l'avancement de la jeunesse, ainsi que dans le domaine du développement rural et des coopératives. De plus, une part appréciable des ressources et des activités de la Division seront consacrées à la planification et à l'exécution du Programme de développement social des Nations Unies pour l'Europe, ainsi qu'à la création et à l'appui d'un centre régional de formation et de recherche pour le bien-être social.

Tableau 16

**TABEAU RECAPITULATIF DES POSTES NECESSAIRES, PAR CLASSE ET SELON L'ORIGINE DES FONDS**  
**ROUJAGE : DEVELOPPEMENT SOCIAL ET AFFAIRES HUMANITAIRES**

CATEGORIE	ORIGINE DES FONDS							
	AUTRES RESSOURCES (EXTRA-BUDGETAIRES)				BUDGET ORDINAIRE			
	1974	1975	1976	1977	1974	1975	1976	1977
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								
Secrétaire général adjoint	-	-	-	-	-	-	-	-
Sous-Secrétaire général	-	-	-	-	1	1	1	1
Directeurs (D-2)	-	-	-	-	2	2	2	2
Administrateurs généraux (D-1)	1	1	1	1	3	3	3	3
Administrateurs hors classe (P-5)	1	1	1	1	6	6	6	6
Administrateurs de 1ère classe (P-4)	2	2	2	2	16	16	16	16
Administrateurs de 2ème classe (P-3)	4	4	4	4	8	8	8	8
Administrateurs adjoints de 1ère ou de 2ème classe (P-2/1)	2	2	2	2	10	10	10	10
Total partiel	10	10	10	10	46	46	46	46
Agents des services généraux								
1ère classe (G-5)	-	-	-	-	3	3	3	3
Autres classes (G-4/1)	7	7	7	7	24	24	24	24
Total partiel	7	7	7	7	27	27	27	27
TOTAL	17	17	17	17	73	73	73	73

Tableau 17

TABEAU RECAPITULATIF DES POSTES NECESSAIRES, PAR CLASSE ET SELON L'ORIGINE DES FONDS  
ROUAGE : DEVELOPPEMENT SOCIAL ET AFFAIRES HUMANITAIRES - GENEVE

CATEGORIE	AUTRES RESSOURCES (EXTRA-BUDGETAIRES)				ORIGINE DES FONDS			
	1974	1975	1976	1977	1974	1975	1976	1977
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								
Secrétaire général adjoint	-	-	-	-	-	-	-	-
Secs-Secrétaire général	-	-	-	-	-	-	-	-
Directeurs (D-2)	-	-	-	-	-	-	-	-
Administrateurs généraux (D-1)	-	-	-	-	1	1	1	1
Administrateurs hors classe (P-5)	-	-	-	-	1	1	1	1
Administrateurs de 1ère classe (P-4)	-	-	-	-	4	4	4	4
Administrateurs de 2ème classe (P-3)	-	-	-	-	1	1	1	2
Administrateurs adjoints de 1ère ou de 2ème classe (P-2/1)	-	-	-	-	1	1	1	1
Total partiel	-	-	-	-	8	8	8	9
Agents des services généraux								
1ère classe (G-5)	-	-	-	-	2	2	2	2
Autres classes (G-4/1)	-	-	-	-	5	5	5	5
Total partiel	-	-	-	-	7	7	7	7
Y compris 1 P-3 au titre du bien-être social	-	-	-	-	15	15	15	16
TOTAL								



## 11. Population

Le programme en matière de population traite du problème complexe et capital de l'interdépendance entre les facteurs démographiques et le développement économique et social et a pour objectif, de concert avec d'autres programmes du Secrétariat, de répondre, par le biais d'une approche intégrée, aux besoins multidisciplinaires des activités nationales et régionales dans ce domaine. Il englobe, à cette fin, de multiples activités coordonnées comportant des études et des recherches, l'analyse des prévisions et des tendances démographiques, l'extrapolation des résultats de ces travaux aux fins du développement à l'échelon national, régional et mondial, ainsi que l'évaluation des effets que les tendances et les politiques en matière de développement ont sur la structure et les tendances démographiques. Le programme constitue la clef de voûte de l'appui fonctionnel nécessaire à tous les types d'activités de coopération technique entreprises en matière de population par l'Organisation des Nations Unies. Les activités du programme fournissent en outre dans ce domaine des éléments fondamentaux pour l'opération d'examen et d'évaluation d'ensemble de la **Stratégie** internationale du développement ainsi que pour la programmation par pays.

Il n'est pas rare que les dirigeants politiques, entre autres, ne saisissent pas entièrement la nature et l'ampleur de la politique en matière de population, et qu'ils assimilent à son élément planification de la famille, à l'exclusion de toute autre action visant, par exemple, à influencer sur la fertilité ou à modifier d'autres variables démographiques telles que les migrations intérieures, l'urbanisation et les migrations internationales. Il est fréquent par ailleurs qu'on ne comprenne pas bien ou qu'on n'évalue pas à leur juste valeur les relations assez complexes qui existent entre les tendances démographiques actuelles et les besoins futurs en ce qui concerne le logement, la santé, l'éducation, l'emploi, l'assistance aux personnes âgées, etc. Il faut donc éliminer ces obstacles et mettre au point des méthodes et des principes directeurs susceptibles d'aider les gouvernements à formuler leurs politiques et leurs programmes de population en tant que partie intégrante de leur effort global de développement économique et social. Pour les pays où cet effort s'articule essentiellement autour d'un plan de développement, il faut élaborer des méthodes qui permettront de mieux intégrer les considérations démographiques à la structure centrale ou au modèle du plan. Les tendances démographiques comportent de graves conséquences, non seulement au niveau du développement national mais également à l'échelon mondial. C'est ainsi qu'on ne peut évaluer l'équilibre entre la population mondiale et les ressources naturelles mondiales, entre la population mondiale et l'approvisionnement alimentaire mondial, etc. qu'en se plaçant à l'échelle de la planète.

Conformément aux décisions de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social, et sous la direction de la Commission de la population, le programme a rapidement pris de l'ampleur ces dernières années depuis que, dans le monde entier, on prend conscience et on se préoccupe de plus en plus des problèmes de population. Outre que les recherches et les enquêtes se sont multipliées pour satisfaire aux exigences en matière de données et d'informations plus précises sur lesquelles fonder les politiques de développement, les recherches opérationnelles comme les programmes d'action visant à influencer les tendances démographiques se sont

considérablement développés. Dans ce contexte, les activités de coopération technique et d'assistance aux pays en voie de développement se sont multipliées, comme le montrent l'accroissement rapide de l'assistance fournie, le nombre des pays bénéficiaires et la diversité des domaines touchés. Plus récemment, au titre du programme, on s'est activement employé à fournir toutes les données de fond nécessaires au Congrès mondial de la population de 1974 et, à cette fin, on a organisé quatre colloques ayant pour thèmes la population et le développement, la population et la planification de la famille, la population et les ressources et l'environnement, la population et les droits de l'homme, et on a élaboré un projet de plan d'action mondial de la population. Le programme permet de fournir de façon continue des conseils en matière de politique générale au Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population sur des questions concernant l'élaboration et l'exécution des programmes. On a également, au titre du programme, publié et diffusé largement des études mondiales et régionales portant sur divers aspects des tendances et de la structure démographiques et fourni des renseignements importants en formulant des principes directeurs dans des domaines spécialisés et en organisant des séminaires, des groupes de travail et des réunions d'experts. Le programme a également contribué très largement au développement des analyses et des recherches dans le domaine de la population dans les pays en voie de développement. En matière de coopération technique, l'assistance fournie va en s'accroissant dans des domaines tels que l'analyse démographique, les conseils en matière de politique démographique, la formation dispensée dans des centres démographiques régionaux ou dans le cadre d'autres programmes spéciaux, ainsi que les aspects démographiques et socio-économiques de la planification de la famille, l'évaluation des programmes faisant l'objet d'une attention toute particulière.

Par l'échange de techniques, d'informations et d'idées, on coopère de façon continue avec des programmes connexes dans le domaine socio-économique, tant au Siège que dans les commissions économiques régionales, ainsi qu'avec les institutions spécialisées pertinentes et les autres organes intergouvernementaux et non gouvernementaux qui s'occupent de questions intéressant la population. Le programme est mis en oeuvre en prenant pleinement en considération la diversité des approches en matière d'activités démographiques suivies par les divers pays, eu égard à leur propre situation économique, culturelle et sociale.

On compte que les mesures suivantes seront prises pour exécuter ce programme au cours de la période du plan à moyen terme :

- On consolidera la capacité du programme dans les secteurs qui préoccupent au premier chef les pays en voie de développement, notamment : les recherches et les enquêtes sur divers aspects démographiques de la planification et du processus du développement ainsi que de l'environnement; les études nationales et régionales sur les répercussions des tendances et de la structure démographiques, notamment sur les projections mises à jour de ces tendances pour les divers secteurs socio-économiques; et la formulation d'une méthodologie permettant d'évaluer la portée des programmes de population dans des domaines tels que l'urbanisation et la migration, la fertilité, la mortalité, etc.

- On étudiera plus en détail la question d'une méthodologie permettant d'aborder dans une optique plus intégrée les questions de population en rapport avec les besoins des pays en voie de développement.
- On fournira une assistance à une plus grande échelle aux gouvernements qui demanderont que soient analysées, dans le contexte de leurs plans de développement, les données obtenues lors de la série de recensements de population de 1970 et grâce aux études démographiques complémentaires.
- On fournira une assistance accrue aux pays qui en feront la demande afin de déterminer les incidences des programmes, tout particulièrement en ce qui concerne la mise en place de systèmes de services statistiques nécessaires pour la gestion, la recherche opérationnelle et l'évaluation.
- On intensifiera la formation et la recherche dans les domaines de la démographie et des facteurs multidisciplinaires ayant une influence sur la population et, à cet effet, il sera fourni un appui aux institutions nationales, aux établissements d'enseignement supérieur et aux centres régionaux, tandis que des bourses seront octroyées.
- On intensifiera également l'assistance fournie pour entreprendre des recherches démographiques et élaborer des moyens pour la réalisation de programmes au sein d'organes gouvernementaux qui s'intéressent aux politiques de développement.
- On entreprendra des travaux préparatoires de fond pour le Congrès mondial de la population.

TABLEAU RECAPITULATIF DES POSTES NECESSAIRES, PAR CLASSE ET SELON L'ORIGINE DES FOND

ROUAGE : POPULATION

CATEGORIE	ORIGINE DES FONDS							
	AUTRES RESSOURCES (EXTRA-BUDGETAIRES) a/				BUDGET ORDINAIRE			
	1974	1975	1976	1977	1974	1975	1976	1977
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								

a/ Non compris le personnel temporaire suivant chargé de la direction exécutive du Congrès mondial de la population de 1974 : 1 SSG; 1 D-2; 2 D-1; 2 P-5; 2 P-4; 2 G-5; 5 G-4/1.

Tableau 19

## TABLEAU RECAPITULATIF DES POSTES NECESSAIRES, PAR CLASSE ET SELON L'ORIGINE DES FONDS

RCUAGE : CONGRES MONDIAL DE LA POPULATION, 1974 - DIRECTION EXECUTIVE ET ADMINISTRATION

CATEGORIE	ORIGINE DES FONDS							
	AUTRES RESSOURCES (EXTRA-BUDGETAIRES)				BUDGET ORDINAIRE			
	1974	1975	1976	1977	1974	1975	1976	1977
Administrateurs et fonctionnaires (de rang supérieur								
Secrétaire général adjoint	-	-	-	-	-	-	-	-
Sous-Secrétaire général	1	-	-	-	-	-	-	-
Directeurs (D-2)	1	-	-	-	-	-	-	-
Administrateurs généraux (D-1)	2	-	-	-	-	-	-	-
Administrateurs hors classe (P-5)	2	-	-	-	-	-	-	-
Administrateurs de 1ère classe (P-4)	2	-	-	-	-	-	-	-
Administrateurs de 2ème classe (P-3)	-	-	-	-	-	-	-	-
Administrateurs adjoints de 1ère ou de 2ème classe (P-2/1)	-	-	-	-	-	-	-	-
Total partiel	8	-	-	-	-	-	-	-
Agents des services généraux								
1ère classe (G-5)	2	-	-	-	-	-	-	-
Autres classes (G-4/1)	5	-	-	-	-	-	-	-
Total partiel	7	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	15	-	-	-	-	-	-	-



## 12. Peuplements humains

Le programme relatif aux peuplements humains porte sur des aspects critiques de la planification, de la programmation, de la construction et du financement liés à l'environnement physique des peuplements humains. Dans le cadre de ce programme, on s'efforce non seulement de faire appel à des idées ayant fait leurs preuves et à des techniques adaptables aux conditions qui existent dans les pays en voie de développement, mais encore de mettre au point des méthodes nouvelles. En outre, on cherche à relier ces activités aux objectifs plus étendus nationaux et internationaux, tels qu'ils sont définis dans les plans nationaux de développement et dans les stratégies de développement. Par exemple, les activités relatives à la planification d'ensemble font une très large place aux conditions de l'environnement dans les peuplements humains. Dans les activités qui touchent à l'habitation et à la construction, on cherche à réaliser un équilibre entre les critères d'efficacité et la création de possibilités d'emploi - un objectif clef du développement.

Les principaux problèmes relatifs aux peuplements humains sont le résultat de rapports complexes de cause à effet. Les effets (les problèmes) ne sont d'ailleurs que trop évidents. On peut citer les mauvaises conditions de logement, l'absence de services publics de base, les systèmes d'adduction d'eau et d'égouts insuffisants, les habitations non réglementées, les moyens de transports et de communications insuffisants et mal organisés, l'utilisation irrationnelle des terrains et des autres ressources, les méthodes de construction inefficaces et le mauvais choix des matériaux (d'origine locale ou importés, le surpeuplement, le chômage et les tensions sociales dans les centres urbains, la stagnation et le désespoir dans les villages et la détérioration de l'environnement dans les zones tant urbaines que rurales. L'urbanisation, qui est fonction de la croissance démographique et des migrations, est aussi soumise à d'autres stimulants. Dans les pays en voie de développement, les centres urbains se développent à un rythme tel que leur population double tous les 15 ans. Le corollaire de l'urbanisation est, dans de nombreux cas, la stagnation et le dépeuplement des villages et des petites villes dans les zones rurales.

Ce qui est le principal objectif de la plupart des efforts nationaux et internationaux est également la cause de quelques-uns des problèmes les plus graves relatifs aux peuplements humains. Dans les pays en voie de développement, on continue à planifier, à gérer et à financer les peuplements urbains sans tenir compte des progrès techniques réalisés ni de l'évolution des attitudes politiques et sociales enregistrée pendant la première Décennie du développement. L'absence de modernisation dans ce domaine est d'autant plus surprenante que, dans la plupart des pays en voie de développement, l'industrie du bâtiment, qui est l'un de ses principaux éléments, représente jusqu'à 50 p. 100 de la formation de capital fixe. La mauvaise utilisation des méthodes, des procédés et des techniques est due notamment au fait que l'échange de renseignements concernant la planification, la construction et la gestion des peuplements humains est très limité.

Au cours des dernières années, les activités ont visé de plus en plus à :

- a) Aider les gouvernements au moyen de programmes d'assistance technique financés par le PNUD et de services consultatifs directs;
- b) Effectuer des recherches sur certains problèmes;
- c) Diffuser des renseignements, à la fois au moyen de documents écrits et au moyen de séminaires, conférences, réunions d'experts, ainsi qu'au moyen du programme de bourses de l'ONU.

On compte que les mesures suivantes seront prises pour exécuter ce programme pendant la période du plan à moyen terme :

- On établira un rapport analytique et comparatif sur la situation de l'habitation, de la construction et de la planification dans le monde.
- On identifiera les méthodes et les techniques nécessaires pour la formulation de politiques nationales d'urbanisation dans le cadre des objectifs globaux du développement.
- On achèvera l'élaboration des directives afin d'aider les gouvernements à adopter une planification préventive et des mesures relatives à la construction dans les zones sujettes aux catastrophes naturelles.
- On mettra en place un programme international destiné à promouvoir des systèmes d'épargne et de crédit pour l'habitation et l'infrastructure connexe.
- On continuera à développer et à renforcer les centres nationaux et régionaux de l'habitation, de la construction et de la planification.
- On mettra en place, dans les régions en voie de développement, des dispositifs régionaux et interrégionaux de coordination des recherches en matière de construction afin d'améliorer la qualité des bâtiments, de réduire les frais d'entretien et de rentabiliser la construction d'habitations à bon marché.
- On fera un certain nombre d'études sur l'amélioration de la conception des maisons et des installations collectives, compte dûment tenu des conditions physiques, sociales et économiques, afin d'utiliser plus efficacement les matériaux de construction et l'espace habitable et de mettre au point des méthodes de construction plus productives.
- On définira les mesures que doivent adopter les gouvernements et les entreprises pour développer l'industrie du bâtiment et on élaborera à l'intention des gouvernements des directives concernant les stimulants, les mesures législatives, la création d'organismes et la promotion des industries subsidiaires.



- On aidera les gouvernements à encourager l'amélioration progressive des taudis et des campements de squatters.
- On fournira des services consultatifs pour l'élaboration et l'exécution du programme du FISE en faveur des enfants des taudis et des bidonvilles.
- On achèvera une série d'études (régionales et globales) sur les politiques en matière d'utilisation du sol dans les régions urbaines et les mesures de contrôle de l'utilisation des sols afin de permettre aux gouvernements de prendre les mesures administratives et juridiques nécessaires pour prévenir la spéculation foncière, accélérer la mise en valeur du sol, constituer des réserves et prévoir une bonne utilisation des terrains.
- On développera les programmes de formation et de recherche en matière de développement régional.
- On achèvera l'étude des directives relatives à l'habitation à l'intention des pays en voie de développement.
- On entreprendra des études afin de déterminer des indicateurs sociaux de l'habitation qui permettraient aux gouvernements d'établir un lien entre les considérations sociales et le développement de l'habitation.
- On aidera les gouvernements à stimuler l'épargne intérieure pour financer l'habitation et les installations collectives.
- On entreprendra une série d'études visant à améliorer les conditions de vie de la population rurale.

Tableau 20

## TABLEAU RECAPITULATIF DES POSTES NECESSAIRES, PAR CLASSE ET SELON L'ORIGINE DES FONDS

ROUAGE : PEUPELEMENTS HUMAINS

CATEGORIE	ORIGINE DES FONDS				
	AUTRES RESSOURCES (EXTRA-BUDGETAIRES)			BUDGET ORDINAIRE	
	1974	1975	1976	1977	
<b>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</b>					
	-	-	-	-	-
Directeurs (D-2)	-	-	-	-	1
Administrateurs généraux (D-1)	-	-	-	-	2
Administrateurs hors classe (P-5)	11	11	11	11	4
Administrateurs de 1ère classe (P-4)	1	1	1	1	9
Administrateurs de 2ème classe (P-3)	1	1	1	1	9
Administrateurs adjoints de 1ère ou de 2ème classe (P-2/1)	-	-	-	-	6
<b>Total partiel</b>	13	13	13	13	31
<b>Agents des services généraux</b>					
1ère classe (G-5)	-	-	-	-	3
Autres classes (G-4/1)	8	8	8	8	20
<b>Total partiel</b>	8	8	8	8	23
<b>TOTAL</b>	21	21	21	21	54

### 13. Gestion des activités de coopération technique

Ce programme a pour objet la planification, l'exécution et l'évaluation et les activités consécutives de tous les programmes de coopération technique confiés à l'ONU, indépendamment de leur source de financement.

L'objet principal du programme est d'assurer un type de gestion qui tienne compte des besoins individuels ou collectifs des pays auxquels l'assistance est destinée. Les activités exercées pour atteindre cet objectif sont continues, car les besoins des pays en matière de développement évoluent et de nouveaux concepts se dégagent, qui modifient le cadre dans lequel s'inscrit l'assistance fournie. D'une manière plus particulière, le programme vise à aider à la mise au point de programmes et projets nationaux et multinationaux spécialement adaptés aux besoins de développement des pays auxquels l'assistance est destinée, et à assurer de façon efficace et coordonnée l'exécution des différents projets. Pour atteindre ce dernier objectif, il est nécessaire de veiller à la formulation de plans de travail réalistes pour les projets, de veiller à ce que la mise en route des projets et leur coordination se fassent en temps utile, notamment en ce qui concerne la fourniture de services d'experts, l'octroi de bourses, la fourniture de matériel, les contrats de sous-traitance, etc., de suivre et d'appuyer les projets au jour le jour et de participer à l'examen et à l'évaluation des rapports. Le programme porte également sur l'octroi d'une assistance au personnel affecté aux projets, après sa désignation, en ce qui concerne les questions financières et administratives qui se posent dans l'exercice des fonctions des intéressés et la tenue à jour des contrôles comptables appropriés, tels que les inventaires du matériel destiné aux projets. Il est procédé à l'analyse et à l'évaluation des activités de façon à obtenir des données permettant d'améliorer continuellement la qualité de l'assistance fournie. L'exécution des multiples activités susmentionnées exige qu'une étroite collaboration soit continuellement maintenue avec d'autres programmes du Département des affaires économiques et sociales, du Service de recrutement pour l'assistance technique en ce qui concerne les affectations des experts, et du Service des achats et des transports en ce qui concerne l'achat du matériel et le choix des sous-traitants. En outre, des relations de travail étroites sont maintenues de manière constante avec le PNUD et les représentants résidents. De même, la coopération avec les commissions économiques régionales et le BESNUB est un élément essentiel de la planification et de l'exécution des projets régionaux. Les projets exécutés par l'Organisation des Nations Unies sont financés à l'aide de ressources fournies par le PNUD, de crédits provenant du Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population, de fonds d'affectation spéciale et du programme ordinaire de coopération technique.

Le programme a été récemment réorganisé de telle sorte que, au sein d'un cadre géographique assez large, le personnel opérationnel a été redistribué par fonctions pour qu'il puisse se spécialiser dans l'exécution de projets dans des secteurs donnés. Un groupe consultatif a été établi, à l'échelon le plus élevé, pour seconder le Commissaire à la coopération technique dans la formulation des politiques et la solution des problèmes qui requièrent une collaboration et une

coordination interservices. On envisage de créer une série de groupes ad hoc qui procéderaient à un examen en profondeur des échanges qui ont lieu entre le Bureau de la coopération technique et chacun des services avec lesquels celui-ci est en rapport dans l'exécution des divers aspects des activités liées aux projets. On met au point actuellement un nouveau type d'activité dont l'objet est d'aider à assurer les investissements nécessaires aux activités consécutives pour les projets exécutés par l'ONU.

On compte que les mesures suivantes seront prises pour exécuter ce programme pendant la période du plan à moyen terme :

- On continuera à renforcer davantage la collaboration et la coordination interservices afin d'améliorer la qualité de l'assistance fournie et d'éliminer certains goulots d'étranglement qui ont causé des retards dans l'exécution des projets.
- On élaborera de nouvelles techniques de gestion et on rationalisera les procédures afin d'assurer l'utilisation optimale des ressources humaines dont on dispose au titre du programme;
- Le programme ordinaire de coopération technique sera planifié et établi de manière à ce qu'il tienne mieux compte des besoins des pays auxquels l'assistance est destinée ainsi que des priorités fixées par les organes délibérants.
- On renforcera la capacité du programme de répondre rapidement aux nouveaux besoins formulés par des organes extérieurs à l'ONU, comme le PNUD ou le Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population.

Tableau 21

## TABLEAU RECAPITULATIF DES POSTES NECESSAIRES, PAR CLASSE ET SELON L'ORIGINE DES FONDS

ROUAGE : GESTION DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE

CATEGORIE	ORIGINE DES FONDS							
	AUTRES RESSOURCES (EXTRA-BUDGETAIRES)				BUDGET ORDINAIRE			
	1974	1975	1976	1977	1974	1975	1976	1977
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								
Secrétaire général adjoint	-	-	-	-	-	-	-	-
Sous-Secrétaire général	-	-	-	-	1	1	1	1
Directeurs (D-2)	-	-	-	-	1	1	1	1
Administrateurs généraux (D-1)	3	3	3	3	2	2	2	2
Administrateurs hors classe (P-5)	6	6	6	6	7	7	7	7
Administrateurs de 1ère classe (P-4)	17	17	17	17	9	9	9	9
Administrateurs de 2ème classe (P-3)	19	19	19	19	6	6	6	6
Administrateurs adjoints de 1ère ou de 2ème classe (P-2/1)	13	13	13	13	9	9	9	9
Total partiel	58	58	58	58	35	35	35	35
Agents des services généraux								
1ère classe (G-5)	10	10	10	10	6	6	6	6
Autres classes (G-4/1)	64	64	64	64	45	45	45	45
Total partiel	74	74	74	74	51	51	51	51
TOTAL	132	132	132	132	86	86	86	86

#### 14. Administration et services communs

Ce programme vise à fournir à l'ensemble du Département des services comprenant notamment des arrangements pour les réunions, des consultations avec les organisations non gouvernementales, une liaison avec les commissions économiques régionales et le BESNUB, la planification des ressources et du programme et, enfin, les services administratifs et financiers indispensables au fonctionnement du Département.

On compte que les objectifs suivants seront poursuivis :

- Fournir des services de secrétariat au Conseil économique et social et à ses organes subsidiaires, selon les besoins, à la Deuxième Commission de l'Assemblée générale et à certaines conférences pour les annonces de contributions.
- Administrer les arrangements relatifs aux consultations avec les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social.
- Assurer une liaison avec les commissions économiques régionales et le BESNUB.
- Aider à mettre au point et à contrôler l'exécution du programme de travail et du budget du Département.
- Contrôler et gérer les ressources humaines, financières et matérielles dont dispose le Département.

## TABLEAU RECAPITULATIF DES POSTES NECESSAIRES, PAR CLASSE ET SELON L'ORIGINE DES FONDS

ROUAGE : ADMINISTRATION ET SERVICES COMMUNS

CATEGORIE	ORIGINE DES FONDS				
	AUTRES RESSOURCES (EXTRA-BUDGETAIRES)			BUDGET ORDINAIRE	
	1974	1975	1976	1977	
<b>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</b>					
Secrétaire général adjoint	-	-	-	-	-
Sous-Secrétaire général	-	-	-	-	-
Directeurs (D-2)	-	-	-	-	3
Administrateurs généraux (D-1)	-	-	-	-	4
Administrateurs hors classe (P-5)	-	-	-	-	8
Administrateurs de 1ère classe (P-4)	1	1	1	1	13
Administrateurs de 2ème classe (P-3)	1	1	1	1	10
Administrateurs adjoints de 1ère ou de 2ème classe (P-2/1)	3	3	3	3	3
<b>Total partiel</b>	5	5	5	5	41
<b>Agents des services généraux</b>					
1ère classe (G-5)	-	-	-	-	17
Autres classes (G-4/1)	3	3	3	3	35
<b>Total partiel</b>	3	3	3	3	52
<b>TOTAL</b>	8	8	8	8	93



## C. COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'EUROPE

La Commission économique pour l'Europe (CEE) a été créée par la résolution 36 (IV), du 28 mars 1947, du Conseil économique et social. Agissant sous la supervision générale du Conseil et dans le cadre des politiques de l'Organisation des Nations Unies, la Commission contribue par ses initiatives et sa participation à l'action menée en vue d'élever le niveau de l'activité économique européenne et de maintenir et renforcer les relations économiques des pays européens, tant entre eux qu'avec les autres pays du monde. Dans le cadre de ses attributions, la Commission fait ou fait faire des recherches et des études sur les problèmes économiques et techniques qui se posent aux pays membres de la Commission et à l'Europe en général, ainsi que sur les faits nouveaux qui s'y produisent. D'autre part, elle recueille, évalue et diffuse directement ou indirectement les renseignements d'ordre économique, technique et statistique qu'elle juge appropriés.

Pendant la période 1974-1977, les activités de la CEE continueront à être axées sur les domaines les plus importants, à savoir la planification et les projections relatives au développement, l'énergie, les transports, le commerce et la technique, l'environnement, l'habitation, le développement industriel et les statistiques. En ce qui concerne la planification et les protections relatives au développement, on mettra l'accent sur la réalisation des études des tendances et des perspectives économiques à long terme. En outre, on établira des études sur l'évolution probable des structures industrielles, la croissance économique future et ses répercussions sur l'infrastructure économique de la région au cours des années 70, et les effets des transformations économiques envisagées en Europe pour ce qui est de la réalisation des objectifs de la deuxième Décennie du développement. Dans le domaine de l'énergie, on continuera d'étudier les tendances à long terme de ce secteur, dans le cadre de l'économie dans son ensemble. Les travaux de la CEE consisteront en l'occurrence à examiner les principaux faits nouveaux survenus dans le domaine de l'énergie. S'agissant des transports, le Comité des transports intérieurs entreprendra des études sur les tendances actuelles et à long terme des transports et sur les problèmes à long terme qui risquent de se poser dans le domaine des transports dans la région de la CEE. En outre, le Comité s'attachera à examiner les questions importantes de politique générale qui sont liées notamment à l'extension des réseaux de voies navigables et des réseaux routiers dans l'ensemble de la région et à la modernisation des transports urbains et interurbains et qui doivent être étudiés de près. Dans le domaine du commerce et de la technique, on s'efforcera de résoudre les problèmes en matière de coopération industrielle, en tenant compte en particulier du rapport analytique que le secrétaire exécutif de la CEE doit présenter à ce propos à la Commission à sa vingt-huitième session. L'environnement devenant rapidement un aspect important du programme de travail de la CEE, le rôle de la Commission dans ce domaine sera renforcé. En ce qui concerne les statistiques, on s'efforcera d'appliquer la résolution 3 (XXVII) de la Commission, qui demande un accroissement des activités visant à mieux intégrer les travaux statistiques dans l'ensemble du secrétariat, conformément aux directives établies par la Conférence des statisticiens européens.

On trouvera ci-après i) un tableau récapitulatif des fonds nécessaires pour la CEE, par programme, pour chacune des années de la période du plan à moyen terme; ii) un tableau récapitulatif des postes nécessaires, par programme, pour chacune de ces années; iii) un tableau récapitulatif des postes nécessaires, par classe et selon l'origine des fonds, pour chacune des années; iv) un court exposé des plans et objectifs généraux pour chacun des grands programmes de la CEE. Les postes et les fonds nécessaires indiqués pour 1974 et 1975 correspondent à ceux qui sont demandés dans le projet de programme de travail et de budget pour la période biennale 1974-1975 (document A/9006) Les chiffres relatifs aux postes et aux fonds nécessaires pour 1976-1977 sont des projections fondées sur le programme de travail que le Secrétaire général propose pour la période de quatre ans.

Tableau 23

**TABEAU RECAPITULATIF DES FONDS NECESSAIRES PAR CATEGORIE DE PROGRAMME  
ET PAR PROGRAMME ET SELON L'ORIGINE DES FONDS**

(Milliers de dollars des Etats-Unis)

ROUAGE : COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'EUROPE

CATEGORIE DE PROGRAMME ET PROGRAMME	1974			1975			1976			1977		
	Programmes opérationnels	Autres ressources extra- budgétaires	Budget ordinaire	Programmes opérationnels	Autres ressources extra- budgétaires	Budget ordinaire	Programmes opérationnels	Autres ressources extra- budgétaires	Budget ordinaire	Programmes opérationnels	Autres ressources extra- budgétaires	Budget ordinaire
I. DIRECTION EXECUTIVE ET ADMINISTRATION .....	-	-	283	-	-	300	-	-	314	-	-	332
II. PROGRAMMES	-	305	225	-	322	211	-	338	254	-	355	289
Agriculture et sylviculture .....												
Planification, projections et politiques relatives au développement .....	288	88	1 108	354	93	1 208	390	98	1 279	430	103	1 340
Statistiques .....	6	-	592	6	-	629	6	-	659	6	-	709
Développement industriel .....	-	-	402	-	-	425	-	-	445	-	-	489
Commerce international et développement .....	-	-	336	-	-	375	-	-	403	-	-	424
Ressources naturelles .....	-	-	446	-	-	488	-	-	510	-	-	535
Population .....	-	98	-	-	102	-	-	106	-	-	100	-
Science et technique .....	-	-	125	-	-	149	-	-	187	-	-	212
Environnement .....	-	-	332	-	-	368	-	-	399	-	-	426
Peuplements humains .....	-	-	181	-	-	189	-	-	198	-	-	213
Transports .....	-	-	405	-	-	467	-	-	501	-	-	526
III. APPUI AUX PROGRAMMES												
Gestion des activités de coopération technique .....	-	13	247	-	13	265	-	14	280	-	14	294
Services communs .....	-	-	442	-	-	470	-	-	492	-	-	516
<b>TOTAL .....</b>	<b>294</b>	<b>504</b>	<b>5 124</b>	<b>360</b>	<b>530</b>	<b>5 574</b>	<b>396</b>	<b>556</b>	<b>5 921</b>	<b>436</b>	<b>572</b>	<b>6 305</b>

Tableau 24

## TABLEAU RECAPITULATIF DES POSTES NECESSAIRES, PAR PROGRAMME ET SELON L'ORIGINE DES FONDS

ROUAGE : COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'EUROPE

PROGRAMME	ORIGINE DES FONDS											
	AUTRES RESSOURCES (EXTRA-BUDGETAIRES)						BUDGET ORDINAIRE					
	1974	1975	1976	1977	1974	1975	1974	1975	1976	1977	1976	1977
	Adm.	Serv. gén.	Adm.	Serv. gén.	Adm.	Serv. gén.	Adm.	Serv. gén.	Adm.	Serv. gén.	Adm.	Serv. gén.
Direction exécutive et administration .....	-	-	-	-	-	-	5	7	5	7	5	7
Agriculture et sylviculture	9	4	9	4	4	4	4	11	4	11	5	11
Planification, projections et politiques relatives au développement .....	1	4	1	4	28	15	29	16	29	16	29	16
Statistiques .....	-	-	-	-	13	17	13	17	13	17	14	17
Développement industriel ..	-	-	-	-	10	9	10	9	10	9	11	9
Commerce international et développement .....	-	-	-	-	9	4	10	4	10	4	10	4
Ressources naturelles .....	-	-	-	-	11	9	11	9	11	9	11	9
- Population .....	4	1	4	1	-	-	-	-	-	-	-	-
Science et technique .....	-	-	-	-	4	2	4	2	5	3	5	3
Environnement .....	-	-	-	-	8	5	8	5	9	5	9	5
Peuplements humains .....	-	-	-	-	5	3	5	3	5	3	5	3
Transports .....	-	-	-	-	9	10	10	11	10	11	10	11
Gestion des activités de coopération technique	-	1	-	1	2	14	2	14	2	14	2	14
Services communs .....	-	-	-	-	9	16	9	16	9	16	9	16
TOTAL GENERAL	14	10	14	10	117	122	120	124	122	125	125	125

Tableau 25

## TABLEAU RECAPITULATIF DES POSTES NECESSAIRES, PAR CLASSE ET SELON L'ORIGINE DES FONDOS

ROUAGE : COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'EUROPE

CATEGORIE	ORIGINE DES FONDS							
	AUTRES RESSOURCES (EXTRA-BUDGETAIRES)				BUDGET ORDINAIRE			
	1974	1975	1976	1977	1974	1975	1976	1977
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								
	-	-	-	-	1	1	1	1
	-	-	-	-	1	1	1	1
	3	3	3	3	11	11	11	11
	1	1	1	1	23	23	23	23
	2	2	2	2	26	28	30	32
	3	3	3	3	34	35	35	36
Administrateurs adjoints de 1ère ou de 2ème classe (P-2/1)	5	5	5	5	21	21	21	21
Total partiel	14	14	14	14	117	120	122	125
Agents des services généraux								
	-	-	-	-	10	10	10	10
	10	10	10	10	112	114	115	115
	10	10	10	10	122	124	125	125
Reclassements proposés								
					1 P-4 à P-5	1 P-3 à P-4	1 P-2 à P-3	1 P-2 à P-3
							1 P-3 à P-4	1 P-3 à P-4
	24	24	24	24	239	244	247	250
TOTAL								

## 1. Direction exécutive et administration

On prévoit que le processus d'extension et de renforcement de la coopération intergouvernementale sous les auspices de la Commission s'accélération tout particulièrement. Etant donné que des ressources supplémentaires seront nécessaires pour exécuter les décisions que la Commission sera amenée à prendre du fait de ce processus, il est vraisemblable que les gouvernements des pays membres de la CEE attacheront une importance croissante à l'intégration plus poussée des programmes de travail et à la fixation des priorités, ce qui aboutit à confier des responsabilités supplémentaires au Cabinet du secrétaire exécutif, qui est l'organe du secrétariat où sont centralisées les activités générales de direction exécutive, d'administration et de coordination.

## 2. Agriculture et sylviculture

Le Programme relatif à l'agriculture et à la sylviculture se poursuivra avec l'exécution des programmes de travail du Comité des problèmes agricoles et du Comité du bois. En ce qui concerne l'agriculture, les activités prévues dans le plan à moyen terme rendront peut-être nécessaire une légère augmentation des effectifs approuvés pour 1973. En matière de sylviculture, le Comité du bois, tout en continuant ses études périodiques sur certains produits forestiers comme les sciages et les grumes de sciage, les bois de trituration et les bois ronds divers, ainsi que les panneaux dérivés du bois, entreprendra une nouvelle étude de l'évolution et des perspectives à long terme dans le secteur du bois. On projette également d'effectuer des études spéciales sur l'utilisation des produits forestiers dans l'emballage, l'utilisation des déchets forestiers et industriels et des plaquettes, des bois de petites dimensions et de l'écorce ainsi que sur la production et l'utilisation d'une qualité supérieure de panneaux dérivés du bois. Dans le domaine des industries de transformation du bois, on étudiera les aspects économiques de la modernisation des industries forestières. Enfin, dans le secteur de l'augmentation du rendement des exploitations forestières, on s'intéressera particulièrement aux machines combinées d'exploitation forestière, à l'ergonomie appliquée à la sylviculture et aux répercussions de l'exploitation des forêts sur l'environnement. On continuera à s'occuper activement de l'étude des avantages indirects et du rôle social des forêts. Il devrait être possible de poursuivre ces activités avec les effectifs actuels, mais la nouvelle étude de l'évolution et des perspectives dans le secteur du bois en Europe nécessitera peut-être un léger accroissement des effectifs pour l'année civile 1977.

## 3. Planification, projections et politiques relatives au développement

Le climat actuel étant caractérisé par la volonté croissante de coopération mutuelle dont font preuve les gouvernements des pays membres de la CEE, le secrétariat se prépare à ce qu'on lui demande d'effectuer de nouveaux types d'études

détaillées ayant directement trait à des projets particuliers de coopération. On peut citer comme exemples d'études de cet ordre, où intervient l'application de travaux de recherche de caractère plus général déjà effectués, l'étude portant sur des possibilités particulières de spécialisation industrielle; les études consacrées aux aspects économiques de projets particuliers de protection de l'environnement, à l'évaluation des innovations et réalisations en ce qui concerne l'infrastructure européenne (transports, réseaux énergétiques, etc.). Pour les travaux des conseillers économiques, les perspectives pour la période couverte par le plan à moyen terme indiquent une augmentation notable du niveau des activités, en particulier dans le domaine de l'échange de renseignements sur les plans et programmes à long terme et de la formulation de recommandations sur les possibilités d'une coopération intergouvernementale pour résoudre des problèmes économiques déterminés. On prévoit donc qu'il faudra augmenter les effectifs en 1977, en raison du volume de travail accru demandé au secrétariat. Les postes nécessaires seront déterminés avec précision lors de l'établissement des plans définitifs.

#### 4. Statistiques

Au cours de la période couverte par le plan à moyen terme, la Conférence des statisticiens européens continuera à suivre de près les aspects statistiques des quatre domaines prioritaires fixés par la Commission. Elle continuera également à étendre ses travaux sur les statistiques démographiques et sociales et sur le rôle de l'informatique dans les travaux statistiques. On prévoit cependant que le volume de travail se maintiendra approximativement au niveau actuel. On projette d'utiliser un ordinateur pour l'établissement des bulletins statistiques en vue de leur publication. En ce qui concerne les études effectuées par le secrétariat dans le domaine de la recherche, les besoins en statistiques sont fonction du sujet et de la portée des études, et comme l'on s'attend que les travaux dans ce domaine s'intensifient en raison de l'expansion prévue de la coopération Est-Ouest, on présume que les besoins en personnel s'accroîtront modérément pour la période 1976-1977, dans ce domaine des travaux statistiques.

#### 5. Développement industriel

Les gouvernements des pays membres de la CEE continueront à s'intéresser principalement aux secteurs et problèmes industriels dont s'occupe actuellement la CEE (sidérurgie, industrie chimique, industrie chimique et automatisation). Comme la croissance industrielle suscite des problèmes nouveaux et de plus en plus complexes sur le plan national et sur le plan international, il est vraisemblable que les gouvernements auront encore davantage recours à l'assistance de la CEE, en vue notamment d'assurer une meilleure coordination des politiques industrielles nationales. La CEE pourrait de ce fait être amenée à étendre ses activités à d'autres secteurs de l'industrie. Le nombre élevé de projets que comporte le programme durant la période du plan à moyen terme 1974-1977 est un indice de l'importance croissante qu'accordent les gouvernements aux activités de la CEE dans le domaine industriel. L'intérêt grandissant que portent les



gouvernements à la programmation industrielle à long terme provoquera une intensification des activités de consultation et de coopération internationales, dont les projets de la CEE dans le domaine industriel (études, séminaires et réunions) constitueront la base. En conséquence, il y aura une demande accrue de ressources en personnel de secrétariat et il est probable qu'il faudra augmenter légèrement les effectifs au cours de la période 1976-1977.

## 6. Commerce international et développement

On prévoit qu'au cours des années 1974-1977, les gouvernements demanderont à la CEE d'étendre notablement ses travaux sur les problèmes de coopération commerciale et industrielle. Compte tenu de la récente évolution politique et commerciale dans la région de la CEE, il semble que des perspectives plus vastes s'offrent à la coopération et qu'en conséquence les gouvernements feront vraisemblablement appel à la Commission et en particulier à son Comité pour le développement du commerce en vue de favoriser une concertation multilatérale plus systématique dans l'élaboration des plans et politiques qui ont pour objet de développer les relations commerciales entre les pays de la CEE. On prévoit également l'extension et l'intensification des activités tendant a) à accélérer la normalisation internationale qui touche le commerce et b) à promouvoir l'établissement, pour l'ensemble de la région, d'arrangements internationaux visant à garantir l'origine et la qualité des produits et c) à rationaliser les procédures utilisées dans le commerce international.

## 7. Ressources naturelles

On escompte qu'au cours des années 1974-1977 les gouvernements demanderont à la CEE d'accroître sensiblement ses travaux sur les problèmes énergétiques. En dehors des problèmes que les gouvernements ont proposé de soumettre à une étude et une action communes et qui n'ont pu être incorporés au programme pour 1972-1973, on prévoit que la Commission étudiera de près le programme énergétique de la CEE à sa prochaine session, à l'occasion de l'examen du document préparé par le secrétariat sur les problèmes énergétiques à long terme dans le cadre de l'économie de la région de la CEE. Ce document énumérera un certain nombre de problèmes prioritaires, notamment ceux qui ont trait aux investissements nécessaires, aux échanges d'énergie, aux facteurs mésologiques en jeu dans la question de l'énergie, aux découvertes techniques et à leurs répercussions sur les politiques en matière d'approvisionnement, ainsi qu'au développement de l'énergie nucléaire et à son intégration dans les systèmes d'approvisionnement en énergie.

## 8. Population

Au cours de la période d'application du plan à moyen terme 1974-1977, la CEE envisage de continuer ses travaux dans le cadre de trois projets consacrés à 1) la situation démographique en Europe et les perspectives jusqu'à l'an 2000,

2) l'étude de la fécondité comparée et de la planification de la famille en Europe, et 3) les politiques en matière de population et la planification économique à long terme en Europe.

#### 9. Science et technique

Entre 1974 et 1977, la CEE s'attend que les gouvernements lui demandent d'intensifier ses travaux sur les problèmes de la coopération scientifique et technique. L'évolution récente des relations multilatérales et bilatérales donne à penser que les gouvernements membres feront de plus en plus appel à la CEE pour la recherche et l'exploitation des possibilités d'établir une coopération technique plus étroite et plus complète. On prévoit donc que le secrétariat sera amené dans les prochaines années à assurer le service d'un nombre croissant de réunions intergouvernementales d'experts et de responsables des politiques ainsi qu'à élargir le champ de ses activités de recherche.

#### 10. Environnement

Le problème politique qui a fait obstacle à l'efficacité des travaux entrepris dans le domaine de l'environnement au cours des deux dernières années a maintenant été complètement résolu par l'admission à la CEE, en tant que membre à part entière, de la République démocratique allemande. On prévoit donc qu'entre 1974 et 1977, les gouvernements demanderont à la CEE d'intensifier rapidement l'ensemble de ses activités dans le domaine de l'environnement et d'en étendre sensiblement le champ. Il existe certes d'autres organisations internationales qui s'occupent de problèmes mésologiques particuliers dans leur domaine de compétence ou dans le cadre d'une région géographique limitée, mais la CEE est le seul organisme qui s'attache à harmoniser, pour l'ensemble de la région, les objectifs, les politiques et les programmes intéressant l'environnement. On pense que la CEE sera priée d'offrir ses bons offices pour servir de cadre à l'élaboration d'accords intergouvernementaux sur des problèmes écologiques communs à plusieurs pays, c'est-à-dire qui se posent à propos de mers, de lacs, de cours d'eau ou d'étendues de terre adjacents, et sur des problèmes mésologiques de caractère industriel qui pourraient affecter le commerce international.

#### 11. Peuplements humains

Pendant la durée du plan à moyen terme 1974-1977, l'objectif général qui continuera à orienter les activités de ce programme sera d'aider à résoudre les problèmes relatifs à la fourniture de logements adéquats et de services connexes; dans le cadre de ce programme, on continuera également à s'efforcer de promouvoir la normalisation des matériaux de construction et de l'outillage ainsi que

l'industrialisation de la construction et d'améliorer les méthodes et les moyens d'élaboration et d'exécution de plans d'aménagement à l'échelon national, régional et local. Les activités du programme pour la période couverte par le plan à moyen terme 1974-1977 se situeront, pour l'essentiel, au niveau approuvé pour 1973.

## 12. Transports

Au cours de la période d'application du plan à moyen terme 1974-1977, les activités du programme des transports continueront à être axées sur l'amélioration des transports en général. Au nombre des plans et objectifs particuliers que l'on envisage de réaliser, on peut citer les suivants :

- Révision de la Convention douanière TIR (Transport routier) et des autres conventions douanières relatives aux transports terrestres;
- Préparation de quatre conventions régissant les rapports entre personnes de droit privé en ce qui concerne les transports intérieurs par route et par voie navigable;
- Elaboration des nouvelles réglementations applicables à la construction des véhicules routiers et de leurs équipements;
- Elaboration de prescriptions unifiées applicables a) à l'inspection des bateaux et b) à la navigation lacustre;
- Révision du code des voies de navigation intérieure;
- Elaboration et harmonisation des dispositions applicables au transport de marchandises dangereuses par chemin de fer, par route, et par voie navigable intérieure;
- Détermination des dimensions prescrites dans les règles de sécurité applicables aux engins utilisés pour les transports combinés;
- Etudes relatives aux problèmes soulevés par l'achèvement des principales liaisons de voies navigables internationales, y compris les études économiques;
- Continuation des travaux de révision des conventions déjà adoptées.

Pour atteindre ces objectifs, les effectifs supplémentaires demandés pour la période 1974-1975 du plan à moyen terme 1974-1977 devraient s'avérer suffisants jusqu'à la fin de 1977.

### 13. Gestion des activités de coopération technique

Dans le cadre du programme de coopération technique prévu durant la période d'application du plan à moyen terme, le nombre de boursiers qui seront placés dans la région desservie par la CEE restera élevé. Les opérations de placement demanderont une intensification des efforts en vue de s'assurer la coopération des pays hôtes en ce qui concerne les moyens de formation. Tous les autres éléments du programme restent identiques à ceux qui sont mentionnés dans le budget-programme pour la période biennale 1974-1975.

### 14. Services communs

Pour la période 1974-1977, les activités de ce programme seront maintenues au niveau approuvé pour 1973. Il est prévu la fourniture de services d'appui dans les domaines de la planification, des systèmes de données, du contrôle des documents et de la rédaction, ainsi que de services de secrétariat; ils devront permettre d'exécuter les programmes de travail dans chacun des domaines d'activité décrits ci-dessus. On compte actuellement que les effectifs approuvés pour 1973 seront suffisants jusqu'à la fin de la période couverte par le plan à moyen terme 1974-1977.

#### D. COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'ASIE ET L'EXTREME-ORIENT

La Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient (CEAEO) a été créée par la résolution 37 (IV) du Conseil économique et social, en date du 28 mars 1947. Sous réserve du contrôle général du Conseil et agissant dans le cadre des politiques de l'Organisation des Nations Unies, la Commission prend des mesures et participe à leur exécution pour faciliter une action concertée en vue d'encourager la reconstruction économique et le développement des pays de la région, relever le niveau de leur activité économique et maintenir, en les renforçant, les relations économiques de ces pays, tant entre eux qu'avec les autres pays du monde. Dans l'accomplissement de ses fonctions, la Commission fait ou fait faire des enquêtes et études sur les problèmes économiques, sociaux et techniques et rassemble, évalue et diffuse les renseignements ainsi obtenus. En outre, elle assure la coordination et l'appui fonctionnel nécessaires aux programmes d'assistance technique concernant la région. A la demande des Etats Membres, la Commission offre également des services consultatifs.

Pendant la période du plan à moyen terme 1974-1977, la CEAEO tiendra compte dans son action des considérations suivantes : a) les programmes de travail doivent être planifiés dans le contexte de la Stratégie de la deuxième Décennie pour le développement; b) l'opinion de plus en plus répandue parmi les gouvernements de la région (et qui constitue le thème central de la Déclaration relative au vingt-cinquième anniversaire de la CEAEO) selon laquelle, après des années d'efforts placées sous le signe du développement, des résultats concrets en matière de maturité et d'autonomie économiques doivent être obtenus dans un délai prévisible. L'objectif prioritaire est nécessairement un rapide développement dans tous les secteurs, y compris la réduction de certains des principaux goulets d'étranglement caractérisant les pays en voie de développement, notamment dans les domaines de la science et de la technique, des réserves de devises et de la coopération régionale. Les priorités des quatre années de la période du plan à moyen terme comprendront donc des projections concernant le commerce régional et la coopération monétaire, ainsi qu'il est prévu dans la Déclaration de Kaboul de la quatrième réunion du Conseil des ministres pour la coopération économique en Asie, les problèmes des pays sans littoral et des pays les moins avancés, les transports maritimes et le développement des installations portuaires, la science et la technique et les entreprises communes, la mise en valeur des ressources minérales, la planification des ressources en eau, une méthodologie unifiée de la planification du développement, les activités en matière de population et l'administration du développement de pair avec l'exécution du plan. On espère que les crédits ouverts au budget ordinaire augmenteront un peu et qu'il sera possible d'utiliser au maximum les fonds extra-budgétaires et de coordonner l'utilisation des ressources du système des Nations Unies au niveau régional.

On trouvera ci-après : a) un tableau récapitulatif des fonds nécessaires pour la CEAEO, par programme et selon l'origine des fonds, pour chacune des années de la période du plan à moyen terme; b) un tableau récapitulatif des postes nécessaires, par programme et selon l'origine des fonds, pour chacune des

années 1974-1977; c) un tableau récapitulatif des postes nécessaires, par classe et selon l'origine des fonds, pour chacune des années 1974-1977; d) un court exposé des plans et objectifs à réaliser par la CEAE0 pour chacun de ses grands programmes. Les postes et les fonds nécessaires indiqués pour 1974 et 1975 correspondent à ceux qui sont demandés dans le projet de programme de travail et de budget (A/9006) pour la période biennale 1974-1975. Les chiffres relatifs aux postes et aux fonds nécessaires pour 1976-1977 sont des projections fondées sur le programme de travail que le Secrétaire général propose pour la période de quatre ans.

Les objectifs de chacun des programmes de la CEAE0 proposés pour la période de quatre ans sont essentiellement les mêmes que ceux qui sont énoncés dans le programme de travail et de budget pour la période biennale 1974-1975 et pourront être examinés en même temps que ce document.

Tableau 26

**TABIEAU RECAPITULATIF DES FONDs NECESSAIRES PAR PROGRAMME  
ET SELON L'ORIGINE DES FONDs**

(Milliers de dollars des Etats-Unis)

ROUAGE : COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'ASIE ET L'EXTREME-ORIENT

CATEGORIE DE PROGRAMME ET PROGRAMME	1974			1975			1976			1977		
	Programmes opérationnels	Autres ressources extra- budgétaires	Budget ordinaire	Programmes opérationnels	Autres ressources extra- budgétaires	Budget ordinaire	Programmes opérationnels	Autres ressources extra- budgétaires	Budget ordinaire	Programmes opérationnels	Autres ressources extra- budgétaires	Budget ordinaire
I. ORGANES DIRECTEURS .....	-	-	49	-	-	110	-	-	4	-	-	4
II. DIRECTION EXECUTIVE ET ADMINISTRATION	-	-	229	-	-	237	-	-	249	-	-	263
III. PROGRAMMES	-	84	64	-	86	65	-	92	84	-	99	98
Agriculture .....	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Planification, projections et politiques relatives au développement .....	1 176	150	506	1 324	160	534	1 456	170	573	1 602	180	615
Administration publique .....	101	-	48	111	-	57	121	-	61	135	-	78
Statistiques .....	766	-	359	874	-	371	961	-	405	1 057	-	439
Développement industriel .....	-	65	407	-	70	422	-	75	455	-	80	499
Commerce international et développement .....	-	-	339	-	-	392	-	-	447	-	-	472
Ressources naturelles .....	1 189	55	530	1 197	60	547	1 208	65	576	1 220	70	611
Population .....	568	387	143	705	406	148	881	426	172	881	447	207
Science et technique .....	-	-	46	-	-	47	-	-	54	-	-	56
Environnement .....	-	-	33	-	-	53	-	-	56	-	-	58
Développement social .....	46	-	202	56	-	210	66	-	220	76	-	233
Etablissements humains .....	74	-	93	82	-	105	90	-	111	100	-	115
Transports et communications .....	259	205	293	288	210	304	325	220	316	357	230	331
Assistance au projet de mise en valeur du bassin inférieur du Mékong	-	65	54	-	70	55	-	80	59	-	95	62
IV. APPUI AUX PROGRAMMES	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Gestion des activités de coopération technique .....	-	18	48	-	19	50	-	20	53	-	21	55
Services administratifs .....	-	-	1 168	-	-	1 173	-	-	1 273	-	-	1 336
Services communs .....	-	-	113	-	-	118	-	-	124	-	-	130
Services de conférence .....	-	-	575	-	-	595	-	-	623	-	-	652
<b>TOTAL .....</b>	<b>4 179</b>	<b>1 029</b>	<b>5 299</b>	<b>4 637</b>	<b>1 081</b>	<b>5 593</b>	<b>5 108</b>	<b>1 148</b>	<b>5 915</b>	<b>5 428</b>	<b>1 212</b>	<b>6 314</b>



Tableau 27

## TABLEAU RECAPITULATIF DES POSTES NECESSAIRES, PAR PROGRAMME ET SELON L'ORIGINE DES FONDS

ROUAGE : COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'ASIE ET L'EXTREME-ORIENT

PROGRAMME	ORIGINE DES FONDS											
	AUTRES RESSOURCES (EXTRA-BUDGETAIRES)						BUDGET ORDINAIRE					
	1974 Adm. Ag. loc.	1974 Adm. Ag. loc.	1975 Adm. Ag. loc.	1976 Adm. Ag. loc.	1977 Adm. Ag. loc.	1977 Adm. Ag. loc.	1974 Adm. Ag. loc.	1975 Adm. Ag. loc.	1976 Adm. Ag. loc.	1977 Adm. Ag. loc.	1977 Adm. Ag. loc.	1977 Adm. Ag. loc.
Organes directeurs .....	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Direction exécutive et administration .....	-	-	-	-	-	-	7	6	7	6	7	6
Agriculture .....	4	-	4	4	4	4	2	3	3	4	3	4
Planification, projections et politiques relatives au développement .....	-	-	-	-	-	-	20	12	21	13	21	13
Administration publique ..	-	-	-	-	-	-	2	1	2	1	3	2
Statistique .....	-	-	-	-	-	-	13	25	14	26	14	26
Développement industriel .	-	-	-	-	-	-	16	12	12	12	17	13
Commerce international et développement .....	-	-	-	-	-	-	14	11	17	14	17	11
Ressources naturelles .....	-	-	-	-	-	-	20	11	20	11	20	11
Population .....	9	5	9	9	9	9	6	5	7	6	8	7
Science et technique .....	-	-	-	-	-	-	2	2	2	2	2	2
Environnement .....	-	-	-	-	-	-	2	1	2	1	2	1
Développement social .....	-	-	-	-	-	-	8	5	8	5	8	5
Etablissements humains ...	-	-	-	-	-	-	4	3	4	3	4	3
Transports et communications	-	-	-	-	-	-	11	10	11	10	11	10
Assistance au projet de mise en valeur du bassin inférieur du Mékong .....	-	-	-	-	-	-	2	-	2	-	2	-
Gestion des activités de coopération technique ..	1	-	1	1	1	1	2	2	2	2	2	2
Services administratifs ..	-	-	-	-	-	-	15	113	15	125	15	125
Services communs .....	-	-	-	-	-	-	4	10	4	10	4	10
Services de conférence ...	-	-	-	-	-	-	16	63	16	63	16	63
TOTAL	14	5	14	14	5	14	166	293	169	295	173	311
											176	314

Tableau 28

## TABLEAU RECAPITULATIF DES POSTES NECESSAIRES, PAR CLASSE ET SELON L'ORIGINE DES FONDES

ROUAGE : COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'ASIE ET L'EXTREME-ORIENT

CATEGORIE	AUTRES RESSOURCES (EXTRA-BUDGETAIRES)					ORIGINE DES FONDS				BUDGET ORDINAIRE			
	1974	1975	1976	1977		1974	1975	1976	1977	1974	1975	1976	1977
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur	-	-	-	-		1	1	1		1	1	1	1
	-	-	-	-		2	2	2		2	2	2	2
	1	1	1	1		10	10	10		10	10	10	10
	2	2	2	2		26	26	26		26	26	26	26
	3	3	3	3		49	50	51		51	51	52	52
	7	7	7	7		49	50	53		53	53	55	55
	1	1	1	1		29	30	30		30	30	30	30
Total partiel	14	14	14	14		166	169	173		169	173	176	176
Agents locaux	5	5	5	5		293	295	311		295	311	314	314
						1 agent local à P-2/1							
Reclassements proposés						2 P-2 à P-3							
						1 P-4 à P-5							
TOTAL	19	19	19	19		459	464	484		464	484	490	490

## 1. Direction exécutive et administration

Pendant la période du plan à moyen terme 1974-1977, ce programme continuera d'assurer la direction exécutive et l'administration d'ensemble nécessaires pour exécuter les programmes de fond de la CEAE0 décrits ci-après. Les indications concernant les perspectives envisagées à moyen terme sont fondées sur la définition et les objectifs énoncés dans le programme de travail et budget pour la période biennale 1974-1975 (A/9006) et, plus particulièrement, tiennent compte de la nécessité d'assurer d'urgence le développement des pays. On accordera une importance particulière aux moyens d'accélérer les efforts concrets déployés dans le domaine de la coopération régionale, aux méthodes et concepts à appliquer en matière de développement unifié, au développement des services administratifs nécessaires à l'exécution des plans, à l'utilisation maximale des possibilités offertes par la décentralisation du système des Nations Unies à l'échelon régional, et à l'efficacité croissante des projets régionaux de la catégorie des projets du Fonds spécial. On pense également qu'il sera possible d'améliorer encore la formulation du programme de travail de la CEAE0 et les procédures visant à limiter la documentation et le nombre et la durée des réunions. A moins que le programme ne subisse des modifications imprévues, on prévoit que le tableau d'effectifs approuvé au titre de ce programme pour 1973 devrait suffire aux besoins jusqu'en 1977.

## 2. Agriculture

Le programme relatif à l'agriculture est actuellement réorienté pour tenir compte des directives formulées récemment par la Commission et par la Conférence de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, qui ont recommandé de mettre l'accent sur la promotion de la coopération économique régionale, en particulier dans le contexte de l'évolution technique récente observée dans le domaine de l'agriculture. On accordera une importance particulière à l'adoption de plans et de politiques viables susceptibles d'augmenter la production sans pour autant créer d'excédents. On mettra l'accent sur des études et, le cas échéant, des activités propres à mettre en lumière les difficultés et les possibilités de stabiliser et de développer le commerce intrarégional de certains produits agricoles en vue d'harmoniser les plans nationaux de développement. Il existe des rapports étroits entre les activités entreprises dans ce domaine et les objectifs de la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie du développement.

## 3. Planification, projections et politiques relatives au développement

Pendant la période du plan à moyen terme 1974-1977, ce programme continuera à mettre l'accent sur les activités entreprises au titre des deux sous-catégories du développement, à savoir a) les tendances et les projections relatives au développement, et b) la planification et la programmation économiques. On continuera d'oeuvrer à l'accomplissement des tâches suivantes :

- Etablissement de l'Etude annuelle sur la situation économique de l'Asie et de l'Extrême-Orient destinée à être présentée à la Commission;
- Etablissement du Quarterly Economic Bulletin for Asia and the Far East;
- Etablissement des publications de la série Development Programming Techniques;
- Etablissement de rapports de réunions aux fins de présentation à la Commission;
- Promotion de la coopération régionale et harmonisation des plans relatifs aux produits de base;
- Promotion de la coopération régionale et harmonisation des plans entre les pays riverains du bassin inférieur du Mékong.

#### 4. Administration publique

Pendant la période du plan à moyen terme 1974-1977, le programme en matière d'administration publique continuera d'aider les gouvernements à stimuler, promouvoir, et développer leur capacité à tous les échelons des systèmes administratifs nationaux et dans tous les domaines relatifs au développement national, de manière à accélérer le progrès économique et social dans le contexte de la Stratégie internationale du développement adoptée pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement. Certains des objectifs de ce programme sont indiqués ci-après :

- Travaux de groupe, à l'échelon national, concernant l'établissement de plans administratifs destinés à être exécutés en même temps que les plans nationaux de développement;
- Assistance aux pays en voie de développement les moins avancés et aux pays sans littoral dans le domaine de la formation et pour d'autres activités intéressant l'administration du développement afin d'améliorer la capacité institutionnelle et de développer les ressources humaines;
- Assistance en vue d'améliorer la capacité des institutions nationales de formation au moyen d'un programme visant à assurer la formation du personnel chargé de la formation;
- Fourniture de services consultatifs concernant divers aspects de l'administration publique aux gouvernements de la région;
- Mesures visant à encourager et à faciliter l'utilisation des techniques modernes de gestion dans l'administration publique;
- Assistance en vue d'accroître l'efficacité des organes de gestion et d'administration des entreprises publiques;

- Assistance en vue d'accroître la capacité des systèmes administratifs à l'échelon local;
- Promotion d'autres activités entreprises au titre du programme au moyen de mesures visant à renforcer la structure administrative des organes chargés de leur exécution.

## 5. Statistiques

Pendant la période du plan à moyen terme 1974-1977, on continuera d'entreprendre dans le cadre du programme relatif aux statistiques des activités visant à recueillir les données de base nécessaires au développement économique et social des pays de la région et à l'évaluation des progrès à l'échelon national. Le programme assurera également le fonctionnement de services d'information statistique à l'échelon régional et aidera les pays de la région à développer leurs systèmes statistiques, conformément au programme de travail approuvé par la Commission. On se propose de renforcer ce programme en vue de faciliter l'élaboration de statistiques intégrées, coordonnées et équilibrées dans le cadre du système de comptabilité nationale élaboré par l'ONU et du système intégré de statistiques démographiques et sociales. On a l'intention de développer les services d'information statistique et les installations de traitement des données qui y sont rattachés.

## 6. Développement industriel

Pendant la période 1974-1977, ce programme continuera à mettre en relief les aspects techniques de secteurs industriels déterminés, à savoir la sidérurgie et les constructions mécaniques, l'industrie chimique (produits pétrochimiques, engrais, pesticides, colorants et produits chimiques de base), les industries forestières, les industries agricoles, l'industrie électrique et électronique et la petite industrie. On s'efforcera d'aider les pays en voie de développement de la région à assurer l'expansion et le développement de certaines industries, à augmenter le rendement des techniques, à effectuer des études de faisabilité et de détermination des sites, et à examiner les tendances en ce qui concerne le choix des techniques et des processus industriels. Depuis sa création il y a six ans, le Conseil asiatique du développement industriel a identifié des possibilités d'entreprendre des projets aux échelons national et multinational au moyen de ses équipes et missions d'enquête. La phase suivante consiste à entreprendre des études de faisabilité détaillées sur divers projets auxquels les pays membres se sont déclarés disposés à participer et à fournir une aide technique, à l'échelon national, en vue de leur exécution. En outre, compte tenu de l'importance de l'agro-industrie pour la plupart des pays en voie de développement de la région, la deuxième Conférence asiatique sur l'industrialisation a demandé expressément que l'on s'efforce de promouvoir plus activement les agro-industries dans la région. En ce qui concerne les services et organismes industriels, comme suite à l'Enquête sur l'industrialisation et la coopération régionale en Asie, qui a permis de définir les perspectives à long terme en matière d'industrialisation des pays examinés dans le cadre de l'enquête pour les périodes 1970-1975, 1976-1980 et 1981-1985, on effectuera une série d'études sur les politiques industrielles et commerciales des pays intéressés et on élaborera un cadre

approprié pour la coordination des investissements et des échanges commerciaux. On s'efforcera de promouvoir les exportations de produits manufacturés et semi-manufacturés dans le contexte du système généralisé de préférences; on procédera également à l'étude et à l'évaluation du développement industriel des pays en voie de développement de la région de la CEAE0 pendant la première moitié de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement. On augmentera l'assistance fournie aux pays les moins avancés pour soutenir leurs efforts visant à augmenter et à diversifier leur production industrielle.

## 7. Commerce international et développement

Pendant la période du plan à moyen terme 1974-1977, la CEAE0 continuera dans le cadre de ce programme d'aider les pays membres de la région à intensifier leurs échanges commerciaux, tant entre eux qu'avec le reste du monde, à formuler et à exécuter des politiques et des plans nationaux concernant le commerce international, et à promouvoir la coopération régionale et internationale dans les domaines du commerce et des finances et dans les secteurs connexes. On continuera de mettre l'accent sur les activités intéressant la Banque asiatique de réserve. En même temps, il sera mis progressivement fin aux activités relatives à l'Union asiatique de compensation. En outre, il sera donné suite au Programme asiatique d'expansion du commerce. D'autres projets en cours d'élaboration visent à exécuter progressivement, dans l'ensemble de la région, le programme relatif au rassemblement de statistiques économiques sur les transports maritimes et aux autres aspects des activités entreprises dans le cadre des transports maritimes, par exemple les bureaux d'étude du fret, les organisations de chargeurs et les centres régionaux de formation. Dans le domaine de la promotion des exportations, la CEAE0 s'occupera surtout de fournir des renseignements sur le commerce et les marchés aux gouvernements membres, et effectuera des études sur des marchés déterminés et sur des produits particuliers. La Commission continuera d'aider les pays à organiser des foires commerciales internationales ou à y participer, et à organiser des cours de formation sur des questions liées à la promotion des exportations.

## 8. Ressources naturelles

Pendant la période du plan à moyen terme 1974-1977, le programme relatif aux ressources naturelles continuera de promouvoir la mise en valeur des ressources en eau et des ressources énergétiques et minérales, en mettant l'accent sur l'accélération du développement par l'application de la science et de la technique modernes. En ce qui concerne l'eau, c'est un fait reconnu que les pays en voie de développement ne peuvent assurer leur prospérité économique et matérielle que s'ils parviennent à maîtriser et à mettre en valeur leurs ressources hydrauliques. C'est pourquoi on se propose non seulement de prendre des mesures positives pour promouvoir la mise en valeur des ressources en eau pour l'agriculture, l'industrie et les usages domestiques, mais aussi de combattre les dommages causés par les crues et les orages, qui s'élèvent actuellement à 1 milliard de dollars par an et qui annulent en grande partie l'assistance financière que reçoit la région à des fins de développement et, dans les pires années, réduit à néant les progrès économiques réalisés dans d'autres directions. En matière d'énergie, les plans seront établis en partant de l'hypothèse que le développement industriel intense



qui est nécessaire pour assurer la prospérité économique de l'Asie dépend de la mise en valeur des ressources énergétiques, principalement sous la forme de combustibles fossiles et d'énergie hydro-électrique. La croissance démographique et le rythme du développement industriel exigent que la puissance des installations productrices d'énergie soit doublée tous les sept ans. L'ampleur de cette tâche requiert des efforts vigoureux de la part des organismes nationaux et des institutions internationales, ainsi que l'octroi d'une assistance importante aux pays en voie de développement. Le secteur des ressources minérales est également orienté vers le développement industriel, puisque celui-ci est tributaire de l'extraction et du traitement des minéraux. Les pays en voie de développement, qui possèdent des richesses minérales, notamment du pétrole et du gaz naturel, peuvent accélérer leur développement économique non seulement en mettant en valeur leurs ressources pour leur propre usage, mais aussi en vendant aux pays développés leurs excédents de minéraux, soit sous forme brute, soit après traitement. Il convient donc d'accorder la plus haute urgence à l'exploration et à l'exploitation des ressources. Pendant les années 1974-1977, on se propose d'intensifier la prospection de ressources nouvelles, en particulier au large des côtes de la région.

## 9. Population

Les plans arrêtés dans le cadre de ce programme pour la période à moyen terme 1974-1977 prévoient la continuation des activités dans les domaines ci-après : intégration des facteurs économiques à la stratégie du développement des pays de la région, conformément aux recommandations formulées à la deuxième Conférence asiatique de la population; utilisation des circuits commerciaux pour encourager l'acceptation et l'usage des moyens de planification de la famille; introduction des techniques de gestion dans les programmes relatifs à la population et à la planification de la famille; et renforcement des compétences personnelles et institutionnelles au service de ces programmes. Les travaux ci-après seront poursuivis : définition et expérimentation sur le terrain de certaines des mesures à prévoir au-delà de la planification de la famille; recherche en matière de motivations; formation du personnel chargé des programmes de planification de la famille grâce à des réunions de groupes d'experts, des séminaires et des cours de formation. En sus des activités susmentionnées, le programme de la CEAE0 en matière de population poursuivra la mise en oeuvre des recommandations de la deuxième Conférence asiatique, afin d'adapter l'information aux besoins des producteurs et des consommateurs grâce au renforcement des fonctions intermédiaires. Cette activité implique des efforts en vue de surmonter divers obstacles en matière de communication, notamment d'ordre linguistique, et la publication de documents techniques.

## 10. Science et technique

En ce qui concerne ce programme, les efforts de la CEAE0 pendant la période du plan à moyen terme 1974-1977 auront principalement pour but d'apporter une assistance aux pays membres intéressés en vue de la mise en oeuvre du Plan d'action asiatique pour l'application de la science et de la technique au développement, spécialement en traduisant les objectifs et priorités en propositions concrètes au niveau des projets. Le Plan d'action asiatique embrasse un éventail varié



d'activités : recherche et conception industrielles, métallurgie, industrie chimique, petite industrie, travail familial et artisanat, industrie alimentaire, industries agricoles, adaptation des techniques, entretien et réparation, etc. Une attention accrue sera accordée à la normalisation régionale des produits importants, notamment ceux qui ont des possibilités d'exportation; des mesures seront prises pour aider les pays lors de l'adoption du système métrique. Dans le domaine de la recherche industrielle, on s'efforcera de promouvoir la collaboration régionale et les liens interorganisations et d'harmoniser les programmes régionaux de recherche et développement avec les programmes de production industrielle à des fins de consommation intérieure ou d'exportation.

## 11. Environnement

Pendant la période du plan à moyen terme, les efforts entrepris dans le cadre de ce programme continueront de porter sur des activités régionales, sous-régionales et internationales dans les domaines suivants : mesures de prévention et de restauration pour la préservation de l'environnement; amélioration de l'environnement par l'éducation, la coopération du public, la réglementation, la législation et les accords internationaux. Les moyens du programme seront renforcés pour permettre à la CEAEIO d'aider les gouvernements à déterminer leurs problèmes écologiques, notamment par l'examen et l'évaluation, la recherche et les échanges d'informations, ainsi qu'à promouvoir des mesures d'appui dans les domaines de l'enseignement, de la formation, de l'information, des procédures d'organisation, et de l'assistance financière ou autre. Par ailleurs, l'accent sera mis sur la préparation et l'adoption par la Commission d'un plan d'action asiatique pour l'environnement et l'on entreprendra des activités consécutives comportant notamment l'organisation de séminaires techniques, la création d'offices de l'environnement aux échelons national et régional, et la promotion de la formation et de la recherche écologiques sous leurs divers aspects.

## 12. Développement social

Pendant la période du plan à moyen terme 1974-1977, le programme sera fondé sur le principe que, dans les pays en voie de développement d'Asie en particulier, le développement n'est plus à concevoir uniquement comme la croissance économique, mais qu'il se définit par la conjonction de celle-ci avec le progrès social et la justice; sinon, les disparités sociales et l'insatisfaction tendent à réduire à néant la croissance économique. Des efforts seront donc entrepris pour refondre entièrement le système de planification dans le sens d'une analyse et d'une planification unifiées du développement. Le programme de développement social s'efforcera d'orienter les gouvernements dans cette direction par ses travaux de recherche, ses études et ses activités de préparation. Cela impliquera que l'on aborde de front les problèmes généraux et fondamentaux que constituent la pauvreté, les disparités dans la répartition du revenu, le chômage et la nécessité d'une participation populaire à la planification et aux résultats du développement. Cela appelle également le renforcement de tous les services de protection sociale pour atteindre les masses dans les zones rurales, l'exécution de programmes de développement et d'organisation communautaires en vue de créer des institutions locales et d'encourager l'émergence de dirigeants locaux, et la formation de jeunes

dirigeants susceptibles d'assumer plus directement les responsabilités du développement national. Plus précisément, la CEAE0 s'efforcera d'intensifier les services consultatifs régionaux qu'elle fournit aux fins : d'aider à la formulation de politiques et de plans nationaux en matière de protection sociale, ainsi qu'en ce qui concerne la planification, la formation et l'utilisation du personnel; d'améliorer les programmes professionnels de formation en cours d'emploi; de promouvoir l'organisation d'ateliers de recherche nationaux sur certains aspects de la protection sociale et d'encourager la participation d'organisations non gouvernementales et des communautés au développement social; de favoriser la coopération régionale en matière de protection sociale grâce notamment a) à des échanges d'information, b) à la formulation de politiques et de normes concernant les besoins en personnel de protection sociale, c) à l'élaboration et à la mise en oeuvre d'un plan régional à long terme tendant à adapter la formation des travailleurs sociaux aux besoins du développement, d) au renforcement du rôle des services sociaux dans les zones rurales et en matière de planification de la famille, e) à la fourniture d'une assistance pour la préparation des conférences régionales des ministres de la protection sociale qui se tiennent tous les quatre ans et pour les travaux entrepris à la suite de ces conférences. La rédaction des chapitres relatifs à l'Asie de l'Etude sur la situation sociale dans le monde, qui doit paraître en 1974 et en 1978, et la préparation des conférences sur le développement social qui doivent se tenir en 1974 et en 1976 constitueront également des faits marquants pendant la période 1974-1977.

### 13. Peuplements humains

Pendant la période du plan à moyen terme 1974-1977, on placera davantage l'accent sur le renforcement des institutions nationales en vue de mobiliser des ressources pour le financement de logements, y compris l'amélioration de la gestion et de l'administration dans le domaine de l'habitation, de la construction et de la planification. L'objectif du programme relatif à l'habitation est d'aider les pays membres dans leurs efforts tendant à résoudre les problèmes qui se posent dans le domaine du logement, à promouvoir les activités et les programmes d'aménagement urbain et rural, à formuler des plans nationaux à long terme en matière de logement et à assurer leur exécution efficace, à accroître la productivité en matière de logement et à intégrer la croissance des zones rurales et des villes grâce à la planification du développement régional. En outre, on s'efforcera d'aider les gouvernements de la région de la CEAE0 à élaborer et à adopter des plans, des politiques et des programmes de développement communautaire pertinents en vue de répondre aux besoins sans cesse changeants du développement socio-économique et d'assurer la participation de la population à des projets faisant appel à l'auto-assistance, pour qu'elle bénéficie des avantages du développement.

### 14. Transports et communications

Au titre de ce programme, pour la période du plan à moyen terme 1974-1977, la CEAE0 poursuivra ses efforts en vue d'améliorer les transports par chemin de fer, par route et par eau et d'améliorer le développement des télécommunications dans la région de la CEAE0. La CEAE0 envisage de mettre en place une infrastructure coordonnée et intégrée en matière de transports et de communications en

vue de fournir les services nécessaires permettant d'assurer le développement économique et social rapide de la région. Etant donné que les transports dans l'ensemble de la région ne sont pas développés de façon uniforme, la nécessité d'accroître leur capacité, de les moderniser et de les adapter aux techniques modernes revêt une importance particulière, et, à cet égard, il en est de même pour ce qui est de la possibilité d'utiliser du matériel non classique pour catalyser la croissance rapide de l'infrastructure, compte tenu des besoins des différents pays. La coopération régionale dans des domaines particuliers du développement des transports, tels que le chemin de fer transasiatique et la route d'Asie, la télécommunauté asiatique, le développement des transports maritimes en Asie, le tourisme et les mesures visant à faciliter le trafic international sont d'importants éléments du programme auxquels on continuera d'apporter une grande attention. En outre, on effectuera davantage d'études régionales en vue de la formulation de directives pour le développement intégré des systèmes de transport aux échelons national et régional. Au cours de la période considérée, on continuera d'accorder une grande importance à la poursuite des travaux entrepris en vue de la création de services de formation régionaux ou sous-régionaux pour le personnel de l'industrie du tourisme. D'autres activités importantes qui connaîtront un nouvel essor au cours de la période du plan à moyen terme seront les travaux entrepris en vue de formuler les conditions préalables nécessaires à la mise en place d'un système d'assurances aux tiers des véhicules à moteur en circulation internationale, ainsi que ceux concernant la simplification et la normalisation des documents utilisés pour les transports, les voyages et les échanges. Voici, parmi les domaines qui retiendront l'attention, certains de ceux où des problèmes particulièrement critiques se posent : a) évaluation des besoins en matière de transport en vue de réaliser un développement économique et social optimal dans le cadre des objectifs de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement; b) coordination des divers modes de transport en vue de l'intégration du développement; c) promotion des services de formation sous-régionaux ou régionaux, l'accent étant placé en particulier sur la formation du personnel d'hôtellerie et des services connexes; d) création éventuelle d'un centre régional d'études avancées, de recherche et de documentation en matière de tourisme; e) assistance aux pays de la région en vue de déterminer les conditions préalables nécessaires à la mise en place d'un système d'assurances aux tiers; et f) participation aux conventions et aux accords internationaux en vigueur portant sur les mesures visant à faciliter le trafic international et application de ces conventions et accords.

#### 15. Assistance au projet de mise en valeur du bassin inférieur du Mékong

Les efforts que déploiera la CEAEIO pendant la période du plan à moyen terme 1974-1977 en ce qui concerne ce programme continueront à porter essentiellement sur la promotion, la coordination et la supervision des activités de planification et de recherche dans le domaine de la mise en valeur des ressources hydrauliques du bassin inférieur du Mékong. Ce programme a pour objectif la mise en valeur globale des ressources en eau et des ressources connexes du bassin inférieur du Mékong, y compris le fleuve principal et ses affluents, du point de vue de l'énergie hydro-électrique, de l'irrigation, de la lutte contre les inondations, du drainage, de l'amélioration de la navigation, de la gestion du bassin hydrographique, de l'approvisionnement en eau et d'autres formes d'aménagement connexes, dans l'intérêt de tous les habitants du bassin du Mékong.

## 16. Gestion des activités de coopération technique

Pendant toute la période du plan à moyen terme 1974-1977, ce programme continuera à assurer l'exécution efficace et coordonnée de toutes les activités opérationnelles de la CEAE0 portant sur a) les projets de coopération technique financés au titre du budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies, du Programme des Nations Unies pour le développement et du Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population; et b) les projets d'assistance bilatérale financés au titre de fonds d'affectation spéciale par des pays donateurs ou des fondations. Le programme porte notamment sur la formation de fonctionnaires nationaux s'occupant de l'assistance technique de l'ONU. On prévoit que, pendant toute la période du plan à moyen terme, le nombre des activités opérationnelles continuera d'augmenter. Plus précisément, les recommandations de la Conférence asiatique de la population de 1972 et de la Conférence de Stockholm sur l'environnement de 1972 (telles qu'elles ont été approuvées par l'Assemblée générale), le commerce maritime, les pays en voie de développement les moins avancés et l'augmentation du nombre des membres de la CEAE0 (y compris le Pacifique sud) appelleront une intensification du rôle opérationnel de la CEAE0. On continuera de s'efforcer d'assurer la gestion prudente des projets d'assistance technique selon des procédures décentralisées et dans le cadre d'une coordination interne et interinstitutions complète. On prévoit que les activités de formation continueront au rythme demandé pour 1974-1975, à savoir un séminaire et une ou deux missions alternativement tous les deux ans.

## 17. Services administratifs, services communs et services de conférences

Les services d'appui prévus à la présente rubrique pendant la période du plan à moyen terme 1974-1977 seront assurés de façon à permettre l'exécution des autres programmes décrits plus haut. Les efforts déployés au titre des services d'appui concernent l'administration générale de la CEAE0, les services de conférences et les services communs.



## E. COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AMERIQUE LATINE

La Commission économique pour l'Amérique latine (CEPAL) a été créée par la résolution 106 (VI) du Conseil économique et social. Aux termes de son mandat, la CEPAL prend des mesures, et participe à leur exécution, en vue de favoriser le développement économique et social des pays de l'Amérique latine et de maintenir, en les renforçant, les relations économiques de ces pays, tant entre eux qu'avec les autres pays; procède ou fait procéder à des études sur des problèmes économiques et techniques; entreprend ou fait entreprendre le rassemblement, l'évaluation et la diffusion de renseignements; aide à la formulation et à la mise au point de politiques concertées propres à servir de base à une action pratique en vue de favoriser le développement économique et social de la région.

Il est bien connu que l'Amérique latine a subi au cours des dernières années de profondes transformations qui conditionnent et prédéterminent le type de fonctions que la CEPAL et son secrétariat devront assurer au cours des prochaines années. On peut citer parmi les changements qui caractérisent plus ou moins directement la situation actuelle de l'Amérique latine :

- La diversité croissante des situations, sur les plans économique, politique et social, qui forment le contexte du processus de développement en Amérique latine. Cela signifie que l'on rencontre également une variété toujours plus grande de modèles et de styles de développement et d'idéologies sous-jacentes; il serait donc peu réaliste de concevoir la réalisation du progrès économique et social suivant une formule unique ou un petit nombre de formules standard;
- L'acquisition d'une certaine expérience (particulièrement dans le domaine économique) au long de la période d'après-guerre. Il faut évaluer cette expérience afin de dégager les idées et les orientations politiques qui en découlent;
- Les problèmes de développement qui prennent aujourd'hui des dimensions nouvelles et exigent une approche différente. Cela est vrai, par exemple, des aspects qualitatifs du développement, auxquels la CEPAL s'intéresse depuis longtemps déjà et qui présentent maintenant des caractéristiques différentes.

Il s'ajoute à ces problèmes tenant aux conditions nouvelles qui règnent en Amérique latine tous ceux qui naissent d'une situation internationale changeante et multiforme, dont témoignent les modifications de la carte sociale et politique du monde moderne; l'éclatement des frontières technologiques, qui impose des formes nouvelles de relations ou de liens entre les pays de la périphérie et les grands centres développés; les changements, tout aussi marqués, de la structure de la consommation dans le monde industrialisé et l'effet indéniable qu'ils exercent sur la configuration sociale de l'Amérique latine comme sur les relations économiques qu'entretiennent les deux mondes; les

transformations qu'entraînent les types d'organisation nouveaux des entreprises modernes, particulièrement des sociétés transnationales, etc.

Il est un facteur que l'on doit nécessairement prendre en considération à propos de cette transformation de l'Amérique latine et de la situation mondiale : l'évolution des relations à l'intérieur même de l'Amérique latine, car elles aussi ont évolué. En premier lieu, on assiste, depuis le milieu des années 50, au mouvement d'intégration économique, qui s'est manifesté par des initiatives variées au niveau régional ou sous-régional. En second lieu, les instances internationales ont vu se dresser un front commun latino-américain qui réclame une division internationale du travail plus équitable, la possibilité d'accéder plus facilement à la technique moderne et une plus grande participation aux décisions importantes touchant aux relations économiques mondiales. Dans cette entreprise vitale, les pays d'Amérique latine commencent à agir de concert avec les autres pays en voie de développement et à étendre leurs relations commerciales à toutes les parties du monde afin de diversifier leur économie et de réduire leur dépendance traditionnelle.

Les grandes tâches qu'il reste à accomplir exigent que la CEPAL pose un certain nombre de principes généraux qui régiront ses efforts dans ses deux principaux domaines d'activité, à savoir la recherche et la coopération avec les gouvernements : a) afin d'éviter la dispersion de ses efforts, la CEPAL doit s'attacher essentiellement aux problèmes fondamentaux, car, si elle s'éparpille à des tâches nombreuses et diverses mal reliées entre elles, il en résultera non seulement un cloisonnement des travaux de recherche mais également une détérioration de la qualité des études ainsi que la perte des avantages que présente un véritable travail d'équipe; b) elle doit organiser ses travaux sur une base interdisciplinaire, en dirigeant, orientant et planifiant les tâches de manière que les spécialistes des différents domaines suivent tous dans leur activité une même approche socio-économique unifiée; c) elle doit également coopérer avec des centres intellectuels fonctionnant à l'extérieur du système des Nations Unies de manière qu'ils puissent soutenir les activités que la CEPAL mène sur le terrain en Amérique latine.

Dans ce contexte, il est prévu que la CEPAL, au cours de la période 1974-1977 :

- Développera ses fonctions consultatives en ce qui concerne les questions intéressant les pays d'Amérique latine qui font l'objet de négociations au sein d'instances internationales;
- Recherchera de nouveaux moyens d'accélérer le processus d'intégration en Amérique latine;
- Assignera des objectifs précis à ses activités sur le terrain;
- Renforcera son programme de recherche en matière de développement économique et social en tenant spécialement compte des situations particulières qui existent au niveau national;
- Développera ses activités de recherche dans les domaines des relations économiques internationales, de la politique de l'environnement et des ressources naturelles;

- Améliorera progressivement sa compétence et son expérience en matière d'informatique.

On trouvera ci-après : 1) un tableau récapitulatif des fonds nécessaires pour la CEPAL, par programme, pour chacune des années de la période du plan à moyen terme; 2) un tableau récapitulatif des postes nécessaires, par programme et selon l'origine des fonds, pour chacune de ces années; 3) un tableau récapitulatif des postes nécessaires, par classe et selon l'origine des fonds, pour chacune des années; 4) un court exposé des plans et objectifs généraux pour chacun des grands programmes. Les postes et les fonds nécessaires indiqués pour 1974 et 1975 correspondent à ceux qui sont demandés dans le projet de programme de travail et de budget pour la période biennale 1974-1975 (A/9006). Les chiffres relatifs aux postes et aux fonds nécessaires pour 1976 et 1977 sont des projections fondées sur tous les facteurs connus lors de l'établissement du plan à moyen terme.



Tableau 29

**TABEAU RECAPITULATIF DES FONDS NECESSAIRES PAR CATEGORIE DE PROGRAMME  
ET PAR PROGRAMME ET SELON L'ORIGINE DES FONDS**

(Milliers de dollars des Etats-Unis)

ROUAGE : COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AMERIQUE LATINE

CATEGORIE DE PROGRAMME ET PROGRAMME	1974			1975			1976			1977		
	Programmes opérationnels	Autres ressources extra- budgétaires	Budget ordinaire	Programmes opérationnels	Autres ressources extra- budgétaires	Budget ordinaire	Programmes opérationnels	Autres ressources extra- budgétaires	Budget ordinaire	Programmes opérationnels	Autres ressources extra- budgétaires	Budget ordinaire
<b>A. Organes directeurs</b>												
Sessions de la Commission .....	-	-	-	-	-	100	-	-	-	-	-	110
<b>B. Direction exécutive et administration</b>												
Sessions de la Commission .....	-	-	450	-	-	484	-	-	505	-	-	536
<b>C. Programmes</b>												
Développement économique général .....	2 543	44	828	2 862	49	868	3 220	51	911	3 620	54	957
Développement industriel .....	-	45	359	-	47	399	-	45	451	-	52	495
Commerce international et développement .....	-	45	501	-	51	543	-	54	578	-	55	624
Ressources naturelles .....	262	-	154	252	-	167	262	-	174	262	-	183
Environnement .....	-	-	49	-	-	63	-	-	67	-	-	70
Transports et tourisme .....	36	-	185	41	-	195	47	-	205	54	-	215
Agriculture, sylviculture et pêche .....	-	114	144	-	121	152	-	127	160	-	133	168
Développement social .....	2 194	203	188	2 722	249	198	2 725	261	207	3 380	275	228
Statistique .....	289	26	511	328	26	533	370	27	561	425	29	588
<b>D. Appui aux programmes</b>												
Gestion des activités de coopération technique .....	-	58	241	-	60	257	-	63	270	-	66	282
Services administratifs .....	-	55	424	-	59	452	-	62	473	-	65	507
Services de conférence .....	-	82	691	-	90	751	-	94	752	-	99	836
Services communs .....	-	-	1 575	-	-	1 708	-	-	1 842	-	-	1 910
<b>TOTAL .....</b>	<b>5 324</b>	<b>672</b>	<b>6 300</b>	<b>6 215</b>	<b>752</b>	<b>6 870</b>	<b>6 624</b>	<b>788</b>	<b>7 166</b>	<b>7 741</b>	<b>829</b>	<b>7 709</b>

TABLEAU RECAPITULATIF DES POSTES NECESSAIRES, PAR PROGRAMME ET SELON L'ORIGINE DES FONDS

ROUAGE : COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AMERIQUE LATINE

Programmes	ORIGINE DES FONDS											
	AUTRES RESSOURCES (EXTRA-BUDGETAIRES)						BUDGET ORDINAIRE					
	1974 Adm. Serv. gén.	1974 Adm. Serv. gén.	1975 Adm. Serv. gén.	1976 Adm. Serv. gén.	1977 Adm. Serv. gén.	1977 Adm. Serv. gén.	1974 Adm. Serv. gén.	1975 Adm. Serv. gén.	1976 Adm. Serv. gén.	1977 Adm. Serv. gén.	1977 Adm. Serv. gén.	1977 Adm. Serv. gén.
Direction exécutive et administration .....	-	-	-	-	-	-	13	11	13	11	14	11
Développement économique général .....	-	8	-	-	-	8	31	20	31	20	31	20
Développement industriel.	2	-	2	2	2	-	12	15	14	17	14	17
Commerce international et développement .....	-	8	-	-	-	8	19	14	20	14	21	14
Ressources naturelles ...	-	-	-	-	-	-	5	5	5	5	5	5
Environnement .....	-	-	-	-	-	-	2	2	2	2	2	2
Transports et tourisme ..	-	-	-	-	-	-	6	5	6	5	6	5
Agriculture, sylviculture et pêche .....	5	1	5	5	5	1	6	3	6	3	6	3
Développement social ....	12	5	12	12	12	5	8	4	8	4	9	4
Statistique .....	1	-	1	1	1	-	15	27	15	27	15	27
Gestion des activités de coopération technique ...	3	3	3	3	3	3	9	5	9	5	9	5
Services administratifs .	-	10	-	-	-	10	10	26	10	26	10	27
Services de conférence ..	-	15	-	-	-	15	13	66	13	66	13	67
Services communs .....	-	-	-	-	-	-	9	144	11	146	11	147
TOTAL	23	50	23	50	23	50	158	344	161	348	166	354

Tableau 31

**TABEAU RECAPITULATIF DES POSTES NECESSAIRES, PAR CLASSE ET SELON L'ORIGINE DES FONDS**  
**ROUAGE : COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AMERIQUE LATINE**

CATEGORIE	ORIGINE DES FONDS							
	AUTRES RESSOURCES (EXTRA-BUDGETAIRES)				BUDGET ORDINAIRE			
	1974	1975	1976	1977	1974	1975	1976	1977
<b>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</b>								
Secrétaire général adjoint	-	-	-	-	-	-	-	-
Sous-Secrétaire général	-	-	-	-	1	1	1	1
Directeurs (D-2)	-	-	-	-	1	1	1	1
Administrateurs généraux (D-1)	1	1	1	1	11	11	11	11
Administrateurs hors classe (P-5)	-	-	-	-	29	29	30	31
Administrateurs de 1ère classe (P-4)	7	7	7	7	44	44	45	46
Administrateurs de 2ème classe (P-3)	8	8	8	8	42	44	44	44
Administrateurs adjoints de 1ère ou de 2ème classe (P-2/1)	7	7	7	7	30	31	31	32
<b>Tot. 1 partiel</b>	23	23	23	23	158	161	163	166
<b>Agents locaux</b>	50	50	50	50	344	348	351	354
<b>TOTAL</b>	73	73	73	73	502	509	514	520

## 1. Organes directeurs

A sa quinzième session, qui s'est tenue à Quito (Equateur) en mars 1973, la Commission économique pour l'Amérique latine a décidé de tenir sa seizième session en 1975 à Port of Spain, acceptant ainsi l'invitation du Gouvernement de la Trinité-et-Tobago. Conformément à la pratique habituelle de la CEPAL, qui tient ses sessions une année sur deux, la dix-septième session est donc prévue pour 1977.

## 2. Direction exécutive et administration

Au cours de la période du plan à moyen terme, on s'efforcera tout particulièrement de rationaliser les pratiques et les structures de gestion et d'administration afin d'augmenter la productivité et de faire face avec efficacité à l'apparition de nouveaux types de problèmes dans la région.

## 3. Développement économique général

On trouvera de nouveau parmi les activités menées dans le cadre de ce programme l'établissement des études économiques annuelles et l'appréciation des progrès et des limites des moyens mis en oeuvre par la région pour réaliser les objectifs fixés par la Stratégie internationale du développement. Dans le domaine de la recherche, on analysera les particularités et les incidences de la stratégie du développement latino-américaine ainsi que les méthodes adoptées dans des pays ou des groupes de pays particuliers; sur la base de ces études d'ensemble, on proposera un schéma de recherche sur les problèmes ou les questions fondamentales que soulève la stratégie du développement, comme la répartition du revenu, l'emploi, l'assimilation des techniques, les relations extérieures et la répartition dans l'espace de l'activité économique. On envisage également de mener des recherches sur les expériences de politique économique auxquelles se livrent certains pays dans des domaines particuliers. Enfin, étant donné l'importance de ce sujet dans la région, on se propose de mener des recherches sur différentes questions ayant trait au développement du secteur public et au rôle de l'Etat.

## 4. Développement industriel

Par des rapports étroits entretenus avec les gouvernements et les organismes d'intégration, les activités menées dans le cadre de ce programme seront de plus en plus axées sur les problèmes fondamentaux de la région. On insistera particulièrement sur le rôle de la politique industrielle dans le processus de développement. A ce sujet, on se propose de substituer aux analyses sectorielles de l'industrie latino-américaine des études portant notamment sur : les rapports entre la structure et les systèmes de développement industriel dans les grands, les moyens et les petits pays; l'influence du secteur extérieur sur le processus de développement industriel; les problèmes de substitution de productions locales aux produits importés, la capacité de créer ou de supprimer des emplois suivant la préférence donnée à des techniques à forte intensité de capital ou de travail; les rapports entre la structure de l'industrie et celle de la consommation; les possibilités d'exportation de produits manufacturés et leurs limites; et les problèmes posés par l'intégration et le développement industriel.

## 5. Commerce international et développement

Au cours de la période du plan à moyen terme, la CEPAL développera ses activités consultatives en ce qui concerne les problèmes qui se posent à l'Amérique latine pour ce qui est de la restructuration des relations internationales en matière commerciale, financière et technique et de la réglementation des activités des sociétés transnationales. On s'efforcera également d'étudier de nouveaux moyens d'accélérer le processus d'intégration en Amérique latine. Les recherches menées dans le domaine des relations économiques internationales refléteront les priorités que la CEPAL a déterminées dans ce programme.

## 6. Ressources naturelles

On se propose de coordonner de manière plus efficace les activités actuellement menées dans les domaines de la gestion des ressources naturelles, du développement régional et de la technique. L'analyse que l'on entreprendra à cet égard sera axée sur le processus de développement en Amérique latine et ses répercussions sur l'économie et la société latino-américaine.

## 7. Environnement

Au cours de la période 1974-1977, on constituera un groupe de spécialistes des questions socio-économiques chargé d'analyser les problèmes de l'environnement, et plus particulièrement les relations qui existent entre les problèmes fondamentaux du développement économique et l'environnement, compte tenu de l'état de sous-développement dans lequel se trouve la région; la mise au point avec les pays latino-américains de méthodologies permettant d'analyser les problèmes de l'environnement et leur intégration dans une planification rationnelle compte tenu des objectifs des plans économiques et sociaux; et l'étude des répercussions internationales des problèmes de l'environnement, en coopération avec les services de la CEPAL qui s'occupent des relations et de la politique extérieures.

## 8. Transports et tourisme

Etant donné que les transports concernent directement presque toutes les activités économiques, nationales et internationales, il est particulièrement important de coordonner l'action dans ce domaine avec celle qui est menée dans le cadre des autres programmes. Les tâches prioritaires à entreprendre pendant la période de plan à moyen terme sont les suivantes :

- Amélioration de l'infrastructure et des services de transports régionaux - y compris les transports par les voies d'eau intérieures - au moyen de politiques, de programmes et d'accords, afin de favoriser l'intégration latino-américaine;
- Mise au point de nouvelles méthodologies pour la planification des transports, évitant que ceux-ci entravent le développement d'autres secteurs et absorbent une proportion excessive des ressources intérieures destinées à l'investissement;
- Participation appropriée des pays d'Amérique latine à l'emploi des techniques nouvelles qui sont en train de révolutionner les transports internationaux;
- Définition du rôle qui revient aux différents pays d'Amérique latine en matière de transports maritimes dans le cadre d'une division internationale du travail plus équitable;
- Introduction de nouveaux systèmes d'information, de planification et de contrôle destinés à améliorer les résultats des entreprises publiques fonctionnant dans le secteur des transports;
- Amélioration des services publics de transports urbains.

## 9. Agriculture, sylviculture et pêche

La Division mixte CEPAL/FAO, à Santiago, et la Section mixte CEPAL/FAO, à Mexico, poursuivront leurs travaux d'analyse portant sur la réforme agraire, la colonisation rurale et le développement rural. Les modifications qui se produisent actuellement dans l'agriculture latino-américaine exigent que l'on réexamine ce programme de travail, notamment en ce qui concerne l'expérience acquise en matière de réforme agraire, les problèmes posés par la commercialisation des produits agricoles, la répartition du revenu en fonction du développement rural et l'industrialisation et la production des produits alimentaires de base.

## 10. Développement social

Les activités en matière de développement social seront de plus en plus intégrées dans des projets de recherche interdisciplinaires devant permettre la mise au point de politiques applicables aux problèmes soulevés par le développement et dans des études portant sur tous les aspects du développement national. On s'attachera principalement à l'analyse des relations réciproques entre les structures sociales, politiques et économiques, particulièrement en procédant à des études sur les classes moyennes, le prolétariat, les couches rurales, les formes du pouvoir, la jeunesse et la participation; on étudiera aussi la corrélation de l'évolution démographique et des politiques en matière de développement et de population.

## 11. Statistique

Les principales tâches envisagées dans le cadre de ce programme pour la période du plan à moyen terme sont les suivantes :

- Développement et systématisation des activités d'examen et d'évaluation, y compris l'utilisation plus efficace des indicateurs économiques et sociaux au niveau régional;
- Renforcement de la coordination des travaux en ce qui concerne les statistiques démographiques et sociales, les comptabilités nationales et spéciales; la comparaison des systèmes et les statistiques de la consommation, de la répartition du revenu, de l'emploi et du logement;
- Amélioration des statistiques industrielles, particulièrement en ce qui concerne les industries dynamiques, le transfert des techniques, l'absorption de la main-d'oeuvre et les aspects techniques des statistiques concernant la petite industrie;
- Exploitation des statistiques du commerce extérieur de manière à les rendre plus directement utilisables pour la détermination d'une politique, afin de répondre aux besoins des groupes dont les travaux portent sur l'intégration régionale, sur les problèmes de courte, moyenne ou longue portée, et sur la détermination des besoins de financement.

## 12. Gestion des activités de coopération technique

Les interventions de la CEPAL sur le terrain ont tenu et continueront de tenir une place importante parmi les activités qui permettent au secrétariat de répondre aux demandes expresses des gouvernements et de mener à bien ses travaux d'analyse de la situation actuelle dans les pays de la région. Au cours de la période du plan à moyen terme on se propose de mieux définir les objectifs assignés aux activités de la CEPAL sur le terrain, ce qui devrait permettre d'éliminer certaines ambiguïtés qui, outre qu'elles rendent difficile l'évaluation de la qualité de ses travaux, nuisent à leur efficacité.

## 13. Services administratifs, services de conférence et services communs

Au cours de la période 1974-1977, les services assurés dans le cadre des programmes ci-dessus se maintiendront au niveau nécessaire pour mener à bien les activités prévues pour chacun des autres programmes de la CEPAL.



## F. COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

La Commission économique pour l'Afrique (CEA) a été créée par la résolution 671 A (XXV) du Conseil économique et social. Conformément aux politiques de l'Organisation des Nations Unies et agissant sous la supervision générale du Conseil économique et social, la CEA contribue, par ses initiatives et sa participation, à une action concertée en vue du développement économique et social des pays africains. Les objectifs principaux de la CEA sont d'accroître le niveau d'activité économique et d'élever le niveau de vie en Afrique, ainsi que de maintenir et de renforcer les relations économiques des pays africains en faisant des enquêtes, des recherches et des études portant sur des problèmes économiques et techniques; en rassemblant, en évaluant et en diffusant des informations et en coordonnant les politiques des pays africains afin de poser les fondations d'une action concrète tendant au développement économique, social et technique de la région.

Pendant la période du plan à moyen terme 1974-1977, la CEA continuera à promouvoir et à faciliter une action concertée en vue du développement économique de l'Afrique, y compris les aspects sociaux de ce développement, afin d'accroître le niveau d'activité économique et d'élever le niveau de vie en Afrique. Des efforts continueront à être consacrés à améliorer la capacité du secrétariat de la CEA de fournir les services demandés par les Etats membres; la capacité du programme devra être renforcée en particulier dans les domaines suivants : questions commerciales et monétaires, recensements et population, enquêtes et recherches économiques, coopération économique et application de la science et de la technique au développement.

On trouvera ci-après i) un tableau récapitulatif des fonds nécessaires pour la CEA, par programme, pour chacune des années de la période du plan à moyen terme, ii) un tableau récapitulatif des postes nécessaires pour chacune de ces années; iii) un tableau récapitulatif des postes nécessaires, par classe et selon l'origine des fonds, pour chacune des années; iv) un court exposé des plans et objectifs généraux pour chacun des grands programmes de la CEA. Les postes et les fonds nécessaires indiqués pour 1974 et 1975 correspondent à ceux qui sont demandés dans le programme de travail et budget pour la période biennale 1974-1975 (A/9006). Les chiffres relatifs aux postes et aux fonds nécessaires pour 1976-1977 sont des projections fondées sur le programme de travail que le Secrétaire général propose pour la période de quatre ans.

La définition et les objectifs de chaque programme de la CEA proposé pour la période de quatre ans sont pour l'essentiel les mêmes que ceux qui sont énoncés dans le programme de travail et budget pour la période biennale 1974-1975 et peuvent être examinés en même temps qu'eux.

Tableau 32

TABLEAU RECAPITULATIF DES FONDS NECESSAIRES PAR PROGRAMME  
ET SELON L'ORIGINE DES FONDS

(Milliers de dollars des Etats-Unis)

ROUAGE : COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

CATEGORIE DE PROGRAMME ET PROGRAMME	1974			1975			1976			1977		
	Programmes opérationnels	Autres ressources extra- budgétaires	Budget ordinaire	Programmes opérationnels	Autres ressources extra- budgétaires	Budget ordinaire	Programmes opérationnels	Autres ressources extra- budgétaires	Budget ordinaire	Programmes opérationnels	Autres ressources budgétaires	Budget ordinaire
I. ORGANES DIRECTEURS .....	-	-	153	-	-	173	-	-	176	-	-	186
II. DIRECTION EXECUTIVE ET ADMINISTRATION .....	-	-	113	-	-	119	-	-	125	-	-	133
III. PROGRAMMES :												
Agriculture .....	-	131	259	-	172	271	-	190	291	-	190	307
Planification, projections et poli- tiques relatives au développement .....	1 692	1 117	764	1 903	1 461	828	2 139	1 682	880	2 404	1 926	930
Enseignement et formation .....	-	19	118	-	25	130	-	24	131	-	24	177
Peuplements humains .....	51	56	72	58	74	77	66	68	80	75	56	88
Développement industriel .....	-	131	298	-	172	332	-	224	337	-	258	396
Commerce international .....	-	75	191	-	99	219	-	93	236	-	93	292
Main-d'oeuvre, gestion et emploi .....	-	38	56	-	49	58	-	61	62	-	61	65
Ressources naturelles .....	112	38	286	112	49	305	118	65	354	123	65	386
Population .....	274	453	44	340	620	46	374	414	48	411	470	51
Administration publique .....	94	4	78	103	4	81	113	5	81	123	6	90
Finances publiques et institutions financières .....	54	-	95	56	-	100	58	-	104	60	-	118
Développement social .....	59	9	184	72	10	194	88	30	229	107	34	278
Science et technique .....	-	-	116	-	-	121	-	-	135	-	-	150
Statistiques .....	163	19	582	186	25	610	212	7	672	242	10	733
Transports, communications et tourisme .....	-	131	185	-	198	193	-	303	257	-	327	283
IV. APPUI AUX PROGRAMMES :												
Gestion de l'assistance technique et coordination du programme de travail .....	-	19	120	-	25	125	-	7	133	-	10	141
Services administratifs .....	-	3	1 101	-	3	1 149	-	-	1 313	-	-	1 391
Services communs .....	-	-	927	-	-	976	-	-	1 035	-	-	1 091
Services de conférence .....	-	-	892	-	-	937	-	-	992	-	-	1 047
<b>TOTAL .....</b>	<b>2 499</b>	<b>2 243</b>	<b>6 634</b>	<b>2 830</b>	<b>2 986</b>	<b>7 044</b>	<b>3 168</b>	<b>3 173</b>	<b>7 671</b>	<b>3 545</b>	<b>3 530</b>	<b>8 298</b>

Tableau 33

## TABLEAU RECAPITULATIF DES POSTES NECESSAIRES, PAR PROGRAMME ET SELON L'ORIGINE DES FONDS

## ROUAGE : COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Programmes	ORIGINE DES FONDS											
	AUTRES RESSOURCES (EXTRA-BUDGETAIRES)						BUDGET ORDINAIRE					
	1974	1975	1976	1977	1974	1975	1976	1977	1974	1975	1976	1977
	Adm.	Serv. gén.	Adm.	Serv. gén.	Adm.	Serv. gén.	Adm.	Serv. gén.	Adm.	Serv. gén.	Adm.	Serv. gén.
I. ORGANES DIRECTEURS ...	3	1	3	1	3	1	3	1	-	-	-	-
II. DIRECTION EXECUTIVE ET ADMINISTRATION ....	4	3	4	3	4	3	4	3	-	-	-	-
III. PROGRAMMES :												
Agriculture .....	10	9	10	9	10	9	10	9	7	-	7	-
Planification, projections et politiques relatives au développement .....	27	29	28	30	28	30	28	30	31	26	35	26
Enseignement et formation .....	4	4	4	5	4	5	4	5	1	-	1	-
Peuplements humains ..	3	2	3	2	3	2	3	2	3	-	2	-
Développement industriel .....	14	6	15	7	15	7	15	7	7	-	8	5
Commerce international	9	5	10	5	10	5	10	5	4	-	4	-
Main d'oeuvre, gestion et emploi .....	2	2	2	2	2	2	2	2	2	-	2	-
Ressources naturelles	11	9	11	11	11	11	11	11	2	-	2	-
Population .....	2	1	2	1	2	1	2	1	11	14	14	15
Administration publique .....	2	2	2	2	2	2	2	2	-	-	-	-
Finances publiques et institutions financières .....	5	2	5	2	5	2	5	2	-	-	-	-
Développement social .	8	5	8	6	9	6	10	6	-	-	-	-
Science et technique .	5	2	5	3	5	3	5	3	-	-	-	-
Statistiques .....	13	30	13	31	14	31	15	31	-	1	-	1
Transports, communications et tourisme ..	8	6	8	8	9	8	9	8	7	-	10	-

Tableau 33 (suite)

Programmes	ORIGINE DES FONDS							
	AUTRES RESSOURCES (EXTRA-BUDGETAIRES)				BUDGET ORDINAIRE			
	1974 Adm. Serv. gén.	1975 Adm. Serv. gén.	1976 Adm. Serv. gén.	1977 Adm. Serv. gén.	1974 Adm. Serv. gén.	1975 Adm. Serv. gén.	1976 Adm. Serv. gén.	1977 Adm. Serv. gén.
IV. APPUI AUX PROGRAMMES :								
Gestion de l'assistance technique et coordination du programme de travail .	5      4	5      4	5      4	5      4	-      1	-      1	-      1	-      1
Services administratifs .....	8      26	8      26	8      26	8      26	-      -	-      -	-      -	-      -
Services communs .....	7      63	7      63	7      63	7      63	-      -	-      -	-      -	-      -
Services de conférence .....	15    52	15    52	15    52	15    52	-      -	-      -	-      -	-      -
TOTAL	165    263	168    266	173    273	177    274	75     41	76     42	85     48	87     48

TABLEAU RECAPITULATIF DES POSTES NECESSAIRES, PAR CLASSE ET SELON L'ORIGINE DES FONDS

ROUAGE : COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

CATEGORIE	ORIGINE DES FONDS							
	AUTRES RESSOURCES (EXTRA-BUDGETAIRES)				BUDGET ORDINAIRE			
	1974	1975	1976	1977	1974	1975	1976	1977
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								
Secrétaire général adjoint	-	-	-	-	-	-	-	-
Sous-Secrétaire général	-	-	-	-	1	1	1	1
Directeurs (D-2)	-	-	-	-	1	1	1	1
Administrateurs généraux (D-1)	11	11	12	12	11	11	12	13
Administrateurs hors classe (P-5)	25	26	29	31	27	27	27	28
Administrateurs de 1ère classe (P-4)	14	10	8	8	37	40	41	42
Administrateurs de 2ème classe (P-3)	18	22	27	27	56	56	58	59
Administrateurs adjoints de 1ère ou de 2ème classe (P-2/1)	7	7	9	9	32	32	33	33
Total partiel	75	76	85	87	165	168	173	177
Agents locaux	41	42	48	48	263	266	273	274
TOTAL	116	118	133	135	428	434	446	451

## 1. Organes directeurs

Pendant la période du plan à moyen terme 1974-1977 les activités des organes directeurs de la CEA, qui sont, outre le Conseil économique et social, la Conférence des ministres, son Comité exécutif et le Comité technique d'experts, se poursuivront au niveau nécessaire pour permettre de réaliser les objectifs énoncés dans le paragraphe 11.1 ci-dessus. La Conférence des ministres se réunit tous les deux ans, et deux sessions sont prévues pour la période 1974-1977 (la quatrième session, qui aura lieu en 1975, et la cinquième, en 1977). Le Comité exécutif continuera à se réunir deux fois par an et le Comité technique d'experts une fois par an pendant la période du plan à moyen terme 1974-1977. On continuera d'améliorer et de renforcer les activités des organes directeurs afin qu'ils puissent aider le Conseil économique et social à s'acquitter de ses fonctions en ce qui concerne l'Afrique. Retiendront particulièrement l'attention les grandes questions relatives au développement économique et social des pays de la région, surtout celles qui sont liées à la situation économique et sociale de ces pays.

## 2. Direction exécutive et administration

Pendant la période du plan à moyen terme 1974-1977, la Direction continuera de définir les principes directeurs et l'orientation générale nécessaires aux fins de l'exécution efficace et rentable des programmes décrits plus loin et d'en assurer l'administration et la coordination d'ensemble. Des efforts seront faits pour continuer à mieux faire connaître les activités de la Commission et du Secrétariat et à améliorer l'organisation des réunions de la Commission et de ses organes subsidiaires, la coordination de la documentation relative aux programmes de la Commission, la traduction des documents y afférents et la coordination avec les chefs d'Etat, les gouvernements et les autres organisations et organismes.

## 3. Agriculture

Les efforts de la CEA au titre de ce programme pendant la période du plan à moyen terme 1974-1977 viseront à accroître la capacité du programme à promouvoir la coopération en vue du développement de l'agriculture, à favoriser le développement du commerce intrarégional des produits agricoles et agro-industriels et à encourager la coopération en vue du développement de l'élevage, ainsi que le commerce du bétail et des produits de l'élevage. Un effort supplémentaire sera fait pour fournir des mécanismes institutionnels et des services agricoles plus efficaces en vue de développer la production agricole et de faciliter le commerce des produits agricoles et agro-industriels. Un rang de priorité élevé sera accordé aux activités propres à promouvoir la coopération et le commerce intrarégional des produits agricoles et agro-industriels, conformément aux recommandations de la septième conférence régionale de la FAO pour l'Afrique qui a eu lieu en septembre 1972. Des travaux préliminaires seront effectués en 1973, après quoi suivront en 1974-1976 des activités sur le terrain pour l'Afrique de l'Ouest, l'Afrique centrale et l'Afrique de l'Est.

#### 4. Planification, projections et politiques relatives au développement

Au cours de la période du plan à moyen terme 1974-1977, ce programme continuera d'être axé essentiellement sur les aspects techniques de la recherche macro-économique portant sur les problèmes socio-économiques et sur ceux de la planification du développement et de la mise en oeuvre des plans de développement dans la région d'Afrique, étant donné l'importance de cette tâche du point de vue de la réalisation des buts et objectifs de la deuxième Décennie pour le développement. On continuera également de faire porter les efforts sur l'intégration commerciale et économique afin d'aider les Etats Membres à se doter d'organismes intergouvernementaux solides capables de formuler et d'exécuter des programmes et des projets communs de développement. L'une des activités importantes qui doivent être entreprises au titre de ce programme pendant la période 1974-1977 aura trait à l'opération d'examen et d'évaluation des progrès réalisés dans l'application de la Stratégie internationale du développement et de la Stratégie africaine de développement dans les années 70, opération qui sera effectuée au milieu de la décennie. Plus particulièrement, l'on prévoit de mener à terme la réorganisation des bureaux sous-régionaux et d'accroître sensiblement leurs ressources, de renforcer les liens administratifs entre les équipes de conseillers des Nations Unies pour le développement et les bureaux sous-régionaux, de faire l'examen continu des incidences de l'élargissement de la Communauté économique européenne sur l'économie des pays africains et de fournir une assistance aux gouvernements pour leur permettre de réaménager leurs groupements intergouvernementaux en organisations à vocation multiple ou de créer de nouveaux groupements, par exemple des unions douanières, des marchés communs et des communautés économiques, en les aidant, par des études et des conseils, à vaincre les obstacles juridiques et institutionnels qui s'opposent à une évolution dans ce sens.

#### 5. Education et formation

Pendant la période du plan à moyen terme 1974-1977, les efforts de la CEA en matière d'éducation et de formation seront inspirés par l'idée que l'infrastructure humaine est d'une importance aussi cruciale que l'infrastructure matérielle pour la réalisation pleine et entière des objectifs de l'industrialisation et de la modernisation de l'agriculture dans le continent africain au cours des années 70 et au-delà. Le programme de la CEA en matière d'éducation et de formation aux fins du développement est destiné à aider les gouvernements et les organismes compétents des pays d'Afrique à mieux se rendre compte des incidences qu'a sur le plan de la main-d'oeuvre et de la formation une économie en transition. Le programme vise à aider les pays à adapter leurs systèmes d'enseignement et de formation aux besoins de l'évolution de leur économie grâce à un apport croissant de compétences et de connaissances scientifiques et techniques. Les efforts porteront surtout sur les domaines suivants : colloques et études ayant pour objet d'encourager les innovations en matière d'enseignement, éducation permanente et études de vulgarisation destinées au perfectionnement de la main-d'oeuvre, action en faveur de la création de centres multinationaux pour la recherche en matière de formation et la mise au point de matériel de formation et octroi d'une assistance aux gouvernements pour les aider à examiner leurs systèmes d'enseignement et de formation. Pendant la période 1974-1977, la priorité sera donnée aux mesures propres à encourager la création de moyens locaux de formation plus efficaces, en particulier dans les pays francophones et dans les moins avancés des pays en voie de



développement du continent africain. L'accent sera mis sur la formation d'instructeurs africains spécialisés qui soient capables de se charger d'encourager la création d'associations nationales d'instructeurs et de mettre sur pied des programmes locaux de formation d'instructeurs. Des efforts seront faits pour obtenir une aide extérieure pour les universités et institutions africaines qui entreprennent des programmes dynamiques de vulgarisation destinés à la formation de la main-d'oeuvre, en particulier à la formation de personnel technique de niveau intermédiaire et supérieur. On s'attachera tout particulièrement à favoriser la création de centres multinationaux qui seraient chargés d'élaborer du matériel de formation. En ce qui concerne l'administration des bourses, on cherchera de plus en plus à donner la préférence à la formation en cours d'emploi, qui permet d'acquérir de l'expérience dans le domaine de l'application des techniques et de la gestion des activités industrielles.

## 6. Peuplements humains

Pendant la période du plan à moyen terme 1974-1977, les efforts de la CEA au titre de ce programme continueront d'avoir pour objectif d'asseoir plus solidement l'élaboration et l'application de politiques, de plans et de programmes intéressant l'habitation, la construction et la planification physique. On s'attend à ce qu'au cours de la période 1974-1977, un rang de priorité plus élevé soit accordé à l'habitation, la construction et la planification physique, étant donné la préoccupation qu'inspire l'environnement. Pendant cette période, on prévoit en particulier d'achever le manuel sur la planification physique dans la région d'Afrique (African Regional Manual on Physical Planning Requirements), de mettre au point des directives pour la formulation et l'application de politiques et de programmes nationaux en matière de logement et d'aménagements connexes, de continuer à fournir une assistance concernant le financement du logement, eu égard en particulier à la création de banques du logement et à la mobilisation de l'épargne locale, de poursuivre les efforts en vue de mettre sur pied des projets de logement coopératif et de continuer à apporter l'appui voulu pour réduire les coûts relatifs au logement et à l'infrastructure et à fournir une aide pour la coordination des recherches sur le bâtiment, la normalisation des éléments de construction et la rationalisation de l'industrie du bâtiment.

## 7. Développement industriel

Par le passé, les activités de la CEA au titre de ce programme ont fourni une abondance de renseignements et de données sur l'industrialisation en Afrique. Pendant la période du plan à moyen terme 1974-1977 la Commission s'emploiera avant tout à jouer un rôle opérationnel plus actif en aidant les Etats Membres dans l'effort qu'ils déploient pour accélérer leur développement industriel. La Conférence biennale des Ministres de l'industrie, qui se tient sous l'égide de la CEA, de l'Organisation de l'unité africaine et de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, représente un instrument efficace de consultations intergouvernementales; cette conférence, dont le rôle est d'encourager la coopération interafricaine, d'examiner les progrès accomplis et de recommander des politiques propres à assurer un développement industriel continu, facilitera probablement les travaux de la CEA dans le domaine du développement industriel. On prévoit qu'avant l'entrée en application du plan à moyen terme 1974-1977, la Division mixte CEA/ONUDI

de l'industrie, dont la création est envisagée, aura été établie, ce qui facilitera une meilleure coordination des activités entreprises pour répondre aux besoins de l'industrialisation en Afrique. En outre, on continuera de chercher à trouver auprès de sources d'assistance bilatérale des fonds pour compléter les ressources de l'ONU (y compris celles de la FAO), de façon à faire bénéficier les Etats Membres de services aussi complets que possible en vue de la réalisation des objectifs du programme de développement industriel.

## 8. Commerce international

Au cours de la période du plan à moyen terme, la CEA continuera de faire porter ses efforts sur l'élaboration d'une politique commerciale et de programmes de promotion du commerce dynamiques et souples à l'intention des pays d'Afrique. Au cours de cette période, les services de promotion du commerce fonctionneront à plein. Les pays d'Afrique seront amenés à demander à la CEA une aide plus importante eu égard aux négociations commerciales multilatérales qui vont avoir lieu prochainement dans le cadre de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT), à l'expansion des échanges entre pays d'Afrique et à la restructuration générale de leur commerce. L'accent sera mis tout particulièrement sur les échanges avec les autres pays en voie de développement et avec les pays socialistes. Les efforts seront poursuivis en vue d'accroître la capacité de la CEA de fournir, sur demande, des services consultatifs en ce qui concerne les politiques et les problèmes commerciaux et la promotion des exportations, d'établir des études sur les problèmes du commerce et du développement, de fournir des renseignements sur le commerce tant intérieur qu'extérieur et d'aider les secteurs public et privé à perfectionner le personnel qui s'occupe des politiques commerciales et de la promotion du commerce.

## 9. Main-d'oeuvre, gestion et emploi

Au cours de la période à moyen terme 1974-1977, le programme de la CEA relatif à la main-d'oeuvre, à la gestion et à l'emploi consistera à poursuivre la politique d'aide et d'encouragement aux gouvernements africains, de façon à ce que ceux-ci utilisent davantage leurs propres ressources en personnel qualifié pour planifier, exécuter et administrer les programmes de développement dans tous les secteurs. Ce programme aura pour but principal l'identification des domaines critiques de pénurie et de sous-utilisation de la main-d'oeuvre et la promotion, au cours des années 70, d'une stratégie de mise en valeur et d'utilisation des ressources humaines qui soit coordonnée de manière satisfaisante avec les autres politiques, plans et stratégies de développement économique et social, et qui permette, en fin de compte, l'élaboration d'une politique nationale de la main-d'oeuvre en rapport avec les politiques suivies en matière de population, d'emploi et de revenu. Les activités entreprises dans le cadre de ce programme comprendront la réalisation d'études sur la main-d'oeuvre et sur l'emploi, le perfectionnement des cadres supérieurs et la promotion de la coopération à l'échelon sous-régional en vue de la création de marchés libres du travail, objectif ayant la plus haute priorité dans le programme de travail global de la CEA. De manière plus spécifique, la CEA aidera les pays africains à élargir la base de la participation de tous les organismes de développement et des administrateurs de programmes de développement au processus de planification des ressources humaines. En outre, elle fournira une assistance à bon nombre d'universités africaines afin de leur permettre d'élaborer des programmes d'études supérieures pour la formation spécialisée aux techniques modernes de gestion. Une attention particulière sera accordée à la collaboration entre la CEA et l'OIT, en ce qui concerne les missions d'enquête sur les problèmes de l'emploi et du développement des compétences professionnelles. Les plans prévoient également la participation de 400 à 600 planificateurs et administrateurs à une série de cycles d'études nationaux sur la formation (de 20 à 24). Il est enfin envisagé de tenir au cours de la période à moyen terme deux conférences régionales pour la promotion des marchés libres du travail en Afrique.

## 10. Ressources naturelles

Les efforts déployés par la CEA dans le domaine des ressources naturelles, au cours de la période 1974-1977, viseront essentiellement à renforcer l'assistance fournie aux Etats africains aux fins de l'inventaire, de la planification et de la gestion des ressources naturelles. L'accent sera mis également sur les besoins en matière de formation du personnel dans le domaine de la mise en valeur des ressources naturelles et sur le développement des moyens de formation. En outre, la CEA aidera les pays à renforcer leurs services chargés du rassemblement, du stockage et de la diffusion des données relatives aux ressources naturelles et s'efforcera d'améliorer les moyens dont elle dispose pour aider les pays à renforcer l'infrastructure des services qui s'occupent des ressources naturelles.

## 11. Population

Au cours de la période à moyen terme 1974-1977, les activités entreprises dans le cadre du programme de la CEA en matière de population consisteront essentiellement à établir des études sur tous les aspects des questions démographiques; à analyser les données démographiques provenant du Programme africain de recensement; à mettre

en évidence les rapports existant entre l'évolution démographique et le développement économique et social; à assurer la formation de spécialistes des questions démographiques pour les gouvernements et à aider les gouvernements à élaborer et à exécuter des programmes démographiques. L'appui nécessaire sera également fourni aux travaux relatifs à l'Année mondiale de la population ainsi qu'au troisième Congrès mondial de la population. Certains plans à moyen terme plus précis nécessitent le renforcement des efforts visant à améliorer la coordination entre les organismes des Nations Unies s'occupant d'activités démographiques dans la région, ainsi que la collaboration entre les organismes qui ne sont pas apparentés aux Nations Unies et qui exécutent des programmes dans le domaine démographique. En outre, la CEA poursuivra ses efforts pour faire mieux connaître les problèmes démographiques en organisant des séminaires, des colloques, etc., et en publiant le bulletin Informations sur la population et la série des études sur la population africaine.

## 12. Administration publique

Les efforts déployés par la CEA au cours de la période à moyen terme 1974-1977, dans le cadre du programme relatif à l'administration publique, continueront à mettre l'accent sur l'amélioration des moyens dont la CEA dispose pour aider à renforcer la structure des gouvernements et des organisations paragouvernementales dans les régions de la CEA, à aider à améliorer l'efficacité et l'administration des gouvernements et des organisations paragouvernementales; à aider à établir des normes de formation et de qualification professionnelle de manière à promouvoir l'efficacité du personnel de gestion, et à aider à améliorer l'administration et les systèmes postaux.

## 13. Finances publiques et institutions financières

Au cours de la période à moyen terme 1974-1977, le programme relatif aux finances publiques et aux institutions financières continuera à mettre l'accent sur l'amélioration des systèmes et des mécanismes fiscaux et budgétaires ainsi que sur la mise en place de l'infrastructure financière qui est nécessaire pour permettre aux pays africains de subvenir à leurs propres besoins financiers. Une plus grande attention sera également accordée aux problèmes financiers et monétaires internationaux, en vue d'aider les pays africains qui participent aux négociations internationales à venir. A cette fin, la CEA enverra un plus grand nombre de missions consultatives dans les pays et organisera un plus grand nombre de cours de formation nationaux sur les problèmes fiscaux et budgétaires. En ce qui concerne plus précisément les politiques financières et la gestion budgétaire, la CEA déploiera des efforts accrus pour aider les gouvernements à moderniser leurs systèmes fiscaux et budgétaires, à mieux harmoniser leur budget et leurs plans, à étudier le problème de l'évasion fiscale, et à établir des études analytiques sur le rôle de la politique fiscale dans la croissance économique.

## 14. Développement social

Au cours de la période à moyen terme 1974-1977, l'accent continuera à être mis dans le cadre de ce programme sur les problèmes que pose l'évolution sociale, les facteurs humains et institutionnels qui ont des répercussions sur la productivité



rurale et les services sociaux essentiels pour relever les niveaux de vie en général. Un rang de priorité élevé sera accordé au développement rural intégré, la promotion des activités de développement social de caractère correctif recevant une priorité moins élevée. On s'attachera en particulier à promouvoir des stratégies appropriées en vue d'intégrer à l'échelon national les politiques, mécanismes et mesures en faveur du développement rural; à coordonner les travaux de la Commission avec ceux d'autres organismes internationaux qui s'occupent du développement rural et à identifier, analyser et passer en revue les tendances sociales et les grands problèmes de développement social.

## 15. Science et technique

Dans le cadre du programme relatif à la science et à la technique pour la période à moyen terme, la CEA continuera de mettre l'accent sur un certain nombre de tâches : définition des politiques et planification dans le domaine technique promotion professionnelle, encouragement aux institutions de recherche et développement, actions destinées à populariser la science et la technique, et promotion d'une coopération régionale scientifique et technique. Plus précisément, en ce qui concerne la définition des politiques et la planification, on favorisera davantage les activités impliquant une collaboration avec les services nationaux de planification ou une assistance à ces services, et l'on aidera notamment à créer dans différentes universités des programmes de recherche sur ces questions en vue de la mise au point des méthodes. Il faudra sans doute une aide considérable, de sources bilatérales, dans ce domaine. La promotion professionnelle jouera un rôle de plus en plus important, en particulier dans les secteurs prioritaires que sont les études, les matériaux, la science et les techniques de production. L'assistance portera là sur l'introduction, dans les établissements universitaires, de programmes techniques adaptés aux besoins de chaque pays, ou sur l'amélioration des programmes existants. Les plans destinés à favoriser les institutions de recherche et développement seront orientés vers l'application du plan d'action mondial dans les divers pays et le degré de réalisation de ce dernier fera l'objet d'un examen détaillé. On s'attend que ce soit la partie la plus "opérationnelle" du programme. Les activités destinées à populariser la science et la technique devront faire mieux connaître le rôle et les possibilités de ces dernières en matière de développement. On visera, d'une part, à atteindre les responsables et les cadres chargés de formuler des politiques et, d'autre part, à éduquer le grand public. La coopération régionale, enfin, doit permettre aux gouvernements et aux divers organismes et institutions d'une même région de collaborer et de coordonner leurs efforts dans les domaines de la recherche et de la formation, et de s'attaquer ensemble à des problèmes scientifiques et techniques intéressant plusieurs pays.

## 16. Statistiques

Le programme de la CEA dans le domaine des statistiques continuera, pendant la période à moyen terme, de revêtir un double aspect : mise sur pied de services de renseignements statistiques et économiques nationaux et multinationaux dans les pays de la région, et mise sur pied d'un service régional. Les efforts porteront sur l'application du Système révisé de comptabilité nationale des Nations Unies, la création d'un système coordonné de statistiques démographiques et sociales et de

recensement et l'établissement des statistiques de base nécessaires pour préparer les Etudes annuelles des conditions économiques en Afrique et les publications statistiques de la CEA et pour évaluer les progrès réalisés pendant la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement.

#### 17. Transport, tourisme et télécommunications

Pendant la période à moyen terme, ce programme continuera de viser à mettre en place les réseaux de communications efficaces et économiques nécessaires au développement socio-économique de la région africaine. L'effort portera sur le développement d'une infrastructure et de services dans divers secteurs : routes, chemins de fer, transport aérien et maritime, voies navigables, télécommunications, tourisme, etc. L'accent sera mis surtout sur la navigation intérieure et maritime, et sur le transport aérien.

#### 18. Gestion des activités de coopération technique

Pendant la période d'exécution du plan à moyen terme (1974-1977), ce programme continuera de prévoir l'exécution efficace et coordonnée de toutes les opérations de la CEA y compris a) les projets de coopération technique financés par le budget ordinaire de l'ONU, le Programme des Nations Unies pour le développement et le Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population, et b) les projets d'assistance bilatérale financés grâce à des fonds d'affectation spéciale alimentés par des pays ou par des fondations. On prévoit que ces activités ne cesseront de se développer pendant la période considérée. La CEA continuera de gérer attentivement les projets d'assistance technique, grâce à des procédures décentralisées et à une véritable coordination au sein de la Commission et entre les différentes institutions.

#### 19. Appui aux programmes

Les services d'appui prévus par ce programme pendant la période considérée se situeront à un niveau permettant de réaliser les autres programmes décrits plus haut. Cette catégorie englobe l'administration générale, les services financiers, l'administration du personnel, les services de conférence et les services communs.

## G. BUREAU ECONOMIQUE ET SOCIAL DES NATIONS UNIES A BEYROUTH

Le Bureau économique et social des Nations Unies à Beyrouth contribue à mettre en oeuvre les résolutions de l'ONU visant à favoriser la croissance économique et les changements sociaux dans 12 pays du Moyen-Orient (Arabie Saoudite, Bahreïn, Emirats arabes unis, Irak, Jordanie, Liban, Koweït, Oman, Qatar, République arabe du Yémen, République démocratique populaire du Yémen et Syrie). Le Bureau, dont le mandat a été défini par l'Assemblée générale dans ses résolutions 1518 (XV), 1709 (XVI) et 1823 (XVII), a pour principaux objectifs :

- Le développement économique et social de la région, dans le cadre de la Stratégie pour la deuxième Décennie du développement; la contribution du Bureau revêt la forme d'activités de formation, de réunions, d'études sur certains problèmes précis de développement et de services consultatifs fournis aux gouvernements et aux organismes régionaux intergouvernementaux qui en font la demande;
- La coopération régionale entre certains pays du Moyen-Orient et leur intégration économique.

Des programmes sont également exécutés dans les domaines de l'agriculture et de la population. Ils sont entièrement financés à l'aide de ressources extra-budgétaires fournies par la FAO et par le Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population, respectivement.

Pendant la période du plan à moyen terme 1974-1977, le Bureau s'efforcera d'examiner et d'évaluer les progrès économiques et sociaux dans les pays de la région, en accordant une attention particulière à l'étude des facteurs et des agents de développement économique et social. Il continuera à accorder la priorité aux activités de recherche fondamentale en vue de l'établissement d'études de politique générale à l'intention de gouvernements ainsi que d'organismes intergouvernementaux. Il continuera à fournir un appui technique aux activités opérationnelles de l'ONU et des services consultatifs aux gouvernements et aux organismes régionaux intergouvernementaux du Moyen-Orient.

On trouvera ci-après : i) un tableau récapitulatif des fonds nécessaires pour le Bureau de Beyrouth, par programme, pour chacune des années de la période du plan à moyen terme; ii) un tableau récapitulatif des postes nécessaires, par programme et selon l'origine des fonds, pour chacune de ces années; iii) un tableau récapitulatif des postes nécessaires, par classe et selon l'origine des fonds, pour chacune des années 1974 à 1977; iv) un court exposé des plans et des objectifs pour chacun des programmes. Les postes et les fonds nécessaires indiqués pour 1974 et 1975 sont identiques à ceux qui sont demandés dans le projet de programme de travail et de budget pour la période biennale (A/9006). Les chiffres relatifs aux postes et aux fonds nécessaires pour 1976-1977 sont des projections fondées sur tous les facteurs connus lors de l'établissement du plan à moyen terme.



**TABIEAU RECAPITULATIF DES FONDS NECESSAIRES PAR CATEGORIE DE PROGRAMME  
ET PAR PROGRAMME ET SELON L'ORIGINE DES FONDS**

**PROUZE : BUREAU ECONOMIQUE ET SOCIAL DES NATIONS UNIES A BEYROUTH**

a/ L'ONUDI participe au financement de ce programme - voir tableau 36 - notes a/ et b/.

b/ Une partie des ressources nécessaires à l'exécution de ce programme est fournie par la CNUCED - voir tableau 36 - notes c/ et d/.

## TABLEAU RECAPITULATIF DES POSTES NECESSAIRES, PAR PROGRAMME ET SELON L'ORIGINE DES FONDS

ROUAGE : BUREAU ECONOMIQUE ET SOCIAL DES NATIONS UNIES A BEYROUTH

Programmes	ORIGINE DES FONDS											
	AUTRES RESSOURCES (EXTRA-BUDGETAIRES)						BUDGET ORDINAIRE					
	1974	1975	1976	1977	1974	1975	1976	1977	1974	1975	1976	1977
	Adm.	Serv.	Adm.	Serv.	Adm.	Serv.	Adm.	Serv.	Adm.	Serv.	Adm.	Serv.
	gén.	gén.	gén.	gén.	gén.	gén.	gén.	gén.	gén.	gén.	gén.	gén.
Direction exécutive et administration .....	-	-	-	-	-	-	-	-	2	2	2	2
Agriculture, sylviculture et pêche .....	2	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Politique et planification générales dans les domaines économique et social .....	-	-	-	-	-	-	-	-	9	6	10	11
Activités industrielles ..	-	-	-	-	-	-	-	-	a/	b/	a/	b/
Commerce international et développement .....	-	-	-	-	-	-	-	-	c/	d/	c/	d/
Population .....	4	6	4	6	4	6	4	6	-	-	-	-
Sécurité sociale et autres services sociaux .....	-	-	-	-	-	-	-	-	5	4	5	4
Appui aux programmes .....	-	-	-	-	-	-	-	-	2	18	2	18
TOTAL	6	6	6	6	6	6	6	6	20	32	22	24
												35

a/ Deux postes d'administrateur fournis par l'ONUDI.

b/ Deux postes d'agent local fournis par l'ONUDI.

c/ Un poste supplémentaire d'administrateur fourni par la CNUCED.

d/ Un poste supplémentaire d'agents local fourni par la CNUCED.

Tableau 37

**TABIEAU RECAPITULATIF DES POSTES NECESSAIRES, PAR CLASSE ET SELON L'ORIGINE DES FONDS**  
**ROUAGE : BUREAU ECONOMIQUE ET SOCIAL DES NATIONS UNIES A BEYROUTH**

CATEGORIE	ORIGINE DES FONDS							
	AUTRES RESSOURCES (EXTRA-BUDGETAIRES)				BUDGET ORDINAIRE			
	1974	1975	1976	1977	1974	1975	1976	1977
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								
Secrétaire général adjoint	-	-	-	-	-	-	-	-
Sous-Secrétaire général	-	-	-	-	-	-	-	-
Directeurs (D-2)	-	-	-	-	1	1	1	1
Administrateurs généraux (D-1)	-	-	-	-	1	1	1	1
Administrateurs hors classe (P-5)	1	1	1	1	2	2	2	2
Administrateurs de 1ère classe (P-4)	2	2	2	2	8	8	9	9
Administrateurs de 2ème classe (P-3)	1	1	1	1	5	5	6	8
Administrateurs adjoints de 1ère ou de 2ème classe (P-2/1)	2	2	2	2	3	3	3	3
Total partie I	6	6	6	6	20	20	22	24
Agents locaux	6	6	6	6	32	32	34	35
TOTAL	12	12	12	12	52	52	56	59

## 1. Direction exécutive et administration

La responsabilité de la direction exécutive et de l'administration incombe au Bureau du Directeur. Ce bureau coordonne et dirige l'ensemble des activités en formulant et en exécutant le programme de travail. Le Bureau du Directeur s'occupe également de toutes les questions intéressant la liaison avec le Siège, les gouvernements de la région, les représentants résidents du PNUD, les institutions spécialisées des Nations Unies, les projets du Fonds spécial décentralisés et les organismes intergouvernementaux et non gouvernementaux dans la région. Le niveau des dépenses consacrées à ce programme correspondra à celui qui est nécessaire pour exécuter les diverses activités énumérées ci-après. On escompte, à la date à laquelle le plan à moyen terme est établi, que les niveaux pour la période 1974-1977 seront les mêmes que celui qui a été approuvé pour 1973.

## 2. Agriculture, sylviculture et pêche

Pour la période du plan à moyen terme 1974-1977, les activités du programme pour l'agriculture, la sylviculture et la pêche seront concentrées sur la recherche portant sur les facteurs et les agents du développement agricole, y compris l'examen et l'évaluation des réalisations dans le domaine de l'agriculture. En outre, le Bureau intensifiera ses efforts en ce qui concerne la coopération régionale et l'harmonisation du développement agricole des différents pays. Les fonds nécessaires au titre de ce programme seront maintenus dans l'ensemble au même niveau que celui qui a été approuvé pour 1973.

## 3. Politique et planification générales dans les domaines économique et social

Pendant la période du plan à moyen terme 1974-1977, les activités de ce programme s'exerceront principalement dans les domaines suivants :

- Examen et évaluation des progrès économiques et sociaux, recherche sur les facteurs et les agents du développement économique et social et recherche statistique fondamentale sur certaines questions économiques et sociales.
- Etude des perspectives de développement et des stratégies et priorités en matière d'investissement dans les domaines économique et social.
- Coopération régionale et harmonisation des efforts de développement des différents pays.
- Collecte, classement, exploitation et diffusion de données statistiques sur les pays de la région.

- Fourniture de services consultatifs aux gouvernements, y compris ceux des pays reconnus comme étant les moins développés, ainsi qu'aux organisations et institutions régionales intergouvernementales en matière de planification et de financement du développement, d'administration publique et de statistique.

#### 4. Activités industrielles

Les activités du Bureau de Beyrouth au titre du plan à moyen terme 1974-1977 dans le domaine industriel correspondront à un certain nombre des besoins prioritaires des pays de la région. En 1974 et 1975, elles s'exerceront principalement dans les grands domaines de la politique et de la programmation industrielles, du choix des projets, de la promotion des exportations, du développement des installations pour la recherche et la conception industrielles et de l'examen et de l'évaluation des progrès accomplis dans le cadre de la deuxième Décennie pour le développement. Pendant la période 1976-1977, le Bureau poursuivra ses activités dans les mêmes domaines et intensifiera ses efforts en vue du développement de l'industrie des parties les moins développées de la région du Moyen-Orient. Il sera peut-être également en mesure d'étendre ses activités dans le domaine général du transfert et de l'adaptation des connaissances scientifiques et techniques et de l'application de la science et de la technique au développement industriel, des efforts particuliers étant consacrés au développement d'installations pour la recherche, l'adaptation et la conception de machines et de matériel industriels.

#### 5. Commerce international et développement

Pendant la période du plan à moyen terme 1974-1977, conformément à la résolution 2626 (XXV) de l'Assemblée générale, une attention accrue sera accordée à l'examen et à l'évaluation. Le programme de travail continuera cependant à faire une place essentielle aux activités de recherche fondamentale en vue de l'établissement d'études de politique générale à l'intention de gouvernements et d'organismes intergouvernementaux. Ces études porteront sur deux grands domaines : i) problèmes et politiques intéressant l'avenir de l'ensemble du commerce et de la balance des paiements des pays de la région; ii) problèmes et politiques intéressant l'avenir de l'expansion commerciale et l'intégration économique de certains pays du Moyen-Orient. Dans ces deux domaines de recherche et d'étude, dans la mesure où les ressources le permettront, une attention particulière sera accordée aux besoins propres aux pays les moins développés de la région. On continuera également à fournir une assistance aux gouvernements et aux organismes régionaux intergouvernementaux qui en feront la demande. Enfin, des ressources continueront à être employées pour fournir un appui spécialisé aux activités de coopération technique des organismes des Nations Unies et pour organiser et assurer le service de réunions de formation consacrées à diverses questions relevant du domaine d'activité du programme concernant le commerce international et le développement.

## 6. Population

Les principaux objectifs pendant la période du plan à moyen terme seront la mise en oeuvre d'un programme spécial de mesures et d'activités en 1974, à l'occasion de l'Année mondiale de la population et du Congrès mondial de la population, la mise en train d'un certain nombre d'études régionales pilotes dans les pays de la région et la coordination des efforts et des activités des comités nationaux de la population.

## 7. Sécurité sociale et autres services sociaux

Pendant la période du plan à moyen terme 1974-1977, le Bureau concentrera ses efforts sur l'établissement d'études fondamentales de politique générale portant sur divers aspects du développement social et des centres de peuplement. Une attention particulière sera accordée : à la planification sociale aux niveaux national et régional; à l'examen et à l'évaluation périodiques des progrès accomplis vers la réalisation des objectifs fixés dans la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement; aux aspects sociaux de la planification du développement, de la planification rurale et des programmes de développement communautaire; à la planification en matière d'emploi et de main-d'oeuvre; à la participation populaire au développement; à l'élaboration de programmes de construction de logements bon marché; et à la promotion de programmes de construction de logements par leurs habitants. Des réunions seront également organisées au sujet de ces questions et on intensifiera les activités visant à fournir un appui spécialisé aux programmes de coopération technique et des services consultatifs à court terme aux gouvernements qui en feront la demande.

## 8. Appui aux programmes

Les services d'appui fournis au titre de ce programme pendant la période du plan à moyen terme 1974-1977 correspondront aux niveaux nécessaires pour réaliser les autres programmes énumérés ci-dessus. On escompte que les crédits nécessaires pour la période 1976-1977 seront les mêmes que les crédits demandés dans le projet de programme de travail et de budget pour la période biennale 1974-1975, qui sont en légère augmentation par rapport à ceux qui ont été approuvés pour 1973.



## H. HAUT COMMISSARIAT DES NATIONS UNIES POUR LES REFUGIES

Le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) a été créé par l'Assemblée générale, en 1950, pour s'occuper de toutes les questions concernant les réfugiés 5/, telles qu'elles sont définies dans son statut, lequel a été adopté aux termes de la résolution 428 (V), a été complété aux termes de la résolution 1166 (XII) et prorogé en vertu de plusieurs résolutions ultérieures, la dernière en date étant la résolution 2957 (XXVII). Agissant sous l'autorité directe de l'Assemblée générale, le Haut Commissariat assure la protection internationale des réfugiés qui sont de son ressort et s'efforce d'apporter des solutions permanentes aux problèmes des réfugiés en aidant les gouvernements et les organisations privées à faciliter le rapatriement volontaire des réfugiés, leur intégration économique et sociale dans le pays d'asile ou leur réinstallation dans d'autres pays.

Le mandat du Haut Commissariat a été élargi aux termes de plusieurs résolutions successives de l'Assemblée générale autorisant le Haut Commissaire :

- a) A user de ses bons offices pour l'assistance aux réfugiés qui normalement ne sont pas du ressort de l'Organisation des Nations Unies [résolutions 1388 (XIV), 1499 (XV) et 1673 (XVI)],
- b) A participer, sur l'invitation du Secrétaire général, aux efforts humanitaires de l'Organisation des Nations Unies pour lesquels le Haut Commissariat dispose de compétences et d'une expérience particulières [résolutions 2790 (XXVI), 2956 et 2958 (XXVII)].

Les tableaux ci-après indiquent : a) l'état récapitulatif des fonds nécessaires pour le Haut Commissariat, par catégorie de programme et par programme et selon l'origine des fonds, pour chacune des années de la période à moyen terme; b) l'état récapitulatif des postes nécessaires, par programme et selon l'origine des fonds, pour chacune de ces années; et c) l'état récapitulatif des postes nécessaires, par classe, pour chacune des années de 1974 à 1977.

Les postes et les crédits nécessaires indiqués pour 1974-1975 sont les mêmes que ceux qui sont indiqués dans le programme de travail et le budget pour la période biennale (A/9006) correspondante. En ce qui concerne les années 1976-1977,

---

5/ A l'exception de ceux qui sont du ressort de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient.

le plan à moyen terme, tout en tenant compte d'augmentations probables des salaires et des prix, prévoit les fonds nécessaires pour maintenir pendant ces deux années l'effectif proposé pour 1974 et 1975 au titre du budget ordinaire, des autres ressources (extra-budgétaires) et des programmes opérationnels. Pour ce qui est de ces deux dernières catégories de ressources, toutefois, les chiffres sont fournis à titre provisoire seulement, car le coût de l'appui au programme et les dépenses d'administration qui sont imputés sur les autres ressources extra-budgétaires, d'une part, et le volume des programmes opérationnels, d'autre part, varieront d'une année à l'autre en fonction des problèmes qui se poseront. Toutefois, les projections faites comprennent une modeste provision pour faire face aux augmentations de salaires et de prix qui interviendront probablement en 1976 et 1977.

Tableau 36

TABLEAU RECAPITULATIF DES FONDS NECESSAIRES, PAR CATEGORIE DE PROGRAMME  
ET PAR PROGRAMME ET SELON L'ORIGINE DES FONDS

(Milliers de dollars des Etats-Unis)

ROUAGE : HAUT COMMISSARIAT DES NATIONS UNIES POUR LES REFUGIES

CATEGORIE DE PROGRAMME ET PROGRAMME	1974			1975			1976			1977		
	Programmes opérationnels	Autres ressources extra- budgétaires	Budget ordinaire	Programmes opérationnels	Autres ressources extra- budgétaires	Budget ordinaire	Programmes opérationnels	Autres ressources extra- budgétaires	Budget ordinaire	Programmes opérationnels	Autres ressources extra- budgétaires	Budget ordinaire
A. ORGANES DIRECTEURS												
Sessions du Comité exécutif .....	-	-	17	-	-	19	-	-	21	-	-	22
B. DIRECTION EXECUTIVE ET ADMINISTRATION	-	-	318	-	-	341	-	-	362	-	-	380
C. PROGRAMMES												
Direction et coordination de la protection des réfugiés .....	200	30	239	200	32	256	210	32	287	220	33	300
Direction et coordination de l'assistance aux réfugiés .....	-	553	29	-	598	31	-	607	32	-	637	34
Programme ordinaire hors siège .....	10 900	395	3 442	11 400	415	3 617	12 000	431	3 853	12 600	448	4 047
D. APPUI AUX PROGRAMMES												
Administration, gestion et services généraux .....	-	130	665	-	139	712	-	144	756	-	151	789
Relations avec l'extérieur, information et appels de fonds .....	-	315	533	-	332	563	-	346	608	-	363	637
<b>TOTAL .....</b>	11 100	1 423	5 243	11 600	1 516	5 539	12 210	1 560	5 919	12 820	1 632	6 209

Tableau 39

TABLEAU RECAPITULATIF DES POSTES NECESSAIRES, PAR PROGRAMME ET SELON L'ORIGINE DES FONDS

ROUAGE : HAUT COMMISSARIAT DES NATIONS UNIES POUR LES REFUGIES

Programmes	ORIGINE DES FONDS									
	AUTRES RESSOURCES (EXTRA-BUDGETAIRES)					BUDGET ORDINAIRE				
	1974 Adm. gén.	1975 Adm. gén.	1976 Adm. gén.	1977 Adm. gén.	1974 Adm. gén.	1975 Adm. gén.	1976 Adm. gén.	1977 Adm. gén.	1976 Adm. gén.	1977 Adm. gén.
Sessions du Comité exécutif .....	-	-	-	-	-	1	-	1	-	1
Direction exécutive et administration .....	-	-	-	-	6	5	6	5	6	5
Direction et coordination de la protection des réfugiés .....	-	-	-	-	5	4	5	4	5	4
Direction et coordination de l'assistance aux réfugiés .....	11	13	11	13	-	-	-	-	-	-
Programme ordinaire hors siège .....	-	-	-	-	66	136	66	136	66	136
Administration, gestion et services généraux .....	2	6	2	6	3	29	8	29	3	29
Relations avec l'extérieur, information et appels de fonds .....	3	3	3	3	10	10	10	10	10	10
TOTAL	16	22	16	22	95	185	95	185	95	185

Tableau 40

**TABEAU RECAPITULATIF DES POSTES NECESSAIRES, PAR CLASSE ET SELON L'ORIGINE DES FONDS**  
**ROUAGE : HAUT COMMISSARIAT DES NATIONS UNIES POUR LES REFUGIES**

CATEGORIE	ORIGINE DES FONDS				
	AUTRES RESSOURCES (EXTRA-BUDGETAIRES)			BUDGET ORDINAIRE	
	1974	1975	1976	1977	
<b>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</b>					
Secrétaire général adjoint	-	-	-	-	1
Sous-Secrétaire général	-	-	-	-	1
Directeurs (D-2)	1	1	1	1	1
Administrateurs généraux (D-1)	1	1	1	1	8
Administrateurs hors classe (P-5)	2	2	2	2	30
Administrateurs de 1ère classe (P-4)	4	4	4	4	26
Administrateurs de 2ème classe (P-3)	4	4	4	4	16
Administrateurs adjoints de 1ère ou de 2ème classe (P-2/1)	4	4	4	4	12
<b>Total partiel</b>	16	16	16	16	95
<b>Agents des services généraux</b>					
1ère classe (G-5)	4	4	4	4	4
Autres classes (G-4/1)	18	18	18	18	181
<b>Total partiel</b>	22	22	22	22	185
<b>POSTES TEMPORAIRES</b>	38	38	38	38	280
<b>Administrateurs</b>	14	14	14	14	-
<b>Agents des services généraux</b>	9	9	9	9	-
<b>TOTAL</b>	23	23	23	23	-

## I. CONFERENCE DES NATIONS UNIES SUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT

### 1. Eléments essentiels du plan à moyen terme

Le secrétariat de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) a pour fonction d'aider le mécanisme permanent de la CNUCED à s'acquitter du mandat qui lui a été confié, aux termes de la résolution 1995 (XIX) de l'Assemblée générale, dans le domaine du commerce international, de l'aide et du développement, en faisant des travaux de fond et en assurant des services de conférence. L'exécution du mandat de la CNUCED implique un processus global de négociations qui comprend l'identification des problèmes, des consultations sur les mesures correctives à prendre le cas échéant et un accord sur les solutions. En 1971, la CNUCED est devenue une organisation participante et chargée de l'exécution de projets du PNUD. Dans le domaine de la promotion des exportations, c'est le Centre du commerce international CNUCED/GATT qui est chargé des activités de coopération technique de la CNUCED.

Dans ce contexte, l'une des fonctions principales du secrétariat de la CNUCED consiste à examiner à fond les grands problèmes qui se posent dans le domaine du commerce et dans les domaines connexes afin de promouvoir de nouvelles politiques en matière de commerce et d'aide, propres à assurer une division internationale du travail plus équitable, et en particulier à accélérer le processus de développement économique des pays en voie de développement.

Lorsqu'on examine le plan à moyen terme, il faut tenir compte des caractéristiques particulières du mécanisme permanent de la CNUCED. Le processus de négociations mentionné plus haut comporte, vu sa nature même, un élément d'incertitude, puisqu'il n'est pas possible de prévoir avec précision le volume de travail total et le temps nécessaires pour aboutir à une solution. Un autre élément d'incertitude qui pèse sur l'élaboration du plan à moyen terme est la date de la quatrième session de la Conférence, qui doit se réunir en 1976 au plus tard. L'expérience tirée des sessions précédentes montre que, si les nombreuses questions fondamentales de toutes sortes dont la CNUCED est saisie ne varient guère en quelques années, la manière de concevoir la solution de ces questions et leur importance respective à tel ou tel moment peuvent changer considérablement en fonction de l'issue d'une session donnée.

A cet égard, il faut également tenir compte du fait qu'en raison des changements structurels qui sont intervenus depuis la période qui a suivi immédiatement l'après-guerre, la communauté internationale se voit obligée de réexaminer tout le cadre institutionnel des relations économiques internationales. Conformément aux décisions adoptées à la troisième session de la Conférence, la CNUCED devrait apporter sa propre contribution, dans le cadre de sa compétence générale, à l'élaboration d'un nouvel ordre monétaire international entreprise sous les auspices du Fonds monétaire international (FMI) ainsi qu'aux négociations commerciales multilatérales entamées dans le cadre du GATT, tout en poursuivant activement ses



travaux visant à développer le commerce des pays en voie de développement comme convenu dans les résolutions et décisions pertinentes de la Conférence et de son mécanisme permanent.

C'est pour les raisons exposées dans les paragraphes précédents que l'on n'a pas jugé possible ni réaliste de déterminer avec la moindre précision, à ce stade, les secteurs d'activité pour lesquels il faudra peut-être des ressources supplémentaires ni, par conséquent, le montant total de ces ressources, après la période biennale 1974-1975.

Malgré l'incertitude actuelle, on a suffisamment d'éléments découlant de la troisième session de la Conférence et de la session du Conseil du commerce et du développement qui a suivi pour pouvoir dégager l'orientation générale des travaux à faire, étant entendu qu'il faudra conserver la souplesse voulue pour opérer les ajustements nécessaires en fonction des faits nouveaux qui pourraient intervenir, comme il est expliqué plus haut, et en fonction de tous autres changements qui pourraient résulter du processus continu de prise de décisions du mécanisme de la CNUCED. L'orientation actuelle des travaux est de toute façon circonscrite par les grandes questions de politique générale dont la CNUCED est saisie, qui ont trouvé leur expression dans la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, dont elles constituent la majeure partie. C'est pourquoi la CNUCED a une responsabilité particulière, pendant la période du plan à moyen terme de toute l'Organisation des Nations Unies, en ce qui concerne l'exécution de l'examen et de l'évaluation, au milieu de la Décennie, de la mise en oeuvre de la Stratégie. Cette opération qui porte sur toutes les activités de la CNUCED, doit constituer un élément important de son plan à moyen terme.

En ce qui concerne la période 1974-1975, le programme de travail reflète principalement les décisions prises par la Conférence à sa troisième session à Santiago. L'effet de ces décisions sur le programme de travail a été analysé de façon assez détaillée et, chaque fois que possible, en termes quantitatifs, et cette analyse a été soumise au Conseil du commerce et du développement au cours de la première partie de sa douzième session. Les ajustements apportés aux ressources allouées à la CNUCED par les ouvertures de crédits approuvées par l'Assemblée générale pour 1973 et les ajustements qui découleraient de la politique budgétaire du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies pour 1974-1975 ont également été portés à l'attention du Conseil du commerce et du développement lors de la reprise de sa douzième session.

Cette analyse, de même que la première opération d'examen et d'évaluation de la mise en oeuvre de la Stratégie qui a été entreprise par le Conseil du commerce et du développement en avril et mai 1973, donne une idée d'ensemble de l'orientation générale des travaux, sur laquelle l'accent a ainsi été mis immédiatement après la Conférence et qui doit influencer sur tout le plan à moyen terme. L'objectif principal demeure l'adoption, tant par les pays en voie de développement que par les pays développés, d'une série de politiques convergentes conçues pour améliorer les possibilités des pays en voie de développement en matière de commerce et de développement, conformément aux objectifs énoncés dans la Stratégie internationale

du développement. A cet égard, il y a certaines questions relatives au commerce et au développement qui présentent de l'importance pour les pays développés comme pour les pays en voie de développement et dont la CNUCED est principalement, encore que pas toujours exclusivement, responsable. Les plus importantes de ces questions sont les suivantes :

a) L'élaboration et la promotion de politiques internationales, y compris d'accords sur les produits de base, visant à accroître le volume des exportations de produits de base des pays en voie de développement à des prix stables et rémunérateurs. Les prochaines consultations intensives sur les produits de base relatives à l'accès aux marchés et à la politique des prix qui auront lieu à l'échelon intergouvernemental conformément à la résolution 83 (III) de la Conférence offriront l'occasion de faire de nouveaux progrès dans ce domaine.

b) L'amélioration du système généralisé des préférences, y compris son adoption par les pays qui ne l'ont pas encore adopté. Cette question est d'autant plus urgente que l'élargissement de la CEE et la création d'une zone de libre-échange en Europe occidentale pour les produits industriels, ainsi que les réductions tarifaires en vertu de la clause de la nation la plus favorisée qui résulteront vraisemblablement des négociations commerciales multilatérales, entraîneront un rétrécissement des marges préférentielles dont bénéficient les pays en voie de développement dans le cadre du système généralisé des préférences. Cette question sera examinée par le Comité spécial des préférences, qui est maintenant un organe permanent de la CNUCED.

c) La réalisation des objectifs de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement en ce qui concerne les transferts de capitaux et l'aide au développement des pays en voie de développement. Le fait que l'on n'ait pas réussi, au cours de la première décennie et des premières années de la deuxième décennie à atteindre l'objectif de 0,7 p. 100 fixé pour l'aide officielle au développement montre que des changements radicaux s'imposent si l'on veut renverser les tendances actuelles des politiques d'aide. De même, la rapidité avec laquelle la dette extérieure des pays en voie de développement augmente montre bien qu'il faut, pour résoudre ce problème, une conception nouvelle fondée sur un accord général quant aux normes et directives qui pourraient constituer un cadre à l'intérieur duquel chaque cas particulier pourrait être examiné en soi. L'établissement rapide d'un lien entre les droits de tirage spéciaux et le financement du développement aiderait à résoudre ces problèmes.

Le plan à moyen terme de la CNUCED prévoit aussi de nouvelles façons d'aborder des problèmes dont la Conférence a jugé, à sa troisième session, qu'ils pouvaient revêtir une très grande importance. C'est particulièrement le cas du développement de la notion de codes de conduite. Cette notion a déjà trouvé une application concrète possible dans le domaine de la législation internationale des transports maritimes pour les conférences maritimes. Elle devrait également fournir un nouveau point de départ dans le domaine du transfert des techniques aux pays en voie de développement et dans celui des pratiques commerciales restrictives, y compris celles qui résultent des activités des sociétés multinationales, qui ont des effets néfastes sur les exportations de produits manufacturés par les pays en voie de

développement. C'est dans ce contexte que s'inscrit le projet confié à la CNUCED en ce qui concerne les travaux préparatoires en vue de l'élaboration d'une charte des droits et devoirs économiques des Etats, qui pourrait avoir de profondes conséquences pour les relations économiques internationales.

De même, un point de vue nouveau sur la façon d'aborder les questions relatives au commerce avec les pays socialistes découle de la résolution 53 (III) de la Conférence. Cette résolution reflète l'idée que les courants d'échanges entre pays à systèmes économiques et sociaux différents s'inscrivent de plus en plus dans le cadre d'un système complexe de coopération commerciale, industrielle, scientifique et technique. En conséquence, de nouveaux projets de recherche susceptibles d'applications pratiques, un recours plus fréquent au mécanisme de la CNUCED, par le biais de consultations bilatérales et multilatérales, et une participation accrue aux activités de coopération technique seront nécessaires.

Le programme de travail relatif aux transports maritimes a été élargi de manière à comprendre les transports combinés et la coopération économique dans le domaine du transport des marchandises par mer. L'inclusion de ces nouveaux éléments a eu pour effet de modifier sensiblement les priorités et elle fait ressortir les progrès accomplis à ce jour par la Commission des transports maritimes pour faire reconnaître la nécessité pour les pays en voie de développement de participer au transport des marchandises par mer à l'échelle mondiale. S'il reste évidemment beaucoup à faire pour satisfaire concrètement les aspirations des pays en voie de développement et si les activités traditionnelles de la Commission doivent donc se poursuivre, les succès déjà obtenus permettent néanmoins de consacrer plus d'efforts à des questions qui intéressent l'efficacité de l'ensemble des opérations de transports maritimes à l'échelle mondiale.

La première opération d'examen et d'évaluation de la Stratégie que la CNUCED a entreprise fait ressortir la nécessité de s'attaquer plus vigoureusement et avant tout aux obstacles tarifaires ou non tarifaires qui entravent actuellement le commerce entre les pays en voie de développement, en particulier le commerce des produits manufacturés. La poursuite des travaux entrepris par ces pays sous les auspices du GATT et de la CNUCED au sein du Comité des pays participants, ainsi que la mise au point et l'élargissement de plans visant à promouvoir l'expansion du commerce et la coopération économique aux échelons régional et sous-régional, contribueraient considérablement à promouvoir le développement économique grâce à des mesures multinationales qui permettraient aux pays de compter les uns sur les autres et complèteraient les efforts faits à l'échelon national.

On devrait voir également pendant les années à venir l'application, entreprise d'urgence, de mesures complémentaires visant à résoudre les problèmes propres aux pays en voie de développement les moins avancés et aux pays sans littoral. Ce résultat pourrait être obtenu en particulier grâce à un accroissement important du volume global de l'assistance financière et technique accordée à ces pays, à une coordination plus efficace des divers courants d'aide et à l'adoption de mesures spéciales dans le domaine des politiques commerciales.

Enfin, si la CNUCED demeure axée avant tout sur l'élaboration des politiques, on peut constater néanmoins une tendance marquée à l'établissement de liens plus étroits entre ses travaux de fond et les activités de plus en plus nombreuses de coopération technique dans les domaines relevant de sa compétence, y compris celles qui visent à aider les pays en voie de développement à se préparer aux négociations commerciales multilatérales.

TABLEAU 41

TABLEAU RECAPITULATIF DES FONDS NECESSAIRES PAR PROGRAMME ET SELON  
L'ORIGINE DES FONDS

(Milliers de dollars des Etats-Unis)

ROUAGE : CONFERENCE DES NATIONS UNIES SUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT

CATEGORIE DE PROGRAMME ET PROGRAMME	1974			1975			1976			1977		
	Programmes opérationnels	Autres ressources extra- budgétaires	Budget ordinaire	Programmes opérationnels	Autres ressources extra- budgétaires	Budget ordinaire	Programmes opérationnels	Autres ressources extra- budgétaires	Budget ordinaire	Programmes opérationnels	Autres ressources extra- budgétaires	Budget ordinaire
I. ORGANES DIRECTEURS .....	-	-	545	-	-	574	-	-	623	-	-	670
II. DIRECTION EXECUTIVE ET ADMINISTRATION	-	-	542	-	-	575	-	-	608	-	-	656
III. PROGRAMMES :												
Recherches sur le commerce international .....	300	71	1 132	300	72	1 241	320	73	1 303	350	75	1 387
Expansion du commerce et intégration économique .....	900	135	438	900	139	463	950	141	482	1 000	145	506
Commerce des produits de base .....	100	-	1 181	100	-	1 275	110	-	1 344	120	-	1 412
Commerce des articles manufacturés .	700	-	897	700	-	971	750	-	1 013	800	-	1 065
Transports maritimes .....	1 000	252	792	1 000	260	858	1 100	270	897	1 100	281	941
Commerce avec les pays socialistes .	-	-	241	-	-	254	-	-	279	-	-	292
Financement lié au commerce international .....	50	-	1 015	50	-	1 055	100	-	1 101	100	-	1 154
Transfert des techniques .....	100	-	338	200	-	388	220	-	399	270	-	420
Assurances .....	250	-	176	250	-	182	250	-	194	260	-	208
Promotion du commerce <sup>a/</sup> .....	5 500	580	1 419	5 800	610	1 546	6 100	645	1 645	6 400	680	1 725
IV. APPUI AUX PROGRAMMES :												
Gestion des activités de coopération technique .....	-	257	47	-	270	49	-	287	51	-	302	53
Services administratifs .....	-	12	578	-	13	608	-	13	654	-	15	708
Services de conférence .....	-	-	2 591	-	-	3 228	-	-	3 326	-	-	3 447
Services communs .....	-	12	1 111	-	13	1 179	-	13	1 240	-	15	1 307
<b>TOTAL .....</b>	<b>8 900</b>	<b>1 319</b>	<b>13 043</b>	<b>9 300</b>	<b>1 377</b>	<b>14 446</b>	<b>9 900</b>	<b>1 442</b>	<b>15 159</b>	<b>10 400</b>	<b>1 513</b>	<b>15 951</b>

<sup>a/</sup> Le programme de travail relatif à la promotion du commerce est exécuté par le Centre du commerce international qui est géré conjointement et à titre permanent par la CRUCED et le GATT en tant qu'associés égaux.

TABLEAU 42

## TABLEAU RECAPITULATIF DES POSTES NECESSAIRES, PAR PROGRAMME ET SELON L'ORIGINE DES FONDS

ROUAGE : CONFERENCE DES NATIONS UNIES SUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPEMENT

Programmes	ORIGINE DES FONDS											
	AUTRES RESSOURCES (EXTRA-BUDGETAIRES)						BUDGET ORDINAIRE					
	1974	1975	1976	1977	1974	1975	1974	1975	1976	1977	1976	1977
	Adm.	Adm.	Adm.	Adm.	Adm.	Adm.	Adm.	Adm.	Adm.	Adm.	Adm.	Adm.
	Serv. gén.	Serv. gén.	Serv. gén.	Serv. gén.	Serv. gén.	Serv. gén.	Serv. gén.	Serv. gén.	Serv. gén.	Serv. gén.	Serv. gén.	Serv. gén.
Organes directeurs .....	-	-	-	-	-	-	12	10	13	13	12	12
Direction exécutive et administration .....	-	-	-	-	-	-	9	12	10	10	13	13
Recherche sur le commerce international .....	-	-	-	-	-	-	24	26	25	25	27	27
Expansion du commerce et intégration économique .	1	1	1	1	1	1	10	6	10	10	6	6
Commerce des produits de base .....	-	-	-	-	-	-	29	20	29	29	20	20
Commerce des articles manufacturés .....	-	-	-	-	-	-	22	14	22	22	14	14
Transports maritimes .....	5	5	5	5	5	3	20	13	20	20	13	13
Commerce avec les pays socialistes .....	-	-	-	-	-	-	6	4	6	6	4	4
Financement lié au commerce international .....	-	-	-	-	-	-	24	26	24	24	26	26
Transfert des techniques .	-	-	-	-	-	-	8	5	8	8	5	5
Assurances .....	-	-	-	-	-	-	4	3	4	4	3	3
Promotion du commerce <sup>a/</sup> ...	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Gestion des activités de coopération technique ..	7	7	7	7	7	4	1	-	1	1	-	-
Services administratifs ..	-	-	-	-	-	1	5	10	6	6	11	11
Services de conférence ...	-	-	-	-	-	-	46	72	46	46	72	72
Services communs .....	-	-	-	-	-	1	17	49	18	18	50	50
TOTAL	13	13	13	13	13	10	237	270	242	242	276	276

a/ Ce programme est exécuté par le Centre CNUCED/GATT du commerce international et les postes nécessaires sont indiqués sous la rubrique du programme relatif à la promotion du commerce.



TABLEAU 43

TABLEAU RECAPITULATIF DES POSTES NECESSAIRES, PAR CLASSE ET SELON L'ORIGINE DES FONDS  
 ROUAGE : CONFERENCE DES NATIONS UNIES SUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT<sup>a/</sup>

CATEGORIE	ORIGINE DES FONDS				
	AUTRES RESSOURCES (EXTRA-BUDGETAIRES)				BUDGET ORDINAIRE
	1974	1975	1976	1977	
<b>Administrateurs et fonctionnaires (de rang supérieur)</b>					
Secrétaire général adjoint	-	-	-	-	1
Sous-Secrétaire général	-	-	-	-	1
Directeurs (D-2)	-	-	-	-	9
Administrateurs généraux (D-1)	-	-	-	-	14
Administrateurs hors classe (P-5)	1	1	1	1	38
Administrateurs de 1ère classe (P-4)	5	5	5	5	61
Administrateurs de 2ème classe (P-3)	5	5	5	5	78
Administrateurs adjoints de 1ère ou de 2ème classe (P-2/1)	2	2	2	2	35
<b>Total partiel</b>	13	13	13	13	237
<b>Agents des services généraux</b>					
1ère classe (G-5)	-	-	-	-	17
Autres classes (G-4/1)	10	10	10	10	253
<b>Total partiel</b>	10	10	10	10	270
<b>TOTAL</b>	23	23	23	23	507
					518

<sup>a/</sup> Non compris les postes du Centre CNUCED/GATT du commerce international, qui sont indiqués séparément sous la rubrique du programme relatif à la promotion du commerce.

## **2. Organes directeurs**

Les organes directeurs de la CNUCED sont l'Assemblée générale, la Conférence, le Conseil du commerce et du développement - qui exerce les fonctions qui sont du ressort de la Conférence lorsque celle-ci n'est pas en session - les commissions et comités principaux du Conseil, et ses organes subsidiaires. Les objectifs de la Conférence sont énoncés dans la résolution 1995 (XIX) de l'Assemblée générale. La quatrième session de la Conférence doit se tenir au plus tard en 1976. Comme aucune décision n'a encore été prise quant à la date exacte de la session, aucune disposition financière n'a été prévue à cet égard dans le plan à moyen terme. Au titre de ce programme, le Secrétariat est principalement chargé d'assurer la préparation de toutes les conférences et réunions de la CNUCED, de leur fournir les services nécessaires et de suivre les travaux y relatifs.

## **3. Direction exécutive et administration**

Ce programme s'inscrit dans le cadre de la direction et de l'administration générales des activités de la CNUCED. Les objectifs de ce programme sont de suivre de près l'évolution de la situation dans le domaine du commerce et les domaines connexes et de donner des conseils aux organes permanents de la CNUCED; de veiller à ce que l'orientation des activités du secrétariat de la CNUCED corresponde bien aux décisions des organes permanents de la CNUCED et de l'Assemblée générale concernant les questions relatives au commerce et au développement et d'assurer la meilleure utilisation possible des ressources dont dispose la CNUCED; d'assurer la coordination générale des activités de la CNUCED avec celles de l'ensemble des organismes des Nations Unies, d'entretenir des relations et de procéder à des consultations avec les gouvernements et les chefs de secrétariat des organismes intergouvernementaux.

#### 4. Programmes

##### a) Recherches sur le commerce international

Les activités prévues au titre du programme de recherches sur le commerce international comportent a) la préparation et la coordination de rapports d'ensemble sur les tendances économiques et les changements de politique générale qui influent sur le commerce et le développement; b) des activités de recherche économique fondamentale dans le domaine du commerce international et du développement; c) des études sur les problèmes particuliers qui se posent aux pays en voie de développement les moins avancés et aux pays en voie de développement sans littoral; d) la fourniture de services statistiques et de traitements des données; e) la fourniture d'une assistance technique aux pays les moins avancés et aux pays sans littoral, la planification du secteur du commerce extérieur et de certains autres domaines. Par là, on vise à analyser les problèmes qui se posent aux pays en voie de développement et à trouver les moyens permettant d'y remédier. Au cours de la période 1974-1977, les activités prévues au titre de ce programme devraient suivre les orientations décrites ci-après.

Outre des rapports sur les tendances actuelles du commerce et du développement, deux rapports importants, dans lesquels seront analysés les problèmes et les politiques du développement dans les pays en voie de développement, seront établis en vue de l'examen et de l'évaluation de la Stratégie internationale du développement prévus pour le milieu de la Décennie et pour 1977. On procédera à cette fin au rassemblement et à l'analyse d'indicateurs et d'autres données permettant d'évaluer les progrès accomplis dans le domaine du commerce et du développement, ainsi qu'en ce qui concerne l'application des mesures de politique générale. On s'efforcera également d'établir des prévisions en matière de courants commerciaux et financiers, compte tenu de l'état actuel de l'économie et à l'aide des renseignements communiqués par les gouvernements sur leurs plans. On accordera une plus grande attention à l'amélioration des données et des méthodes permettant de procéder à des comparaisons à l'échelon international entre pays en voie de développement.

Les études sur les mesures protectionnistes prises par les pays développés revêtiront probablement une importance particulière au début de la période de programmation du fait des négociations commerciales multilatérales qui se tiendront sous l'égide du GATT. Les activités prévues au titre du programme viseront à aider, en coopération avec d'autres services de la CNUCED, les pays en voie de développement à décrire de façon détaillée la structure des mesures protectionnistes qui posent des problèmes à certains pays ou groupes de pays en voie de développement et à évaluer les incidences que peuvent avoir sur leurs courants commerciaux les concessions envisagées pour libéraliser les échanges. Les commissions économiques régionales et le GATT collaboreront à la fourniture de cette assistance. On entreprendra également une étude des incidences qu'auront les résultats définitifs des négociations sur les perspectives des pays en voie de développement en matière de commerce.

Dans le cadre de l'activité du programme relative à l'évolution à long terme de la structure du commerce et aux incidences de cette évolution sur la croissance économique des pays en voie de développement, on prêterà une attention particulière

au cadre institutionnel dans lequel s'effectuent les échanges des pays en voie de développement. On envisage également d'étudier les moyens d'améliorer les techniques et les politiques d'approvisionnement en vue de réduire les frais d'importation pour les pays en voie de développement.

On s'efforcera de mettre au point de meilleures typologies pour analyser les différences entre pays en voie de développement, en fonction de leurs structures économiques et politiques, notamment en ce qui concerne leur secteur extérieur. Des recherches seront effectuées sur les conséquences des politiques en vigueur et sur la formulation de politiques optimales du secteur extérieur en vue d'aider les pays en voie de développement qui modifient ou prévoient de modifier profondément leurs politiques relatives à ce secteur. Il sera donc nécessaire de rassembler des données plus précises sur les règlements et les politiques adoptés par les pays en voie de développement en matière d'importation et d'exportation. La CNUCED prévoit la fourniture d'une assistance consultative, notamment sous la forme de séminaires, et a recherché à cette fin une aide financière auprès du PNUD.

Conformément aux recommandations adoptées par la Conférence à sa troisième session, le programme relatif aux pays les moins avancés et aux pays sans littoral a reçu des ressources supplémentaires. Il sera donc possible non seulement de suivre les progrès accomplis dans l'application des mesures spéciales prises en faveur de ces pays, mais aussi de préparer des études détaillées, en coopération avec d'autres institutions internationales, sur les entraves à la croissance économique de ces pays, et de rechercher les moyens de nature à y remédier. Les activités comprendront l'application des recommandations formulées par des groupes d'experts dans des domaines critiques, la stratégie à appliquer en matière de transports dans les pays en voie de développement sans littoral, par exemple. On entreprendra également des études pour faciliter la révision de la liste des pays en voie de développement les moins avancés, pour déterminer d'autres pays relativement défavorisés et pour rechercher les mesures particulières susceptibles de promouvoir leur croissance économique. Pour cela, on s'efforcera d'agir en étroite collaboration avec les institutions qui accordent un soutien technique et financier à ces pays, telles que les commissions économiques régionales, le PNUD et la BIRD.

On accordera davantage d'attention aux graves problèmes qui menacent les pays en voie de développement dans le domaine de l'emploi, ainsi qu'aux questions qui s'y rattachent telles que le paupérisme et la répartition inégale du revenu, et au problème des régions arriérées dans les pays en voie de développement. Le programme prévoit que l'OIT continuera à recevoir une aide pour son programme mondial de l'emploi, soutien qui se manifestera par la réalisation d'études sur les incidences du commerce et des politiques commerciales en ce qui concerne la création d'emplois dans les pays en voie de développement.

L'environnement constitue un autre sujet de préoccupation qui prend chaque jour plus d'importance dans les pays en voie de développement. Les pays en voie de développement rencontrent deux problèmes majeurs : premièrement, les incidences des politiques de l'environnement adoptées par les pays développés sur le commerce des pays en voie de développement; deuxièmement, les problèmes de l'environnement dans les pays en voie de développement eux-mêmes. Au titre du programme, ces

questions feront l'objet d'études qui seront entreprises en collaboration étroite avec le Programme des Nations Unies pour l'environnement. On recherchera à cette fin une assistance financière du Fonds des Nations Unies pour l'environnement.

L'élément du programme relatif aux services de statistiques et de traitement des données doit accorder un large appui à tous les programmes de la CNUCED ainsi qu'au programme de recherches sur le commerce international. On pense qu'en améliorant les possibilités d'accès aux fonds automatisés de données existants et en en créant de nouveaux, on augmentera sensiblement la qualité et l'intérêt des résultats des recherches. La CNUCED continuera de s'efforcer, en coopération étroite avec les autres institutions internationales compétentes, d'améliorer la qualité, la comparabilité et la portée des données sur le commerce et le développement et de mettre au point de nouveaux indicateurs pour les domaines clefs sur lesquels on ne dispose actuellement d'aucun renseignement.

#### **b) Expansion du commerce et intégration économique**

L'objectif principal du programme relatif à l'expansion du commerce et à l'intégration économique est de soutenir les efforts des pays en voie de développement en faisant profiter les groupements économiques et les pays intéressés de l'expérience acquise ailleurs dans le domaine de l'expansion du commerce et de l'intégration économique; en effectuant des études et en organisant des groupes de travail, des groupes d'experts et des séminaires pour étudier des problèmes d'intérêt commun à diverses régions; en fournissant, sur demande, des services consultatifs et une assistance technique dans les domaines de l'expansion commerciale et de l'intégration économique; et en fournissant un appui aux activités d'assistance technique de la CNUCED dans ces domaines.

Avec l'augmentation du nombre de programmes d'intégration économique entre pays en voie de développement, qui s'étendent actuellement à presque toute l'Amérique latine et toute l'Afrique et qui se développent en Asie, l'assistance technique de la CNUCED en ce domaine s'est considérablement accrue au cours des dix dernières années. Par ailleurs, un processus de coopération économique et commerciale au niveau interrégional est en train de se développer, comme en témoigne l'adoption au sein du GATT du protocole relatif aux négociations commerciales entre pays en voie de développement, qui est entré en vigueur en février 1973 pour neuf de ces pays.

Le déroulement du plan à moyen terme sera marqué par les décisions prises par la Conférence à sa troisième session, lesquelles ont renforcé les engagements pris antérieurement par les pays développés et les pays en voie de développement. Un certain nombre de faits récents, comme l'élargissement du Groupe andin, la transformation de la zone de libre-échange des Antilles en marché commun, la création de la Communauté économique de l'Afrique occidentale et la décision de certains pays de la CEAEO d'établir une Union asiatique de compensation, ainsi que le lancement d'un programme d'expansion commerciale dans la région, exigeront probablement une assistance de la part de la CNUCED. Les progrès réalisés dans la mise en place et l'exécution de programmes nouveaux ou existants de coopération



et d'intégration économiques entre pays en voie de développement, les relations de ces programmes avec l'intégration économique des pays développés, ainsi que les négociations commerciales multilatérales et la réforme du système monétaire international, exigeront également que des modifications soient apportées à l'orientation des travaux du programme pendant la période du plan à moyen terme.

Etant donné l'expansion des programmes de coopération économique entre pays en voie de développement, on envisage d'intensifier la coopération entre la CNUCED et les commissions économiques régionales et le Bureau économique et social des Nations Unies à Beyrouth au cours de la période considérée. La collaboration avec la FAO, l'ONUDI et le Centre du commerce international s'est développée au cours des dernières années et l'on prévoit qu'elle continuera de le faire dans l'avenir immédiat, particulièrement dans le domaine de l'assistance technique.

### c) Commerce des produits de base

Les activités de la CNUCED relatives aux produits de base ont pour but d'élaborer et de promouvoir des politiques internationales intégrées visant à améliorer la tendance des recettes que les pays en voie de développement tirent de leurs exportations de produits de base, à atténuer les fluctuations des marchés de produits primaires et à assurer une division internationale du travail plus rationnelle en ce qui concerne la production de produits primaires. La poursuite de ces objectifs exige des travaux dans un certain nombre de domaines connexes.

Une importante activité permanente consiste à promouvoir des mesures internationales de stabilisation pour les produits "sensibles". Outre le service des conférences de négociation en vue de la conclusion d'accords internationaux, relatifs aux produits de base, cette activité comporte l'étude approfondie du fonctionnement des marchés de divers produits, y compris la construction de modèles économétriques et l'élaboration de propositions pour la stabilisation des marchés et pour l'amélioration de leur fonctionnement dans l'intérêt tant des producteurs que des consommateurs. Cette activité sera vraisemblablement étendue à une gamme plus large de produits "sensibles" pendant la période du plan à moyen terme. En outre, on étudiera les possibilités de déterminer simultanément les politiques des prix concernant plusieurs produits de base, méthode qui n'avait jusqu'ici jamais été sérieusement prise en considération à la CNUCED.

La CNUCED étant la seule organisation internationale s'intéressant aux politiques commerciales internationales concernant les minerais et les métaux en général, elle est spécialement responsable de promouvoir la coopération internationale dans ce domaine. Pendant la période du plan à moyen terme, la CNUCED accordera une attention particulière à l'influence des productions minérales tirées du fond des mers sur les politiques relatives aux produits de base. Dans ce domaine, le secrétariat continuera de collaborer avec le Département des affaires économiques et sociales.

Le secrétariat sera appelé à effectuer d'importants travaux non seulement pour la préparation des consultations intergouvernementales intensives sur l'accès aux marchés et la politique des prix qui doivent se dérouler en 1973 et 1974, mais



aussi à l'occasion des prochaines négociations commerciales multilatérales, puisque la CNUCED, aux termes de la résolution 82 (III) adoptée par la Conférence à sa troisième session, a été appelée à aider les pays en voie de développement à se préparer et à participer aux diverses phases de ces négociations. Parmi ces tâches, on peut mentionner l'étude de diverses méthodes permettant d'améliorer l'accès aux marchés des produits de base dont l'exportation présente un intérêt pour les pays en voie de développement, et l'estimation des avantages commerciaux que ces pays pourraient en tirer dans diverses hypothèses. Les travaux relatifs à l'amélioration de l'accès aux marchés absorberont vraisemblablement une grande partie des ressources du secrétariat affectées aux problèmes des produits de base tout au long de la période du plan à moyen terme.

Un autre domaine de travail permanent est l'amélioration de la compétitivité des produits naturels face à la concurrence des produits synthétiques. Les travaux prévus dans ce domaine consisteront principalement à prêter assistance à l'élaboration de stratégies globales à long terme pour améliorer la compétitivité de produits naturels déterminés, et à mobiliser l'aide internationale en faveur des efforts de recherche et de développement entrepris pour appuyer ces stratégies. En collaboration avec le Programme des Nations Unies pour l'environnement, on examinera les conséquences éventuelles des mesures de lutte contre la pollution qui pourraient être adoptées dans les pays développés sur la compétitivité des produits naturels et de leurs substituts synthétiques.

Entre la deuxième et la troisième Conférence, le secrétariat s'est beaucoup préoccupé de la diversification des productions et des exportations de produits de base dans les pays en voie de développement, question qui revêt une grande importance tant pour ces pays que pour les pays développés. A sa troisième session, la Conférence n'est pas parvenue à adopter de résolution sur ce sujet mais, si l'on parvient à surmonter les désaccords, il est vraisemblable que le secrétariat aura à entreprendre de nouvelles tâches dans ce domaine. En tout état de cause, les travaux concernant cette importante question se poursuivront sur la base d'une décision antérieure de la Commission des produits de base.

Les études sur les systèmes de commercialisation et de distribution des produits primaires dont l'exportation présente un intérêt pour les pays en voie de développement constituent un nouveau domaine de travail important depuis que la Conférence, à sa troisième session, a adopté sa résolution 78 (III) sur ce sujet. Dans le cadre de ce programme, une seule étude, portant sur le cacao, a été achevée jusqu'ici. Etant donné la complexité des questions en jeu, ainsi que les difficultés à prévoir en ce qui concerne le rassemblement de tous les renseignements requis, l'exécution du programme exigera sans doute de nombreuses données et se poursuivra certainement pendant toute la durée du plan à moyen terme.

A l'appui des activités susmentionnées et des activités connexes, il est procédé à des analyses régulières des mouvements du commerce mondial des produits de base qui permettent de cerner les grands problèmes, tant ceux d'ordre général que ceux qui sont propres à certains produits exportés par les pays en voie de développement.

#### d) Commerce des articles manufacturés

Le programme relatif au commerce des articles manufacturés porte sur l'expansion et la diversification du commerce d'exportation des pays en voie de développement dans le domaine des articles manufacturés et des produits semi-finis ainsi que sur l'élaboration et l'application de politiques générales et harmonieuses conçues dans ce but.

A cette fin, le programme prévoit la réalisation d'études et d'autres activités dans les domaines suivants : obstacles tarifaires et non tarifaires et autres obstacles qui freinent les exportations d'articles manufacturés et de produits semi-finis en provenance des pays en voie de développement, le but étant d'identifier les politiques et autres mesures nécessaires pour promouvoir l'expansion et la diversification de ces exportations; fonctionnement et effets du système généralisé de préférences; politiques d'exportation, y compris les stimulants à l'exportation, les projets relatifs à la création d'industries orientées vers l'exportation et les aspects de la sous-traitance internationale liés au commerce et au développement, en vue d'accroître les exportations des pays en voie de développement; pratiques commerciales restrictives, y compris les activités des sociétés multinationales qui nuisent au commerce et au développement des pays en voie de développement et les mesures permettant de remédier à ces pratiques; mesures qui peuvent être prises par les pays socialistes pour augmenter les importations d'articles manufacturés et de produits semi-finis en provenance des pays en voie de développement; et étude continue de la demande et de l'offre mondiales d'articles manufacturés et de produits semi-finis.

En exécutant cette tâche, le programme fournit les services techniques nécessaires à la Commission des articles manufacturés et au Comité spécial des préférences, ainsi qu'à leurs organes subsidiaires. En outre, il coordonne ses activités avec celles des autres organismes du système des Nations Unies dans le domaine des articles manufacturés et des produits semi-finis et fournit un appui technique aux opérations d'assistance technique, en coopération, le cas échéant, avec d'autres organismes internationaux intéressés, notamment le Centre du commerce international, l'ONUDI et le GATT.

Les travaux effectués au titre de ce programme ont largement contribué à la compréhension des problèmes que posent l'expansion et la diversification du commerce d'exportation des pays en voie de développement dans le domaine des articles manufacturés et des produits semi-finis et constituent une base pour l'examen des mesures à prendre pour améliorer la situation. Dans ce contexte, on poursuivra les études entreprises en ce qui concerne le système généralisé de préférences, en tenant compte des faits nouveaux tels que l'élargissement de la CEE, la création d'une zone industrielle de libre-échange en Europe occidentale et les réductions tarifaires au titre de la clause de la nation la plus favorisée qui résulteront peut-être des négociations commerciales multilatérales (éléments qui contribueront tous à réduire les préférences dont bénéficient les pays en voie de développement dans le cadre du système généralisé de préférences), ainsi que l'analyse des obstacles non tarifaires et l'identification des pratiques commerciales

restrictives, notamment celles qui sont dues aux activités des sociétés et des entreprises multinationales. Les études portant sur des problèmes relatifs à d'autres domaines d'activités du programme se poursuivront également.

Le programme pour la période à moyen terme a été conçu de façon à faire face aux responsabilités nouvelles et élargies qui résultent des décisions que la Conférence a prises à sa troisième session, notamment celles qui concernent les préférences, la libéralisation des obstacles non tarifaires, les négociations commerciales multilatérales et les pratiques commerciales restrictives. La priorité sera donnée à l'examen du fonctionnement des divers systèmes de préférences actuellement en vigueur, et une plus grande importance sera accordée à l'analyse des divers obstacles non tarifaires et à leurs effets nuisibles ainsi qu'aux mesures à prendre pour y remédier. En outre, on s'intéressera davantage à la question des tarifs différentiels et aux cas où le bénéfice de la clause de la nation la plus favorisée n'est pas accordé aux pays en voie de développement qui ne sont pas membres du GATT. Ces études et les parties pertinentes des études relatives au fonctionnement des divers systèmes de préférences seront également utiles aux Etats membres de la CNUCED en vue des négociations commerciales multilatérales. En ce qui concerne les pratiques commerciales restrictives, les travaux du programme ont été sensiblement élargis par l'adoption de la résolution 73 (III) de la Conférence. Il est probable qu'à la suite de la réunion du Groupe d'experts des pratiques commerciales restrictives en mars 1973, d'autres groupes d'experts se réuniront, selon que de besoin. Des recherches supplémentaires dans ce domaine et la fourniture des services nécessaires aux futures réunions des groupes d'experts devront être prévues à l'avenir au titre du programme.

Parallèlement aux efforts déployés pour éliminer les obstacles qui s'opposent à la vente d'articles manufacturés et de produits semi-finis en provenance des pays en voie de développement sur les marchés des pays développés, l'adoption de politiques d'exportation appropriées dans les pays en voie de développement eux-mêmes revêt une importance accrue. Il est donc probable que pendant les deux dernières années du plan à moyen terme, les efforts entrepris au titre du programme devront viser à intensifier les activités relatives aux politiques d'exportation des pays en voie de développement, à l'examen des tendances et de l'évolution du commerce des articles manufacturés, à l'évaluation de la place des exportations dans les plans d'industrialisation des pays en voie de développement et à l'établissement de prévisions concernant ces exportations.

Une coopération plus étroite sera maintenue avec les commissions économiques régionales et le Bureau économique et social des Nations Unies à Beyrouth, ainsi qu'avec l'ONUDI et les autres organisations compétentes dans le domaine d'action du programme, en vue d'accroître l'efficacité des travaux et d'éviter les doubles emplois.

## e) Transports maritimes

Ce programme a pour but d'aider au développement économique des pays en voie de développement en améliorant l'efficacité des transports maritimes internationaux par rapport aux besoins du commerce maritime des pays en voie de développement. Le programme comprend des mesures concernant le fondement de la réglementation internationale des transports maritimes, la création et le développement des marines marchandes des pays en voie de développement, tant pour diversifier leur économie que pour faciliter leur commerce, ainsi que le développement et l'amélioration de leurs ports. Ces objectifs doivent être réalisés grâce, entre autres, à la recherche appliquée, à la publication de rapports, à un appui organique aux activités d'assistance technique et à l'élaboration et à l'application de conventions et d'accords internationaux. Ces activités sont menées en pleine coopération avec d'autres organismes et institutions appropriés des Nations Unies, en particulier avec les commissions économiques régionales et l'OMCI.

Ce sont des navires de haute mer, dont la plus grande partie appartiennent à des armateurs de pays développés, qui assurent le transport de la quasi-totalité des importations et des exportations des pays en voie de développement. Les décisions relatives à la nature et à la structure des services de transports maritimes, aux types de navires utilisés et aux taux de fret appliqués, qui affectent directement les exportations et la balance des paiements des pays en voie de développement, sont cependant prises par des armateurs étrangers à ces pays. Les problèmes des transports maritimes et des ports ont acquis une importance particulière au cours de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement en raison de plusieurs facteurs différents mais ayant entre eux une action réciproque.

Tout d'abord, la révolution technique dans le domaine des transports maritimes résulte de l'introduction de nouveaux types de navires ainsi que de navires d'une plus grande capacité pour les transports en vrac. Ces changements affectent le cadre institutionnel des transports maritimes et appellent de nouvelles conventions, en ce qui concerne par exemple le transport combiné, tandis que les institutions existantes (conférences de lignes et organismes d'affrètement, par exemple) sont amenées à changer rapidement pour s'adapter à l'évolution de la situation. Ces changements affectent également les ports, en rendant nécessaires de nouveaux types d'installations ainsi que des installations pouvant accueillir des navires de plus grande capacité, ce qui comporte d'importantes incidences pour ce qui est des investissements en capitaux.

Deuxièmement, la hausse des coûts résultant de l'inflation semble devoir se poursuivre. Cela a entraîné au cours de la décennie en cours des augmentations extraordinaires des taux de fret, ce qui souligne l'importance qu'il y a à prendre des mesures destinées à réduire les coûts de transport des produits exportés par les pays en voie de développement pour que ces produits restent compétitifs sur les marchés internationaux. Cette même hausse des coûts affecte le montant des capitaux à investir pour doter de nouveaux navires les flottes des pays en voie de



développement et vient s'ajouter aux effets du perfectionnement et de l'augmentation de la capacité de ces navires en ce qui concerne les investissements nécessaires qui sont devenus encore plus onéreux.

Troisièmement, il y a le problème permanent qui consiste à réaliser l'objectif des pays en voie de développement pour ce qui est de développer leur marine marchande face à la hausse des coûts, à des conditions de crédit plus difficiles et aux changements institutionnels ayant leur source dans les pays développés.

Quatrièmement, les gouvernements accordent un intérêt beaucoup plus grand à de nombreux aspects des transports maritimes dans tous les pays quels que soient leur système et leur niveau économiques, comme en témoignent les demandes visant à l'adoption d'une législation destinée à protéger et à aider les transports maritimes, non seulement en ce qui concerne les marines marchandes de création récente, mais aussi les flottes constituées de longue date. On accorde ainsi une importance particulière aux questions relatives à la coopération économique dans le domaine des transports maritimes.

Le programme s'efforce en particulier d'assurer, grâce à des mesures intergouvernementales, la réalisation des objectifs de la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, notamment pour ce qui est d'améliorer l'efficacité des transports maritimes par rapport aux besoins du commerce des pays en voie de développement, de réviser la législation internationale qui tend actuellement à ignorer les intérêts des pays en voie de développement, de réunir des conditions visant au développement optimum des marines marchandes des pays en voie de développement, et d'identifier les domaines dans lesquels il est possible de prendre dès à présent des mesures internationales tendant à une coopération économique en matière de transports maritimes et d'amélioration des ports.

Les plans et les besoins du programme pour la période à moyen terme 1974-1977 comprennent notamment les éléments suivants :

a) Renforcement des activités de formation portant sur les aspects économiques et administratifs des transports maritimes et des ports. Il est prévu, notamment, d'organiser chaque année des séminaires de formation dans les pays en voie de développement sur des sujets déterminés identifiés à l'occasion d'activités de recherche, l'accent étant mis en particulier sur les ports et sur la création de mécanismes de consultation;

b) Service de la quatrième Commission de la quatrième session de la Conférence, y compris les travaux préparatoires visant à permettre à la Conférence d'examiner quelles sont les mesures appropriées en ce qui concerne la coopération économique dans le domaine des transports maritimes [résolution 71 (III) de la Conférence/;

c) Activités accrues en ce qui concerne la législation, les travaux sur les connaissances étant arrivés à un stade permettant l'adoption de mesures internationales visant à modifier le régime existant; consolidation prévue des travaux concernant les affréteurs; travaux sur les transports combinés.

## f) Commerce avec les pays socialistes

Le programme concernant le commerce avec les pays socialistes vise à analyser la structure des échanges et la coopération économique et à faire périodiquement le point de l'évolution des politiques connexes, à établir des études et à suggérer des mesures tendant à promouvoir des idées, des attitudes, des politiques, des pratiques et des institutions conçues expressément pour accroître le courant des échanges entre les pays en voie de développement et les pays socialistes. Des consultations organisées sous les auspices du Conseil offrent aux gouvernements intéressés l'occasion de procéder à des échanges de vues officiels sur des questions d'intérêt commun. Le programme fournit également un appui fonctionnel à des projets d'assistance technique dans des domaines particuliers.

Les pays socialistes jouent un rôle de plus en plus important dans le remaniement actuel des structures économiques et commerciales internationales; plus précisément, la coopération commerciale et économique avec ces pays devient un facteur spécifique dans la stratégie du développement de nombreux pays en voie de développement. Le caractère universel des grands problèmes qui se posent dans le domaine des échanges et des paiements internationaux donne une dimension nouvelle aux relations économiques entre pays à systèmes économiques et sociaux différents, ce qui exige l'élaboration de méthodes nouvelles, et met en évidence l'importance des responsabilités de la CNUCED en ce qui concerne la promotion de politiques et de mesures dans ce domaine. Le renforcement des politiques économiques orientées vers l'avenir dans les pays socialistes coïncide avec la nécessité pour les pays en voie de développement de diversifier leurs marchés d'exportation et de trouver de nouvelles sources d'approvisionnement. Les pays des deux groupes ont intérêt à accroître la complémentarité de leurs économies en vue d'assurer une expansion systématique et prévisible des échanges, axée sur la réalisation de leurs plans et programmes de développement. La résolution 53 (III) de la CNUCED constitue un accord de principe à cet égard, qui doit se traduire en un programme d'action commun.

Du fait qu'elle aborde les problèmes à la fois sur le plan de la politique générale et sur celui des affaires, la CNUCED a la possibilité de promouvoir en même temps des objectifs à long terme et des résultats immédiats; d'une part, cela renforcera la confiance et l'appui dont bénéficient ses activités et, d'autre part, cela permettra une rétroaction continue, qui amènera à modifier et améliorer les projets en cours.

L'élimination des obstacles au commerce ne suffit pas en soi, comme on le croyait auparavant, pour réaliser des objectifs de vaste envergure, et doit être remplacée par une série de mesures positives, intégrées et convergentes. vu l'importance des décisions prises à l'échelon central dans les pays socialistes, un programme de coopération complet et cohérent offre les meilleures chances de succès. Diverses modalités d'accords à l'échelon national doivent être étudiées plus avant, notamment en vue de projets de coopération à long terme.



La spécialisation internationale visant le resserrement des liens économiques entre les pays socialistes et les pays en voie de développement doit devenir un objectif convenu en matière de politique générale; les pays des deux groupes devront apporter à leur production les ajustements nécessaires pour l'expansion des échanges; l'harmonisation progressive des plans économiques sera utile à cet égard. On continuera à identifier les domaines d'intérêt commun, par secteur et par produit, et les arrangements institutionnels voulus seront pris à cette fin.

Dans ce contexte, il est probable que la coopération industrielle, sous ses diverses formes, depuis les opérations en association jusqu'au partage de la production, gagnera encore du terrain, et la CNUCED sera certainement appelée à étudier l'expérience acquise dans ce domaine.

Le commerce extérieur dans les pays socialistes évolue rapidement et il faudra donc passer en revue et examiner systématiquement les modalités des pratiques commerciales de ces pays et les faits nouveaux d'ordre institutionnel dans le cadre du Conseil d'aide économique mutuelle.

Les politiques économiques et commerciales convergentes doivent être complétées par des plans de promotion commerciale à grande échelle auxquels le Centre du commerce international pourrait apporter une contribution importante.

#### **g) Financement lié au commerce**

Le programme relatif au financement lié au commerce est exécuté par le Bureau de liaison de New York et vise à appuyer les efforts en vue d'accélérer le processus de développement grâce au transfert de ressources financières aux pays en voie de développement, à assurer la mobilisation des ressources intérieures de ces pays et à promouvoir la réforme du système monétaire international. A cette fin, le Bureau de liaison coopère étroitement avec les services compétents du Secrétariat et les divers comités de travail du Siège de l'Organisation des Nations Unies, ainsi qu'avec les institutions spécialisées et d'autres institutions multilatérales sises aux Etats-Unis, en particulier celles qui ont des responsabilités dans les domaines ci-dessus.

Le Secrétariat continuera à établir des études sur le volume et les modalités de l'assistance financière aux pays en voie de développement et à examiner diverses mesures d'ordre national et international propres à accélérer le courant net des ressources, à en améliorer l'efficacité, et à assouplir et harmoniser les conditions de l'aide.

Il se peut que les problèmes que rencontrent les pays en voie de développement pour assurer le service de leur dette extérieure doivent faire l'objet d'une étude spéciale durant la période du plan à moyen terme, et le Secrétariat leur consacrer une attention particulière.

La question du rôle des investissements privés étrangers et de leurs rapports avec le développement retient de plus en plus l'attention dans les réunions internationales, et à sa troisième session, la Conférence a prié le Secrétariat de rassembler et d'analyser des renseignements sur les politiques et les pratiques relatives aux conditions dans lesquelles opèrent les investisseurs privés étrangers, et sur l'expérience acquise dans ce domaine.

A la demande de la Commission des invisibles et du financement lié au commerce, le Secrétariat a établi une série d'études visant à revoir les tendances dans le domaine de la mobilisation des ressources intérieures des pays en voie de développement. On peut citer notamment des études sur des secteurs et des problèmes clefs, établies sur la base des résultats obtenus par un échantillon représentatif de pays, compte dûment tenu à la fois des obstacles extérieurs et des obstacles intérieurs. Le Secrétariat poursuivra ses efforts dans cette voie.

Le Secrétariat continuera à coopérer avec le Centre de la planification, des projections et des politiques relatives au développement et avec la Division des finances publiques et des institutions financières en ce qui concerne l'étude des perspectives commerciales et l'estimation des besoins en capitaux des pays en voie de développement au cours de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement. Il continuera également à coopérer avec le Fonds monétaire international, divers organismes nationaux et des experts des pays socialistes aux fins de l'établissement d'un modèle commercial à l'échelle mondiale.

Comme suite aux décisions prises par la Conférence à sa troisième session et par le Conseil du commerce et du développement, le programme continuera à fournir un appui fonctionnel au Secrétaire général de la CNUCED pour les consultations qu'il aura avec le Secrétaire général du Fonds monétaire international et le Directeur général du GATT afin de passer en revue les progrès réalisés dans la recherche de solutions aux problèmes interdépendants du financement du développement des échanges et du système monétaire international. Le programme établira également les rapports demandés par le Conseil et ses organes subsidiaires sur ces questions.

Le programme relatif au financement international aura toujours pour fonction d'assurer, pour les questions de fond, le service de la Commission des invisibles et du financement lié au commerce et de ses groupes d'experts et d'appuyer les projets de coopération technique relatifs à la planification et aux projections du commerce extérieur.

Pour ce qui est de la gestion, le Bureau de liaison de New York coordonnera ses activités avec celles d'autres divisions de la CNUCED et d'autres organisations sises aux Etats-Unis et s'occupant de questions connexes et il assurera la liaison entre le Siège de l'Organisation des Nations Unies et la CNUCED à Genève en ce qui concerne les services financiers, d'administration du personnel, les services de conférence et les services généraux.

## h) Transfert des techniques

L'objet de ce programme est d'aider les pays en voie de développement à obtenir un accroissement du courant des techniques importées, à des termes et conditions raisonnables et, si besoin est, préférentiels, et à créer des moyens scientifiques et techniques solides qui leur appartiennent en propre.

Les techniques sont l'un des principaux facteurs qui contribuent au développement économique. La plupart des techniques utilisées pour l'industrialisation sont transférées au moyen de divers arrangements commerciaux ou contractuels. Ces techniques sont créées par des entreprises dans quelques pays hautement industrialisés, et appartiennent à ces entreprises. Le programme de travail approuvé par le Groupe intergouvernemental du transfert des techniques, organe de la CNUCED, en juin 1971, traduit le souci des pays en voie de développement qui estiment que l'apport de techniques étrangères provenant de ces entreprises n'a pas été assez rapide, que le coût du transfert de ces techniques représente un fardeau excessif pour les ressources nationales, que les techniques ne sont souvent pas adaptées aux conditions locales et que les conditions auxquelles elles sont importées peuvent avoir des effets néfastes sur le développement économique.

L'exécution du programme relatif au transfert des techniques au moyen de mesures intergouvernementales doit permettre d'atteindre les objectifs énoncés dans les sections de la Stratégie internationale du développement qui se rapportent aux questions susmentionnées. Les mesures précises recommandées par la Conférence en mai 1972 et par le Groupe intergouvernemental en février 1973 sont résumées dans les paragraphes qui suivent.

Premièrement, les pays en voie de développement sont invités à établir des institutions nationales gouvernementales chargées spécialement de réglementer l'accès aux techniques modernes à des termes et conditions raisonnables. Deuxièmement, le Secrétaire général de la CNUCED est prié de donner des conseils aux pays en voie de développement par l'intermédiaire des services de la CNUCED et d'organiser des programmes de formation et des séminaires relatifs au transfert des techniques à l'intention des fonctionnaires des gouvernements des pays en voie de développement. Troisièmement, les pays développés sont priés, entre autres, de consacrer une certaine partie de leurs dépenses de recherche et de développement à des projets qui intéressent particulièrement les pays en voie de développement, de fournir les capitaux et l'assistance technique nécessaires, de favoriser les entreprises qui fournissent des techniques, d'identifier les pratiques commerciales restrictives qui nuisent au transfert des techniques et d'y remédier. Quatrièmement, le Secrétaire général de la CNUCED est prié de faire établir un certain nombre d'études spécifiques relatives à la politique à suivre dans ce domaine. Enfin, le Secrétaire général de la CNUCED est prié d'appeler l'attention du Conseil du commerce et du développement sur le fait que les pays en voie de développement souhaitent que cet organe examine la question de la mise au point d'un code international de conduite dans le domaine du transfert des techniques qui serait profitable à tous les pays, mais en particulier aux pays en voie de développement.

L'une des initiatives les plus récentes prises pour réaliser les objectifs du programme et de la Stratégie a été l'adoption par le Gouvernement mexicain, en janvier 1973, d'une loi qui rend obligatoires l'enregistrement et l'approbation officielle des transferts contractuels de techniques et qui énumère les diverses conditions qui doivent être remplies pour que cette approbation soit accordée. Un progrès marquant sur la voie de la réforme des politiques et procédures internationales dans ce domaine a récemment été fait lorsque le Conseil de la Chambre de commerce internationale a adopté une série de directives concernant les investissements internationaux, dont une partie concerne plus précisément le transfert des techniques.

Pour sa part, le Secrétariat établit actuellement une série de monographies qui doivent permettre d'améliorer la qualité des informations dont on dispose sur les problèmes particuliers que pose le transfert des techniques dans un nombre assez important de pays. Des études sont actuellement en cours dans les pays suivants : Chili, Espagne, Ethiopie, Hongrie, Inde, Sri Lanka et Venezuela. On prend actuellement des arrangements pour faire des études semblables dans quelques autres pays. Le Secrétariat fait ces études par pays en suivant autant que possible les directives qu'il a récemment formulées pour le rassemblement des données de base et l'évaluation des problèmes qui se posent dans ce domaine dans les pays en voie de développement. Les résultats des études par pays seront utilisés pour réviser un rapport antérieur sur les principaux problèmes découlant du transfert des techniques aux pays en voie de développement, rapport qui avait été établi d'après les réponses à un questionnaire de la CNUCED.

Pour exécuter d'autres éléments du programme pendant la période du plan à moyen terme, on envisage de prendre les principales mesures suivantes :

a) Poursuivre les travaux concernant l'accès aux techniques et les effets du transfert des techniques sur le commerce. Ces travaux comprendront une étude sur la possibilité de conclure des arrangements internationaux et régionaux pour améliorer l'accès aux techniques dans les pays en voie de développement sur une base préférentielle;

b) S'occuper davantage de l'infrastructure technique des pays et du remplacement des techniques importées par des techniques nationales. Des plans sont faits pour étudier la dépendance technologique et les mesures qui pourraient être prises pour susciter des innovations sur le plan local;

c) Etudier la possibilité de créer des institutions régionales ou multilatérales telles que des centres de transfert des techniques, des banques de brevets et des centres d'information;

d) Accroître les activités qu'impliquent l'offre de services consultatifs et l'organisation de programmes de formation à l'intention de personnel des pays en voie de développement;

e) Examiner le problème du choix des techniques. On envisage de faire une étude sur les incidences du choix des techniques sur le commerce, la croissance et la distribution dans les pays en voie de développement;

f) Exécuter les travaux préparatoires et de recherche nécessaires pour la quatrième session de la Conférence et assurer le service de cette conférence.

En cherchant à réaliser les objectifs de ce programme, on s'efforce particulièrement de coopérer avec les autres organisations afin d'éviter les chevauchements et les doubles emplois inutiles dans les activités. La CNUCED et l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) ont entrepris un projet conjoint pour étudier les bases éventuelles d'une nouvelle législation internationale réglementant le transfert des techniques aux pays en voie de développement. La CNUCED fait aussi une étude, en collaboration avec l'OMPI et le Département des affaires économiques et sociales de l'ONU, pour mettre à jour le rapport du Secrétaire général de l'ONU sur le Rôle des brevets dans le transfert des techniques aux pays en voie de développement 6/, en vue d'une révision future du système international des brevets.

Enfin, la CNUCED et le Département des affaires économiques et sociales étudient ensemble le problème de l'exode des compétences, ou du courant inverse de transfert des techniques provenant des pays en voie de développement.

---

6/ Publication des Nations Unies, numéro de vente : F.65.II.B.1.



## i) Assurances

Le programme de travail relatif aux assurances repose sur les deux conclusions fondamentales suivantes, adoptées sans opposition par tous les Etats Membres /voir la résolution 42 (III) de la Conférence/, à savoir :

"...

1. que les pays en voie de développement devraient prendre des mesures pour que leurs marchés nationaux d'assurances soient à même de couvrir - en tenant compte aussi bien des intérêts économiques nationaux que des intérêts assurés - les opérations d'assurances rendues nécessaires par leurs activités économiques, y compris leur commerce extérieur, dans la mesure où cela est techniquement faisable;

...

2. que les pays en voie de développement pourraient atteindre plus aisément ces objectifs en instituant et en renforçant des organismes nationaux d'assurances et de réassurance, là où la dimension du marché des assurances le permet et en élargissant la coopération régionale et sous-régionale appropriée."

Pour faciliter la réalisation pratique des objectifs susmentionnés, le secrétariat fait des recherches de base dans tous les domaines qui ont un rapport avec l'institution, dans chaque pays en voie de développement, d'un marché national d'assurances sain et efficace et avec la création d'organismes nationaux d'assurances et de réassurance, lorsqu'il y a lieu.

Une autre activité du secrétariat est celle qui consiste à faire des études sur l'amélioration des termes et conditions des opérations internationales d'assurance et de réassurance, en vue de permettre aux pays en voie de développement, si besoin est, d'obtenir à l'étranger les meilleurs services d'assurances et de réassurance possibles, tout en en réduisant le coût, en particulier le montant des frais à payer en devises étrangères.

Les activités qui visent à fournir un appui, pour les questions de fond, aux projets d'assistance technique (appui aux experts, etc.) et l'organisation de cours de formation en matière d'assurances sont considérées comme un complément nécessaire des travaux de recherche. En ce qui concerne les activités de formation, on compte que des séminaires pour la formation de personnel de contrôle et de direction des organismes nationaux d'assurances des pays en voie de développement continueront d'être organisés. Ces séminaires ne contribuent pas seulement à la diffusion des principes énoncés par la CNUCED dans le domaine des assurances mais permettent également au secrétariat de disposer de données d'expérience et de faits nouveaux qui sont utiles pour ses travaux de recherche.



## j) Promotion du commerce

La Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement met l'accent sur la promotion des exportations non seulement comme élément, mais aussi comme instrument du développement économique dans les pays en voie de développement. Ceux-ci doivent compter essentiellement sur leurs exportations pour se procurer les devises étrangères dont ils ont besoin pour importer les biens et les services indispensables. Le développement des exportations accroît également les possibilités qu'ils ont de diversifier leur économie et de relever le niveau de l'emploi, qui sont deux objectifs primordiaux de la Stratégie internationale du développement.

Le centre CNUCED/GATT du commerce international (CCI) a été créé aux termes de la résolution 2297 (XXII) de l'Assemblée générale et d'une décision des parties contractantes du GATT, en tant qu'institution gérée conjointement par la CNUCED et le GATT dans le cadre du programme des Nations Unies pour la promotion des exportations, en vue d'appuyer les efforts des pays en voie de développement dans ce domaine. Le Centre fournit un appui fonctionnel aux projets de la CNUCED concernant la promotion des exportations qui sont financés par le PNUD, et il exécute des projets du même type qui sont financés au moyen de contributions volontaires. Aux termes de son mandat, le CCI s'occupe des problèmes techniques que pose la promotion des exportations, effectue des études de marché pour les produits qui présentent un intérêt pour les pays en voie de développement du point de vue des exportations, assure la formation de personnel national en ce qui concerne les divers aspects techniques de la promotion des exportations, fournit des renseignements sur le commerce et des services consultatifs sur la promotion du commerce et entreprend des études sur des aspects particuliers de la promotion du commerce et de la commercialisation. Le Centre joue également un rôle important dans les activités de programmation par pays du PNUD, en établissant de brèves études de base sur le commerce extérieur de chaque pays. Parmi les autres aspects importants des activités du CCI on peut citer notamment la promotion des produits à l'échelon multinational, l'adaptation des produits et le développement des marchés.

A l'origine un programme modeste (800 000 dollars en 1967-1968), les activités d'assistance technique du CCI représentaient en 1972 plus de 11 millions de dollars pour l'ensemble des projets approuvés à mettre en oeuvre en 1973 et au cours des années ultérieures, y compris un projet interrégional de promotion des exportations, auquel le PNUD a alloué 879 000 dollars.

A mesure que les pays en voie de développement prendront de plus en plus conscience de l'importance des exportations, le CCI devra vraisemblablement élargir ses activités. Les divers projets continueront à être financés, soit par le PNUD, soit à l'aide de contributions volontaires, mais le CCI devra disposer d'un plus grand nombre de spécialistes dans des domaines variés pour appuyer ces activités.

TABLEAU 44

TABLEAU RECAPITULATIF DES POSTES NECESSAIRES, PAR CLASSE ET SELON L'ORIGINE DES FONDS  
 ROUAGE : PROMOTION DU COMMERCE (CENTRE CNUCED/GATT DU COMMERCE INTERNATIONAL)

CATEGORIE	ORIGINE DES FONDS				
	AUTRES RESSOURCES (EXTRA-BUDGETAIRES)				BUDGET ORDINAIRE
	1974	1975	1976	1977	
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur					
Secrétaire général adjoint	-	-	-	-	-
Sous-Secrétaire général	-	-	-	-	-
Directeurs (D-2)	-	-	-	-	2
Administrateurs généraux (D-1)	1	1	1	1	2
Administrateurs hors classe (P-5)	1	1	1	1	10
Administrateurs de 1ère classe (P-4)	1	1	1	1	16
Administrateurs de 2ème classe (P-3)	4	4	4	4	13
Administrateurs adjoints de 1ère ou de 2ème classe (P-2/1)	6	6	6	6	12
Total partiel	13	13	13	13	55
Agents des services généraux					
1ère classe (G-5)	-	-	-	-	1
Autres classes (G-4/1)	18	18	18	18	69
Total partiel	18	18	18	18	70
Total	31	31	31	31	125
Reclassements proposés					
					1 agent de services généraux à P-2/1
					1 P-2 à P-3
					1 P-3 à P-4

## 5. Appui au programme

### a) Gestion des activités de coopération technique

La Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement met l'accent sur le fait que la responsabilité principale d'assurer leur propre développement incombe aux pays en voie de développement eux-mêmes, mais que, si considérables que soient leurs propres efforts, ils ne suffiront pas à leur permettre d'atteindre les objectifs de développement voulus aussi rapidement qu'il le faut si les pays développés ne viennent pas à leur aide en mettant à leur disposition davantage de ressources financières et en adoptant à leur égard des politiques économiques et commerciales plus favorables [résolution 2626 (XXV) de l'Assemblée générale, par. 11)]; elle reconnaît également le rôle et la nécessité de l'assistance technique fournie par les gouvernements et les organisations internationales aux pays en voie de développement à l'appui des efforts que ceux-ci sont en mesure de faire. Un grand nombre des mesures que les pays en voie de développement pourraient adopter en vue de réaliser les buts et objectifs de la Stratégie internationale du développement concernant des questions qui relèvent de la compétence de la CNUCED. C'est dans ce contexte que travaille le Groupe de coordination de l'assistance technique, qui est chargé de mettre au point des politiques et des procédures en matière d'assistance technique et, en tant que membre du système des Nations Unies pour le développement, d'aider les pays en voie de développement.

Compte tenu de ces responsabilités, le programme du Groupe comprend de nombreux éléments : participation et collaboration aux activités de tous les autres éléments du système des Nations Unies pour le développement; identification et examen des besoins des pays en voie de développement en matière d'assistance technique dans les domaines relevant de la compétence de la CNUCED; formulation de projets à la demande des gouvernements en vue de leur financement par le PNUD ou par d'autres sources; mise en œuvre et gestion de projets approuvés, y compris la présentation de conclusions et recommandations aux gouvernements et au PNUD, dans la mesure où le Groupe est responsable, envers le Directeur du programme, pour le compte de la CNUCED, de l'exécution des projets qui bénéficient de l'assistance du PNUD; liaison avec le GATT pour les opérations du Centre CNUCED/GATT du commerce international.

Ce sont essentiellement les divisions organiques de la CNUCED et le CCI qui, pour les travaux de fond et des travaux d'analyse, appuient les activités du Groupe de coordination de l'assistance technique. Le programme de travail actuel consiste à appliquer sur le plan pratique, dans les différents pays, les éléments des travaux de fond de la CNUCED qui se prêtent à de telles applications. Dans une certaine mesure, le programme d'assistance technique de la CNUCED est déterminé par la priorité que les pays en voie de développement attachent au secteur du commerce extérieur et par les ressources dont ces pays disposent aux fins de l'assistance technique; en même temps, il arrive fréquemment aussi que les gouvernements comptent sur la CNUCED pour identifier les besoins d'assistance technique dans ce domaine.

L'assistance technique fournie par la CNUCED est financée presque entièrement par le PNUD; toutefois, dans le domaine de la promotion des exportations, un grand programme exécuté par le CCI est financé au moyen de contributions volontaires versées par les pays développés; un certain nombre d'autres projets de la CNUCED sont également financés à l'aide de contributions volontaires. Dans le domaine du commerce international, le programme d'assistance technique de la CNUCED vise à développer et accroître les exportations grâce à des mesures de promotion et de politique générale; l'assistance consiste en particulier à aider les pays à utiliser au maximum les divers moyens dont ils disposent pour l'expansion des exportations, notamment le système généralisé de préférences. S'agissant de l'expansion du commerce, de la coopération économique et de l'intégration régionale entre les pays en voie de développement, l'assistance vise à analyser les avantages que peut présenter la coopération économique, les procédures à suivre pour faciliter cette coopération et la manière d'administrer des projets de coopération économique et d'intégration. En ce qui concerne les ressources financières nécessaires pour le développement, l'assistance fournie doit permettre d'étudier les caractéristiques et les tendances des ressources disponibles pour le développement et de planifier le secteur du commerce extérieur. Dans le domaine des invisibles, y compris les transports maritimes, l'assistance vise à accroître les recettes des pays en voie de développement ou à réduire au minimum le montant net des sorties de devises imputables aux frais de transports maritimes et d'assurance et au coût du transfert des techniques. Les pays en voie de développement les moins avancés font l'objet d'une attention particulière dans le cadre de ce programme, et certains projets leur sont exclusivement réservés. Une assistance est également fournie pour l'étude des problèmes des pays en voie de développement sans littoral, en particulier en ce qui concerne le commerce de transit, et pour la recherche de moyens et de méthodes permettant de résoudre ces problèmes, de manière à accroître le montant net des recettes d'exportation de ces pays et à réduire au minimum les frais de transit. Des cours de formation sont organisés pour aider les pays en voie de développement à augmenter leurs exportations à destination des pays socialistes d'Europe orientale. On étudie les possibilités d'exportation des pays en voie de développement afin d'aider ces derniers à élargir et à diversifier leur production. Enfin, on étudie les méthodes propres à développer et élargir les marchés des produits de base qui doivent faire face à la concurrence des produits synthétiques, et les mesures appropriées sont recommandées.

Il est prévu que le programme d'assistance technique de la CNUCED s'élargira au cours de la période 1974-1977. La CNUCED est devenue une organisation chargée de l'exécution de projets du PNUD il y a à peine cinq ans; au cours de ces cinq années, on a vu augmenter dans les pays en voie de développement la nécessité d'accroître les exportations et les recettes en devises, et - ce qui est plus important encore - la possibilité d'atteindre cet objectif au moyen de programmes planifiés. En outre, l'assistance technique fournie par la CNUCED a pris des dimensions nouvelles; elle comprend déjà la formation de personnel national pour préparer des négociations commerciales multilatérales et y participer effectivement; elle comprendra bientôt la fourniture d'une assistance intensive aux divers pays pour améliorer la compétitivité des produits naturels aux produits synthétiques; elle comprendra également la fourniture d'une assistance visant à réduire au

minimum les sorties de devises résultant du transfert des techniques; enfin, la CNUCED pourrait être appelée à aider à étudier les problèmes de l'environnement liés au commerce et les méthodes adoptées pour les résoudre.

b) Services administratifs

Les activités au titre de ce programme sont exécutées par le Service administratif qui a pour rôle d'assurer l'administration du personnel, la gestion budgétaire et la gestion administrative générale du secrétariat de la CNUCED, en coopération avec les services administratifs centraux compétents de l'Organisation des Nations Unies.

Vu l'expansion des activités de la CNUCED, l'introduction de nouveaux systèmes de mesure des coûts et le nombre croissant de programmes opérationnels, il faudra dans une certaine mesure réorganiser et renforcer le Service administratif. En 1976, les activités devront principalement être axées sur la quatrième Conférence.

c) Services de conférence

Les services de conférence, nécessaires pour le programme de réunions de la CNUCED (interprétation, traduction et établissement de comptes rendus analytiques, services de documentation et services généraux pour les séances) sont assurés par l'Office des Nations Unies à Genève.

Le calendrier des réunions pour 1976 et 1977 n'a pas encore été arrêté, mais on est parti de l'hypothèse que le plan des réunions prévu pour 1974-1975 serait également applicable en 1976-1977, encore que la quatrième Conférence exigera probablement un réaménagement important du plan habituel des conférences de la CNUCED. Etant donné toutefois les incertitudes quant aux dates, au lieu et à l'envergure de la quatrième Conférence, il n'a pas été tenu compte de cette réunion dans le calcul des crédits nécessaires pour les services de conférence durant la période du plan à moyen terme.

d) Services communs

Ce programme concerne les services administratifs et autres fournis par :

a) La CNUCED (services juridiques et services d'information, de référence et d'enregistrement);

b) L'Office des Nations Unies à Genève (services financiers et d'administration du personnel, services généraux et services de bibliothèque);

c) Le Siège de l'ONU (services financiers et services d'administration du personnel, d'enregistrement, de traitement des données et de statistique).



## J. ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL

L'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) a été créée par la résolution 2152 (XXI) de l'Assemblée générale. Elle fonctionne en tant qu'organisation autonome dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies, conformément aux règles définies par l'Assemblée générale. Elle participe à la réalisation des objectifs fixés par la Charte des Nations Unies en matière de coopération économique et sociale internationale en contribuant à la promotion du développement industriel; à cet effet, elle facilite, favorise et accélère l'industrialisation des pays en voie de développement, notamment dans le secteur des industries manufacturières, en encourageant la mobilisation des ressources nationales et internationales.

Les objectifs de l'ONUDI sont les suivants : 1) fournir, au moyen de programmes opérationnels, une assistance directe à l'industrialisation des pays en voie de développement qui en font la demande; 2) aider les pays en voie de développement à obtenir des capitaux extérieurs pour le financement de projets industriels donnés; 3) aider les pays en voie de développement en matière de transfert et d'adaptation des techniques industrielles; 4) entreprendre des études et des recherches orientées vers l'action, destinées en particulier à appuyer les activités opérationnelles; 5) donner le maximum d'efficacité à l'action des organismes des Nations Unies en matière de développement industriel en assurant la coordination de toutes les activités entreprises par ces organismes dans ce domaine.

Le programme opérationnel de l'ONUDI devrait connaître une expansion considérable entre 1973 et 1977. L'évolution de ce programme joue un rôle de premier plan dans la détermination des méthodes de travail de l'ONUDI et des ressources nécessaires pour le mettre en oeuvre. D'ici la fin de 1975, le Groupe d'experts de haut niveau, la deuxième Conférence générale de l'ONUDI et les organes délibérants auront achevé l'examen de la stratégie à long terme de l'ONUDI et de son organisation interne; l'ampleur et la nature des activités de l'ONUDI au cours de la période considérée ainsi que le volume des ressources nécessaires dépendront, dans une large mesure, du résultat de ces délibérations. On peut s'attendre à une expansion des programmes consacrés à des secteurs nouveaux tels que l'environnement et l'application des ordinateurs et autres techniques avancées à la planification et à la gestion industrielle. Les activités menées par l'Organisation pour encourager le financement des projets industriels vont également s'intensifier à mesure que sera mis en oeuvre le programme commun BIRD/ONUDI et que se multiplieront les contacts avec les milieux d'affaires et les milieux industriels. La question générale du transfert et de l'adaptation des techniques industrielles continuera à occuper une place importante dans les activités de l'ONUDI. Une attention accrue sera accordée à l'assistance aux pays en voie de développement les moins avancés ainsi qu'aux problèmes relatifs aux industries d'exportation dans les pays en voie de développement. En ce qui concerne l'organisation interne, l'accent sera mis sur les questions suivantes : centralisation de l'évaluation, de la mise au point



et de la formulation des programmes; décentralisation de certaines activités par détachement de personnel auprès des commissions économiques régionales et du BESNUB; expansion du réseau des conseillers industriels hors siège.

Les objectifs proposés pour chacun des programmes de l'ONUDI pour la période de quatre ans sont essentiellement les mêmes que ceux qui sont énoncés dans le programme de travail et budget pour la période biennale 1974-1975 (A/9006) et pourraient être examinés en même temps que ce document.

TABLEAU RECAPITULATIF DES FONDS NECESSAIRES PAR PROGRAMME ET SELON  
L'ORIGINE DES FONDS

(Milliers de dollars des Etats-Unis)

ROUAGES : ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL

CATEGORIE DE PROGRAMME ET PROGRAMME	1974			1975			1976			1977		
	Programmes opérationnels	Autres ressources extra- budgétaires	Budget ordinaire	Programmes opérationnels	Autres ressources extra- budgétaires	Budget ordinaire	Programmes opérationnels	Autres ressources extra- budgétaires	Budget ordinaire	Programmes opérationnels	Autres ressources extra- budgétaires	Budget ordinaire
I. ORGANES DIRECTEURS .....	-	-	610	-	-	659	-	-	684	-	-	754
II. DIRECTION EXECUTIVE ET ADMINISTRATION .....	-	48	647	-	49	685	-	50	762	-	32	836
III. PROGRAMMES :												
Technologie industrielle .....	17 400	330	2 035	20 500	456	2 254	23 825	464	2 503	26 780	548	2 680
Services et institutions intéressant l'industrie .....	10 440	263	2 002	12 490	345	2 172	14 495	328	2 336	16 305	376	2 513
Politiques et programmation industrielles .....	6 760	207	2 087	8 010	245	2 151	9 280	237	2 326	10 415	270	2 463
Coopération hors siège .....	-	32	184	-	67	335	-	109	415	-	152	502
Programme de coopération ONUDI/BIRD	-	139	41	-	207	98	-	300	159	-	361	207
IV. APPUI AUX PROGRAMMES :												
Gestion des activités de coopération technique .....	-	1 074	909	-	1 321	1 001	-	1 385	1 107	-	1 553	1 187
Services administratifs .....	-	2 549	3 965	-	2 874	4 324	-	3 139	4 661	-	3 474	5 114
Services de conférence .....	-	17	2 717	-	22	2 868	-	25	3 045	-	30	3 233
<b>TOTAL .....</b>	<b>34 600</b>	<b>4 659</b>	<b>15 197</b>	<b>41 000</b>	<b>5 586</b>	<b>16 547</b>	<b>47 600</b>	<b>6 037</b>	<b>17 998</b>	<b>53 500</b>	<b>6 816</b>	<b>19 439</b>

**TABEAU RECAPITULATIF DES POSTES NECESSAIRES, PAR CLASSE ET SELON L'ORIGINE DES FONDS**  
**ROUAGE : ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL**

CATEGORIE	ORIGINE DES FONDS							
	AUTRES RESSOURCES (EXTRA-BUDGETAIRES)				BUDGET ORDINAIRE			
	1974	1975	1976	1977	1974	1975	1976	1977
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								
Secrétaire général adjoint	-	-	-	-	1	1	1	1
Sous-Secrétaire général	-	-	-	-	1	1	1	1
Directeurs (D-2)	1	1	1	1	5	5	6	6
Administrateurs généraux (D-1)	4	5	6	6	23	23	25	26
Administrateurs hors classe (P-5)	11	15	18	20	59	63	65	67
Administrateurs de 1ère classe (P-4)	29	35	38	40	92	97	99	102
Administrateurs de 2ème classe (P-3)	22	27	29	31	97	100	102	104
Administrateurs adjoints de 1ère ou de 2ème classe (P-2/1)	11	14	15	16	42	46	47	48
Total partiel	78	97	107	114	320	336	346	355
Agents des services généraux	242	263	272	279	359	377	387	397
Total partiel	242	263	272	279	359	377	387	397
TOTAL	320	360	379	393	679	713	733	752

Tableau 47

## TABLEAU RECAPITULATIF DES POSTES NECESSAIRES, PAR PROGRAMME ET SELON L'ORIGINE DES FONDS

ROUAGE : ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPEMENT INDUSTRIEL

Programmes	ORIGINE DES FONDS									
	AUTRES RESSOURCES (EXTRA-BUDGETAIRES)					BUDGET ORDINAIRE				
	1974 Adm. gén.	1975 Adm. gén.	1976 Adm. gén.	1977 Adm. gén.	1974 Adm. gén.	1975 Adm. gén.	1976 Adm. gén.	1977 Adm. gén.	1976 Serv. gén.	1977 Serv. gén.
Organes directeurs .....	-	-	-	-	4	4	4	4	4	4
Direction exécutive et administration .....	1	1	1	1	19	19	20	21	18	18
Technologie industrielle .	9	13	14	14	52	56	59	60	43	43
Services et institutions intéressant l'industrie ..	5	7	18	8	49	51	51	52	46	47
Politiques et programmation industrielles .....	4	5	12	5	60	59	60	60	34	34
Coopération hors siège ...	1	2	2	4	2	7	9	11	3	3
Programme de coopération ONUDI/BIRD .....	5	7	10	11	1	3	5	6	2	3
Gestion des activités de coopération technique .....	27	33	35	37	30	31	32	32	21	23
Services administratifs ..	26	29	33	34	43	46	46	49	135	138
Services de conférence ...	-	-	-	-	60	60	60	60	81	84
<b>TOTAL</b>	<b>78</b>	<b>97</b>	<b>107</b>	<b>114</b>	<b>320</b>	<b>336</b>	<b>346</b>	<b>355</b>	<b>387</b>	<b>397</b>

## 1. Organes directeurs

### a) Deuxième Conférence générale de l'ONUDI

Les travaux préparatoires de la deuxième Conférence générale commenceront dans le courant de 1973 et dureront jusqu'au début de 1975; les travaux nécessités par la Conférence elle-même et les travaux postérieurs à celle-ci seront effectués en 1975. Il s'agira des activités suivantes : préparatifs de la Conférence, notamment établissement des études et de la documentation nécessaires concernant les principales questions inscrites à l'ordre du jour; fourniture des services nécessaires au déroulement de la Conférence, puis reproduction des rapports; activités ultérieures selon qu'il conviendra, y compris, le cas échéant, préparatifs d'une troisième Conférence générale de l'ONUDI. La mise en oeuvre des recommandations commencerait en 1976.

### b) Conseil du développement industriel

On prévoit que le volume des activités ayant trait au Conseil du développement industriel et des ressources nécessaires pour les mener à bien restera inchangé pendant la période considérée. Une légère augmentation des ressources pourrait cependant être nécessaire pour faire face à un accroissement des dépenses relatives au personnel et aux installations (notamment location de la salle de conférence).

### c) Comité permanent du Conseil du développement industriel

Si le Comité permanent continue, comme il est prévu, à tenir chaque année deux sessions d'une durée totale de trois semaines, il ne devrait pas y avoir, pendant la période considérée, d'augmentation sensible des effectifs ou des ressources.

### d) Secrétariat du Conseil du développement industriel

Il est prévu de renforcer la liaison avec les gouvernements et les représentants permanents pour tout ce qui concerne directement le Conseil et de développer les activités destinées à assurer la mise en oeuvre des recommandations et des résolutions du Conseil. On ne prévoit aucune augmentation sensible des effectifs ou des ressources.

## 2. Direction exécutive et administration

Le programme d'assistance technique de l'ONUDI devant être sensiblement élargi entre 1973 et 1977, on prévoit qu'il sera nécessaire de renforcer la direction exécutive et l'administration de l'Organisation. A cet effet, un Groupe central de l'évaluation, de la mise au point et de la formulation du programme sera rattaché au Cabinet du Directeur exécutif, et l'on demandera la création d'un poste de Directeur exécutif adjoint. Ces questions sont examinées en détail sous les rubriques correspondantes. L'ONUDI continuera à développer son programme de coopération avec d'autres organismes des Nations Unies, en particulier avec les commissions économiques régionales; ce programme pourrait comprendre la création au sein de ces commissions de divisions communes pour l'industrie. Les recommandations de la deuxième Conférence générale de l'ONUDI fourniront de nouvelles directives pour les activités futures de l'Organisation.

### a) Planification des politiques et direction générale du programme des activités de l'ONUDI

L'orientation générale des activités de l'ONUDI au cours de la période 1974-77 dépendra principalement des mesures prises par l'Assemblée générale à la suite des recommandations formulées par le Groupe d'experts de haut niveau sur la stratégie à long terme de l'ONUDI et par la deuxième Conférence générale de l'ONUDI. Le Groupe central de l'évaluation, de la mise au point et de la formulation du programme, qui sera créé en 1974, aura entre autres pour tâche de répercuter les décisions de l'Assemblée générale dans les programmes de l'ONUDI. La coopération entre l'ONUDI et le PNUD sera fondée sur la résolution 2953 (XXVII) que l'Assemblée générale a adoptée à la suite du rapport du Comité spécial de la coopération entre le PNUD et l'ONUDI. Le rôle central de coordination de l'ONUDI sera encore accru. Le programme de coopération avec la BIRD sera élargi, en particulier grâce au service commun qui doit être créé en 1974. Il est prévu de décentraliser davantage les activités de l'ONUDI dans certains domaines et de renforcer sa présence hors siège en créant des divisions communes de l'industrie au sein des commissions économiques régionales et du BESNUB et en élargissant le réseau des conseillers industriels hors-siège. Ceci permettra à l'ONUDI de continuer à accorder la priorité absolue à une coopération étroite avec les gouvernements pour l'élaboration et la mise en oeuvre des programmes par pays concernant l'industrie. On s'efforcera également de mettre au point de nouvelles formes d'assistance technique adaptées à l'évolution des besoins des pays en voie de développement.

### b) Coordination et liaison avec l'extérieur

Il est prévu que l'ONUDI renforcera encore sa coopération avec les commissions économiques régionales et avec le BESNUB, notamment en créant des divisions communes pour l'industrie, ainsi qu'avec les organisations intergouvernementales et non gouvernementales. L'Organisation continuera à mettre au point de nouvelles formes de coopération avec ses Etats Membres et à encourager la création de nouveaux comités nationaux pour l'ONUDI. Elle continuera également à examiner et à favoriser la



coordination des activités des organismes des Nations Unies dans le domaine de l'industrie en concluant avec ceux-ci des accords de coopération et en s'efforçant de mieux délimiter les responsabilités respectives des parties aux accords existants. Enfin, on prévoit que les recommandations contenues dans le rapport du Groupe d'experts de haut niveau ainsi que celles qui seront formulées par la deuxième Conférence générale de l'ONUDI donneront une nouvelle orientation à l'exécution par l'ONUDI de ses fonctions de coordination des activités intéressant l'industrie.

c) Information

Si la demande d'information continue à croître au même rythme que pendant la période 1968-1972, le programme et les ressources du Service de l'information devront évoluer en conséquence. Au cours de la période 1974-1977, les activités traditionnelles (rassemblement et diffusion d'informations écrites, orales et visuelles, et activités de liaison) devront être adaptées à l'expansion du programme d'activités opérationnelles. De plus, il faudra tenir compte de la tendance, de plus en plus marquée, à inclure un élément d'information dans les activités des divisions organiques, particulièrement en ce qui concerne les activités de formation, l'appui aux projets et divers programmes de promotion.

d) Bureau de liaison de New York

Le Bureau de New York continuera à assurer la liaison entre le siège de l'ONUDI à Vienne et le Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York en suivant de près les travaux de l'Assemblée générale, du CAC et du PNUD qui présentent un intérêt particulier pour les activités futures de l'ONUDI. Grâce à son Groupe de développement des exportations, le Bureau de New York contribuera à l'expansion du programme de l'ONUDI pour l'adaptation des produits en vue de l'exportation, notamment au moyen de réunions analogues à celle qui est organisée en coopération avec le Centre mondial du commerce (World Trade Center) à l'intention de participants de pays en voie de développement. Le Bureau de New York continuera à établir, avec des associations industrielles et les milieux d'affaires d'Amérique du Nord, des contacts utiles aux programmes de coopération de l'ONUDI; il continuera à assurer la liaison entre l'ONUDI et diverses organisations ayant leur siège en Amérique du Nord : BIRD, Banque interaméricaine de développement (Washington), Agence canadienne de développement international, Organisation des Etats américains (Washington), etc.

e) Evaluation, mise au point et formulation du programme

L'expansion rapide du programme opérationnel de l'ONUDI ainsi que le caractère complexe de l'industrie et le fait qu'elle évolue sans cesse rendent nécessaire la création d'un groupe central chargé d'aider le Directeur exécutif à établir

les programmes de l'Organisation en utilisant avec le maximum d'efficacité les ressources limitées dont elle dispose. Les effectifs du groupe seront principalement constitués par du personnel détaché d'autres divisions au cours de la période 1974-1975.

### 3. Technologie industrielle

Les activités de la Division de la technologie industrielle portent principalement sur la mise au point, l'adaptation et le transfert des techniques industrielles. Pour les mener à bien, l'ONUDI envisage une coopération intensive avec des institutions financières telles que la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, coopération qui ira des études de faisabilité préliminaires jusqu'aux investissements effectifs dans des projets d'industrialisation de pays en voie de développement. On s'efforcera également de stimuler l'intérêt porté à la création ou au renforcement d'organisations privées s'occupant de technologie industrielle, afin de mobiliser au maximum les sources auprès desquelles les pays en voie de développement pourraient trouver les connaissances techniques et l'assistance dont ils ont besoin. On prévoit également de développer les possibilités de ces pays en matière de mise au point et d'adaptation des techniques grâce à la création de centres d'études industrielles et de services de recherche technologique. A en juger par les programmes et les plans de développement des divers pays, le volume des activités opérationnelles financées par diverses sources augmentera très rapidement au cours de la période considérée.

#### a) Industries mécaniques

Les activités qui seront entreprises au titre de cet élément du programme de travail visent à établir des contacts entre sources de connaissances techniques et entreprises manufacturières des pays en voie de développement. Ces contacts auront pour principal objectif de mettre à la disposition de l'industrie de ces pays les connaissances techniques qui lui conviennent le mieux et de lui permettre d'augmenter le volume de sa production et sa compétitivité en l'orientant non seulement vers le marché local mais aussi vers les marchés extérieurs. On accordera une attention particulière aux pays en voie de développement les moins avancés, particulièrement en ce qui concerne les machines agricoles et l'entretien et la réparation du matériel. La création de centres d'études techniques et d'usines pilotes constituera un autre aspect important de l'assistance fournie aux pays en voie de développement. Divers travaux de recherche et études sont prévus pour renforcer les activités d'assistance technique.

b) Industries métallurgiques

En plus des activités entreprises au titre du programme ordinaire d'assistance technique, les grands projets portant sur la création de centres de recherche et de technologie faciliteront la mise au point et le transfert des techniques métallurgiques; six ou sept de ces centres seront créés dans les pays en voie de développement pendant la période considérée et permettront d'appliquer à l'échelle industrielle les résultats de la recherche, assureront la diffusion et l'échange de renseignements sur l'évolution des techniques métallurgiques, etc. La création d'usines de démonstration contribuera à faire connaître des techniques plus récentes et perfectionnées (production d'éponge de fer par réduction directe en utilisant les minerais de fer et le gaz naturel de production locale, fabrication de produits riches en titane permettant de nombreuses applications, fonderie intégrée, etc.) et à diffuser les résultats de travaux de recherche sur le fluage à haute température, les alliages à haute limite de fluage, la pyrométallurgie de métaux non ferreux tels que le cuivre, le nickel, le cobalt, etc.

c) Industries du bâtiment et des matériaux de construction

Des recherches seront effectuées selon qu'il conviendra en vue de mettre au point des matériaux de construction fabriqués à partir de matières premières locales et adaptés aux besoins du pays bénéficiaire. Une assistance technique accrue sera fournie pour l'établissement des programmes d'ordonnancement, le contrôle de la production et la mise au point des produits. Des manuels techniques consacrés à des questions intéressant l'ensemble de ces industries dans les pays en voie de développement seront publiés. Des consultations seront organisées pour permettre à des techniciens, des experts et des industriels d'examiner des questions de caractère technique et promotionnel. Davantage de stages de formation et de journées d'études sur les techniques modernes et l'utilisation des équipements seront organisés à l'intention de techniciens.

d) Produits chimiques, produits pharmaceutiques et industries de la pâte à papier et du papier

Les pays en voie de développement auront besoin d'une aide suivie dans les secteurs considérés et l'on prévoit que de nouvelles activités devront être entreprises, notamment dans les domaines suivants : techniques avancées, octroi de licences, activités de promotion, recherche appliquée, formation de haut niveau et justification des programmes d'investissement. Une assistance sera fournie par exemple pour la mise en place de contrôles de la production dans les industries pharmaceutiques, pour la formation du personnel chargé de l'entretien de l'outillage dans l'industrie de la pâte à papier et du papier et pour la promotion, dans certaines régions, de l'utilisation de matières premières indigènes pour la fabrication de parfums, de savons et d'huiles essentielles. Un programme de réunions, de stages et de journées d'études viendra compléter cette assistance.

e) Industries des engrais et des pesticides et industrie pétrochimique

On prévoit qu'au cours de cette période le taux de croissance annuelle sera de 10 p. 100 dans l'industrie des engrais et de 20 p. 100 dans celle des matières plastiques (produits pétrochimiques). Une aide accrue de l'ONUDI sera donc nécessaire. Une nouvelle orientation sera donnée à l'assistance technique pour tenir compte de la programmation par pays. Les nouvelles tendances semblent être les suivantes : création de centres d'études techniques, utilisation de machines à commande numérique, coopération avec les pays industrialisés, intensification des efforts de recherche et de promotion en vue de lutter contre la pollution provoquée par les usines d'engrais et de pesticides, coopération avec les organismes s'occupant de l'environnement, production de protéines de pétrole, organisation de consultations entre experts, hommes d'affaires et représentants d'organismes divers et promotion des investissements. On envisage d'organiser d'importantes réunions auxquelles participeront des cadres supérieurs et des experts et qui seront consacrées respectivement aux pesticides et aux matières plastiques en 1974, aux produits pétrochimiques et aux catalyseurs en 1975, aux engrais en 1976 et aux protéines de pétrole en 1977. Les programmes de formation en groupe seront poursuivis.

f) Industries légères

La tendance à une accélération du rythme de développement des industries légères dans les pays en voie de développement ressort avec évidence de l'augmentation de la demande d'assistance technique en ce domaine, telle qu'elle apparaît dans les programmes par pays du PNUD. Quant aux économies essentiellement agricoles des pays les moins avancés, elles seront développées grâce à la mobilisation des ressources humaines et naturelles résultant de la création de centres agro-industriels, ce qui, d'une part, accroîtra la participation de la population autochtone au processus d'agro-industrialisation par la constitution d'associations producteurs-fabricants et, d'autre part, résoudra les problèmes posés par la dispersion des producteurs de matières premières et instaurera une communauté d'intérêts entre agriculteurs et industriels. En outre, les activités des instituts de recherche existants seront développées afin de compléter l'assistance fournie par l'ONUDI, d'assurer le transfert efficace des connaissances techniques ainsi que d'améliorer, grâce à la commercialisation, des résultats des recherches, de développer le traitement industriel de produits tels que les protéines végétales et animales, la laine, le coton, le jute et le cuir. Des consultations à la fois techniques et promotionnelles seront organisées et des contacts seront établis en vue d'encourager les investissements et la création d'entreprises communes.

g) Techniques intersectorielles

Il est vraisemblable que les pays en voie de développement s'intéresseront de façon croissante aux problèmes de pollution industrielle. Le volume des activités menées dans ce domaine devrait donc s'accroître. Des recherches et

des activités de promotion seront nécessaires afin d'intensifier les échanges de renseignements et de favoriser la mise au point et le transfert de techniques non polluantes. Des consultations devront être organisées avec les industriels et représentants des services gouvernementaux intéressés.

h) Formulation et direction du programme

Les activités prévues concernent l'élaboration, la coordination et l'exécution des projets inscrits au programme de la Division de la technologie industrielle, en vue d'assurer une utilisation efficace des ressources. Dans le cadre de la planification générale, on définit des objectifs, notamment en vue de la fourniture aux pays en voie de développement, au cours de la période considérée, d'une assistance technique dont le coût est évalué à 90 millions de dollars.

4. Services et institutions intéressant l'industrie

On prévoit que les pays en voie de développement auront des besoins accrus dans le domaine des institutions et des services. Il devrait s'ensuivre un développement rapide des activités du Centre d'échange d'informations industrielles de l'ONUDI; l'accroissement de la concurrence fera naître des besoins nouveaux de formation spécialisée et de services consultatifs à l'intention des personnels de gestion. L'ONUDI intensifiera ses efforts en vue d'aider les pays ou les régions moins avancés à créer de petites industries et à trouver des débouchés pour leurs produits. Le développement de la production industrielle dans les pays en voie de développement devrait provoquer un accroissement des besoins de ces pays dans le domaine de l'administration et de la législation industrielles. La création de nouveaux secteurs industriels dans des pays de plus en plus nombreux nécessitera la mise en place d'un nombre croissant d'institutions de recherche-développement desservant les entreprises industrielles et créera les besoins d'assistance technique correspondants.

a) Institutions industrielles

Des efforts accrus seront faits en vue d'intensifier la coopération dans le domaine des institutions desservant l'industrie, et en particulier pour l'élaboration et l'exécution de programmes de travail communs avec des organisations internationales et régionales n'appartenant pas au système des Nations Unies, notamment l'Association mondiale des organisations de recherche industrielle et technologique (WAITRO), la Chambre de commerce internationale (CCI) et l'Alliance coopérative internationale (ACI). L'ONUDI s'efforcera aussi d'encourager la création d'une association internationale des organisations s'occupant de normalisation, de contrôle de la qualité et de métrologie, par l'intermédiaire de laquelle l'ONUDI pourrait distribuer l'assistance qu'elle apporte aux pays en voie de développement dans ce domaine. On s'efforcera d'utiliser les centres



de recherche-développement des pays en voie de développement pour le transfert, l'adaptation et l'utilisation des techniques nouvelles, et apportera son assistance aux coopératives industrielles, l'ONUDI agissant comme catalyseur pour promouvoir l'assistance bilatérale entre associations de coopératives industrielles des pays développés et associations analogues de pays en voie de développement. Les activités menées par l'ONUDI dans le domaine des chambres de commerce et d'industrie et des foires internationales seront fusionnées en vue de donner une plus grande efficacité aux activités de promotion industrielle et d'améliorer les services des institutions tout en réduisant au minimum les dépenses qui en résulteront pour l'Organisation. Pour atteindre ces objectifs, et en particulier pour réaliser les projets prévus, des ressources supplémentaires seront nécessaires.

b) Information industrielle

L'objectif essentiel est de promouvoir le développement de la coopération internationale en utilisant les moyens offerts par l'ONUDI en matière d'échanges d'informations, entre centres d'information industrielle de pays avancés et leurs homologues des pays en voie de développement. Le progrès économique, qui va de pair avec le succès de l'industrialisation, accroît le besoin d'informations industrielles, et la notion de plus en plus claire que l'on a de la responsabilité des services publics et des besoins de l'industrie en ce domaine devrait se traduire par des demandes nombreuses de services d'information industrielle. Le Centre d'échanges de l'ONUDI devrait donc être équipé pour faire face à la demande. Une amélioration dans ce domaine devrait permettre à l'ONUDI de se consacrer de plus en plus aux problèmes les plus importants, qui impliquent des choix difficiles, des investissements considérables et des décisions prises à l'échelon le plus élevé, tandis que les demandes de renseignements moins complexes seraient traitées directement par les centres d'information locaux, éventuellement avec l'assistance directe de leurs homologues des pays industrialisés. Les centres locaux auront besoin d'une assistance technique renforcée pour pouvoir s'acquitter de leurs nouvelles tâches et pouvoir appliquer des méthodes plus complexes. Les services plus spécialisés et améliorés qui devront être rendus à moyen terme nécessiteront une augmentation régulière des ressources annuelles.

c) Gestion industrielle et services consultatifs

On estime que l'importance de la gestion industrielle et la nécessité de services consultatifs seront mieux comprises et reconnues au cours de la période 1974-1977. En outre, l'infrastructure industrielle se sera développée et élargie avec ce résultat que le nombre des projets opérationnels ira en s'accroissant, en même temps que les besoins et les projets deviendront plus complexes. Le nombre des projets devrait passer de 37 en 1972 à 80 en 1977. On en prévoit 35 pour les services consultatifs en matière de gestion, 35 également pour les techniques de gestion et 10 pour la gestion au niveau sectoriel.



d) Petites industries

On estime qu'une soixantaine de pays bénéficieront d'activités de promotion de la petite industrie au cours de la période 1974-1977.

e) Formation industrielle

L'Organisation fera tout son possible pour que les progrès de la formation industrielle aillent de pair avec celui de l'industrie dans les pays en voie de développement. Il faudra mettre au point et appliquer, dans les entreprises et dans les sociétés des pays intéressés, des méthodes de formation adaptées aux besoins de leur industrie; il faudra créer de nouveaux établissements de formation ou renforcer et réorganiser les établissements existants, et établir des liens plus étroits entre l'enseignement et l'industrie. Il faudra renforcer les activités de formation de caractère national et régional. On se propose à cet égard d'organiser un nombre croissant de programmes de formation dans les pays en voie de développement les plus avancés. Les stages de formation en groupe dans l'entreprise seront davantage spécialisés et un système d'évaluation permettra d'établir des rapports coût-avantage pour la formation industrielle. La mise en place du système de programmation par pays accroîtra l'importance des conseillers nationaux en matière de formation industrielle. Certaines activités de formation pourront être intégrées ou rattachées à des projets d'investissement.

f) Formulation et direction du programme

Il sera nécessaire de procéder, au milieu de la deuxième Décennie du développement, à un examen approfondi du programme et de l'adapter à la situation des pays en voie de développement. Compte tenu de la diversité des niveaux de développement, les éléments du programme devront être davantage différenciés.

5. Politiques et programmation industrielles

Une assistance technique d'un montant de 35 millions de dollars sera fournie au titre de ce programme dont les différents éléments bénéficieront de ressources supplémentaires nécessaires. En outre, une assistance sera accordée pour la réalisation de plusieurs centaines de projets d'investissement. L'aide aux industries orientées vers l'exportation sera accrue, en particulier dans le domaine des programmes de coopération avec des entreprises et des institutions de pays avancés. L'évaluation de la situation de l'industrie au milieu de la deuxième Décennie pour le développement, le lancement de nouveaux programmes multinationaux de contrôle et d'évaluation, les préparatifs de la deuxième Conférence générale de l'ONUDI qui se tiendra au début de 1975 et les activités qui en découleront représentent autant de tâches nouvelles et difficiles dont il faudra s'acquitter pendant la période considérée.

a) Programmation industrielle

Le coût du programme d'assistance technique fournie au titre de cet élément devrait passer de 3 à environ 6 millions de dollars. Les résumés de plans de développement industriel seront axés sur les problèmes particuliers et les techniques nouvelles. Les recherches sur les politiques et les stratégies seront complétées par des études sur l'efficacité comparée des diverses politiques et stratégies d'industrialisation. On établira des répertoires de mesures et de moyens à mettre en oeuvre en matière de politique industrielle. On mettra au point et on essaiera des techniques pour le choix des industries prioritaires, telles que la planification à de multiples niveaux. Les meilleures possibilités d'investissements seront étudiées également du point de vue de leur complémentarité et des effets d'entraînement. Les travaux relatifs à l'élaboration et à l'évaluation des projets devraient prendre plus d'ampleur pour faire face à l'accroissement prévu du nombre des demandes d'assistance technique; on établira des études de faisabilité en tenant compte des directives pour l'élaboration des projets; des paramètres nationaux seront calculés et l'on mettra au point une méthode pour l'évaluation des projets devant être exécutés par des groupements régionaux. Les activités d'assistance technique pour la mise en oeuvre des projets se développeront rapidement. Des ressources importantes seront affectées aux recherches relatives aux groupements industriels régionaux (rassemblement de données d'expérience sur la coopération, mise au point de méthodes permettant d'évaluer les avantages économiques pour un pays donné de la coopération dans le domaine de l'industrie, etc.). L'utilisation des ordinateurs et d'autres méthodes analytiques avancées se développera considérablement.

b) Financement industriel et promotion des investissements

Les activités de promotion seront menées dans le cadre de programmes d'action bien coordonnés. Jusqu'ici, pour parer au plus pressé, l'assistance fournie par l'ONUDI aux pays en voie de développement a porté essentiellement sur les activités de promotion organisées à l'étranger. Pendant la période considérée, on insistera, au contraire, sur l'assistance aux activités de promotion menées dans les pays intéressés par les institutions nationales et les promoteurs locaux de projets. Le but de cette nouvelle politique est de mieux équilibrer les activités de promotion internes et externes en vue de mobiliser les investissements le plus efficacement possible et de créer un climat favorable à leur mobilisation. Cette nouvelle orientation est conforme au système de programmation par pays. Il doit en résulter une augmentation des ressources affectées, dans le programme à moyen terme, à l'assistance pour la création d'institutions locales et la formation d'un personnel chargé du financement industriel et de la promotion des investissements. L'ONUDI aura besoin de personnel supplémentaire pour les activités de soutien nécessaires à ces projets multinationaux et nationaux.

c) Promotion des industries orientées vers l'exportation

Les activités au titre de ce programme en 1974 et 1975 viseront essentiellement à donner des conseils sur les stratégies que les pays en voie de développement peuvent appliquer en matière d'exportation et tendront à encourager, au niveau des entreprises, diverses formes de coopération internationale propres à promouvoir l'exportation d'articles manufacturés produits dans les pays en voie de développement. Cette politique sera poursuivie et intensifiée pendant la période allant de 1975 à 1977. Cependant, compte tenu de l'expérience acquise et des contacts établis avec les entreprises de pays avancés et de pays en voie de développement, l'accent sera mis sur certains secteurs industriels que l'ONUDI estimera se prêter le mieux au transfert aux pays en voie de développement de la capacité de production en vue de l'exportation. Pour faciliter cette concentration des efforts, il sera peut-être nécessaire de fusionner certains programmes de promotion. En même temps, l'accroissement prévu du personnel permettra d'élargir cet élément de programme et d'examiner plus en détail l'incidence de la coopération industrielle en vue de l'exportation sur la croissance économique des pays en voie de développement. Cet élément de programme comportera également un examen attentif de la coopération industrielle entre pays en voie de développement, compte tenu de l'influence des groupements économiques de pays développés sur les courants d'échanges mondiaux. Une attention particulière sera accordée dans ce domaine aux stratégies d'exportation applicables aux pays en voie de développement les moins avancés.

d) Etudes et enquêtes industrielles

Quatre numéros de l'Etude du développement industriel seront publiés; on y trouvera une évaluation des résultats obtenus au milieu de la deuxième Décennie du développement. La préparation et l'exploitation des résultats de la deuxième Conférence générale de l'ONUDI, qui se tiendra au début de 1975, feront l'objet d'efforts particuliers. Cette évaluation à l'échelle mondiale sera complétée par des études régionales et, dans certains cas, par des études par pays, en vue d'approfondir l'analyse et de renforcer l'assistance fournie, en particulier aux pays les moins avancés. Ce développement des activités de contrôle et d'évaluation des progrès du développement industriel, s'ajoutant aux activités relatives à la deuxième Conférence générale de l'ONUDI, nécessitera un renforcement du personnel et une augmentation des fonds affectés aux activités consultatives au cours de la période considérée.

e) Formulation et direction du programme

Ces activités ont un caractère permanent et continu et leur développement va de pair avec celui des activités des autres éléments du programme. Au cours de la période considérée, une assistance technique d'un montant de 35 millions de dollars sera fournie au titre du programme des politiques et de la programmation

industrielles. L'évaluation des progrès du développement industriel et les modifications qu'il faudra sans doute apporter à certains des objectifs de la Stratégie internationale du développement au milieu de la deuxième Décennie du développement, la préparation et l'exploitation de résultats de la deuxième Conférence de l'ONUDI, ainsi que la promotion de formes nouvelles de coopération internationale dans le domaine de l'industrie exigeront sans doute une augmentation des moyens mis en oeuvre pour réaliser ce programme.

## 6. Coopération hors siège

A partir de 1974, certaines activités de l'ONUDI dans le domaine des politiques, des enquêtes et de la programmation industrielles seront décentralisées, des fonctionnaires du Siège étant à cet effet détachés auprès des commissions économiques régionales et du BESNUB pour y constituer des divisions communes de l'industrie ou pour les renforcer. On espère que, d'ici 1977, l'ONUDI aura créé des divisions communes de l'industrie avec toutes les commissions économiques régionales et avec le BESNUB. Cette mesure entraînera une redistribution du personnel du Siège au cours des prochaines années. Le programme d'assistance technique de l'ONUDI devant doubler de volume entre 1973 et 1977, il sera nécessaire de porter le nombre des conseillers industriels hors siège à 40 entre 1974 et 1975 et à 60 au cours de la période 1976-1977. Les dépenses à faire pour aider les gouvernements des pays en voie de développement à formuler leurs demandes d'assistance technique à l'industrie seraient couvertes à raison d'un tiers par le budget ordinaire de l'ONUDI et de deux tiers par le PNUD.

### a) Coopération hors siège avec les commissions économiques régionales et le BESNUB

On prévoit que d'ici 1974 la Division CEA/ONUDI de l'industrie aura été créée et que les deux organisations se seront mises d'accord sur son programme de travail. Il est donc envisagé de décentraliser, à partir de 1974, certaines des activités de l'ONUDI en matière de politiques, d'enquêtes et de programmation industrielles en détachant des fonctionnaires du Siège auprès des commissions économiques régionales. Des mesures seront prises pour créer des divisions communes de l'industrie auprès des autres commissions économiques régionales, ce qui nécessitera d'autres détachements de fonctionnaires du Siège. On s'attend à voir augmenter le nombre des consultations interorganisations et des projets régionaux ou interrégionaux exécutés en commun. L'examen des programmes, auquel l'ONUDI procède chaque année avec les commissions économiques régionales et avec le BESNUB, devrait aboutir à la mise au point d'un programme unique d'aide à l'industrie des pays en voie de développement.

b) Conseillers industriels hors siège

Le Conseil du développement industriel ayant mis l'accent sur l'importance du rôle des conseillers industriels hors siège pour promouvoir la coordination des activités de développement industriel au niveau des pays ainsi que pour formuler et mettre en oeuvre les projets d'assistance, on prévoit que le nombre des conseillers hors siège sera augmenté et porté au-delà du chiffre actuel de 30. Le fait que l'ONUDI participe à tous les niveaux aux activités de programmation par pays et que les conseillers ont à intervenir dans la formulation des projets au niveau national limite le nombre de pays pour lesquels les services d'un seul conseiller hors siège peuvent être considérés comme suffisants. Un projet de résolution présenté par 16 pays à l'Assemblée générale, à sa vingt-septième session, "souligne la nécessité de renforcer les liens de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel avec les pays en voie de développement grâce au programme de conseillers industriels hors siège, dont l'importance croissante pour la mise en oeuvre des programmes opérationnels a été pleinement reconnue, en ce qui concerne notamment la formulation et la mise en oeuvre des programmes par pays à long terme et la mise au point de mesures spéciales d'assistance aux pays en voie de développement les moins avancés, conformément à la résolution 31 (VI) du Conseil du développement industriel".

c) Conseillers interrégionaux

Etant donné que le programme d'assistance technique de l'ONUDI devrait doubler de volume entre 1973 et 1977 et compte tenu de l'évolution des objectifs et priorités à long terme concernant l'industrialisation des pays en voie de développement, il faudra, pour pouvoir continuer à fournir les services hautement qualifiés demandés par les gouvernements de ces pays, augmenter le nombre des conseillers interrégionaux et déterminer les domaines dans lesquels ils doivent être spécialisés en tenant compte des besoins des pays en voie de développement.

7. Programme de coopération ONUDI/BIRD

Il est prévu de conclure avec la BIRD un accord officiel de coopération analogue aux accords conclus entre la Banque et certaines institutions spécialisées. Cet accord entrera en vigueur en 1974. Le Conseil du développement industriel et l'Assemblée générale ont été informés des négociations menées à cet effet entre l'ONUDI et la Banque. L'objectif de cet accord de coopération est d'établir le lien supplémentaire indispensable entre les activités de préinvestissement de l'ONUDI et les vastes possibilités de financement que la Banque peut offrir pour la création d'industries dans les pays en voie de développement. Les dépenses de personnel et dépenses connexes seront couvertes à raison de 25 p. 100 par l'ONUDI et de 75 p. 100 par la Banque. Le groupe créé à l'ONUDI pour assurer l'exécution du programme de coopération serait composé à l'origine de six fonctionnaires de la catégorie des administrateurs, assistés d'agents des services généraux.



## 8. Gestion des activités de coopération technique

Il ressort de l'analyse des projets et des programmes par pays déjà approuvés que les activités opérationnelles connaîtront un accroissement rapide entre 1972 et 1977 : leur coût devrait en effet passer de 21 millions de dollars en 1972 à 35 millions en 1974, 41 millions en 1975, 48 millions en 1976 et 54 millions en 1977, ce qui représente une augmentation de l'ordre de 6 millions de dollars par an. Par ailleurs, les projets hors siège vont devenir de plus en plus complexes et nécessiteront donc une formulation plus détaillée et un contrôle plus étroit en cours d'exécution. On s'attend à voir augmenter le nombre des projets pluridisciplinaires, ce qui exigera une collaboration plus étroite avec d'autres institutions et une coordination du soutien technique fourni par plusieurs divisions organiques de l'ONUDI. Des mesures ont été prises pour augmenter l'efficacité de l'exécution du programme grâce à l'emploi de techniques modernes de gestion, notamment le traitement électronique des données. Enfin, on accorde davantage d'attention à l'évaluation des activités hors siège, conformément aux recommandations du Conseil du développement industriel. Une augmentation sensible des effectifs (personnel de la catégorie des administrateurs et agents des services généraux) sera nécessaire pour mener à bien les activités énumérées ci-dessus et pour faire en sorte que l'ONUDI participe de la façon la plus efficace à toutes les étapes du cycle de programmation par pays.

### a) Coordination des activités et politiques d'assistance technique

En 1975 le premier cycle des activités de programmation par pays du PNUD sera terminé et le second sera en cours; à l'établissement d'études sommaires par pays, de propositions de projets et d'observations concernant les projets de programmes par pays, s'ajouteront les examens annuels de tous les programmes par pays approuvés antérieurement. Etant donné l'intérêt croissant des gouvernements pour l'assistance offerte à l'industrie, l'ONUDI sera sans doute appelée à participer plus activement encore aux activités de programmation par pays, notamment en élaborant de nouveaux types de projets industriels, dont beaucoup auront un caractère plus complexe et intéresseront plusieurs secteurs industriels. Le nombre de demandes d'assistance au titre du programme des SIS devrait continuer à augmenter et l'on espère que d'ici 1977 des ressources beaucoup plus importantes auront été affectées à l'exécution de ce programme. On s'attend également à une augmentation de l'assistance accordée au titre du Programme ordinaire. L'élaboration et la coordination des mesures spéciales d'aide aux pays en voie de développement les moins avancés bénéficieront d'une attention particulière. Pour faire face à cette situation, il sera nécessaire de renforcer la coordination des activités de l'ONUDI avec celles des organismes multilatéraux ou bilatéraux, tant publics que privés.

### b) Evaluation périodique des activités d'assistance technique et mesures consécutives

Il est prévu d'intensifier les efforts déployés pour évaluer, de manière régulière et détaillée, l'état d'avancement des projets et définir les mesures consécutives nécessaires. L'expansion des activités hors siège, dont le coût devrait passer de 21 millions de dollars en 1972 à 35 millions en 1974 et



54 millions en 1977, et la complexité croissante des projets rendront nécessaire une augmentation des effectifs.

c) Projets interrégionaux et bourses de perfectionnement

On accorde de plus en plus d'importance à la formation en groupe, qui constitue un moyen efficace d'assurer le transfert des techniques, et les gouvernements se montrent de plus en plus disposés à fournir les installations et les ressources financières nécessaires à cet effet. Au cours de la période considérée, le nombre annuel de ces projets, financés par les diverses sources disponibles, devrait atteindre 55 et celui des participants un millier. Au cours de la même période, le nombre de bourses individuelles de perfectionnement devrait dépasser 1 300 par an. Une augmentation des effectifs (personnel de la catégorie des administrateurs et agents des services généraux) et des ressources extra-budgétaires supplémentaires seront nécessaires pour répondre à la demande croissante de programmes de formation en groupe en concluant des accords spéciaux avec les organismes multilatéraux ou bilatéraux (publics ou privés) qui pourraient participer à leur organisation, ainsi que pour examiner le nombre croissant de demandes de bourses de perfectionnement dans des domaines très spécialisés de l'industrie.

d) Gestion des projets hors siège

Le coût des programmes opérationnels devrait passer de 21 millions de dollars en 1972 à 34 millions en 1974, 41 millions en 1975, 48 millions en 1976 et 54 millions en 1977 (19 millions pour l'Afrique, 9 millions pour l'Amérique, 13 millions pour l'Asie et l'Extrême-Orient, 9 millions pour l'Europe et le Moyen-Orient et 4 millions pour les projets interrégionaux). Etant donné cet accroissement rapide des activités opérationnelles et compte tenu du fait que la formulation des projets et les procédures d'approbation seront plus complexes et que la participation à tous les stades du cycle de programmation par pays sera plus intensive, il sera nécessaire d'augmenter sensiblement les effectifs, aussi bien ceux des fonctionnaires de la catégorie des administrateurs que ceux des agents des services généraux.

e) Formulation et direction du programme

Etant donné l'expansion régulière des activités de planification et de contrôle de l'exécution des projets et des activités d'évaluation, l'accroissement du nombre des projets nécessitant une coopération étroite avec d'autres organismes des Nations Unies ou avec des organismes bilatéraux et le renforcement du réseau des conseillers hors siège, il est indispensable de maintenir à leur niveau actuel les effectifs du Cabinet du Directeur de la Division.

## 9. Administration

Les tâches les plus importantes seront les suivantes : mesures à prendre en prévision de l'extension rapide du programme de coopération technique et de

l'augmentation correspondante des effectifs; amélioration des systèmes de gestion intégrés; amélioration et utilisation efficace du nouveau système d'établissement des programmes et des budgets, et mise en place des services de comptabilité nécessaires; transfert du Siège dans les locaux permanents; utilisation accrue des moyens électroniques pour le traitement d'un nombre croissant de données et accroissement du volume des communications; planification plus efficace du recrutement; développement des activités de formation du personnel et étude permanente des méthodes et de la productivité.

a) Services financiers

Vu l'expansion des programmes de l'ONUDI au cours de la période considérée, le Service financier devra faire face à un surcroît de travail. Le développement du Service des systèmes de gestion intégrés du PNUD et les besoins propres de l'ONUDI en matière de gestion exigeront aussi que le Service financier fournisse des données financières plus détaillées et plus documentées. En outre, le nouveau système d'établissement du programme et du budget exigera une participation accrue du Service financier aux activités de prévisions à long terme des ressources, de formulation des programmes et d'analyse du budget, et l'utilisation de méthodes plus précises. On prévoit que, pendant la période considérée, les principaux objectifs du Service financier seront les suivants : généralisation du traitement électronique des données, amélioration des liaisons entre les systèmes d'information financière de l'ONUDI et ceux du Siège de l'Organisation des Nations Unies et du PNUD, mise en place d'un système d'évaluation des coûts, perfectionnement du système de présentation des informations financières nécessaires à la gestion, et usage accru par la gestion des données financières en tant que facteurs essentiels de la prévision et du contrôle des programmes. Pour déterminer les ressources nécessaires pour la période considérée, il a été tenu compte de l'utilisation croissante du traitement électronique des données et de l'importance des effectifs qui se trouveront libérés par l'emploi de ces techniques nouvelles.

b) Services d'administration du personnel

Les effectifs du Siège devront être accrus pour faire face à la forte expansion envisagée pour les programmes de coopération technique de l'Organisation, mais on ne prévoit pas une augmentation proportionnelle des effectifs affectés au Service du personnel, les nouvelles applications et le développement des systèmes de traitement électronique des données, en particulier dans le domaine de l'administration du personnel, devant permettre de multiplier le rendement des effectifs actuels du Service. Il faudra néanmoins faire un effort accru en ce qui concerne la formation du personnel, ce qui exigera des moyens supplémentaires. Ces activités auront pour principal objectif d'inciter le personnel à se sentir plus responsable de la bonne exécution des programmes de travail de l'Organisation.

c) Services généraux

Au début de la période considérée, les Services généraux continueront à veiller à l'entretien des locaux temporaires occupés par l'ONUDI dans les bâtiments mis à sa disposition par le Gouvernement autrichien. On envisage de commencer à

préparer en 1975 le transfert de l'Organisation à son Siège permanent du Donaupark, qu'elle devrait pouvoir occuper en 1977. Une attention particulière devra être accordée à la préparation et à la négociation des accords avec l'AIEA et les autorités autrichiennes au sujet de la création des services communs et de l'utilisation des terrains communs. Le développement rapide des programmes de coopération technique entraînera un surcroît de travail pour le service des communications et des archives, qui devra disposer de moyens accrus. Les crédits alloués pour les communications devront être augmentés pour faire face aux besoins résultant de l'élargissement du programme.

d) Gestion administrative et services de traitement électronique des données

La première partie de la période considérée sera caractérisée par le développement des services de traitement électronique des données. Une des tâches les plus importantes sera la mise au point d'un système intégré de gestion, englobant les relevés financiers, la comptabilité analytique et l'exécution des programmes. Pendant la seconde moitié de la période considérée, une des activités principales sera l'étude approfondie des possibilités d'intégration de services communs à l'AIEA et à l'ONUDI lorsque les deux organisations s'installeront dans les bâtiments du Siège permanent, au Donaupark. Les besoins en personnel et en matériel devront être étudiés et déterminés en commun, longtemps avant le transfert au nouveau Siège, prévu pour 1977.

e) Achats et services contractuels

L'extension rapide et continue des programmes de coopération technique et l'utilisation accrue de la sous-traitance entraîneront un surcroît de travail pour le Bureau des achats de matériel technique et des services contractuels. Si une augmentation de son effectif s'avère nécessaire, elle ne sera pas directement proportionnelle à l'accroissement de la valeur des commandes et des contrats, pour les raisons suivantes : a) Groupement des achats; b) Accroissement probable de la valeur moyenne des contrats; c) Rationalisation plus poussée des travaux. On envisage l'utilisation de matériels de bureau plus perfectionnés, par exemple de machines à écrire programmées et de fichiers électroniques. Une nouvelle tâche, dont le Bureau ne peut s'acquitter à l'heure actuelle, devra être entreprise : établir pour le matériel les estimations de coût nécessaires pour la planification des projets.

f) Soutien administratif et technique pour la construction du Siège permanent

D'après le calendrier actuel des travaux, le Siège permanent sera achevé et occupé en 1977. De 1974 à 1977, les activités de planification de l'ONUDI passeront par différentes étapes en fonction des progrès de la construction. Leur volume diminuera au fur et à mesure de l'avancement des travaux. Après l'achèvement de ceux-ci, un service commun de planification ONUDI/AIEA sera, le cas échéant, créé au Siège permanent afin d'éviter les doubles emplois et d'économiser des ressources disponibles.

g) Direction du programme

L'effort portera principalement sur les dispositions à prévoir pour l'administration du personnel supplémentaire, les préparatifs en vue du transfert de l'Organisation dans les bâtiments du Siège permanent au Donaupark et de la création de services communs à l'ONUDI et à l'AIEA, ainsi que sur les mesures à prendre pour faire face, sur le plan administratif, à l'expansion prévue des programmes de coopération technique. On prévoit que l'accomplissement de ces tâches n'exigera que des modifications mineures du tableau d'effectifs.

h) Services de conférence

La préparation et l'organisation de la Conférence générale de l'ONUDI, qui doit se tenir au début de 1975, ainsi que les activités consécutives à cette réunion, représenteront pour les services intéressés un surcroît de travail considérable. On prévoit un renforcement des services de reproduction et d'interprétation communs à l'ONUDI et à l'AIEA, et une intégration plus poussée de ces services après l'installation de l'Organisation au Siège permanent. L'utilisation probable du chinois pendant les réunions de l'ONUDI et pour l'établissement de la documentation créera des besoins supplémentaires pendant la période considérée.

## K. PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR L'ENVIRONNEMENT

Dans sa résolution 2994 (XXVII), l'Assemblée générale s'est déclarée satisfaite que la Conférence des Nations Unies sur l'environnement, réunie à Stockholm en juin 1972, et son Comité préparatoire, aient réussi à axer l'attention des gouvernements et de l'opinion publique sur la nécessité d'une action rapide dans le domaine de l'environnement. Afin d'assurer la mise en oeuvre efficace, par les gouvernements et la communauté internationale, des mesures conçues pour sauvegarder et améliorer l'environnement dans l'intérêt des générations humaines actuelles et futures, l'Assemblée générale, par sa résolution 2997 (XXVII), a décidé, entre autres, de créer un conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour l'environnement ainsi qu'un petit secrétariat, à l'Organisation des Nations Unies, chargé de centraliser l'action en matière d'environnement et de réaliser la coordination dans ce domaine entre les organismes des Nations Unies, de façon à assurer à cette action un haut degré d'efficacité.

On trouvera ci-après : i) un tableau récapitulatif des fonds nécessaires pour le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), par programme et selon l'origine des fonds, pour chacune des années de la période du plan à moyen terme; ii) un tableau récapitulatif des postes nécessaires, par programme et selon l'origine des fonds, pour chacune de ces années; iii) un tableau récapitulatif des postes nécessaires, par classe et selon l'origine des fonds, pour chacune des années. Les postes et les fonds nécessaires indiqués pour 1974 et 1975 correspondent à ceux qui sont demandés dans le projet de programme de travail et de budget pour la période biennale 1974/1975 (A/9006). En attendant qu'un programme de travail soit adopté par le Conseil d'administration du Programme pour l'environnement, le plan à moyen terme prévoit des ressources suffisantes pour permettre au PNUE, sur la base du programme envisagé lors de l'établissement du plan à moyen terme, de continuer à exécuter son programme de travail avec efficacité.

Les fonds prévus sous les rubriques "Programmes opérationnels" et "Autres ressources extra-budgétaires" ont été calculés en fonction des montants estimatifs nécessaires pour 1973-1974 que le Directeur exécutif soumettra au Conseil d'administration du Programme pour l'environnement, à sa première session, pour examen et approbation. Compte tenu des données dont on dispose déjà, on a présumé que le montant des ressources à consacrer aux programmes opérationnels en 1974 ne diminuerait pas pendant la période du plan à moyen terme. En ce qui concerne les dépenses d'appui au programme et les dépenses d'administration qui seront imputées sur les autres ressources (extra-budgétaires), on a également prévu le maintien pendant la période 1974-1977 des montants qui seront vraisemblablement proposés pour 1974, compte tenu, toutefois, d'augmentations annuelles probables des salaires et des prix.

Au titre du budget ordinaire, le plan prévoit une augmentation limitée de l'effectif (4 postes d'administrateur et 3 postes d'agent des services généraux en 1976; 3 postes d'administrateur et 4 postes d'agent des services généraux en 1977) ainsi qu'une augmentation (de 24 000 dollars en 1976 et de 36 000 dollars en 1977) des crédits nécessaires pour les frais de location et d'entretien, les fournitures, le mobilier et le matériel.



Tableau 4/3

**TABEAU RECAPITULATIF DES FONDS NECESSAIRES PAR CATEGORIE DE PROGRAMME  
ET SELON L'ORIGINE DES FONDS**

(Milliers de dollars des Etats-Unis)

**ROUAGE : PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR L'ENVIRONNEMENT**

CATEGORIE DE PROGRAMME	1974				1975				1976				1977			
	Programmes opérationnels a/	Autres ressources extra- budgétaires	Budget ordinaire	Programmes opérationnels a/	Autres ressources budgétaires	Budget ordinaire	Programmes opérationnels a/	Autres ressources extra- budgétaires a/	Programmes opérationnels a/	Autres ressources extra- budgétaires a/	Budget ordinaire	Programmes opérationnels a/	Autres ressources extra- budgétaires a/	Programmes opérationnels a/	Autres ressources extra- budgétaires a/	Budget ordinaire
<u>Organes directeurs</u> .....	-	-	105	-	-	110	-	-	-	-	115	-	-	-	-	121
<u>Direction exécutive et administration</u> ..	-	-	192	-	-	202	-	-	-	-	219	-	-	-	-	232
<u>Programmes</u> .....	16 000	1 364	718	16 000	1 412	755	16 000	1 462	16 000	1 514	797	16 000	1 514	16 000	1 514	827
<u>Appui au Programme</u> .....	-	1 507	917	-	1 094	966	-	1 132	-	1 172	1 033	-	1 172	-	1 172	1 143
<b>TOTAL</b> .....	16 000	2 421	1 932	16 000	2 506	2 033	16 000	2 594	16 000	2 686	2 164	16 000	2 686	16 000	2 686	2 323

a/ Estimations établies à titre provisoire en attendant que le Conseil d'administration du Programme pour l'environnement tiennne sa première session.

Tableau 42

## TABLEAU RECAPITULATIF DES POSTES NECESSAIRES PAR PROGRAMME ET SELON L'ORIGINE DES FONDS

ROUAGE : PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR L'ENVIRONNEMENT

PROGRAMME	ORIGINE DES FONDS											
	AUTRES RESSOURCES (EXTRA-BUDGETAIRES) <sup>a/</sup>						BUDGET ORDINAIRE					
	1974	1975	1976	1977	1974	1975	1976	1977	1974	1975	1976	1977
	Adm.	Serv. gén.	Adm.	Serv. gén.	Adm.	Serv. gén.	Adm.	Serv. gén.	Adm.	Serv. gén.	Adm.	Serv. gén.
Sessions du Conseil d'administration .....	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Direction exécutive et administration .....	-	-	-	-	3	4	3	4	4	4	4	4
Programmes pour l'environnement .....	27	34	27	34	18	13	18	13	19	15	19	15
Services administratifs ..	19	23	19	23	7	8	7	8	8	8	9	9
Services communs .....	-	-	-	-	1	26	1	26	2	27	4	30
Services de conférence ...	-	-	-	-	5	13	5	13	5	13	5	13
<b>TOTAL</b>	<b>46</b>	<b>57</b>	<b>46</b>	<b>57</b>	<b>34</b>	<b>64</b>	<b>34</b>	<b>64</b>	<b>38</b>	<b>67</b>	<b>41</b>	<b>71</b>

a/ Nombre de postes qui sera soumis à la première session du Conseil d'administration du Programme pour l'environnement.

Tableau 50

**TABLEAU RECAPITULATIF DES POSTES NECESSAIRES, PAR CLASSE ET SELON L'ORIGINE DES FONDS**

**ROUAGE : PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR L'ENVIRONNEMENT**

PROGRAMME	a/ ORIGINE DES FONDS							
	AUTRES RESSOURCES (EXTRA-BUDGETAIRES)				BUDGET ORDINAIRE			
	1974	1975	1976	1977	1974	1975	1976	1977
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								
Directeur exécutif	-	-	-	-	1	1	1	1
Sous-Secrétaires généraux	-	-	-	-	2	2	2	2
Directeurs (D-2)	2	2	2	2	3	3	3	3
Administrateurs généraux (D-1)	9	9	9	9	3	3	3	3
Administrateurs hors classe (P-5)	9	9	9	9	6	6	6	6
Administrateurs de 1ère classe (P-4)					13	13	13	13
Administrateurs de 2ème classe (P-3)	26	26	26	26	3	3	6	7
Administrateurs adjoints de 1ère ou de 2ème classe (P-2/1)					3	3	4	6
Total partiel	46	46	46	46	34	34	38	41
Agents des services généraux								
1ère classe,	b/	b/	b/	b/	10	10	11	13
Autres classes	b/	b/	b/	b/	54	54	56	58
Total partiel	57	57	57	57	64	64	67	71
TOTAL	103	103	103	103	98	98	105	112

a/ Propositions relatives à la classe des postes qui seront soumises à la première session du Conseil d'administration du Programme pour l'environnement.

b/ Chiffres non disponibles lors de l'établissement du plan à moyen terme.

L. BUREAU DU COORDONNATEUR DES NATIONS UNIES POUR  
LES SECOURS EN CAS DE CATASTROPHE

Par sa résolution 2816 (XXVI), l'Assemblée générale a notamment invité le Secrétaire général à nommer un Coordonnateur des secours en cas de catastrophe, qui relèverait directement de lui et qui dirigerait un bureau permanent situé à Genève. Ce bureau, qui constitue une entité distincte au sein du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies et dont l'effectif en personnel peut être accru, selon les besoins, par le détachement pour de courtes périodes de fonctionnaires d'autres services pour répondre à des situations critiques, joue le rôle de centre pour les questions de secours en cas de catastrophe.

Aux termes des dispositions de la résolution susmentionnée, les attributions du Coordonnateur des secours en cas de catastrophe sont les suivantes :

- Etablir et entretenir les rapports de coopération les plus étroits avec toutes les organisations intéressées et arrêter avec elles toutes les dispositions pouvant être prises à l'avance en vue d'assurer l'assistance la plus efficace possible;
- Mobiliser, orienter et coordonner les activités de secours des divers organismes des Nations Unies pour donner suite à une demande d'assistance formulée par un Etat victime d'une catastrophe;
- Coordonner l'assistance fournie par l'Organisation des Nations Unies et celle des organisations intergouvernementales et non gouvernementales, en particulier la Croix-Rouge internationale;
- Recevoir au nom du Secrétaire général, les contributions qui lui seront offertes pour les activités de secours en cas de catastrophe menées par l'Organisation des Nations Unies, ses organismes et ses programmes lors d'une situation critique particulière;
- Aider le gouvernement du pays frappé à évaluer ses besoins en secours et autres et l'ordre de priorité de ces besoins, communiquer ces renseignements aux donateurs éventuels et aux autres intéressés et servir de centre pour les mesures d'assistance prises ou envisagées par toutes les sources d'aide extérieure;
- Promouvoir l'étude, la prévention, le contrôle et la prévision des catastrophes naturelles, y compris le rassemblement et la diffusion d'informations concernant l'évolution de la technique;

- Prêter son concours pour la fourniture d'avis aux gouvernements sur l'élaboration de plans de protection contre les catastrophes en collaboration avec les organismes bénévoles compétents, notamment la Ligue des sociétés de la Croix-Rouge, et tirer parti des ressources des organismes des Nations Unies disponibles à ces fins;
- Rassembler et diffuser des renseignements sur l'organisation et la coordination des secours en cas de catastrophe, y compris l'amélioration et la constitution de réserves dans les zones sujettes à des catastrophes naturelles, et formuler des suggestions en vue d'assurer l'usage le plus efficace possible des ressources disponibles;
- Réduire progressivement les opérations de secours menées sous son égide lorsque le pays frappé parviendra au stade du relèvement et de la reconstruction, tout en continuant cependant de s'intéresser, dans le cadre de ses responsabilités en matière de secours, aux activités des organismes des Nations Unies chargés du relèvement et de la reconstruction;
- Adresser au Secrétaire général un rapport annuel, qui sera présenté au Conseil économique et social et à l'Assemblée générale.

On trouvera ci-après : 1) un tableau récapitulatif des fonds nécessaires pour le Bureau du Coordonnateur des secours en cas de catastrophe, par catégorie de programme et par programme, pour chacune des années de la période du plan à moyen terme; 2) un tableau récapitulatif des postes nécessaires, par programme, pour chacune de ces années; 3) un tableau récapitulatif des postes nécessaires, par classe, pour chacune des années 1974/1977. Les postes et les fonds nécessaires indiqués pour 1974 et 1975 correspondent à ceux qui sont demandés dans le projet de programme de travail du budget pour la période biennale 1974-1975 (A/9006). Le plan à moyen terme prévoit une augmentation limitée de l'effectif (1 poste d'administrateur et 1 poste d'agent des services généraux) pour 1976, afin de renforcer la section chargée de centraliser l'assistance en cas de catastrophe, fonctions qui entraînent, comme l'expérience l'a démontré, un lourd travail. A cette exception près, le plan à moyen terme prévoit le maintien en 1976/1977 de l'effectif proposé pour 1974 et 1975, compte tenu d'augmentations probables des salaires et des prix, puisqu'il est entendu que le Bureau du Coordonnateur des secours en cas de catastrophe doit demeurer un petit service dynamique, capable d'entrer rapidement en action.

**TABEAU RECAPITULATIF DES FONDs NECESSAIRES PAR CATEGORIE DE PROGRAMME  
ET PAR PROGRAMME ET SELON L'ORIGINE DES FONDs**

(Milliers de dollars des Etats-Unis)

ROUAGE : BUREAU DU COORDONNATEUR DES NATIONS UNIES POUR LES SECOURS EN CAS DE CATASTROPHE

CATEGORIE DE PROGRAMME ET PROGRAMME	1974			1975			1976			1977		
	Programmes opérationnels	Autres ressources extra- budgétaires	Budget ordinaire	Programmes opérationnels	Autres ressources extra- budgétaires	Budget ordinaire	Programmes opérationnels	Autres ressources extra- budgétaires	Budget ordinaire	Programmes opérationnels	Autres ressources extra- budgétaires	Budget ordinaire
A. <u>Direction exécutive et administration</u>	-	-	93	-	-	111	-	-	116	-	-	122
B. <u>Programme</u>	-	-	498	-	-	513	-	-	559	-	-	591
Coordination des secours en cas de catastrophe .....												
<b>TOTAL .....</b>	-	-	591	-	-	624	-	-	675	-	-	713



Tableau 52

**TAB. 10. — TABLEAU RECAPITULATIF DES POSTES NECESSAIRES, PAR CLASSE ET SELON L'ORIGINE DES FONDS**

ROUAGE : BUREAU DU COORDONNATEUR DES NATIONS UNIES POUR LES SECOURS EN CAS DE CATASTROPHE

Programmes	ORIGINE DES FONDS											
	AUTRES RESSOURCES (EXTRA-BUDGETAIRES)						BUDGET ORDINAIRE					
	1974	1975	1976	1977	1974	1975	1976	1977	1974	1975	1976	1977
	Adm.	Adm.	Adm.	Adm.	Adm.	Adm.	Adm.	Adm.	Adm.	Adm.	Adm.	Adm.
	Serv. gén.	Serv. gén.	Serv. gén.	Serv. gén.	Serv. gén.	Serv. gén.	Serv. gén.	Serv. gén.	Serv. gén.	Serv. gén.	Serv. gén.	Serv. gén.
- Direction exécutive et administration .....	-	-	-	-	-	-	-	-	2	2	2	2
- Coordination des secours en cas de catastrophe .....	-	-	-	-	-	-	-	-	6	5	7	6
TOTAL	-	-	-	-	-	-	-	-	8	7	9	8

Tableau 53

TABIEAU RECAPITULATIF DES POSTES NECESSAIRES, PAR CLASSE ET SELON L'ORIGINE DES FONDS  
 ROUAGE : BUREAU DU COORDONNATEUR DES NATIONS UNIES POUR LES SECOURS EN CAS DE CATASTROPHE

CATEGORIE	ORIGINE DES FONDS							
	AUTRES RESSOURCES (EXTRA-BUDGETAIRES)				BUDGET ORDINAIRE			
	1974	1975	1976	1977	1974	1975	1976	1977
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								
Secrétaire général adjoint	-	-	-	-	1	1	1	1
Sous-Secrétaire général	-	-	-	-	-	-	-	-
Directeurs (D-2)	-	-	-	-	1	1	1	1
Administrateurs généraux (D-1)	-	-	-	-	-	-	-	-
Administrateurs hors classe (P-5)	-	-	-	-	3	3	3	3
Administrateurs de 1ère classe (P-4)	-	-	-	-	2	2	2	2
Administrateurs de 2ème classe (P-3)	-	-	-	-	-	-	1	1
Administrateurs adjoints de 1ère ou de 2ème classe (P-2/1)	-	-	-	-	1	1	1	1
Total partiel	-	-	-	-	8	8	9	9
Agents des services généraux								
1ère classe (G-5)	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres classes (G-4/1)	-	-	-	-	7	7	8	8
Total partiel	-	-	-	-	7	7	8	8
TOTAL	-	-	-	-	15	15	17	17

## M. CONTROLE INTERNATIONAL DES STUPEFIANTS

L'Organisation des Nations Unies déploie un certain nombre d'activités dans le domaine du contrôle international des stupéfiants aux fins de prévenir l'abus des drogues par les particuliers et de lutter contre le trafic illicite de ces drogues. Ces activités relèvent de la compétence de la Commission des stupéfiants de l'ONU, de la Division des stupéfiants, de l'Organe international de contrôle des stupéfiants et du Fonds des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues.

Pendant la période du plan à moyen terme 1974-1977, la menace que constituent pour la société l'abus des drogues par les particuliers et le trafic illicite des stupéfiants nécessitera que l'on s'attaque de front et sans désespérer à tous les aspects du problème jusqu'à ce qu'il soit maîtrisé.

On trouvera ci-après : a) un tableau récapitulatif des fonds nécessaires pour les organes directeurs (Commission des stupéfiants), la Division des stupéfiants, l'Organe international de contrôle des stupéfiants et le Fonds des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues, selon l'origine des fonds, pour chacune des années de la période du plan à moyen terme; b) un tableau récapitulatif des postes nécessaires, selon l'origine des fonds, pour chacune des années 1974/1977; c) un tableau récapitulatif des postes nécessaires, par classe et selon l'origine des fonds, pour chacune des années 1974-1977; et d) un court exposé des plans à moyen terme pour chaque élément de programme. Les postes et les fonds nécessaires indiqués pour 1974 et 1975 correspondent à ceux qui sont demandés dans le projet de programme de travail et de budget (A/9006) pour les années en question. Les chiffres relatifs aux postes et aux fonds nécessaires pour 1976-1977 sont des projections fondées sur le programme de travail que le Secrétaire général propose pour la période de quatre ans.

Tableau 54

TABLEAU RECAPITULATIF DES FONDS NECESSAIRES PAR PROGRAMME,  
PAR ELEMENT DE PROGRAMME ET SELON L'ORIGINE DES FONDS

(Milliers de dollars des Etats-Unis)

ROUAGE : CONTROLE INTERNATIONAL DES STUPEFIANTS

CATEGORIE DE PROGRAMME ET ELEMENT DE PROGRAMME	1974			1975			1976			1977		
	Programmes opérationnels	Autres ressources extra- budgétaires	Budget ordinaire	Programmes opérationnels	Autres ressources extra- budgétaires	Budget ordinaire	Programmes opérationnels	Autres ressources extra- budgétaires	Budget ordinaire	Programmes opérationnels	Autres ressources extra- budgétaires	Budget ordinaire
ORGANES DIRECTEURS .....	-	-	-	-	-	44	-	-	-	-	-	52
ELEMENTS DE PROGRAMME												
Division des stupéfiants .....	1 200	203	738	1 200	212	819	2 000	280	937	2 500	310	1 022
Organe international de contrôle des stupéfiants .....	-	66	586	-	-	682	-	-	755	-	-	807
Fonds des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues ..	-	258	-	-	269	-	-	290	-	-	320	-
<b>TOTAL .....</b>	<b>1 200</b>	<b>527</b>	<b>1 324</b>	<b>1 200</b>	<b>481</b>	<b>1 545</b>	<b>2 000</b>	<b>570</b>	<b>1 692</b>	<b>2 500</b>	<b>630</b>	<b>1 881</b>

TABLEAU RECAPITULATIF DES POSTES NECESSAIRES PAR ELEMENT DE PROGRAMME ET SELON L'ORIGINE DES FONDS

ROUAGE : CONTROLE INTERNATIONAL DES STUPEFIANTS

ELEMENT DE PROGRAMME	ORIGINE DES FONDS											
	AUTRES RESSOURCES (EXTRA-BUDGETAIRES)						BUDGET ORDINAIRE					
	1974	1975	1976	1977	1974	1975	1976	1977	1974	1975	1976	1977
	Adm.	Serv. gén.	Adm.	Serv. gén.	Adm.	Serv. gén.	Adm.	Serv. gén.	Adm.	Serv. gén.	Adm.	Serv. gén.
Division des stupéfiants	7	6	7	6	7	6	7	6	19	16	21	18
Organe international de contrôle des stupéfiants	3	1	-	-	-	-	-	-	12	13	14	14
Fonds des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues	4	3	4	3	4	3	4	3	-	-	-	-
TOTAL	14	10	11	9	11	9	11	9	31	29	35	32

## 1. Organes directeurs

La Commission des stupéfiants doit se réunir en 1975 et en 1977. Les montants estimatifs indiqués sous cette rubrique doivent permettre de couvrir les frais de voyage et l'indemnité de subsistance de 24 membres de la Commission ainsi que de recruter du personnel temporaire pour assurer le service des réunions de la Commission.

## 2. Division des stupéfiants

Les activités menées au titre du programme des Nations Unies relatif au contrôle international des stupéfiants, exécuté par la Division des stupéfiants, se répartissent entre les cinq éléments de programme exposés ci-dessous.

### a) Direction exécutive et administration

Pendant la période 1974-1977, les activités de direction exécutive et d'administration s'exerceront dans toute la mesure nécessaire pour assurer l'exécution des programmes exposés de façon plus détaillée ci-dessous. Eu égard aux menaces de plus en plus sérieuses que fait peser l'abus des drogues et aux problèmes sociaux qui en résultent pour la population des Etats Membres, on prévoit de renforcer les activités de planification menées à la Division pendant la période du plan à moyen terme ainsi que d'améliorer l'ensemble des modalités de coordination entre les diverses unités administratives de l'ONU qui s'occupent du contrôle des stupéfiants.

### b) Exécution des traités

Pendant la période 1974-1977, les plans touchant l'exécution des traités prévoient que l'on fera en sorte de mieux faire connaître la situation mondiale dans le domaine des drogues en aidant les gouvernements à améliorer leurs systèmes d'établissement de rapports de façon que les renseignements appropriés soient portés à la connaissance de la Commission des stupéfiants. L'on s'efforcera également d'améliorer l'aptitude de la Division à aider les gouvernements à mettre au point et exécuter des programmes de contrôle des drogues et des stupéfiants. Grâce aux fonds provenant de sources extra-budgétaires dont on compte disposer par l'intermédiaire du Fonds des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues, les activités et responsabilités de la Division touchant l'application des traités, tant pour ce qui est de la coordination qu'en ce qui concerne l'exécution, seront renforcées. D'autre part, on se préoccupera de plus en plus de fournir une assistance aux gouvernements pour l'exécution de programmes d'ensemble visant à former du personnel chargé de veiller à l'application de la législation relative au contrôle des stupéfiants et d'autres catégories de personnel exerçant des activités dans le domaine des stupéfiants. On insistera en particulier sur la nécessité de mettre en place un Service central de formation aux techniques de contrôle des stupéfiants.



c) analyse et documentation

Pendant la période 1974-1977, on s'attachera avant tout, en ce qui concerne l'analyse et la documentation, à continuer d'améliorer l'établissement, à l'intention des gouvernements, de la Commission des stupéfiants et de l'Organe international de contrôle des stupéfiants, des analyses et des documents touchant divers aspects du problème de l'abus des drogues. On s'efforcera également d'améliorer la diffusion, par l'intermédiaire du Service de l'information, de documents sur l'abus des drogues aux organes d'information et au grand public. Les plans prévoient d'apporter des améliorations à la Lettre d'information sur l'abus des drogues, d'améliorer les brochures consacrées à la lutte contre l'abus des drogues, d'élargir la portée du Bulletin des stupéfiants qui paraît tous les trimestres et de suivre de près tous les renseignements ayant trait à l'abus des drogues. En outre, compte tenu de l'intérêt de plus en plus vif manifesté par l'opinion publique, on prévoit que la Division sera appelée à donner davantage de conférences et à fournir aux groupes et aux particuliers davantage de documents écrits et de matériel audio-visuel.

d) Opérations scientifiques et techniques

Pendant la période 1974-1977, la Division continuera à assurer le fonctionnement du Laboratoire de recherche sur l'abus des drogues aux fins de l'exécution et de la coordination des travaux de recherche sur les stupéfiants et les substances psychotropes. Le Laboratoire s'attachera de plus en plus à coordonner les travaux de recherche non seulement dans les pays développés mais également dans les pays en voie de développement. Il est également appelé à donner davantage de renseignements et de conseils ainsi qu'à fournir des échantillons témoins de drogues donnant lieu à abus. Les travaux de recherche sur le cannabis (en particulier pour ce qui est de sa composition chimique) seront intensifiés. On poursuivra les travaux de recherche sur la mise au point de tests (susceptibles d'être utilisés par les services de police) permettant d'identifier rapidement les drogues donnant lieu à abus. Des travaux de recherche sur la teneur en thébaïne du Papaver bracteatum, afin de déterminer si la culture de cette plante pourrait éventuellement se substituer à celle de l'oeillette, seront également entrepris durant la période 1974-1977. En dernier lieu, on prévoit de former davantage de boursiers aux techniques d'identification et d'analyse des drogues donnant lieu à abus.

e) Gestion des activités de coopération technique

Compte tenu des menaces de plus en plus vives que fait peser l'abus des drogues, on prévoit que davantage de ressources seront allouées au Fonds des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues pendant la période 1974-1977, ce qui devrait se traduire par une augmentation du nombre des projets de coopération technique relatifs à la lutte contre l'abus des drogues. L'ampleur des activités menées dans le domaine de la coopération technique dépendra du montant des ressources qui seront allouées par les Etats Membres aux fins de la lutte contre l'abus des drogues et contre le trafic illicite des drogues dont l'emploi est illégal.

## TABLEAU RECAPITULATIF DES POSTES NECESSAIRES, PAR CLASSE ET SELON L'ORIGINE DES FONDS

## ROUAGE : DIVISION DES STUPEFIANTS

CATEGORIE	AUTRES RESSOURCES (EXTRA-BUDGETAIRES)				ORIGINE DES FONDS				BUDGET ORDINAIRE			
	1974	1975	1976	1977	1974	1975	1976	1977	1974	1975	1976	1977
Administrateurs et fonctionnaires (à rang supérieur)	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1	1	1
	1	1	1	1	1	1	1	1	2	2	2	2
	-	-	-	-	-	-	-	-	1	2	4	4
	2	2	2	2	2	2	2	2	6	5	5	5
	-	-	-	-	-	-	-	-	3	5	6	6
	4	4	4	4	4	4	4	4	6	4	3	3
Total partiel												
Agents des services généraux	7	7	7	7	7	7	7	7	19	19	21	21
	1	1	1	1	1	1	1	1	3	3	3	3
	5	5	5	5	5	5	5	5	13	13	15	15
Total partiel												
Reclassements proposés	6	6	6	6	6	6	6	6	16	16	18	18
									1 Serv.gén. 1ère classe			

### 3. Organe international de contrôle des stupéfiants

Pendant la période du plan à moyen terme 1974-1977, l'Organe international de contrôle des stupéfiants aura pour principale mission de continuer à superviser l'exécution des traités internationaux relatifs au contrôle des stupéfiants et des substances psychotropes. Il est prévu que l'Organe continuera à tenir au moins deux sessions par an pendant chacune des quatre années de la période 1974-1977. L'Organe international de contrôle des stupéfiants continuera d'assumer les fonctions du Comité central permanent de l'opium et de l'Organe de contrôle des stupéfiants (qui avaient été créés par les Conventions de 1925 et de 1931, respectivement) ainsi que de superviser régulièrement l'exécution du Protocole de 1953 et de la Convention sur les substances psychotropes de 1971. On prévoit que le Protocole de 1971 portant amendement de la Convention unique sur les stupéfiants de 1961, en vertu de laquelle a été créé l'Organe international de contrôle des stupéfiants, aura pour conséquence d'accroître les responsabilités de l'Organe dans les domaines juridique et administratif.

Tableau 57

## TABLEAU RECAPITULATIF DES POSTES NECESSAIRES, PAR CLASSE ET SELON L'ORIGINE DES FONDS

ROUAGE : ORGANE INTERNATIONAL DE CONTROLE DES STUPEFIANTS

CATEGORIE	ORIGINE DES FONDS				
	AUTRES RESSOURCES (EXTRA-BUDGETAIRES)		BUDGET ORDINAIRE		
	1974	1975	1976	1977	
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur					
	-	-	-	-	1
	-	-	-	-	1
	-	-	-	-	4
	1	-	-	-	4
	2	-	-	-	5
Total partiel	3	-	-	-	15
Agents des services généraux					
	-	-	-	-	2
	1	-	-	-	12
	1	-	-	-	14
TOTAL	4	-	-	-	29

#### 4. Fonds des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues

Le Fonds des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues a été créé par le Secrétaire général en mars 1971 en application d'une recommandation de la Commission des stupéfiants, approuvée par le Conseil économique et social dans sa résolution 1559 (XLIX) et par l'Assemblée générale dans sa résolution 2719 (XXV). Le Fonds est alimenté par des contributions volontaires versées par des gouvernements et des organismes privés.

Le Fonds des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues a pour objectif d'élaborer des plans et des programmes à court terme et à long terme dans le domaine de la lutte contre l'abus des drogues et de fournir une assistance pour l'exécution de ces plans et programmes. Le programme prévoit le financement de projets ayant pour objet : de renforcer les moyens de recherche et d'information des organismes des Nations Unies s'occupant du contrôle des drogues; de mettre au point et d'exécuter des programmes d'assistance technique dans le cadre de projets pilotes ayant trait aux cultures de substitution ainsi qu'à la création ou à l'amélioration d'administrations nationales de contrôle des drogues et de services d'exécution; de former du personnel, et de mettre en place ou de renforcer des centres de recherche et de formation capables de répondre aux besoins nationaux et régionaux; d'accroître les moyens et d'étendre le champ d'action des organismes des Nations Unies s'occupant du contrôle des drogues et des secrétariats de ces organismes; d'encourager la mise en place de services de traitement, de réadaptation et de réintégration sociale des toxicomanes; et de mettre au point du matériel pédagogique et des programmes éducatifs à l'intention des groupes fortement exposés au risque.

Compte tenu des contributions annoncées par 21 gouvernements et des contributions de source privée versées depuis la création du Fonds, les ressources du Fonds s'élevaient à 4 544 000 dollars au total à la date du 31 mars 1973; ces ressources ont permis au Fonds de mettre en route 33 projets, d'un coût total de 4 516 000 dollars.

Au cours de la période du plan à moyen terme 1974-1977, le Fonds prévoit de financer une expansion considérable des activités menées par l'Organisation des Nations Unies et par les institutions spécialisées dans le domaine du contrôle international des stupéfiants. Le Fonds a déjà engagé des consultations avec plusieurs gouvernements intéressés sur la possibilité de fournir une assistance dans le domaine du contrôle des stupéfiants et compte mettre au point durant les quatre prochaines années des programmes nationaux d'assistance et de coopération qui seront financés par le Fonds.

## TABLEAU RECAPITULATIF DES POSTES NECESSAIRES, PAR CLASSE ET SELON L'ORIGINE DES FONDS

ROUAGE : FONDS DES NATIONS UNIES POUR LA LUTTE CONTRE L'ABUS DES DROGUES

CATEGORIE	ORIGINE DES FONDS					
	AUTRES RESSOURCES (EXTRA-BUDGETAIRES)			BUDGET ORDINAIRE		
	1974	1975	1976	1977	1974	1975
<b>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</b>						
Sous-Secrétaire général	1	1	1	1	-	-
Directeurs (D-2)		-	-	-	-	-
Administrateurs généraux (D-1)	1	1	1	1	-	-
Administrateurs hors classe (P-5)	1	1	1	1	-	-
Administrateurs de 1ère classe (P-4)	-	-	-	-	-	-
Administrateurs de 2ème classe (P-3)	-	-	-	-	-	-
Administrateurs adjoints de 1ère ou de 2ème classe (P-2/1)	1	1	1	1	-	-
<b>Total partiel</b>	4	4	4	4	-	-
<b>Agents des services généraux</b>						
1ère classe (G-5)	-	-	-	-	-	-
Autres classes (G-4/1)	3	3	3	3	-	-
<b>Total partiel</b>	3	3	3	3	-	-
<b>TOTAL</b>	7	7	7	7	-	-



## N. PROGRAMME ORDINAIRE D'ASSISTANCE TECHNIQUE

L'objectif du Programme ordinaire d'assistance technique de l'Organisation des Nations Unies est de répondre avec souplesse et rapidité aux demandes d'assistance des pays en voie de développement dans divers domaines présentant une importance pour le processus de développement. Le Programme ordinaire complète et renforce l'assistance offerte aux pays en voie de développement dans le cadre d'autres programmes et permet de donner suite sur place aux recommandations de fond du Conseil économique et social et du Conseil du développement industriel, en particulier à l'échelon des régions et des pays.

Le Programme ordinaire comprend trois éléments principaux : I. Développement économique, développement social, administration publique, services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme et contrôle des stupéfiants; II. Services consultatifs régionaux et sous-régionaux; et III. Développement industriel, chaque élément étant administré séparément par le Secrétaire général, comme c'était le cas par le passé.

Le montant proposé pour chacune des années de la période 1974-1977 sera utilisé aux fins ci-après :

	<u>1974</u>	<u>1975</u>	<u>1976</u>	<u>1977</u>
	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>
I. Développement économique, développement social, administration publique, services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme et contrôle des stupéfiants .....	5 408 000	5 408 000	5 408 000	5 408 000
II. Services consultatifs régionaux et sous-régionaux (sauf dans le domaine du développement industriel) .....	1 825 000	1 825 000	1 825 000	1 825 000
III. Développement industriel (y compris les services consultatifs régionaux et sous-régionaux dans ce domaine) .....	1 500 000	1 500 000	2 000 000 <sup>a/</sup>	2 000 000 <sup>a/</sup>
TOTAL .....	<u>8 733 000</u>	<u>8 733 000</u>	<u>9 233 000</u>	<u>9 233 000</u>

<sup>a/</sup> Augmentation recommandée par le Conseil du développement industriel à sa septième session.



## O. DROITS DE L'HOMME

Aux termes des Articles 55 et 56 de la Charte des Nations Unies, les Membres s'engagent à agir en coopération avec l'Organisation, tant conjointement que séparément, en vue d'atteindre un certain nombre de buts que les Nations Unies sont fixés, entre autres "le respect universel et effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous, sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion". La Division des droits de l'homme est le principal service du Secrétariat qui contribue à la réalisation des buts de la Charte dans le domaine des droits de l'homme, conformément aux décisions des organes compétents.

Pendant la période du plan à moyen terme 1974-1977, la Division des droits de l'homme continuera d'améliorer les moyens dont elle dispose pour s'acquitter de ses responsabilités dans le domaine des droits de l'homme telles qu'elles sont définies par les organes directeurs compétents de l'Organisation des Nations Unies. Les plans à moyen terme envisagés actuellement, sous réserve naturellement des nouvelles initiatives qui pourront être prises dans le domaine des droits de l'homme par les organes intergouvernementaux, sont particulièrement axés sur les activités suivantes :

- Réalisation des objectifs fixés pour la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale (1973-1983), conformément aux directives des organes intergouvernementaux compétents. Parmi ces objectifs on peut citer notamment la coordination des programmes et des activités liés à la Décennie, la préparation d'une conférence mondiale au milieu de la Décennie, l'organisation de séminaires internationaux et régionaux et la réalisation de recherches et d'études pilotes dans certains domaines des droits de l'homme.
- Entrée en vigueur du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et du Protocole facultatif s'y rapportant ainsi que du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels.
- Renforcement des efforts tendant à faire appliquer les procédures établies par ces deux Pactes et par le Protocole facultatif. On envisage également de nommer une commission de conciliation ad hoc, conformément à l'article 42 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

On trouvera ci-après : i) un tableau récapitulatif des fonds nécessaires pour la Commission des droits de l'homme (principal organe directeur responsable des activités dans le domaine des droits de l'homme) et pour la Division des droits de l'homme, par élément de programme et selon l'origine des fonds, pour chacune des années de la période du plan à moyen terme; ii) un tableau récapitulatif des postes nécessaires, pour la Division des droits de l'homme par élément de Programme et selon l'origine des fonds, pour chacune de ces années; iii) un tableau

récapitulatif des postes nécessaires pour la Division des droits de l'homme, par classe et selon l'origine des fonds, pour chacune des années; iv) un court exposé des plans et objectifs de la Commission des droits de l'homme de la Division des droits de l'homme, pour chacun des éléments de programme de la Division. Les postes et les fonds nécessaires indiqués pour 1974 et 1975 correspondent à ceux qui sont demandés dans le projet de programme de travail et de budget pour la période biennale 1974-1975 (A/9006). Les chiffres relatifs aux postes et aux fonds nécessaires pour 1976-1977 sont des projections fondées sur le programme de travail que le Secrétaire général propose pour cette période.

Tableau 60

TABLEAU RECAPITULATIF DES FONDs NECESSAIRES PAR PROGRAMME  
ET SELON L'ORIGINE DES FONDs

(Milliers de dollars des Etats-Unis)

BOUAGE : DIVISION DES DROITS DE L'HOMME

CATEGORIE DE PROGRAMME ET PROGRAMME	1974			1975			1976			1977		
	Programmes opérationnels	Autres ressources extra- budgétaires	Budget ordinaire	Programmes opérationnels	Autres ressources extra- budgétaires	Budget ordinaire	Programmes opérationnels	Autres ressources extra- budgétaires	Budget ordinaire	Programmes opérationnels	Autres ressources extra- budgétaires	Budget ordinaire
Organes directeurs .....	-	79	450	-	80	434	-	84	446	-	88	469
Direction exécutive et administration .....	-	-	115	-	-	119	-	-	123	-	-	131
Procédures établies par l'Organisation des Nations Unies et application des instruments internationaux .....	-	-	289	-	-	299	-	-	320	-	-	387
Elimination de la discrimination raciale, de l'apartheid et de l'esclavage .....	-	-	178	-	-	203	-	-	340	-	-	409
Recherche .....	-	-	407	-	-	405	-	-	400	-	-	426
Information et éducation .....	-	-	137	-	-	144	-	-	160	-	-	172
Appui au programme .....	-	-	246	-	-	261	-	-	274	-	-	291
<b>TOTAL .....</b>	-	79	1 822	-	80	1 865	-	84	2 063	-	88	2 285

Tableau 61

## TABLEAU RECAPITULATIF DES POSTES NECESSAIRES PAR ELEMENT DE PROGRAMME

ROUAGE : DIVISION DES DROITS DE L'HOMME

Elément de programme	ORIGINE DES FONDS											
	AUTRES RESSOURCES (EXTRA-BUDGETAIRES)						BUDGET ORDINAIRE					
	1974	1975	1976	1977	1974	1975	1976	1977	1974	1975	1976	1977
	Adm.	Serv. gén.	Adm.	Serv. gén.	Adm.	Serv. gén.	Adm.	Serv. gén.	Adm.	Serv. gén.	Adm.	Serv. gén.
Organes directeurs .....	-	-	-	-	-	-	-	-	6	4	6	4
Direction exécutive et administration .....	-	-	-	-	-	-	-	-	3	2	3	2
Procédures établies par l'Organisation des Nations Unies et application des instruments internationaux .....	-	-	-	-	-	-	-	-	8	5	8	6
Elimination de la discrimination raciale, de l'apartheid et de l'esclavage .....	-	-	-	-	-	-	-	-	5	3	8	6
Recherche .....	-	-	-	-	-	-	-	-	10	6	10	6
Information et éducation.	-	-	-	-	-	-	-	-	2	2	2	2
Appui au Programme .....	-	-	-	-	-	-	-	-	6	6	6	6
TOTAL	-	-	-	-	-	-	-	-	40	28	43	32



## TABLEAU RECAPITULATIF DES POSTES NECESSAIRES, PAR CLASSE ET SELON L'ORIGINE DES FONDS

ROUAGE : DIVISION DES DROITS DE L'HOMME

CATEGORIE	ORIGINE DES FONDS				BUDGET ORDINAIRE			
	AUTRES RESSOURCES (EXTRA-BUDGETAIRES)				1974	1975	1976	1977
	1974	1975	1976	1977	1974	1975	1976	1977
<b>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</b>								
Secrétaire général adjoint	-	-	-	-	-	-	-	-
Sous-Secrétaire général	-	-	-	-	-	-	-	-
Directeurs (D-2)	-	-	-	-	1	1	1	1
Administrateurs généraux (D-1)	-	-	-	-	2	2	3	4
Administrateurs hors classe (P-5)	-	-	-	-	8	8	8	8
Administrateurs de 1ère classe (P-4)	-	-	-	-	10	10	11	11
Administrateurs de 2ème classe (P-3)	-	-	-	-	11	11	12	13
Administrateurs adjoints de 1ère ou de 2ème classe (P-2/1)	-	-	-	-	8	8	8	8
<b>Total partiel</b>	-	-	-	-	40	40	43	45
<b>Agents des services généraux</b>								
1ère classe (G-5)	-	-	-	-	2	2	2	2
Autres classes (G-4/1)	-	-	-	-	26	26	28	30
<b>Total partiel</b>	-	-	-	-	28	28	30	32
<b>TOTAL</b>	-	-	-	-	68	68	73	77

## 1. Organes directeurs

Pendant la période du plan à moyen terme 1974-1977, on compte que la Commission des droits de l'homme continuera à donner au Conseil économique et social et à l'Assemblée générale les conseils et l'aide dont ils ont besoin pour s'acquitter de la tâche qui leur a été confiée aux termes de la Charte des Nations Unies et qui consiste à promouvoir le respect universel et effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous, sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion. Il est actuellement prévu que la Commission des droits de l'homme continuera à se réunir cinq semaines par an pendant la période du plan à moyen terme 1974-1977. On prévoit également que la Commission continuera à confier l'étude des aspects plus techniques des droits de l'homme à des organes subsidiaires tels que le Comité spécial des rapports périodiques sur les droits de l'homme, la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, le Groupe de travail des communications, le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale, etc. Le plan prévoit de consacrer à ces programmes pendant la période 1975-1977 des ressources d'un montant jugé suffisant pour permettre à la Commission de s'acquitter de ses fonctions en ce qui concerne la promotion et la protection des droits de l'homme.

Les travaux de la Division des droits de l'homme prévus pour la période du plan à moyen terme 1974-1977 seront entrepris dans le cadre des différents programmes de fond dont on trouvera le détail ci-après.

## 2. Direction exécutive et administration

Pendant la période 1974-1977, cet élément de programme visera, comme par le passé, à améliorer la planification, la direction et la coordination des activités de la Division des droits de l'homme et à coordonner le programme relatif aux droits de l'homme avec les activités connexes entreprises dans d'autres secteurs du Secrétariat et par l'ensemble des organismes des Nations Unies. Le champ des activités de coordination devrait s'élargir au cours de la période du plan à moyen terme, à mesure que de nouveaux éléments concernant les droits de l'homme s'ajouteront aux programmes de l'ONU dans des domaines connexes. Cette tendance se manifeste de plus en plus depuis quelques années dans des domaines tels que les progrès de la science et de la technique, la population, la jeunesse, la prévention du crime et la lutte contre la délinquance et la protection de l'environnement, et tout porte à croire que dans ces domaines, de même que dans d'autres secteurs d'activité de l'ONU, les Etats Membres continueront à attacher une importance particulière aux aspects relatifs aux droits de l'homme. Le montant des ressources dont la Division des droits de l'homme dispose actuellement pour la direction exécutive et l'administration sera suffisant pour permettre à la Division de continuer à s'acquitter des responsabilités qui lui incombent dans ce domaine.

### 3. Procédures établies par l'Organisation des Nations Unies et application des instruments internationaux

Il est vraisemblable qu'au cours de la période du plan à moyen terme 1974-1977 le volume de travail que représentent l'examen et la présentation des renseignements reçus des Etats Parties conformément aux dispositions de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale augmentera sensiblement, à mesure que des Etats de plus en plus nombreux ratifieront cette convention ou y adhéreront. Les procédures instituées en 1972 pour l'examen des communications par le Groupe de travail de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités seront maintenues au cours de la période biennale 1974-1975. Il est difficile à l'heure actuelle de prédire dans quelle mesure l'examen et la présentation des communications reçues du grand public influenceront, à la longue, sur le volume de travail prévu pour la période du plan à moyen terme, mais il est probable que, durant cette période, le volume des activités augmentera chaque année. Il est probable également que l'entrée en vigueur du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et du Protocole facultatif s'y rapportant aura des répercussions importantes sur cet élément de programme. Ces pactes contiennent des dispositions précises touchant la manière dont les Etats Parties doivent présenter leurs rapports, et le Protocole facultatif prévoit l'examen des communications émanant de particuliers par un comité des droits de l'homme, qui serait constitué aux termes du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Les plans à moyen terme pour la période 1974-1977 ont également été établis en partant de l'hypothèse qu'un nouvel organe subsidiaire, à savoir une commission de conciliation ad hoc, pourrait être désigné, conformément à l'article 42 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

### 4. Elimination de la discrimination raciale, de l'apartheid et de l'esclavage

Pendant la période du plan à moyen terme 1974-1977, cet élément de programme bénéficiera d'une attention particulière, dans le cadre de la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale (1973-1983). Les activités sont exécutées conformément aux directives des organes intergouvernementaux compétents. Il n'a pas encore été possible de déterminer exactement le montant total des ressources qui seront nécessaires au titre de cet élément de programme pendant la période du plan à moyen terme 1974-1977, et il est probable qu'on ne pourra le faire qu'à la fin de 1973, lorsque le projet de programme pour la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale (1973-1983) aura été examiné par les divers organes directeurs. Le montant des fonds nécessaires pour les activités future visant à éliminer l'esclavage et la traite des esclaves dépendra de l'envergure que la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités et les autres organes compétents voudront donner à ce projet.

## 5. Recherche

Pendant la période du plan à moyen terme 1974-1975, la recherche dans le domaine des droits de l'homme se poursuivra autant qu'il sera nécessaire pour répondre aux demandes des organes intergouvernementaux, du Secrétaire général et des rapporteurs spéciaux nommés par la Commission des droits de l'homme ou par la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités. Trois études actuellement effectuées par des rapporteurs spéciaux doivent normalement être achevées en 1975. Si les délais impartis peuvent être respectés, les ressources seront alors disponibles pour étudier d'autres problèmes relatifs aux droits de l'homme résultant des progrès de la science et de la technique. Ces études devraient à leur tour être achevées vers la fin de la période du plan à moyen terme. Il est également prévu de poursuivre durant cette période l'examen du rôle de la jeunesse dans la promotion et la protection des droits de l'homme.

## 6. Information et éducation

Pendant la période du plan à moyen terme 1974-1977, la Division continuera de développer et de renforcer les moyens dont elle dispose pour mener à bien toutes sortes d'activités en matière d'information et d'éducation dans le domaine des droits de l'homme, en particulier dans le cadre de la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale (1973-1983). Elle s'efforcera d'établir des rapports de travail plus étroits avec le Service de l'information afin d'assurer, grâce aux moyens d'information dont l'Organisation des Nations Unies dispose, la diffusion de matériel d'information et d'éducation. Elle s'emploiera à améliorer la qualité des publications relatives aux droits de l'homme (annuaires, bulletins, brochures, etc.) et à en augmenter le nombre. Enfin, durant la période du plan à moyen terme, elle s'attachera en particulier à assurer la participation de la jeunesse aux activités relatives aux droits de l'homme.

## 7. Appui au programme

Dans le cadre de cet élément de programme, la Division continuera à fournir des services consultatifs et administratifs durant la période du plan à moyen terme 1974-1977. Pour ce qui est des services consultatifs, il est prévu de tenir chaque année durant cette période deux séminaires sur les activités relatives aux droits de l'homme; d'organiser un ou plusieurs cours de formation régionaux; et d'accorder des bourses dans le domaine des droits de l'homme. Indépendamment du programme de services consultatifs actuellement en cours, comme suite aux demandes des organes directeurs tendant à organiser des séminaires sur des sujets tels que l'éducation de la jeunesse dans le domaine des droits de l'homme et les conséquences des progrès scientifiques et techniques sur les droits de l'homme, le programme pour la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale (1973-1983) prévoit l'application de la recommandation visant à organiser également des séminaires à l'échelon international et régional

sur des aspects particuliers de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale. On compte que ces séminaires seront essentiellement axés sur l'élimination de la discrimination raciale et les autres moyens d'assurer le respect des droits de l'homme. Durant la période du plan à moyen terme 1974-1977, la Division des droits de l'homme fournira tous les services administratifs nécessaires pour appuyer les activités susmentionnées de la manière la plus efficace et la plus économique possible, ces services étant, pour l'essentiel, analogues au type de services administratifs d'appui décrits pour cet élément de programme dans le budget-programme biennal (A/9006).





---

#### **HOW TO OBTAIN UNITED NATIONS PUBLICATIONS**

United Nations publications may be obtained from bookstores and distributors throughout the world. Consult your bookstore or write to: United Nations, Sales Section, New York or Geneva.

#### **COMMENT SE PROCURER LES PUBLICATIONS DES NATIONS UNIES**

Les publications des Nations Unies sont en vente dans les librairies et les agences dépositaires du monde entier. Informez-vous auprès de votre librairie ou adressez-vous à: Nations Unies, Section des ventes, New York ou Genève.

#### **КАК ПОЛУЧИТЬ ИЗДАНИЯ ОРГАНИЗАЦИИ ОБЪЕДИНЕННЫХ НАЦИЙ**

Издания Организации Объединенных Наций можно купить в книжных магазинах и агентствах во всех районах мира. Наводите справки об изданиях в нашем книжном магазине или пишите по адресу: Организация Объединенных Наций, Секция по продаже изданий, Нью-Йорк или Женева.

#### **COMO CONSEGUIR PUBLICACIONES DE LAS NACIONES UNIDAS**

Las publicaciones de las Naciones Unidas están en venta en librerías y casas distribuidoras en todas partes del mundo. Consulte a su librero o diríjase a: Naciones Unidas, Sección de Ventas, Nueva York o Ginebra.

---